

2m11.3029.1

Université de Montréal

Globalisation et politiques culturelles. Une analyse des initiatives
de l'État et de la société civile canadienne entre 1998 et 2002

Par
Mélanie Marron

Département de communication
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences
en (M.Sc.) sciences de la Communication

Août 2002

© Mélanie Marron, 2002



P

90

W54

2003

N.006

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Globalisation et politiques culturelles. Une analyse des initiatives
de l'État et de la société civile canadienne entre 1998 et 2002

Présenté par :

Mélanie Marron

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président rapporteur : Claude Martin
Directeur de recherche : Marc Raboy
Membre du jury : André H. Caron

Mémoire accepté le : _____

Sommaire

Ce mémoire porte sur le rôle de l'État et de la société civile canadienne relativement à l'élaboration des politiques culturelles canadiennes dans un contexte de la globalisation des marchés. Il évalue l'impact de la globalisation culturelle d'une part sur la capacité des États à élaborer leurs politiques culturelles et d'autre part sur la possibilité de créer et maintenir un espace public national pour assurer la participation effective des citoyens à cette formulation des politiques culturelles. L'objet du présent mémoire est donc de déterminer comment l'État et la société civile canadienne peuvent et pourront s'adapter à la nouvelle conjoncture mondiale.

Pour répondre à cette question, ce mémoire étudie quelques initiatives récentes de ces deux groupes, entreprises entre 1998 et 2002. La méthode de recherche employée consiste d'une part en une analyse de documents officiels, d'autre part en une série d'entrevues de recherche afin de compléter la collecte de données en vue de l'analyse.

Cette étude se compose de trois parties. La première partie aborde le phénomène de globalisation dans son ensemble. La seconde partie traite plus spécifiquement de la globalisation de la culture et de ses potentiels impacts sur les rôles de l'État et du citoyen. La troisième partie illustre, par la présentation de l'exemple canadien, les différents éléments de la problématique.

La conclusion du mémoire est que l'État et la société civile canadienne peuvent faire face aux défis posés par la globalisation culturelle. Ceci, en changeant d'attitude quant à la façon d'aborder la problématique culture-commerce et en adaptant les moyens à mettre en oeuvre pour faire reconnaître l'importance de leur rôle respectif en ce qui concerne le développement culturel démocratique.

Mots clés : Politiques culturelles, globalisation, État canadien, société civile canadienne.

Abstract

This thesis is about the changing roles of the Canadian State and civil society in relation to the cultural policy-making process, in the context of the globalization of markets. It explores the impact of cultural globalization on the capacity of states to lay down their own cultural policies and on the possibility to create and maintain a national public space to ensure concrete participation of citizens in cultural policy-making. The purpose of this study is to determine how the Canadian State and civil society can adapt themselves to the new world context.

To answer this question, the thesis examines a few recent initiatives of these two groups, undertaken between 1998 and 2002. Two research methods have been used : a content analysis of official documents and a series of research interviews to complete the collection of data.

The study is made up of three parts. The first one is about the globalization phenomenon as a whole. The second one examines the effects of cultural globalization on the roles of the State and the citizen. The third one illustrates, through the Canadian example, the different aspects of the problem.

The conclusion suggests that the Canadian State and civil society can stand up to meet the challenges of cultural globalization. To do so, they need to change their approach to the problem of culture and commerce, and need to take measures to legitimate their respective roles, in democratic cultural development.

Key words : Cultural policies, globalization, Canadian State, Canadian civil society.

Table des matières

Identification du jury	ii
Sommaire	iii
Abstract	iv
Table des sigles	ix
Remerciements	x
Introduction	1
<u>Première partie : la globalisation, l'État et la société civile</u>	4
Chapitre 1	4
<i>La globalisation et la démocratie : définition et caractéristiques</i>	
1.1 Historique du phénomène de globalisation	4
1.2 La globalisation de la mondialisation : controverse terminologique	8
1.3 Définition et caractéristiques de la globalisation	9
1.4 Pressions exercées sur le rôle de l'État	11
1.4.1 L'élite économique mondiale entre en scène	11
1.4.2 De nouveaux lieux de décision	14
1.4.3 Le néolibéralisme : l'idéologie de la globalisation	14
1.4.3.1 La métaphore du « Village global »	15
1.4.3.2 Qui gère mieux la démocratie : l'État ou le marché ?	17
1.5 Changement du rôle de l'État	20
1.6 Synthèse	22
Chapitre 2	23
<i>La globalisation et l'État : repenser la démocratie</i>	
2.1 Options démocratiques	23
2.1.1 Politique publique globale (<i>Global Public Policy</i>)	24
2.1.2 Démocratie cosmopolite (<i>Cosmopolitan Democracy</i>)	26
2.2 Synthèse	28
Chapitre 3	29
<i>La globalisation et la société civile</i>	
3.1 Définition, caractéristiques et fonctions de la société civile	29
3.2 Émergence d'une société civile globale	32
3.2.1 Reconnaissance par les élites globales	32
3.2.2 « Un autre monde est possible »	35
3.3 Obstacles au développement d'un mouvement civil global	36
3.4 Imparfaite mais essentielle	38
3.5 Synthèse	38

Deuxième partie : la globalisation culturelle 40

Chapitre 4 40

La globalisation et la culture : présentation générale de la situation

4.1	La spécificité des produits culturels	40
4.1.1	Culture : éléments de définition	40
4.1.2	Les industries culturelles	41
4.1.3	Élaboration des politiques culturelles	43
4.2	Globalisation culturelle	45
4.2.1	Réflexion internationale sur les enjeux de communication	45
4.3	Deux changements majeurs dans l'environnement culturel mondial	47
4.3.1	Arrivée des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	47
4.3.2	Augmentation des échanges culturels mondiaux et apparition de conglomérats médiatiques	50
4.4	Traitement de la culture dans les négociations commerciales internationales	52
4.5	Synthèse	59

Chapitre 5 60

Impact de la globalisation sur la relation État/culture

5.1	Conséquences de la globalisation culturelle	60
5.2	Globalisation et culture : un enjeu démocratique	65
5.2.1	La culture, un droit fondamental	65
5.2.2	Le développement culturel	67
5.2.2.1	La Décennie mondiale pour le développement culturel	67
5.2.2.2	Modèle du développement culturel démocratique	69
5.3	Nécessité d'une redéfinition de l'intervention de l'État	70
5.4	Synthèse	72

Troisième partie : le rôle de l'État et de la société civile canadienne dans l'élaboration des politiques culturelles 73

Chapitre 6 73

La méthodologie

6.1	Présentation de l'objet d'étude et formulation de la question de recherche	73
6.2	Présentation des initiatives	74
6.3	Les méthodes de recherche	75
6.3.1	L'analyse documentaire	75
6.3.2	L'entrevue	75
6.4	Synthèse	77

Chapitre 7	78
<i>L'exemple canadien</i>	
7.1 Les industries culturelles canadiennes	78
7.1.1 Portrait général	78
7.1.2 Présentation des différents secteurs	80
7.2 Évolution de la stratégie canadienne dans l'élaboration de la politique culturelle	82
7.3 Culture canadienne et commerce international	85
7.3.1 Mesures d'intervention gouvernementales	85
7.3.2 Le Canada et le commerce international	87
7.3.3 Mesures d'intervention et accords commerciaux : quels sont les risques ?	90
7.4 Synthèse	95
Chapitre 8	96
<i>Présentation des initiatives de l'État</i>	
8.1 Élaboration de la position canadienne : consultations des Canadiens	96
8.2 Nouvel Instrument International pour la diversité culturelle (NIIDC)	101
8.2.1 Contexte d'apparition du NIIDC	101
8.2.2 Pourquoi un NIIDC ?	104
8.2.3 Étapes du développement du NIIDC	106
8.2.4 Portée et cadre de l'instrument	107
8.2.4.1 Portée de l'instrument	107
8.2.4.2 Cadre de l'instrument	109
8.3 Le Canada et l'OMC	112
8.4 Réseau International sur la politique culturelle (RIPC)	114
8.4.1 Qu'est-ce que le RIPC ?	114
8.4.2 Rencontres annuelles	116
8.4.3 Rencontres du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation	118
8.5 Synthèse	119
Chapitre 9	120
<i>Présentation des initiatives de la société civile</i>	
9.1 Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC)	120
9.1.1 Contexte d'apparition du RIDC	120
9.1.2 Présentation du RIDC	123
9.1.3 Rencontres annuelles	125
9.1.4 Suivi des négociations commerciales	125
9.1.5 Liens avec le gouvernement canadien	126
9.1.6 Liens avec la Coalition pour la diversité culturelle et la population	127
9.1.7 Vers un pacte culturel global	127

9.2	Coalition pour la diversité culturelle (CDC)	129
9.2.1	Présentation de la CDC	129
9.2.2	Plan d'action domestique et international	130
9.2.3	Liens avec le gouvernement canadien et québécois	131
9.2.4	Liens avec le milieu culturel, les organisations internationales et la population	131
9.2.5	Première rencontre internationale de Montréal	132
9.2.6	La Coalition et le NIIDC	133
9.3	Synthèse	133

Chapitre 10 135

La discussion et l'analyse

10.1	Modification de l'intervention du gouvernement canadien	137
10.1.1	Collaboration entre le gouvernement canadien et les milieux culturels canadiens	139
10.1.2	Un partenariat bénéfique pour tous	140
10.2	Rôle des OSC culturelles	142
10.2.1	Spécificité du mouvement culturel	144
10.2.2	Limites de leur action	145
10.3	Mobilisation de la population	147
10.4	Amorce d'un débat mondial sur les enjeux culturels	148
10.5	Création d'un cadre global d'encadrement des échanges culturels	150
10.5.1	Mise en place d'une réglementation : exemple du NIIDC	151
10.5.2	Mise en place de structures politiques	154
10.5.2.1	Retour vers un équilibre entre la logique industrielle et culturelle dans le discours du gouvernement	154
10.5.2.2	OMC	157
	A. Risques et opportunités pour le Canada	157
	B. Nécessité d'une position commune	159
	C. Rôle des OSC dans le cadre des négociations	160
10.6	Synthèse	161

Conclusion 163

Bibliographie 174

Annexes

Annexe I -	Chronologie des initiatives du gouvernement canadien	xi
Annexe II -	Chronologie des initiatives de la société civile canadienne	xiv
Annexe III -	Chronologie des initiatives de l'UNESCO	xvii
Annexe IV -	Chronologie des initiatives de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)	xix
Annexe V -	Chronologie des initiatives du gouvernement québécois	xxi
Annexe VI -	Protocole d'entrevue	xxiv

Table des sigles

AGCS	Accord général sur le commerce des services
ALE	Accord de libre-échange (Canada – États-Unis)
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
CCA	Conférence canadienne des arts
CDC	Coalition pour la diversité culturelle
CPAECI	Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international
CTN	Compagnie transnationale
FSM	Forum Social Mondial
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers
GCSCE	Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur
GII	<i>Global Information Infrastructure</i>
GPP	<i>Global Public Policy</i>
MAECI	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
NIIDC	Nouvel instrument international pour la diversité culturelle
NOMIC	Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication
NPF	Nation la plus favorisée
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et de la communication
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMC	Organisation mondiale du commerce
OEA	Organisation des États Américains
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la société civile
RIDC	Réseau international pour la diversité culturelle
RPC	Réseau international sur la politique culturelle
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

Remerciements

Je tiens à remercier M. Marc Raboy d'avoir accepté la direction de ce mémoire. Sa disponibilité à mon égard n'a jamais fait défaut, malgré la distance. Ses précieux conseils m'ont guidé tout au long du processus de recherche et je lui dois d'avoir suscité mon intérêt pour les enjeux démocratiques soulevés par la globalisation culturelle.

J'exprime également ma gratitude à Mme Megan Williams, directrice générale de la Conférence canadienne des arts, à M. Dave Atkinson, conseiller principal du Bureau de la diversité culturelle au ministère de la Culture et des Communications du Québec, à Mme Mireille Gagné, directrice générale du Centre de musique canadienne au Québec, à M. Don Stephenson, directeur général de la section Services à la Direction générale de l'investissement et de la propriété intellectuelle au MAECI, ainsi qu'à M. Louis Hamel, ambassadeur du Canada à l'UNESCO. Leurs commentaires, aussi généreux qu'intéressants, m'ont été très utiles pour améliorer ma compréhension de la problématique.

Mes remerciements s'adressent aussi à M. Richard Paradis, pour un cours donné sur les politiques de communication qui marque le début de mon intérêt pour les enjeux culturels dans le contexte de la globalisation.

Je suis reconnaissante envers mes parents, Ginette et Jean-Claude, pour leur lecture attentive du manuscrit et pour leurs commentaires justes et précis. Je les remercie également pour leurs encouragements qui m'ont accompagné tout au long de ma scolarité universitaire.

Enfin, j'éprouve une reconnaissance toute spéciale envers Denis, qui me soutient dans la réalisation de ce projet depuis le tout début. Je le remercie pour ses conseils, son support moral et pour la grande patience dont il a fait preuve.

Introduction

Depuis environ dix ans, nous assistons à une modification profonde du portrait mondial du secteur culturel. Cette transformation est principalement marquée par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), menant à une convergence entre médias traditionnels et innovations technologiques, ainsi que par l'augmentation des échanges culturels au niveau mondial. Cette dernière est associée d'une part au développement de nouvelles structures internationales de gouvernance ; où sont arbitrés les échanges de biens et de services entre les nations et où l'on définit les règles du jeu par le biais d'accords multilatéraux et d'autre part à l'accroissement du pouvoir de l'élite économique, qui s'implique de plus en plus dans les processus de décision.

De façon plus large, la problématique étudiée rejoint la question théorique des nouveaux enjeux de gouvernance mondiale dans un contexte de globalisation. Il s'agit de déterminer comment les sociétés interconnectées pourront et devront gouverner de façon démocratique au 21^{ème} siècle. A cet effet, les travaux de David Held et Wolfgang H. Reinicke, constituent les bases théoriques de cette recherche. De son côté, Reinicke propose une structure publique mondiale de gouvernance, dans laquelle l'État occupe un nouveau rôle. Dans un autre ordre d'idée, Held présente un modèle de gouvernance mondiale démocratique plaçant le citoyen au cœur.

La globalisation culturelle semble avoir une ampleur assez considérable pour qu'une recherche sur ses conséquences soit réalisée. Il paraît important de déterminer si elle constitue un risque ou un avantage pour les différentes cultures du monde. A savoir si la façon dont elle s'opère peut permettre d'envisager un véritable dialogue entre civilisations ou si, au contraire, elle laisse entrevoir une tendance à l'uniformisation. En d'autres termes, s'opère-t-elle dans l'intérêt de la majorité ?

Pour être en mesure de comprendre le phénomène dans son ensemble et les enjeux qui s'y rattachent, il est nécessaire d'en analyser tous les aspects. Nous sommes conscients des limites de cette recherche, qui nous permet de ne saisir qu'une partie de la réalité. Notre analyse ne porte donc pas sur la culture dans son intégralité mais, sur l'une des sources par

laquelle elle est transmise aux individus de la société : les industries culturelles. A partir de quoi, nous nous demandons dans un premier temps, si les répercussions de la globalisation peuvent avoir une influence en ce qui concerne la relation entre l'État et la Culture. Dans un deuxième temps, nous nous questionnons sur les conséquences éventuelles sur le citoyen et sa représentation collective, la société civile.

Pour illustrer cette problématique, nous choisissons d'analyser le cas canadien, dont le gouvernement formule des politiques culturelles destinées à promouvoir et soutenir ses industries culturelles depuis la fin des années 1920. Dans la mesure où les défis posés par la globalisation peuvent avoir une influence sur la structure sur laquelle est basée son intervention traditionnelle, le Canada est directement interpellé. Ce mémoire porte sur le rôle de l'État et de la société civile canadienne dans l'élaboration des politiques culturelles dans le contexte de la globalisation. De façon plus spécifique, cette étude s'intéresse à la façon dont l'État et la société civile canadienne s'adaptent à la nouvelle situation. Notre question de recherche est la suivante : comment l'État et la société civile canadienne s'ajustent à la nouvelle donne en ce qui concerne les politiques culturelles dans le contexte de la globalisation ?

Afin d'apporter réponse à ce questionnement initial, nous nous sommes intéressés à quelques initiatives récentes de ces deux groupes, entreprises sur une période de quatre ans, soit entre 1998 et 2002. Nous avons procédé par une sélection de documents pertinents à l'égard de notre problématique puis, par l'analyse du corpus documentaire. Celui-ci étant composé en grande partie de documents publics (documents gouvernementaux, documents produits par des groupes, articles de publications spécialisées, articles de presse et littérature scientifique). Nous avons également effectué quelques entrevues afin de compléter notre compréhension du phénomène.

La recherche est divisée en trois parties. La première porte sur la globalisation et ses effets de façon générale. Le premier chapitre établit un lien entre les notions de globalisation et de démocratie et présente les défis auxquels l'État doit aujourd'hui faire face. Le second chapitre trace un portrait des options démocratiques permettant de répondre à ces défis. Le chapitre suivant traite des enjeux relatifs à la société civile dans le contexte actuel. La

seconde partie du mémoire aborde la problématique sous l'angle spécifique de la culture. Le chapitre quatre fait la présentation des changements mondiaux au niveau de la culture et le chapitre cinq étudie l'impact de la globalisation culturelle sur le rôle du gouvernement et du citoyen. La troisième partie de la recherche est consacrée à l'étude du rôle de l'État et de la société civile canadienne dans l'élaboration des politiques culturelles dans le contexte de la globalisation. Le chapitre six contient les éléments méthodologiques de la recherche. Le chapitre sept présente le cas canadien dans son ensemble, il fait état de la relation entre le gouvernement et la culture, des modes d'intervention, de l'évolution de la stratégie canadienne en matière de politiques culturelles, des nouveaux défis à relever, etc. Dans le chapitre huit, des initiatives du gouvernement canadien sont décrites et dans le chapitre suivant, ce sont celles des groupes de la société civile. Le dernier chapitre est l'occasion de discuter des cas présentés en regard du cadre théorique et de la problématique. L'étude se termine par quelques mots de conclusion.

Chapitre 1

La globalisation et la démocratie : définition et caractéristiques

La première partie du mémoire, constituée des trois premiers chapitres, sera l'occasion de présenter le phénomène de globalisation de façon générale et d'évaluer son implication sur le rôle de l'État et de la société civile. Dans ce premier chapitre, nous traiterons plus spécifiquement du lien qui existe entre les concepts de globalisation et de démocratie. Dans un premier temps, nous situerons la globalisation dans son contexte historique. Ensuite, nous discuterons de la controverse qui existe actuellement autour de la terminologie à employer pour décrire ce phénomène, puis, nous définirons le concept. Dans un second temps, nous étudierons l'impact de certaines pressions exercées sur le rôle de l'État et enfin, nous aborderons les effets de la globalisation sur la démocratie.

1.1 Historique du phénomène de globalisation

Il faut remonter très loin pour trouver des traces d'échanges entre les sociétés. Déjà, entre 9 000 et 11 000 ans avant Jésus-Christ, les civilisations entretenaient des relations interrégionales¹. La nature de ces échanges a beaucoup évolué depuis. Pour faire une histoire courte, nous allons situer le début du processus de mondialisation de l'économie autour du 15^{ème} siècle. Il est à noter que les éléments historiques présentés dans les paragraphes suivants sont pour la plupart, tirés de la monographie de Jacques B. Gélinas *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*

Vers 1490, l'Europe devient un empire commercial très puissant lorsque des commerçants s'engagent dans la conquête de nouveaux continents. C'est ce que David Held appelle « *the rise of the west*² ». A cette époque, l'État collabore volontiers à cette expansion internationale car il y trouve son compte. En effet, en retour de son appui financier et de ses lois protectionnistes, le gouvernement récupère presque l'entièreté des

¹ David Held, « The Shape of Contemporary Globalization », dans Held, David, McGrew, Anthony, Goldblatt, David et Perraton, Jonathan, *Global transformations : politics, economics and culture*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1999, p. 416.

² *Ibid.*, p. 418.

profits par la forte imposition qu'il exige de chaque cargaison. La compétition est rude entre les différentes puissances européennes. Les conflits s'enchaînent jusqu'en 1763, date de la signature du *Traité de Paris* qui consacre la victoire de la Grande-Bretagne sur ses concurrents.

La fin du 18^{ème} siècle marque le **début de la révolution industrielle** en Angleterre. L'arrivée du système de production capitaliste permet alors d'entrevoir un changement radical sur le plan économique. Cette époque est marquée par l'ouverture de manufactures et d'usines, l'augmentation de la productivité agricole ainsi que par l'apparition d'un marché intérieur. La notion du capitalisme se définit alors comme un « nouveau système de production mécanisée, fondé sur l'abondance de capitaux, sur le progrès technique et une nouvelle organisation du travail³ ».

Le commerce s'installe entre les métropoles et leurs colonies. La forte implication de l'État, qui formule un ensemble de mesures protectionnistes, en favorise même l'augmentation. Étant très bien positionnée, l'Angleterre affirme son emprise sur le reste du monde pendant tout le siècle et, vers 1850, elle appelle à la libéralisation du commerce au niveau mondial. Les interactions entre les sociétés sont plus nombreuses qu'auparavant. David Held souligne à cet égard qu'il y a « *an enormous acceleration in their (intensity of global networks and flows) spread and entrenchment*⁴ ».

L'année 1883 marque l'arrivée d'entreprises qui étendent leurs activités économiques à un niveau international : les **multinationales**. La première en liste est la *Standard Oil Trust* de John D. Rockefeller. Jusqu'en 1929, le monde assiste à la montée en puissance de ce nouveau type de compagnies, très agressives avec leurs concurrents. Cette période, communément appelée « l'ère des titans », est le théâtre de nombreuses fusions menant à la concentration de la propriété. Parallèlement à ce développement économique fulgurant, les conditions de travail s'avèrent être de plus en plus difficiles pour les travailleurs et les lois antitrust ne semblent pas assez efficaces pour empêcher les monopoles. L'État, quant à lui, laisse quelque peu aller les choses.

³ Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Les Editions Ecosociété, 2000, p. 25.

La situation change brusquement le 24 octobre 1929, date à laquelle la Bourse de New York s'effondre. C'est le début de la **Grande dépression**, qui durera dix ans. Durant cette période, l'économie américaine est en sérieuse difficulté et ne parvient pas à reprendre le dessus. Les chefs d'entreprises se tournent alors vers l'État en le suppliant d'intervenir. Le président américain de l'époque, Franklin D. Roosevelt, propose alors de mettre en place un nouveau contrat social (*New Deal*) liant l'État, les entreprises et la société civile. Il tente ainsi de rétablir l'équilibre entre le social et l'économique.

La fin de la seconde guerre mondiale marque une **transformation radicale**. Les puissances européennes sont grandement affaiblies par les conflits. Les États-Unis en profitent donc pour sortir le grand jeu. Ces derniers reprochent aux Européens leur incapacité à gérer efficacement l'économie mondiale. « Il leur apparaît clairement que les vieilles puissances impériales, qui s'entredétruisent une fois de plus, vont sortir affaiblies et déconfites de l'affrontement, incapables de maintenir leur emprise sur leurs colonies d'outre-mer. Incapables surtout de rebâtir un ordre mondial solide⁵. » Forts de leurs convictions, les Américains affirment être les seuls qui soient en mesure d'assurer le commandement des opérations.

En d'autres termes, le gouvernement américain désire **mettre fin aux empires protectionnistes et ouvrir les marchés**. Un organisme privé, le *Council of Foreign Relations*, présente les trois principes qui seront dorénavant défendus par les États-Unis : un accès libre aux matières premières du monde entier, aux marchés ainsi que la libre circulation des capitaux. C'est ainsi qu'en juillet 1944, un accord ouvrant la voie au libre-échange, à la libre entreprise et à la libre concurrence est signé par 44 pays à Bretton Woods (États-Unis). Le pouvoir passe dorénavant aux mains des Américains. Le cœur financier du monde ne se trouve plus à Londres, mais à New York et Washington. La monnaie mondiale devient le dollar.

C'est aussi l'occasion de présenter trois nouvelles **institutions internationales** dont la

⁴ David Held, *loc. cit.*, p. 421.

⁵ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 35.

mission est de veiller à la bonne mise en place de ce nouvel ordre économique international : la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ainsi que l'Accord général sur les tarifs douaniers (GATT). Cet accord est resté le seul instrument de coordination et de réglementation des échanges commerciaux jusqu'en 1994, date à laquelle il a été intégré au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans les années suivant la guerre, les **multinationales reprennent de la vigueur**. Les fusions et acquisitions recommencent, menant encore une fois à la concentration de la propriété et au monopole, mais de façon plus marquée qu'au début du siècle. C'est ainsi que, dans les années 1980, une nouvelle forme de mondialisation se laisse entrevoir. Ce sont maintenant des entreprises plus grandes qui voient le jour : les compagnies transnationales (CTN), plus imposantes que les multinationales.

Les **nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) participent à leur développement**. Effectivement, les avancées technologiques en télécommunications et en informatique leur permettent de passer par delà les frontières. Les grandes entreprises se mettent ainsi à défier les règles nationales, « ces méga-entreprises se situent au-delà des États-nations ou au-dessus. Leurs moyens financiers et technologiques défient les frontières et transcendent les pouvoirs étatiques⁶ ». Les CTN ont dorénavant un pouvoir et une influence considérables. Il s'agit d'une première dans l'histoire.

Dans ce contexte, le **contrat social qui lie l'État, le marché et la société civile devient gênant** pour les entreprises. C'est pourquoi, elles s'empressent d'exiger du gouvernement la fin de ce pacte social, et ainsi, la fin des législations contraignantes (prix, salaires, environnement, etc.). Les CTN demandent plutôt une déréglementation et une privatisation des secteurs publics. Une requête qui ouvre grand la porte à la libéralisation.

Dernier obstacle à la course vers le marché global : le **communisme**. Dans le milieu des années 1980, plus de la moitié du monde y adhère. Ce régime ralentit les ardeurs des CTN jusqu'à la fin de la décennie. En 1989, la chute du mur de Berlin marque la fin de ce régime. Le mot d'ordre est maintenant de créer un marché global unique dépourvu de toute

intervention des pouvoirs publics.

1.2 La globalisation de la mondialisation : controverse terminologique

La mondialisation économique change graduellement de nature depuis quelques années. Le vocabulaire pour définir cette nouvelle réalité tend lui aussi à se modifier. C'est aux États-Unis, vers la fin des années 1950 que le mot *globalization* fait son entrée dans le discours. A cette époque, le terme est neutre. Il va graduellement prendre du sens dans les années 1980, au sein du secteur économique américain. En 1983, Théodore Levitt, professeur à l'université Harvard, titre l'un de ses articles *The globalization of markets*. Il y décrit une nouvelle façon de faire du commerce avec l'arrivée des CTN.

En 1990, le mot *globalization* prend toute sa signification : il comporte une idée de **changement d'échelle** (vers le marché global) et l'idée voulant que les anciens systèmes qui font fonctionner l'économie mondiale sont dorénavant dépassés⁷. La large diffusion du concept entre 1990 et 1995 lui permet de devenir un mot clé du discours. Il s'impose tout d'abord dans le secteur économique et, dès 1995, commence à s'étendre aux sciences sociales. Depuis, il a été graduellement repris au sein de nombreux secteurs⁸.

Dans le milieu francophone il existe actuellement une **controverse quant au terme à employer**. Si la majorité s'entend pour reconnaître que l'ordre mondial est en train de se transformer radicalement, les uns et les autres ne s'entendent pas pour nommer le phénomène de la même façon. Certains affirment que « globalisation », tiré du mot anglais *globalization*, est un anglicisme et qu'il est préférable d'utiliser la traduction française « mondialisation ». René Dagorn, géographe français, apporte une nuance. Il définit les aspects économiques de ces changements mondiaux comme étant de la « globalisation », tout en affirmant que le processus global reste la « mondialisation »⁹.

Le sociologue québécois Jacques B. Gélinas propose, quant à lui, d'**utiliser uniquement le**

⁶ *Ibid.*, p. 38.

⁷ René Dagorn, « Une brève histoire du mot « globalisation » » dans Beaud, Michel, Dollfus, Olivier, Grataloup, Christian, Hugon, Philippe, Kébabdjian, Gérard et Lévy, Jacques, *Globalisation : les mots et les choses*. Khartala, Collection : Hommes et sociétés, 1999, p. 192.

⁸ *Ibid.*, p. 194.

⁹ *Ibid.*, p. 201.

mot « globalisation ». Selon l'auteur, la francophonie a traduit un peu rapidement *globalization* par « mondialisation ». L'aspect particulier du phénomène actuel impose l'emploi d'un nouveau mot. Pour Gélinas, « confondre mondialisation et globalisation, c'est les faire remonter toutes les deux à la "découverte" de l'Amérique et passer à côté de ce qui confère à la globalisation son caractère spécifique¹⁰ ». La « globalisation » se distingue donc de la « mondialisation » par son aspect d'envergure planétaire ainsi que par son côté totalisant et englobant. Nous considérons que le terme « globalisation » est un néologisme, un nouveau mot qui définit correctement le phénomène. C'est pourquoi nous emploierons ce terme tout au long de cette recherche.

1.3 Définition et caractéristiques de la globalisation

Tout comme il y a débat sur le terme à employer, il existe de multiples façons de définir la globalisation. Il est entendu que, pour comprendre la globalisation dans son ensemble, il serait nécessaire de l'aborder sous tous ses angles. Nous sommes conscients du fait que cette étude ne nous permettra que d'en saisir une partie.

Une bonne **définition** doit tenir compte non seulement de l'augmentation des échanges internationaux et du caractère mondial, mais doit également et principalement souligner le fait que le système international est en profonde mutation. Wolfgang H. Reinicke le souligne lorsqu'il distingue l'interdépendance économique de la globalisation. La première ayant encouragé la seconde, que ce soit par la déréglementation, la libéralisation, les innovations technologiques, etc¹¹. Nous définissons donc la globalisation comme suit :

Globalization can be conceived as a process (or set of processes) which embodies a transformation in the spatial organization of social relations and transactions, expressed in transcontinental or interregional flows and networks of activity, interaction and power¹².

¹⁰ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 49.

¹¹ Wolfgang H. Reinicke et Jan Martin Witte, « Interdependence, Globalization, and Sovereignty: The Role of Non-Binding International Legal Accords », 2000, section Publications, sur le site de la *Global Public Policy*, [en ligne], <http://www.f2.efresh.de/public/reinicke-witteasil.pdf> (Page consultée le 27 mars 2000).

¹² David Held, « Democracy and Globalization » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 13.

Il existe plusieurs notions intéressantes dans cette définition. Tout d'abord, la globalisation est **un processus**, compris comme une suite plus ou moins réglée d'opérations aboutissant à un résultat déterminé¹³. Le phénomène est donc en constante évolution. D'autre part, le processus fonctionne selon une **logique non linéaire** car, à l'intérieur de chaque secteur, les modèles (*patterns*) de relations et d'activités varient, la globalisation ne s'effectue pas de façon égale. La globalisation est également **multidimensionnelle**. Elle concerne des domaines très variés comme la technologie, la finance, le commerce, le secteur politique, l'environnement ou encore la culture¹⁴.

La globalisation est aussi un **phénomène spatial**. Elle s'étend du local au global. Il y a un élargissement ou *stretching* des activités sociales, politiques et économiques à travers les frontières, les régions et les continents¹⁵. Autre élément caractéristique : l'intensification ou **l'ampleur croissante de l'interconnectivité** au niveau du commerce, de l'investissement, de la finance, de la migration, de la culture, etc¹⁶. Cette intensification est liée à **l'accélération des interactions globales** (*speeding up*). L'élargissement, l'intensification ainsi que l'accélération de l'interconnectivité mondiale peuvent avoir un **impact important** car ils participent à transformer l'organisation et l'activité humaine ; les actions des uns pouvant avoir des répercussions sur celles des autres. Comme l'affirme David Held, lorsqu'il décrit la globalisation :

It involves a stretching and deepening of social relations and institutions across space and time such that, on the one hand, day-to-day activities are increasingly influenced by events happening on the other side of the globe and, on the other, the practices and decisions of local groups or communities can have significant global reverberations¹⁷.

Pour résumer, la globalisation peut être conçue comme étant l'élargissement, l'intensification, l'accélération et l'impact grandissant de l'interconnectivité du monde.

¹³ Dictionnaire français Hachette 2000.

¹⁴ David Held, « Democracy and Globalization », mai 1997, section Working papers, sur le site de *Max Plank Institute for the Studies of Societies*, [en ligne], <http://www.mpi-fg-koeln.mpg.de/pu/workpap/wp97-5/wp97-5.html> (Page consultée le 27 mars 2000).

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

1.4 Pressions exercées sur le rôle de l'État

Nous allons maintenant présenter les diverses pressions exercées par la globalisation sur le rôle de l'État ainsi que les conséquences qu'elles engendrent. Nous pensons principalement à l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène mondiale, au développement de nouveaux lieux de décision, à la privatisation, à la déréglementation et à la large diffusion de l'idéologie du néolibéralisme.

1.4.1 L'élite économique mondiale entre en scène

La globalisation est caractérisée par l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène politique internationale qui rivalisent entre eux pour récupérer un peu de pouvoir. Un de ces acteurs semble particulièrement bien tirer son épingle du jeu, il s'agit de l'**élite économique globale**. Cette élite est composée principalement de compagnies transnationales, de grands banquiers d'affaires et de gouverneurs de banques centrales¹⁸. Devenant un acteur économique incontournable, l'élite se forge progressivement une place de choix sur la scène politique. Les enjeux économiques mondiaux sont si importants, qu'elle se réserve un droit de regard sur les actions des pouvoirs publics.

Elle exerce ainsi une forte **pression sur les gouvernements** afin que ceux-ci déréglementent certains secteurs et privatisent des entreprises publiques. L'objectif ultime étant la diminution de l'intervention de l'État sur le plan social et ce, au nom de la liberté de commerce. A cet effet, le président de la transnationale *ABB* définit la globalisation de façon assez éloquente :

Je définirais la globalisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales¹⁹.

A titre d'information, il est intéressant de noter que la **déréglementation**, consiste en une diminution de l'intervention des pouvoirs publics dans les secteurs où il est traditionnellement impliqué. C'est également un allègement des lois et règlements qui

¹⁸ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 91.

¹⁹ *Ibid.*, p. 43.

peuvent constituer un obstacle au commerce²⁰. La réglementation étatique étant remplacée par l'autorégulation du marché. La **privatisation**, quant à elle, consiste en un transfert de propriété, d'une entreprise du secteur public au secteur privé²¹. Elle est fondée sur l'idée selon laquelle le marché est un meilleur gestionnaire que l'État. Depuis le début des années 1980, l'État lègue ainsi peu à peu du pouvoir au marché. Ce qui a pour conséquence une diminution des contraintes imposées aux compagnies étrangères et nationales.

Le moyen le plus répandu pour influencer les politiques des gouvernements est le **lobbying**. Cela consiste à travailler de façon assez discrète, en coulisse, dans le but d'infléchir les décisions de l'État en faveur du groupe de pression. La taille et la puissance de ces groupes peut varier. En voici quelques uns : la Commission Trilatérale, la *Business Roundtable* aux États-Unis avec un équivalent en Europe et au Canada, le Forum des affaires des Amériques ou encore le Forum économique mondial de Davos. Ils réunissent hommes d'affaires, banquiers, directeurs d'universités, avocats, hommes politiques, etc.

Les lobbyistes sont particulièrement actifs durant les négociations menant à la signature d'accords bilatéraux, régionaux et internationaux. Leurs rencontres qui sont de plus en plus fréquentes, se tiennent par exemple à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)²², l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), au G8 ou dans les différents organismes de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Dans ces lieux de décision, les réunions formelles ou informelles sont l'occasion de prendre des initiatives sur différents aspects collectifs : environnement, commerce international, pauvreté, droits de l'homme, etc²³. Il s'agit d'un moment privilégié pour l'élite économique qui profite de ces occasions pour influencer les décisions des États.

Le résultat semble être satisfaisant. Susan George affirme que l'État est tellement à l'écoute des entreprises qu'il est en voie de devenir son porte-parole :

²⁰ Josep Verde i Aldea, « La globalisation et la loi: Conséquences et contraintes découlant de la globalisation pour les systèmes juridiques nationaux », section Textes, sur le site de *La commission Progrès global*, [en ligne], <http://www.globalprogress.org/frances/aportaciones/aldea.html> (Page consultée le 5 mars 2001).

²¹ Dictionnaire français hachette 2001.

²² Faisant suite au GATT de 1947.

²³ David Held, « Democracy and Globalization », mai 1997, section Working papers, sur le site de *Max Plank Institute for the Studies of Societies*, [en ligne], <http://www.mpi-fg-koeln.mpg.de/pu/workpap/wp97-5/wp97-5.html> (Page consultée le 27 mars 2000).

La représentante spéciale du président pour le commerce (*US Special Trade Representative*), Mme Charlotte Barshefsky travaille tout naturellement la main dans la main avec les milieux d'affaires américains. Elle les a priés de lui fournir la liste de leurs desiderata pour Seattle, invitation à laquelle la Coalition des industries de services a répondu par un document détaillé de 31 pages²⁴.

Parfois, les CTN font aussi la **morale aux chefs d'États**. C'est ce qui se produit avec le président américain George W. Bush. Ce dernier semble faire quelques faux pas sur la scène internationale, ce qui peut nuire aux relations diplomatiques et en dernier lieu, au commerce. A cet effet, un journaliste du *Business Week* demande aux directeurs des CTN d'intervenir et d'expliquer au président comment fonctionne le système :

That's why I'd like to see some of America's top business leaders request a private meeting with President Bush to express concern about the dangerous drift of his foreign policy. (...) Business leaders can't completely reverse the Bush Administration's foreign policy, but acting together personally behind the scenes, they may have more power than they think. Now is the time to use it²⁵.

Les propriétaires des grandes entreprises et autres personnalités du secteur économique deviennent donc des **acteurs politiques de taille** sur le plan national et international. Une situation qui a beaucoup évolué depuis 30 ans. David Rockefeller, président de la *Chase Manhattan Bank*, affirme à ce sujet : « Dans les années 60, les chefs d'entreprises comme moi étions plus ou moins sur la touche. Nous regardions se dérouler les négociations. Mais aujourd'hui, nous sommes au poste de pilotage et rédigeons nous-mêmes une bonne partie des textes²⁶. » L'impact de l'augmentation du pouvoir de l'élite économique sur le rôle de l'État est important. Ce dernier se voit relégué à une fonction de contremaître de la globalisation.

²⁴ Susan George, « A l'OMC, trois ans pour achever la mondialisation. Jusqu'où démanteler la souveraineté des États ? », juillet 1999, sur le site *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/07/GEORGE/12221.html>, (page consultée le 12 décembre 2000).

²⁵ J. E. Garten, « What Business Should Be Telling the President », 14 mai 2001, sur le site de *Business Week*, [en ligne], http://www.businessweek.com/magazine/content/01_20/b3732046.htm, (page consultée le 5 juillet 2001).

1.4.2 De nouveaux lieux de décision

Parallèlement à cela, de **nouveaux lieux de décisions** voient le jour. Des organisations supranationales comme l'ONU, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ou l'OMC (anciennement le GATT) existent depuis un bon moment déjà, mais leur fonction a évolué. Elles jouent maintenant un rôle d'arbitre des échanges commerciaux mondiaux. Certaines de ces organisations jouissent aujourd'hui d'un pouvoir législatif et juridictionnel qui leur permet, en plus d'établir les règles et de surveiller les pratiques commerciales internationales, de sanctionner celles qui sont jugées contraires aux normes²⁷. Ainsi, les institutions internationales peuvent obliger un État à se soumettre aux lois internationales²⁸.

Dans ce contexte, l'**État perd une partie de sa souveraineté**. Dès son adhésion à l'organisation, il doit accepter d'en abandonner un peu au profit de la collectivité. De plus, à chaque nouvel accord ou traité signé, son pouvoir est encore réduit. Ceci, car il est dans l'obligation de respecter les règles internationales et ne doit pas adopter de loi ou de règlement national allant à l'encontre de celles-ci. Cette perte de souveraineté est à l'avantage des CTN qui voient les frontières nationales s'ouvrir, les barrières commerciales tomber une à une.

1.4.3 Le néolibéralisme : l'idéologie de la globalisation

Ces changements s'opèrent dans un climat idéologique favorable à la libéralisation du commerce. En fait, la globalisation génère sa propre **idéologie** qui, tout en décrivant et expliquant le monde, indique le comportement à adopter. Ces idées sont véhiculées dans la société de différentes façons, que ce soit par l'éducation, la publicité, les relations publiques, le discours politique ou par les médias. Ce système de valeurs et de normes devient graduellement la vérité pour tous et semble être un phénomène très naturel.

L'idéologie est employée pour **servir des intérêts**. Dans ce cas-ci, il s'agit principalement de ceux de l'élite économique globale. En effet, le discours idéologique est fondé sur le

²⁶ A. Doherty, « Les transnationales et leurs groupes de lobbying », sur le site du CETIM, [en ligne], http://www.cetim.ch/stn/stn2_4.htm, (page consultée le 5 juillet 2001).

²⁷ Service canadien du renseignement de sécurité, «L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion», 22 août 2000, [en ligne], (page consultée le 7 juillet 2001).

²⁸ Josep Verde i Aldea, *loc. cit.*

néolibéralisme dont la valeur fondamentale est la notion de liberté d'entreprise²⁹. Les notions défendues sont empruntées à des économistes. Par exemple, Adam Smith, qui affirme que le droit de propriété est primordial ou encore, les travaux de Milton Friedman, le père du néolibéralisme, avec ses idées ultralibérales selon lesquelles le marché est synonyme de liberté et de démocratie et où le rôle de l'État est d'en être le protecteur³⁰.

Les principaux postulats véhiculés par l'idéologie néolibéraliste sont que : le **marché est infailible** car il s'équilibre de lui-même³¹, le **droit de propriété doit être respecté**, tout comme le droit d'être de plus en plus compétitif. Par ailleurs, il est sous-entendu que les travailleurs doivent être flexibles en ce qui concerne leurs conditions de travail afin que l'entreprise puisse continuer à se développer. Selon ce discours, l'**intérêt de tous les citoyens est mieux servi par le marché** que par l'État. Cependant, la réalité nous évoque autre chose.

1.4.3.1 La métaphore du « Village global »

Selon l'idéologie de la globalisation, le **marché s'équilibre de lui-même** et constitue ainsi un avantage pour tous. Dans le discours, cette notion se retrouve dans la métaphore du « village global » il est sous-entendu que la planète se transforme en un grand village où tous ses habitants peuvent se côtoyer sur la place publique et échanger librement leurs biens. Cette métaphore est empruntée à Marshall McLuhan qui, au début des années 1960, voyait dans l'arrivée des médias électroniques une possibilité de lier les êtres humains entre eux. Aujourd'hui, elle est utilisée pour signifier que l'on évolue vers un marché unique.

Les tenants du néolibéralisme soutiennent donc que le libre-échange permet de **réduire les inégalités entre les peuples**. Dans les faits, nous assistons plutôt à une monopolisation de la propriété et des capitaux. A titre d'exemple, cinq entreprises se partagent 54% des parts de marché du secteur automobile mondial, le café est exploité par quatre compagnies qui récupèrent 70% des recettes³². La compagnie *General Motors* a un chiffre d'affaires qui vaut plus, à lui seul, que le PNB du Danemark : 173 milliards de dollars contre 168

²⁹ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 143.

³⁰ *Ibid.*, p. 156.

³¹ Grâce à l'intervention de la « main invisible », Adam Smith affirme que les intérêts individuels, quoique égoïstes, finissent par s'équilibrer pour servir l'intérêt général.

milliards³³. D'autre part, le chiffre d'affaires annuel des 1 000 transnationales les plus importantes était évalué à 10 000 milliards de dollars en 2000, ce qui équivaut à 33% de tout ce qui a été vendu et acheté sur la planète cette année-là³⁴.

Les gagnants de ce système sont ceux qui parviennent à tirer leur épingle du jeu. Encore faut-il pouvoir jouer. Le véritable défi est de faire partie du réseau. Aujourd'hui, tout est organisé autour des interactions entre des réseaux qui ont l'avantage d'être extrêmement flexibles³⁵. Présentement, une grande majorité d'individus et de territoires peuvent être contournés par les réseaux et donc, « la plupart des gens et des contrées sont exclus, déconnectés, soit comme producteurs, soit comme consommateurs, voire les deux à la fois³⁶ ». Ceci, même s'ils dépendent grandement de ce qui se passe sur le marché global. Les CTN et autres entreprises de grande envergure sont donc mieux positionnées sur le marché que les petites et moyennes entreprises locales. Il s'ensuit une augmentation des inégalités.

Pendant que les grands de ce monde louangent la globalisation et les vertus du marché unique, les pays pauvres tentent en vain de faire entendre leur voix et leurs populations subsistent avec des moyens restreints :

La mondialisation a créé des nouvelles occasions d'enrichissement pour des secteurs et groupes significatifs de la société, mais elle a aussi affecté négativement ou même complètement marginalisé de nombreux autres secteurs et des acteurs politiques et sociaux³⁷.

Les inégalités entre pays se traduisent par, d'un côté, les pays riches qui détiennent beaucoup de ressources et vivent dans l'abondance et de l'autre, les pays pauvres qui tentent de suivre la cadence avec des moyens très limités : en 1997, près de 80% des

³² Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 65.

³³ *Ibid.*, p. 91.

³⁴ *Ibid.*, p. 90.

³⁵ Manuel Castells, « Capitalisme informationnel et exclusion sociale », 1998, section Publications, sur le site de l'UNRISD, [en ligne], <http://www.unrisd.org/fraindex/publ/news/19fra/castnews.htm> (Page consultée le 5 avril 2001).

³⁶ *Ibid.*

³⁷ UNESCO, « Démocratie et gouvernance mondiale : quelles régulations pour le 21^{ème} siècle ? », 29-30 janvier 2001, section l'UNESCO au Forum Social Mondial 2002, sur le site de l'UNESCO, [en ligne], <http://www.unesco.org/most/wsfunescofr.htm> (page consultée le 27 mars 2001).

revenus étaient détenus par 15% de la population mondiale³⁸. La situation précaire des pays en voie de développement n'est pas nouvelle, mais la globalisation participe à renforcer leur dépendance envers les pays riches. Il existe parallèlement à cela, un accroissement des inégalités à l'intérieur même des pays développés. La classe moyenne tend à disparaître, tandis que les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.

Le libre-échange peut être une bonne opportunité pour tous, tout dépend de la façon dont il est appliqué. Présentement, la logique du marché semble renforcer les divisions et faire des exclus. Richard Falk va même jusqu'à affirmer que : « Nous vivons dans une phase "particulièrement cruelle" du phénomène capitaliste, qui aboutit ni plus ni moins à l'instauration d'un "apartheid mondial"³⁹. » Nous sommes encore loin du village global, tel que conçu par M. McLuhan.

1.4.3.2 Qui gère mieux la démocratie : l'État ou le marché ?

Autre postulat du néolibéralisme : le **marché gère mieux la démocratie que l'État**. Les citoyens (consommateurs) peuvent s'exprimer chaque jour en décidant d'acheter ou non des marchandises, tandis qu'ils ne sont consultés par le gouvernement que lors des élections. Dans cette perspective, l'État devient un obstacle au progrès et à la démocratie. Donc, si ce dernier intervient au minimum dans la sphère économique et sociale et travaille à la mise en place de conditions favorables au commerce, le marché va s'occuper d'assurer un équilibre socio-économique, de servir les intérêts du peuple.

Parallèlement à ceci, la **démocratie gagne en popularité sur le plan international**. Le nombre de pays qui se disent démocratiques augmente de façon importante. Dans les années 1970, plus du deux tiers des États étaient plus ou moins autoritaires. Aujourd'hui, il n'en reste qu'un tiers seulement⁴⁰. Cependant, si de plus en plus de nations choisissent ce modèle de gouvernance, la qualité varie beaucoup. A ce sujet, Richard Falk affirme que la

³⁸ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 226.

³⁹ Richard Falk et Jacques Decornoy, « Planète en quête d'humanité », Janvier 1996, Sur le site de *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/decornoy/2212.html> (Page consultée le 13 mars 2001).

⁴⁰ David Held, « Democracy and Globalization », mai 1997, section Working papers, sur le site de *Max Plank Institute for the Studies of Societies*, [en ligne], <http://www.mpi-fg-koeln.mpg.de/pu/workpap/wp97-5/wp97-5.html> (Page consultée le 27 mars 2000).

démocratie est : « *A very appealing word that covers many unappealing realities and only a few appealing ones*⁴¹. »

La popularité de ce système vient du fait qu'il est devenu un **standard mondial** : « *Democracy has become the fundamental standard of political legitimacy in the current era*⁴². » S'il en est ainsi, ce n'est pas le fruit du hasard. Dans un contexte où l'interconnection entre les nations augmente de jour en jour, s'intensifie et se complexifie, il devient primordial de s'accorder pour que les échanges économiques s'effectuent dans les meilleures conditions. Le Conseil de l'Europe le souligne en affirmant que : « Ce raz-de-marée de changements impliquent, entre autres choses, qu'il n'est plus possible de parvenir à un développement économique sans certaines valeurs et certains principes qui soient partagés par l'ensemble des acteurs internationaux⁴³. »

La démocratie est un élément primordial pour assurer un développement économique durable entre les nations mais également, à l'intérieur même des pays. Dans le contexte de globalisation, la démocratie constitue donc une **garantie contre l'instabilité économique**⁴⁴. Toujours selon le Conseil de l'Europe, un pays qui n'adopte pas ce modèle se voit confronté à des problèmes comme la corruption, la criminalité des affaires, une mauvaise gestion économique et des informations déformées.

Ceci se reflète dans les **rencontres internationales**. Par exemple, à l'occasion du Sommet des Amériques tenu à Québec en avril 2001, la démocratie était une question centrale. On peut lire dans les déclarations finales : « Nous, les chefs d'État et de gouvernement démocratiquement élus des Amériques (...) Nous reconnaissons que les valeurs et les pratiques de la démocratie sont fondamentales pour l'atteinte de tous nos objectifs⁴⁵. » Il

⁴¹ Arjun Ivatury, « Changing the World's Perspective », décembre 1997, section Progressive Review, sur le site de *Princeton University*, [en ligne], <http://www.princeton.edu/~progre/97-98/dec97ai.html> (Page consultée le 18 février 2001).

⁴² David Held, « Democracy and Globalization » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 11.

⁴³ Conseil de l'Europe, sur le site du *Conseil de l'Europe*, [en ligne], <http://stars.coe.fr/doc/doc99/fdoc8458.htm> (Page consultée le 23 juillet 2001).

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Sommet des Amériques, « Déclaration de Québec », 22 avril 2001, sur le site de *Amériques Canada.org : l'hémisphère cyber*, [en ligne], <http://www.americascanada.org/eventsummit/declarations/declara-f.asp> (Page

faut noter tout de même que les vertus démocratiques qui sont louangées, sont celles de la démocratie représentative et non celles de la démocratie participative⁴⁶. On ne mise pas sur la participation politique des citoyens mais sur leur représentation par des élus. Ce modèle donne au gouvernement une liberté d'action qui tient le citoyen relativement loin de la prise de décision.

A la lumière de ce qui a été présenté, nous pouvons conclure que le système démocratique est celui qui favorise le plus les échanges commerciaux. Système dans lequel l'État devient en quelque sorte, un allié du marché en lui facilitant le travail. Il importe cependant de se questionner sur les réels avantages d'un tel système, en ce qui concerne la participation des citoyens.

La **notion de démocratie**, telle que définie par David Bettham dans le recueil de Danièle Archibugi est entendue comme :

A mode of decision-making about collectively binding rules and policies over which the people exercise control, and the most democratic arrangement to be that where all members of the collectivity enjoy effective equal rights to take part in such decision-making directly⁴⁷.

L'élément central de cette définition est le **caractère participatif**, essentiel pour le bon fonctionnement du système démocratique. Tous les citoyens doivent pouvoir donner leur avis, participer d'une façon ou d'une autre au processus de décision. Ceci implique qu'ils puissent y avoir accès et soient traités sur un pied d'égalité.

Danièle Archibugi complète la définition par l'énumération de 4 prémisses⁴⁸. Premièrement, il conçoit la démocratie comme un **voyage inachevé** (*unfinished journey*), le processus de démocratie n'étant complété dans aucun pays. Deuxièmement, ce voyage est

consultée le 21 juillet 2001).

⁴⁶ L. Laplante, « Échange, marché et démocratie », 26 avril 2001, section Dixit Laurent Laplante, sur le site de *Les chroniques deCybérie*, [en ligne], <http://www.cyberie.qc.ca/dixit/20010426.html> (page consultée le 27 avril 2001).

⁴⁷ Danièle Archibugi, « Principles of Cosmopolitan Democracy » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 198.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 200-201.

sans fin (*endless journey*). La **démocratie est un processus**, une évolution de chaque système politique qui tend vers un modèle idéal par les actions et les décisions qu'il choisit de prendre. Troisièmement, elle n'a de sens que si elle est comprise dans un **certain contexte historique** (*has a meaning in its historical context*). Cet élément est central car cela met de l'avant le fait qu'il n'existe pas un seul modèle acceptable, mais bien une variété de façon de voir et de faire les choses : « Il n'y aura jamais un moment dans l'histoire où tous les pays partageront les mêmes procédures et valeurs pour la gestion du pouvoir⁴⁹ ». (traduction libre) Cette constatation nous amène vers la quatrième prémisse voulant que la lutte pour la démocratie s'effectue par les **forces endogènes d'une société** (*needs an endogenous fabric to work*). Elle ne doit pas être imposée par l'extérieur mais prendre forme à travers les luttes à l'intérieur même de la société.

Ce dernier énoncé est intéressant dans la mesure où le marché, qui évolue selon son propre mode de fonctionnement, impose ses règles aux citoyens. Ceux-ci sont quelque peu mis à l'écart du processus de prise de décision. C'est la loi du plus fort qui prévaut et les plus forts, ce sont les oligopoles qui ont beaucoup de pouvoir. Ces derniers participent à l'élaboration des règles du marché qui sont formulées pour servir leurs intérêts propres et non ceux du peuple. En ce sens, le marché ne peut en aucun cas être considéré comme étant véritablement démocratique et dans ce contexte, l'État reste l'élément central du système.

1.5 Changement du rôle de l'État

L'arrivée de méga-entreprises de plus en plus puissantes sur la scène politique, le développement de nouveaux lieux de décision qui disposent de pouvoirs accrus, la tendance à la déréglementation et à la privatisation, la large diffusion de l'idéologie néolibéraliste sont autant de facteurs qui contribuent à **diminuer la souveraineté nationale des États**. Ceux-ci n'ont plus le monopole pour élaborer et faire appliquer les lois. Cette perte se traduit par une difficulté à définir librement ses politiques nationales, à décider seul de son avenir. Les rôles semblent même être parfois inversés, l'État se retrouvant au service des entreprises. Dans la situation actuelle, le rôle de l'État est « réduit (...) à celui d'un vaste système d'ingénierie juridique, bureaucratique et financière mis au service de la

⁴⁹ *Ibid.*, p. 201.

performance commerciale de l'entreprise⁵⁰ ».

La perte de souveraineté des États constitue un **enjeu démocratique** dans la mesure où l'État a la responsabilité de défendre les intérêts de ses citoyens, de leur assurer une participation à la prise de décision. Présentement, il tend à oublier où se situe l'intérêt public. « L'intérêt général se résume à celui des firmes géantes se disputant les marchés mondiaux⁵¹. » Certains parlent même d'un déclin de démocratie, invoquant le fait qu'il y a aujourd'hui deux types de gouvernements : le gouvernement permanent (CTN, avocats, firmes de relations publiques...) et le gouvernement provisoire (les politiciens).

Quant à savoir ce que réserve le **futur**, les avis divergent. Certains sont convaincus que la globalisation sonne la fin de la souveraineté des États : « *Economic globalization spells the end of the welfare state and social democracy. In effect, (...) the autonomy and sovereignty of nation-states have been eclipsed by contemporary processes of economic globalization*⁵². » A l'opposé, des septiques affirment que, « *while there has been an intensification of international and social activity in recent times, this has reinforced and enhanced state powers in many domains*⁵³ ». Selon cet énoncé, l'État est là pour rester et la globalisation n'aura pas d'effets sur ses fonctions. Il existe également un discours intermédiaire qui reconnaît la présence d'éléments qui font pressions sur l'État, éléments qui demandent une redéfinition de son rôle : « *Globalization is creating new economic, political and social circumstances which, however unevenly, are serving to transform state powers and the context in which states operate*⁵⁴ ».

C'est ce dernier point de vue qui nous intéresse. A savoir, que les pressions exercées sur l'État mènent à une **redéfinition de ses fonctions et de son rôle**. La démocratie traditionnelle ne semble plus répondre efficacement aux besoins des citoyens dans ce

⁵⁰ CETIM, « Sociétés transnationales, souveraineté des États et droits économiques, sociaux et culturels », Intervention devant la Sous-Commission des droits de l'homme, 1996, [en ligne], <http://www.cetim.ch/1996/96FS08O4.htm>, (page consultée le 4 juillet 2001).

⁵¹ *Ibid.*

⁵² David Held, « Democracy and Globalization », mai 1997, section Working papers, sur le site de *Max Plank Institute for the Studies of Societies*, [en ligne], http://www.mpi-fg-koeln.mpg.de/publikation/working_papers/wp97-5/wp97-5.html, (page consultée le 27 mars 2000).

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

monde d'interconnections. Aujourd'hui, le pouvoir est partagé entre différents acteurs et à plusieurs niveaux : national, régional et international. Ceci implique que les décisions prises par les États tiennent compte des répercussions à ces différents niveaux. Les pouvoirs publics doivent s'adapter à la nouvelle situation et ce, à la fois sur le plan national et mondial.

1.6 Synthèse

Dans ce premier chapitre, nous avons étudié le phénomène de la globalisation en lien avec la démocratie. Le portrait historique que nous avons tracé nous a permis de remarquer le changement important au niveau de la nature des échanges internationaux. Sur la base de cette constatation, nous avons choisi d'opter pour l'utilisation du terme « globalisation » plutôt que « mondialisation », qui nous semble rendre compte de façon plus juste de la mutation globale. Par la suite, nous avons défini le phénomène comme étant : l'élargissement, l'intensification, l'accélération et l'impact grandissant de l'interconnectivité du monde.

Dans un second temps, nous avons étudié l'effet de différentes pressions exercées par la globalisation sur le rôle de l'État : l'augmentation de l'influence de l'élite économique sur la scène politique et le transfert des processus de décision, du niveau national au niveau international. Tout cela, dans un contexte idéologique favorisant ces changements. Dans ces conditions, l'État est en train de perdre une partie de son pouvoir de décision, sa souveraineté se voit réduite. Il appert donc que le gouvernement doit revoir son intervention pour pouvoir s'adapter à la nouvelle configuration mondiale et assurer une véritable participation des citoyens aux processus de décision. Dans le prochain chapitre, nous présenterons quelques options démocratiques à envisager.

Chapitre 2

La globalisation et l'État : repenser la démocratie

Dans ce chapitre, notre propos portera sur les enjeux de gouvernance au 21^{ème} siècle. Nous présenterons à cet effet deux modèles théoriques proposant des pistes de solution à envisager pour assurer le développement d'un nouvel ordre mondial démocratique. Il s'agit du modèle de la politique publique globale (*Global Public Policy*) de Wolfgang H. Reinicke ainsi que celui de la démocratie cosmopolite (*Cosmopolitan Democracy*), développé par David Held.

2.1 Options démocratiques

A la lumière de ce qui a été présenté dans le premier chapitre, nous remarquons que **l'État n'est plus en mesure de gouverner en s'appuyant sur un modèle fondé sur des principes démocratiques**. Il nous semble donc impératif que celui-ci amorce une réflexion pouvant mener à une redéfinition de sa fonction. Notez bien qu'il ne s'agit pas de renier l'importance de son intervention. Celle-ci reste tout à fait justifiée dans le contexte de la globalisation dans la mesure où, l'État reste le seul acteur capable d'assurer l'équilibre entre les désirs des entreprises et ceux des citoyens.

Le gouvernement doit **réaffirmer son autorité**, mais modifier le rôle qu'il a à jouer. Ceci, en assurant une gouvernance mondiale à visage humain qui intègre l'économie mais qui ne renie pas la participation citoyenne car « tous les membres de la société devraient pouvoir prendre une part active aux affaires de la communauté dans laquelle ils vivent afin de participer à l'élaboration et à l'application des politiques publiques, et ce, de concert avec les dirigeants de leur gouvernement¹ ». La solution réside peut-être par l'observation de nouvelles façons de faire.

La réflexion théorique sur les nouveaux enjeux de gouvernance au 21^{ème} siècle n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements. Nous allons néanmoins présenter sommairement **deux modèles qui en traitent**. Il s'agit du projet d'une politique publique globale de

¹ CETIM, « Sociétés transnationales, souveraineté des États et droits économiques, sociaux et culturels », Intervention devant la Sous-commission des droits de l'homme, 1996, [en ligne],

l'économiste Wolfgang H. Reinicke ainsi que celui de la démocratie cosmopolite de David Held et autres chercheurs.

2.1.1 Politique publique globale (*Global Public Policy*)

Aujourd'hui, une multitude de problèmes réclament une gestion globale. Que ce soit pour l'environnement, les changements climatiques, le fléau du sida, le commerce ou le trafic de la drogue. Les gouvernements ne peuvent plus formuler leurs politiques publiques sans prendre en compte les répercussions de leurs décisions au niveau international. Selon le modèle de la *Global Public Policy* (GPP) de Wolfgang H. Reinicke, le défi lancé à l'État demande **une réponse globale**. La politique publique doit être sortie de son contexte territorial pour lui permettre de s'adapter à la situation actuelle. Il ne s'agit pas de mettre sur pied un gouvernement mondial qui participerait à diminuer encore plus la souveraineté des États mais plutôt, d'opter pour un nouveau genre de partenariat². La notion de partenariat ainsi que la nécessité d'une réponse globale constituent les éléments de base du modèle.

Devant les pressions exercées par la globalisation, les États adoptent des attitudes différentes. Ils peuvent rester sur la **défensive** en se protégeant et en adoptant des lois et règlements protectionnistes. De ce fait, ils résistent au phénomène de libéralisation, au risque de devoir finalement baisser les bras devant l'ampleur du phénomène. A l'inverse, ils peuvent adopter une attitude **offensive** en devenant compétitif au niveau mondial, en jouant le jeu du marché. Mais cela, aux dépens de ses concitoyens. L'alternative à ces deux extrêmes est la **collaboration**.

L'auteur considère qu'il importe d'**intégrer de nouveaux acteurs** dans le processus d'élaboration des politiques publiques. Proposition basée sur l'idée que la notion de gouvernance peut être dissociée de celle du gouvernement : « *A global public policy separates aspects of governance from the territory of the nation state and the structure of*

<http://www.cetim.ch/1996/96FS08O4.htm>, (page consultée le 4 juillet 2001).

² Wolfgang H. Reinicke et J. M. Witte, « Interdependence, Globalization, and Sovereignty: The Role of Non-Binding International Legal Accords », 2000, section Publications, sur le site de la *Global Public Policy*, [en ligne], <http://www.f2.efresh.de/public/reinicke-witteasil.pdf> (Page consultée le 27 mars 2000).

*government*³. » La gouvernance n'est pas l'exclusivité de l'État et peut, au contraire, être partagée.

La collaboration s'effectue sur deux plans. D'une part, entre les différents paliers de gouvernements et les organisations internationales. D'autre part, entre le gouvernement et les organisations non étatiques. En ce qui concerne les **organisations internationales**, comme nous l'avons mentionné précédemment, elles occupent une place importante sur la scène mondiale. Depuis quelques années, elles disposent de pouvoirs qui étaient traditionnellement réservés à l'État. Elles sont de plus en plus souvent confrontées à des questions d'ordre international sur lesquelles elles sont parfois appelées à se prononcer. Ces organisations se familiarisent donc graduellement avec les politiques publiques. Toutefois, Reinicke considère que l'aspect innovateur de son projet réside dans l'intégration d'une autre catégorie d'acteur : les membres d'**organisations non étatiques**⁴. Leur participation est favorable dans la mesure où ils sont très spécialisés, connaissant à fond leurs dossiers et la diversité des intérêts qu'ils défendent peut s'avérer enrichissante.

Le partenariat entre le secteur public et le secteur privé peut permettre d'assurer **une meilleure efficacité dans la formulation de politiques publiques globales**. Un projet tel que celui-ci, fonctionnant sur la transparence, permet également d'augmenter la confiance des citoyens face à ce nouveau mode de gouvernance⁵. La GPP part du principe que, dans le contexte de la globalisation, il est préférable de coopérer plutôt que de se concurrencer les uns les autres. En associant des groupes et des ressources diverses, en tenant compte des intérêts de chacun, la majorité sera mieux servie. De plus, le développement du projet, sous la forme de réseaux liant les différents acteurs, encourage l'apprentissage mutuel et l'ouverture.

L'élaboration des réseaux de politiques publiques fait cependant face à des **obstacles**. La société civile mondiale n'est pas encore bien développée. La conscientisation des citoyens sur les enjeux de gouvernance est minime. Pour le moment, seul un petit groupe d'individus

³ *Ibid.*

⁴ Worldlink, « Hands on the Bridge », janvier 1999, sur le site de *Worldlink*, [en ligne], <http://backissues.worldlink.co.uk/articles/19021999195259/12.htm>, (page consultée le 20 juillet 2001).

⁵ Wolfgang H. Reinicke et J. M. Witte, *loc. cit.*

s'intéresse au processus de globalisation. Toutes les conditions ne sont donc pas encore réunies du côté des États, qui continuent à élaborer leurs politiques publiques selon le principe de territorialité.

Reinicke présente la GPP comme une façon pour les gouvernements de **récupérer une partie de la souveraineté** qu'ils ont déjà plus ou moins perdue. Le projet ne prétend donc pas remplacer les pouvoirs publics mais propose un partenariat qui devrait être à l'avantage de toutes les parties présentes.

2.1.2 Démocratie cosmopolite (*Cosmopolitan Democracy*)

Dans son livre intitulé *On humane governance*⁶ ou « comment gouverner humainement les humains », Richard Falk énumère cinq principes fondateurs d'un nouvel ordre mondial. Entre la démilitarisation, la protection des droits des minorités et l'assistance économique aux plus pauvres de la planète, nous retrouvons la proposition du développement d'une démocratie transnationale, qui constitue un élément préalable à la mise en place de la gouvernance humaine. Les nombreux conflits dans le monde, l'augmentation de la pauvreté ou encore le non respect des droits humains sont accentués par le processus de globalisation et, dans ces termes, la démocratie traditionnelle n'est plus en mesure d'assurer une gouvernance humaine et équitable. Il s'agit donc de trouver un nouveau système permettant la participation de tous aux politiques publiques mais aussi, de trouver le moyen de rendre les puissances économiques et politiques du monde responsables de leurs actes devant la société. Le modèle de *Cosmopolitan democracy*, développé principalement par David Held, peut-être un moyen d'y parvenir.

Dans ce modèle, la notion de démocratie est reconceptualisée pour mettre l'accent sur la **démocratie cosmopolite**. Le choix du terme « cosmopolite » est important, il a été préféré à « transnational » ou « mondial » car il s'agit plus que de relations intergouvernementales. Dans le Petit Larousse Illustré, on le définit comme suit : « Habité, fréquenté par des citoyens du monde entier. Ouvert à toutes les civilisations, à toutes les coutumes⁷. » Ce type de démocratie participative met un frein aux visées purement économiques de l'élite

⁶ Richard Falk, *On Humane Governance : Toward a New Global Politics. The World Order Models Project Report of the Global Civilization Initiative*, University Park, Pa : Pennsylvania State University Press, 1995.

globale actuelle. Ceci, en renforçant le rôle des citoyens et des membres de la société civile dans l'élaboration des politiques publiques. Ce modèle est perçu comme l'outil qui permettra d'atteindre un idéal démocratique : « *To achieve a world order based on the rule of law and democracy*⁸. »

Le modèle de la démocratie cosmopolite **reconnaît la complexité du monde interconnecté**. Si certains problèmes doivent être traités par les gouvernements locaux et nationaux, d'autres problèmes demandent une gestion régionale ou doivent être abordés au sein d'institutions internationales. Ceci implique le développement de structures administratives et des ressources politiques indépendantes au niveau régional et global, comme un complément à celles qui existent présentement au niveau local et national⁹. Ces nouvelles institutions ne remplacent pas l'État, la souveraineté de ce dernier est reconnue. Toutefois, elle est limitée dans la mesure où il s'effectue un transfert de compétences vers les organisations internationales et la société civile.

Le modèle **prend forme différemment selon le niveau**¹⁰. Sur le plan local (démocratie à l'intérieur des Nations), le cosmopolitisme démocratique envisage que les modes de fonctionnement varient selon les sociétés. Le moteur du modèle dans ce cas-ci sont les forces endogènes, même s'il est probable qu'il y ait influence de la part des forces extérieures¹¹. Au niveau régional (démocratie entre États), la reconnaissance et le respect de la souveraineté est essentielle. Quant au niveau global, tout problème dont les conséquences dépassent les frontières doit être traité internationalement. La souveraineté est moins primordiale à ce niveau, au contraire, les représentants étatiques devront mettre de côté leurs intérêts afin d'assurer une gestion plus équitable de la question traitée¹².

⁷ Le Petit Larousse illustré 1999.

⁸ Danièle Archibugi, « Principles of Cosmopolitan Democracy » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 198.

⁹ David Held, « Democracy and Globalization » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 24.

¹⁰ Danièle Archibugi, *loc. cit.*, p. 209.

¹¹ *Ibid.*, p. 209-210.

¹² *Ibid.*, p. 211-212.

La gouvernance démocratique, pour s'adapter au mode de fonctionnement de la globalisation, demande donc une **action multilatérale coordonnée**. Elle demande aussi l'inclusion d'une variété d'acteurs dont le principal est le citoyen. Celui-ci, qui est placé au cœur du processus de la gouvernance humaine, doit avoir accès à diverses communautés politiques : sa communauté locale ou nationale, régionale et globale. Il ne s'agit donc pas de construire uniquement de nouveaux mécanismes démocratiques mais également, d'assurer une bonne **participation civique** au niveau national, régional et international. La société civile globale, tout comme dans le modèle de Reinicke, est un nouvel acteur dont il faut tenir compte dans le processus de prise de décisions.

Les deux modèles que nous venons de présenter, bien qu'étant différents, ont tout de même des aspects communs. Ils ne prétendent pas rendre toute leur souveraineté aux États. Ils préconisent de s'adapter au contexte actuel en intégrant des acteurs comme la société civile et les organisations internationales dans le processus d'élaboration des politiques publiques. Dans le modèle de Held le citoyen devient même le cœur du processus.

2.2 Synthèse

Dans ces dernières pages, nous avons présenté deux modèles théoriques sur les nouveaux modes de gouvernance. Premièrement, celui de la politique publique globale de Reinicke, qui propose la modification des structures actuelles dans lesquelles le gouvernement pourrait assurer un nouveau rôle. Deuxièmement, celui de la démocratie cosmopolite de David Held, qui propose un nouveau rôle pour la société civile dans l'élaboration des politiques publiques. Ces deux modèles nous indiquent des voies à suivre pour assurer la mise en place d'un nouvel ordre démocratique mondial. Nous allons maintenant nous intéresser à l'acteur auquel les deux auteurs accordent beaucoup d'intérêt : la société civile.

Chapitre 3

La globalisation et la société civile

Dans ce chapitre, nous allons porter notre attention sur l'émergence de la société civile transnationale. Nous tenterons de définir, de caractériser et d'établir quelles sont les fonctions et limites de ce mouvement mondial qui montre des signes de développement.

3.1 Définition, caractéristiques et fonctions de la société civile

Il est difficile de définir la notion de société civile car elle peut être interprétée de différentes manières. Dans le cadre de ce mémoire, il ne s'agit pas d'effectuer une revue exhaustive de toutes les définitions existantes et de l'évolution du concept sur le plan historique. Nous allons nous limiter à une brève présentation de deux grandes lignes de pensée. D'un côté, on considère que la **société civile englobe tous les groupes de citoyens** qui sont en dehors du système étatique : le marché, tout comme les mouvements sociaux. De l'autre, on soutient qu'il importe de **faire une distinction claire entre le rôle de la société civile et celui du marché**. Comme l'affirme A. Gramsci, la société civile agit non seulement en réaction aux initiatives de l'État mais également à celles du marché : « La société civile est le terrain où le peuple, armé de l'autorité morale, combat l'hégémonie de l'État et du marché¹. » Nous **définissons** donc la société civile comme un : « ensemble d'acteurs qui tentent de participer à la vie publique autrement que par le biais de l'État ou le marché² ».

En ce qui concerne ses **caractéristiques**, nous constatons que les associations la composant diffèrent de par leur taille et leur forme d'organisation. On peut y inclure tout aussi bien une petite association de quartier qu'une grande Organisation non gouvernementale (ONG) internationale. Elles proviennent de tous les continents, intègrent toutes les classes sociales et s'intéressent à une multitude de secteurs d'activités : droits humains, environnement, culture, etc. Ces organisations sont à but non lucratif et doivent avoir une certaine indépendance par rapport aux pouvoirs publics. La société civile est aussi caractérisée par

¹ Jooneed Khan, « La "société civile", l'alliée devenue adversaire », 15 avril 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/special/i_som_p1049495.html, (page consultée le 16 avril 2001).

² Marc Raboy, et al. *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 109.

ses visées mondiales. En effet, ce réseau de groupes de citoyens s'internationalise graduellement : « Mais nous (organisations de la société civile) sommes aussi, et c'est nouveau, de «grands» acteurs parce que notre mission et notre champ d'action ne se limitent pas à une société donnée, ni à une économie nationale ou à un État particulier³. »

Les OSC utilisent divers **moyens pour sensibiliser** et convaincre. Que ce soit par l'organisation de forums, de réunions, d'ateliers, de conférences, de manifestations, de sommet parallèle, par la publication de revues spécialisées ou par la formation de réseaux d'organisations ou par la maintenance de sites Internet. Le développement des OSC a d'ailleurs été catalysé par l'arrivée du réseau Internet qui permet aux divers groupes d'échanger, de se lier et de coordonner leurs actions.

Si leur forme et leur structure diffèrent, les OSC ont une **cause commune** : la réappropriation des processus économiques, politiques, sociaux et culturels au niveau local, régional, national et international⁴. Malgré leurs intérêts multiples, elles s'entendent sur l'importance de créer les structures de gouvernance d'un système mondial fondé sur des principes démocratiques pour limiter le pouvoir des entreprises transnationales. Il est à noter que la société civile ne souhaite pas l'abolition pure et simple du système actuel mais demande que des changements soient apportés. Elle ne prétend pas non plus être une alternative à l'État et ne milite pas pour sa disparition. L'objectif de la société civile n'est pas le gain de pouvoir mais bien le désir que les gouvernements prennent leurs responsabilités et agissent en fonction de l'intérêt général. Elle agit plutôt comme un intermédiaire entre le gouvernement et l'individu.

Les organisations de la société civile (OSC) remplissent diverses fonctions dans le contexte actuel. La première est d'agir en tant que « **conscience morale de la planète**⁵ ». Par leurs actions, elles tentent d'éveiller une conscience citoyenne, de surveiller, de critiquer, de dénoncer les excès de l'élite globale et de rappeler les valeurs fondamentales. En d'autres

³ CETIM, « Sociétés transnationales, souveraineté des États et droits économiques, sociaux et culturels », Intervention devant la Sous-Commission des droits de l'homme, 1996, [en ligne], <http://www.cetim.ch/1996/96FS08O4.htm>, (page consultée le 4 juillet 2001).

⁴ Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Les Editions Ecosociété, 2000, p. 260.

⁵ *Ibid.*, p. 264.

termes, elles civilisent la globalisation en lui donnant un aspect humain. La société civile agit donc comme le contre-pouvoir de l'autorité en place, qu'elle interpelle pour l'obliger à assumer ses responsabilités :

(...) les (politiciens) forcer à rendre des comptes, à prendre la défense de l'environnement et des droits sociaux, à promouvoir l'intérêt général, à élargir le débat public, à mettre un frein aux empiétements de l'économie globale et à assurer une redistribution équitable des richesses produites par la société entière⁶.

Les OSC ne sont pas seulement les « chiens de garde » de la démocratie mais se font également la **voix des besoins de l'humanité**⁷. La société civile fournit une tribune publique par laquelle les aspirations des délaissés peuvent se faire entendre : « Nous voulons donner une voix à des idées et à des valeurs, à des questionnements et à des propositions, qui concernent la justice sociale, une répartition plus équitable des richesses, le respect de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale⁸. »

La troisième fonction des OSC est de participer à la **mise en place d'un nouvel ordre mondial** et ce, par leurs multiples actions et expériences quotidiennes⁹. Leur rôle ne se limite donc pas à la critique du système mondial mais consiste également à l'élaboration d'alternatives démocratiques : « nous relions les alternatives qui se cherchent, se pensent et s'inventent aux quatre coins de la planète pour entrer dans le temps de l'initiative. Le temps de penser localement, à partir des réalités spécifiques de chacun, pour agir globalement¹⁰ ». Voici ici une autre caractéristique de la société civile : lier le local au global.

Les OSC occupent **diverses fonctions** dont les principales sont de dénoncer, de toucher, de mobiliser, d'éduquer, de faire entendre, de proposer et innover et de convaincre¹¹. Elles n'agissent pas dans le but de se substituer aux États mais sont là pour les surveiller et les

⁶ *Ibid.*, p. 264.

⁷ *Ibid.*, p. 264.

⁸ Candido Grzybowski, « ONG : une pensée et un contre-pouvoir », septembre 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss32.htm, (page consultée le 4 août 2001).

⁹ Jacques B. Gélinas, *op. cit.*, p. 262.

¹⁰ Pierre Calame, « Reconstruire la relation », septembre 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss27.htm, (page consultée le 4 août 2001).

¹¹ Candido Grzybowski, *loc. cit.*

interpeller dans les situations où ils délaissent leurs responsabilités. En ce sens, leur rôle est fondamental dans le contexte de globalisation où les pouvoirs publics et les élites économiques avancent presque main dans la main vers un marché unique. La société civile constitue un rempart démocratique important, comme le souligne l'UNESCO :

(...) c'est aux simples citoyens de s'organiser à l'échelle mondiale pour passer de l'impuissance à la résistance puis à l'engagement et aux propositions d'alternative car ces «grands acteurs» politiques et économiques, prisonniers de leurs intérêts, de leur myopie et de leurs contraintes, n'en prendront pas l'initiative ¹².

3.2 Émergence d'une société civile mondiale

Une des conditions préalables au développement de nouvelles formes de globalisation est la constitution d'une société civile transnationale. Il ne s'agit pas uniquement de s'en tenir à des actions au niveau national ou local pour que les OSC parviennent à changer les choses. Elles doivent se regrouper en réseaux, pour traiter de problématiques spécifiques, comme la protection de l'environnement, la santé, la culture, la pauvreté, etc. Ceci, dans le but d'assurer une meilleure coordination de leurs efforts et la mise en commun de leurs aspirations pour élaborer un projet commun.

Nous n'en sommes présentement qu'aux premiers balbutiements de cette société civile mondiale. Il reste certes beaucoup de chemin à parcourir mais, il est tout de même possible de faire un tour d'horizon des premières initiatives entreprises. D'un côté. Il s'agit de voir comment évolue la reconnaissance du statut des OSC au sein des organisations internationales et régionales. De l'autre, il importe de présenter quelques initiatives d'alliances des groupes de citoyens pour l'élaboration de projets alternatifs.

3.2.1 Reconnaissance par les élites globales

Parmi les événements qui ont marqué l'institutionnalisation d'une certaine société civile transnationale au sein des régimes de gouvernance, le Sommet de la terre de Rio en 1992 s'avère être novateur. A l'occasion de cette rencontre, un sommet parallèle est organisé par un grand nombre d'associations populaires venues discuter de la protection de l'environnement. Ce premier contre-sommet laisse entrevoir l'émergence d'une

conscience citoyenne mondiale. Depuis lors, les protestations des OSC se font entendre à chaque rencontre internationale ou régionale, particulièrement celles ayant un caractère économique.

Si les revendications des OSC à Rio n'ont eu que très peu d'impact auprès des 150 chefs de gouvernement présents, elles ont su faire passer leur message à d'autres occasions. En 1998 par exemple, des manifestations sont organisées dans plusieurs pays du monde pour protester contre la signature de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Les OSC finissent par avoir gain de cause lorsque les membres de l'OCDE décident d'abandonner le projet. L'échec des négociations oblige, pour la première fois, les maîtres du monde à tenir compte de la société civile. Du moins, à avouer qu'elle constitue un nouvel acteur qu'il devient difficile d'ignorer. Certains commencent même à affirmer qu'il serait préférable de les intégrer aux diverses activités des organisations internationales. C'est le cas du gouvernement canadien qui affirme dans un rapport :

Les décisions de ces entités (organisations internationales) ont des effets sur l'ensemble de la société et celle-ci doit être impliquée dans le processus de prise de décisions. On peut difficilement envisager que ces groupes ou associations puissent se voir attribuer le statut de membre. Par contre, il faut trouver un mécanisme qui leur permettra de faire valoir leurs points de vue. Il en va de la crédibilité de l'institution¹³.

Le lancement du nouveau cycle de négociations commerciales à l'OMC à Seattle en décembre 1999 est un autre événement important. A cette occasion, entre 50 000 et 100 000 personnes et groupes issus de la société civile manifestent devant le centre de conférences, où sont réunis les ministres du commerce de plus de 130 pays. La persévérance des OSC commence à préoccuper quelque peu les élites présentes. C'est le cas de Jack Kemp, membre du *Competitive Enterprise Institute* aux États-Unis qui affirme : « *This "third way" movement is trying to create a centralised New Economic Order while hiding behind the façade of pro-labour and pro-environment rhetoric. We cannot let them succeed. Policy*

¹² Pierre Calame, *loc. cit.*

¹³ Gouvernement du Canada, « Dynamique des prochaines négociations commerciales de l'OMC : acteurs en présence et sujets potentiels de discussions », 16 mars 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/references/wto/note3-f.htm#C>, (page consultée le 10 juillet 2001).

*makers must stand firm against opponents of free trade*¹⁴.» Si depuis 1996, les négociations au sein de l'OMC étaient inconnues du public, les événements de décembre 1999 ont lancé un débat public sur les enjeux de la globalisation.

Depuis la conférence ministérielle de Seattle, les **protestations** se font sentir à presque toutes les réunions : Forum économique de Davos, réunions du G8, rencontres du Sommet des Amériques, etc. Les OSC exercent une pression constante sur les élites mondiales afin que celles-ci tiennent compte de leurs revendications et qu'elles acceptent d'intégrer les citoyens dans les processus de négociations, tout du moins, à titre consultatif.

A cette revendication, les différentes organisations internationales répondent en élaborant des **politiques internes reconnaissant l'importance des OSC** et en les invitant au dialogue. A l'OMC, il est question de coopération avec les OSC et du développement des relations¹⁵. Concrètement, cela se traduit par une augmentation de l'information transmise aux OSC. Par exemple, on organise des réunions d'information, des symposiums, des ateliers, mais sans participation réelle. D'autres institutions comme la Banque Mondiale, l'OCDE, le Forum économique de Davos, l'Organisation des États Américains (OEA) abondent dans le même sens.

Cependant, si le désir de partenariat est évoqué par les diverses organisations internationales, dans la pratique, le **dialogue reste quasi inexistant** avec les mouvements sociaux. Un journaliste l'a constaté lors de la réunion du G8 à Gênes en Italie, qui s'est tenue du 20 au 22 juillet 2001. Ce dernier déclare : « Le G8 n'aura pas non plus répondu aux appels des militants (...) pas plus qu'il n'est parvenu à se rapprocher de la société civile, en dépit de ses déclarations de bonne volonté¹⁶ ». Si aucun dialogue ne s'est installé entre politiciens et OSC, la déclaration finale de la rencontre persiste, quant à elle, à appeler au

¹⁴ Jack Kemp, « Policy Makers Must Stand Firm Against Opponents of Free Trade », 2 août 2000, sur le site de la *Chambre Internationale de Commerce*, [en ligne], http://www.iccwbo.org/home/case_for_the_global_economy/jack_kemp_ft_020899.asp, (page consultée le 3 août 2001).

¹⁵ OMC, « Organisations non gouvernementales : Article V, Accord instituant l'OMC », sur le site de l'OMC, [en ligne], http://www.wto.org/french/forums_f/ngo_f/estwto_f.htm#artV, (page consultée le 27 juillet 2001).

¹⁶ AFP, « Le sommet du G8 de Gênes s'achève sur un maigre bilan », 22 juillet 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/groups/public/documents/convertis/mon_p1072027.hcsp, (page consultée le 22 juillet 2001).

dialogue : « Nous croyons en l'importance fondamentale d'un débat public ouvert sur les défis importants auxquels nos sociétés doivent faire face. Nous allons promouvoir des solutions innovantes basées sur un partenariat large avec la société civile et le secteur privé¹⁷. »

Tandis que les OSC luttent sans résultats probants pour être entendues des autorités, d'autres associations ont plus de chance. Il faut savoir que les organisations internationales considèrent les **associations économiques** comme faisant partie de la société civile. C'est ainsi que l'*American Business Council* a un statut de groupe consultatif officiel dans le processus de négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Tandis que les OSC sont tenues à l'écart et leurs nombreuses demandes de consultation sont rejetées. Ceci démontre clairement que les élites économiques ont une place de choix auprès des politiciens et peuvent influencer la formulation des politiques à leur avantage. La société civile n'a pas encore ce statut qui lui permette de participer aux négociations internationales et se voit donc forcée d'agir autrement pour faire entendre ses revendications.

3.2.2 « Un autre monde est possible »

On assiste actuellement à la **création de réseaux nationaux, régionaux ou internationaux** d'OSC. Il en existe une multitude comme par exemple : le *Third World Network*, le *Web Network* ou l'*Association for Progressive communication*. Cette dernière, fondée en 1990, utilise le réseau Internet pour relier près de 50 000 OSC et plusieurs autres réseaux¹⁸. Son objectif est d'aider les divers groupes de citoyens à élaborer leurs stratégies et leurs actions. L'avantage de ces réseaux est d'être très flexibles, ils peuvent s'adapter rapidement à l'évolution de la situation.

La constitution d'alliances permet aux OSC de travailler à l'élaboration de projets alternatifs, de **collaborer** pour atteindre leur objectif commun : remettre l'économie au service de la société. Deux événements peuvent illustrer ce phénomène : le premier est le Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre au Brésil, organisé en marge du Forum Economique Mondial, en janvier 2001 et 2002. Le second est le Sommet des Peuples, tenu

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Les Editions

en avril 2001, en parallèle du Sommet des Amériques de Québec.

Sous le slogan *Un autre monde est possible*, le **FSM** a accueilli en 2001, plus de 3 000 participants (citoyens, ONG, syndicats, parlementaires...) présents pour prendre part aux ateliers, débats et discussions. Ceci, pour tenter de développer un cadre théorique et pratique qui permette de considérer la mise en place d'une économie plus solidaire¹⁹. L'événement a obtenu une bonne couverture médiatique, ce qui a donné une plus grande crédibilité au mouvement.

En ce qui concerne le **Sommet des Peuples**, le second du genre après Santiago au Chili en 1998, plus de 2 000 représentants de mouvements sociaux et syndicaux des Amériques sont venus réfléchir aux enjeux de la création d'une Zone de libre-échange pour les Amériques (ZLEA). La rencontre s'est soldée par une déclaration commune et la dénonciation de l'accès privilégié des gens d'affaires au processus de négociations.

Ce bref tour d'horizon démontre que la société civile mondiale donne des signes d'émergence. Bien que son influence auprès des élites globales ne soit que minime pour l'instant, elle est persévérante et tenace et continue de réclamer son inclusion dans les processus de négociations. Mais le chemin à parcourir est parsemé d'obstacles divers.

3.3 Obstacles au développement d'un mouvement civil global

La bataille des OSC pour le développement d'une économie humaine s'apparente à celui de David contre Goliath. Le défi est de taille pour les différents groupes de citoyens et les obstacles sont nombreux. Premièrement, il faut s'assurer d'un **appui des populations**. Présentement, les OSC sont perçues comme un mouvement de gauche et ne reçoivent pas l'appui de la majorité. Ce qui dénote un problème en ce qui concerne la représentativité de la société civile et rend leur crédibilité difficile à développer.

Ecosociété, 2000, p. 259.

¹⁹ ENVIRODEV, « Le Forum Mondial Social à Porto Alegre : du 25 au 30 janvier 2001 », janvier 2001, sur le site de *Environnement et développement durable*, [en ligne], http://www.envirodev.org/archives/env/fsm_0101/diplo.htm, (page consultée le 3 février 2001).

D'autant plus que les **éléments de violence** qui caractérisent presque chaque rencontre des élites globales constitue un frein important à la reconnaissance de leur légitimité aux yeux du public. En effet, certains extrémistes, le plus souvent apparentés au groupe anarchiste *Black Block*, préconisent les « actions directes » violentes comme moyen d'action, ce qui discrédite la cause des manifestants pacifistes²⁰. Ce problème a eu lieu à Seattle et devient de plus en plus important. A l'occasion de la rencontre du G8 à Gênes en Italie du 20 au 22 juillet 2001, les manifestations ont dégénéré, plus de 300 personnes ont été blessées et un jeune homme y a laissé la vie. Il s'agit d'un véritable problème pour les OSC qui, dans le cas de Gênes, ont subi la répression policière. Celle-ci n'ayant pas jugé bon de distinguer les manifestants pacifistes des éléments plus radicaux.

Ces éléments de violence sont largement véhiculés par les médias, ce qui **nuît à l'image des OSC et ainsi, à leur reconnaissance**. L'opposition citoyenne lors des grands rassemblements y est souvent dépeinte comme marginale et sans fondement. Il ne faut évidemment pas généraliser car un grand nombre de médias, écrits par exemple, se font l'écho des revendications de la société civile. Il reste toutefois que les OSC sont souvent présentées comme ayant la haine de la globalisation et du développement économique et militant pour des causes mineures comme la sauvegarde des tortues de mer²¹. Dans un article du *Business Week*, le journaliste B. Kite affirme à cet égard : « *Among the experts, the protesters were seen as either unrealistic "flat earthers" (according to The New York Times's Thomas Friedman) or, at best, sadly misguided*²². » Selon ce même magazine économique, les manifestants ne protestent que pour l'ambiance et sont quelque peu masochistes²³.

Dans un autre ordre d'idée, l'organisation et **la coordination de leurs efforts n'est pas encore au point**. Il manque les articulations qui permettent un dialogue véritable entre les

²⁰ Service canadien du renseignement de sécurité, « L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion », 22 août 2000, [en ligne], (page consultée le 7 juillet 2001).

²¹ Julie Fisher, « Les militants du nouveau millénaire », septembre 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss11.htm, (page consultée le 3 juillet 2001).

²² B. Kite, « Free Trade ? Someone Always Has to Pay », 2 mai 2001, sur le site de *Business Week*, [en ligne], http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/may2001/nf2001052_941.htm, (page consultée le 4 juillet 2001).

²³ *Ibid.*

différents groupes. De plus, les OSC **n'ont pas déterminé de projet clair** et précis pour contrer les effets négatifs de la globalisation. Il existe aussi un **rapport de force** entre les OSC locales, nationales, régionales et internationales. Par exemple, les OSC du Nord disposent de plus de moyens que celles du Sud et peuvent ainsi avoir une influence plus grande. Il y a également le danger d'oublier les préoccupations locales au fur et à mesure que les OSC évoluent au sein d'un réseau international²⁴. Une autre limite est la **vision des politiciens et des élites économiques** qui continuent à tenir les OSC loin des négociations entourant la globalisation, ils restent méfiants. Il est vrai que la situation a évolué du côté des gouvernements qui sont plus ouverts qu'auparavant et affirment désirer un rapprochement. Cependant, du côté du marché, la réticence est plus importante.

3.4 Imparfaite mais essentielle

La société civile mondiale en est donc à ses débuts. Elle reste imparfaite par son manque d'organisation, l'absence d'une stratégie claire, les rapports de forces au niveau interne, son déficit de légitimité aux yeux du public et de la communauté internationale, etc. Malgré tout, son rôle, comme dernier rempart de la démocratie dans le contexte actuel de globalisation, reste essentiel pour le développement d'un monde plus juste et équitable. Son apport est significatif à plusieurs égards, principalement par l'interpellation qu'elle fait auprès des grands de ce monde pour leur réclamer une plus grande transparence dans la prise de décision. Nous considérons qu'il est temps de tenir compte du citoyen dans le débat sur la globalisation. Des mesures doivent être prises pour assurer sa participation aux processus de prise de décision sur le plan national mais également mondial.

3.5 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons défini la société civile comme étant un ensemble d'acteurs qui participent à la vie publique autrement que par le biais de l'État ou du marché. Nous avons constaté qu'un mouvement civil transnational donne des signes d'émergence et qu'il pourrait jouer un rôle considérable dans le contexte de la globalisation. C'est pourquoi nous soutenons que ce nouvel acteur doit être considéré par l'élite politique et économique mondiale et intégré au processus de prise de décision. Dans les prochains chapitres de cette

²⁴ FIM, « Mondialisation de la société civile ? », sur le site du *Forum International de Montréal*, [en ligne], http://www.fimcivilsociety.org/etud_global_francais_text.htm, (page consultée le 13 juillet 2001).

recherche, nous allons présenter la globalisation et ses effets sur un secteur particulier : la culture.

DEUXIEME PARTIE : LA GLOBALISATION CULTURELLE

Chapitre 4

La globalisation et la culture : présentation générale

A l'ère de l'information, les batailles pour le pouvoir sont des batailles culturelles¹.

Dans les chapitres précédents, nous avons présenté le phénomène de globalisation de façon générale et constaté ses effets sur le rôle de l'État et de la société civile. Il s'agit maintenant de recentrer notre intérêt sur un secteur précis : la culture. Dans ce chapitre, nous tracerons un portrait global de la situation. Nous débuterons par la réflexion sur la culture, les industries culturelles et les produits qui en découlent ainsi que sur le rôle des politiques culturelles. Nous présenterons ensuite ce qu'il en est de la globalisation dans ce secteur. A ce propos, nous verrons quel est l'état des réflexions au niveau mondial sur les enjeux de la communication. Nous poursuivrons par l'étude de deux composantes importantes sur le secteur culturel : le développement des NTIC et l'augmentation des échanges culturels. Puis, nous terminerons par le traitement de la culture dans les accords de commerce.

4.1 La spécificité des produits culturels

4.1.1 Culture : éléments de définition

Le concept de « culture » apparaît pour la première fois à la fin du 18ème siècle en Allemagne dans les études « d'histoire universelle », qui consistent à reconstituer l'histoire des sociétés en s'intéressant aux mœurs, aux arts, aux idées, aux institutions et aux sciences². Depuis lors, beaucoup de définitions ont été formulées par des chercheurs provenant de divers secteurs. Nous ne présenterons pas l'ensemble de ces définitions ayant parfois des significations très différentes. En effet, certaines d'entre elles peuvent englober beaucoup d'éléments, comme celle-ci : « La culture c'est la vie³ » ou encore, être très restrictive.

¹ Manuel Castells, *Le pouvoir de l'identité : l'ère de l'information*, Paris : A. Fayard, 1999, p. 411.

² Guy Rocher, « Bref historique de la notion de culture » dans *Introduction à la sociologie générale, Tome 1 : l'action sociale*, Québec : Hurtubise HMH, 1969, p. 82.

³ Neil Bissoondath, *Le marché aux illusions – La méprise du multiculturalisme*, Montréal : Boréal, 1994, p.

Le sociologue Raymond Williams affirme qu'à travers les temps, la culture a été définie selon l'un ou l'autre des éléments suivants : la culture est liée au développement personnel de chaque individu, à la façon dont vivent les collectivités et à l'activité des artistes ou des intellectuels au sein de la société⁴. Quatre chercheurs québécois⁵ ajoutent à cela que « la culture est composée d'un vaste ensemble d'informations et de connaissances qui permettent aux individus de se développer, de s'adapter et de participer à leur milieu⁶ ».

La culture a différents **aspects**, d'une part elle a une **dimension collective**, elle est **dynamique**, c'est un processus en constante évolution. « En effet, la culture change, évolue, se transforme au gré d'un processus d'acquisition, de transformation, et de reformulation qui explique que les connaissances, les idées et les mœurs changent au fil du temps⁷. » D'autre part, c'est un **univers de symboles** où les valeurs, les idées, les croyances, les goûts exercent une influence sur l'attitude et le comportement des individus, qui influencent à leur tour la culture. « Chaque individu est façonné par la culture et la façonne à son tour⁸. »

La culture peut être transmise de multiples façons : par l'éducation, par les contacts directs entre individus, mais également par l'entremise des industries culturelles, sur lesquelles nous allons porter une attention particulière.

4.1.2 Les industries culturelles

Au début du 20^{ème} siècle, le **processus d'industrialisation** s'amorce dans plusieurs pays développés. Le terme « industrie » désignant : « L'art de combiner des ressources, d'employer des outils, qui coûte en temps et en effort mais qui rapporte aussi un produit et un profit⁹. » Des moyens techniques sont ainsi utilisés afin d'augmenter la marge de profit

94.

⁴ Raymond Williams, *Keywords : A Vocabulary of Culture and Society*, Londres : Fontana, 1983, p. 90-91.

⁵ Il s'agit de Marc Raboy, Florian Sauvageau, Ivan Bernier et Dave Atkinson.

⁶ Marc Raboy, et al., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 44.

⁷ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

⁸ *Ibid.*

⁹ R. Boudon et F. Bourricaud, « Société industrielle » dans le *Dictionnaire critique de la sociologie*, 2^{ème} édition, France : Presses Universitaires de France, 1986, p. 542.

des entreprises. Le processus est fondé sur quatre principes : l'application des sciences et des techniques, l'augmentation de la productivité et de la consommation, la division du travail, et l'existence des marchés où se rejoignent offres et demandes, dans les régimes capitalistes¹⁰.

Le secteur culturel n'y échappe pas et graduellement, des **industries prennent forme**. Plusieurs innovations techniques en facilitent le développement. Que ce soit : l'arrivée de la photographie, de machines permettant la fabrication industrielle de papier, du perfectionnement des imprimantes rotatives, de l'invention du phonographe, du début de l'enregistrement sonore analogique, du cinéma, de l'électricité, du télégraphe ou de la radio¹¹.

Le terme « industrie culturelle » est employé à l'origine **pour critiquer la situation dans le secteur des arts**. En 1935, Walter Benjamin est le premier à affirmer que l'industrialisation dénature les œuvres d'art. L'expression est cependant inventée en 1947 par T. Adorno et M. Horkheimer. A cette époque, il est question d'industrie culturelle au singulier, considérée comme un processus global. Processus qui constitue, selon les chercheurs, une menace pour la création artistique. Tout comme Benjamin, ils considèrent que la standardisation des contenus va à l'encontre de l'œuvre d'art :

(...) quand l'intrigue dramatique d'un opéra à la guimauve diffusé à la radio ne devient qu'un moyen de montrer comment résoudre des difficultés techniques aux deux extrémités de l'échelle de l'expérience musicale – le vrai jazz ou une mauvaise imitation de celui-ci – ou quand un mouvement d'une symphonie de Beethoven est dénaturé pour servir de bande sonore comme un roman de Tolstoï peut l'être dans le script d'un film, prétendre que l'on satisfait ainsi aux désirs spontanés du public n'est que charlatanerie¹².

Vers 1970, l'expression commence à être utilisée au pluriel. Le sens en est quelque peu changé : on s'y intéresse maintenant non plus comme un processus global mais, en **considérant la diversité des secteurs économiques** qui en font partie. On laisse aussi de

¹⁰ *Ibid.*, p. 542.

¹¹ Armand Mattelart, *La mondialisation de la communication*, Paris : Presses universitaires de France, Collection Que sais-je? No 3181, 1996, p. 32.

¹² T. Adorno et W. Horkheimer, « La production industrielle des biens culturels. Raisons et mystification des masses » dans *La dialectique de la raison*, France : Gallimard, 1974, p. 131.

côté la critique de la standardisation des contenus et des dangers pour la créativité pour faire place à des analyses économiques. Les processus de production et la reproductibilité, qui n'étaient pas considérés par Adorno et Horkheimer, sont maintenant au centre des préoccupations¹³.

Les industries culturelles ont deux dimensions essentielles : **un aspect évidemment culturel** mais aussi **économique**. Les deux sont nécessaires au bon développement de la culture au sein de la société. Il s'agit là d'une dualité qui est caractéristique de ce type d'industrie. Elles sont d'ailleurs définies comme étant des « domaines de l'activité humaine où le travail des créateurs culturels se transforme en produits culturels dans un cadre industriel¹⁴ ». Les produits issus de ces industries se différencient donc des autres types de biens, car ils sont des vecteurs de sens, ils « *express attitudes, opinions, ideas, values and artistic creativity ; provide entertainment ; and offer information and analysis concerning the past and present*¹⁵ ». Au delà du support matériel, un message et des symboles sont transmis.

L'industrialisation dans le domaine culturel a donc permis de passer d'un mode artisanal à un mode de production de masse des produits culturels. Ce qui a rendu la culture accessible à un grand nombre d'individus. C'est ainsi que les industries culturelles sont graduellement devenues d'importants producteurs et diffuseurs de biens et services culturels et les divers secteurs les composant (le cinéma, la radio, la télévision, l'enregistrement sonore et le multimédia) ont dorénavant un potentiel commercial énorme.

4.1.3 Élaboration des politiques culturelles

Dans les sociétés démocratiques, l'État est responsable de la gestion des différents secteurs de la vie publique comme les questions sociales, économiques, culturelles ou encore, techniques. Ceci, par l'intermédiaire de la **politique publique**, qui constitue « le cadre général des idées et des valeurs à l'intérieur duquel les décisions sont prises et les gouvernements agissent, ou

¹³ Claude Martin, « Les industries culturelles québécoises, situation économique » dans *Les pratiques culturelles de grande consommation. Le marché francophone*, Québec : Nuit Blanche Éditeur, 1992, p. 36.

¹⁴ *Ibid.*, p. 37.

¹⁵ Paul Audley, *Canada's Cultural Industries*, Toronto : James Lorimer & Co, 1983, p. xxi.

n'agissent pas, en rapport avec un enjeu ou problème quelconque¹⁶ ».

En ce qui concerne la **politique culturelle**, celle-ci est élaborée de la même façon que les autres politiques publiques. Elle peut être formulée à différents niveaux : local (dans une municipalité), national, régional (accord entre quelques pays seulement), international (accord entre quelques pays) et global (accord s'adressant à tous les pays du monde¹⁷). L'État en est l'artisan principal mais parfois, d'autres acteurs sont impliqués dans le processus d'élaboration. C'est le cas par exemple de la population ou encore des groupes d'intérêts, qui font du lobbying de façon à influencer les politiques. Ces acteurs peuvent être consultés de façon ponctuelle, sur des sujets précis par l'intermédiaire de mécanismes divers comme : les élections, les consultations populaires ou les sondages par exemple.

La politique culturelle se différencie des autres politiques publiques par son **caractère éducatif et identitaire**¹⁸. Au niveau international, de nombreux textes soulignent cette spécificité. C'est le cas par exemple du *Plan d'action de la conférence intergouvernementale de Stockholm sur les politiques culturelles pour le développement* (1998), de la *Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles* (1982), des recommandations de la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe à Helsinki* (1972) ou encore, de la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes* (1978)¹⁹. Ces textes reconnaissent l'importance des politiques culturelles dans la société dans la mesure où, « une politique culturelle doit permettre aux citoyens de diffuser la culture et, ainsi, de participer au développement du patrimoine culturel de leur société, car la culture est toujours le produit de ceux qui constituent la société²⁰ ».

¹⁶ Stephen Brooks, *Public Policy in Canada: An Introduction*, Toronto : McClelland and Stewart, 1989, p. 16.

¹⁷ Marc Raboy avec collab. de Geneviève Grimard, *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*, 2^{ème} Ed, Montréal : G. Morin, 2000.

¹⁸ Vincent Lemieux, « Des politiques publiques comme les autres ? » dans Sauvageau, F., *Les politiques culturelles à l'épreuve : La culture entre l'État et le marché*, Institut québécois de recherche sur la culture : Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 194.

¹⁹ Ivan Bernier, « Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture » sur le site de *Patrimoine Canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/network-reseau/cdg-gdc/Liste.htm> (page consultée le 4 décembre 2000).

²⁰ *Ibid.*

Jusqu'à présent, les politiques qui encadrent le développement des industries culturelles sont élaborées et gérées par l'État, en collaboration avec les citoyens et les groupes de la société civile. Nous allons cependant constater, au cours des prochaines sections, que la globalisation du secteur de la culture est en train de modifier l'importance des acteurs.

4.2 Globalisation culturelle

4.2.1 Réflexion internationale sur les enjeux de communication

Nous allons tout d'abord nous intéresser à l'évolution de la réflexion internationale concernant les enjeux de communication au cours des dernières décennies. Un premier questionnement important est amorcé en 1973, à l'occasion de la rencontre organisée par l'UNESCO à Alger (Algérie), portant sur le *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* (NOMIC). Les discussions traitent de la problématique de la communication dans une perspective de développement social équitable et démocratique²¹. Divers thèmes sont abordés dont, entre autres, le déséquilibre entre le Nord et le Sud au niveau des flux d'information ou encore la question de la préservation des cultures nationales.

Cependant, le projet échoue. Selon Armand Mattelart, les deux motifs principaux sont : l'ambiguïté des pays non-alignés « qui ont pris la communication comme alibi pour mieux écraser parfois leurs propres créateurs²² (...) », ainsi que la détermination des États-Unis qui voulaient appliquer le principe de libre flux de l'information (*free flow of information*). Pour marquer leur désaccord, ces derniers quittent l'UNESCO en 1984. A ce sujet, Dave Atkinson et Ivan Bernier affirme que le « retrait des États-Unis démontrait déjà une méfiance profonde envers les discours qui placent les entités collectives au-dessus des droits individuels, qui « protègent » les collectivités au détriment du libre choix que peuvent exercer les consommateurs sur le marché²³ ».

²¹ Marc Raboy, « Une régulation démocratique problématique » dans Serge Proulx et André Vitalis, *Vers une citoyenneté simulée*, Paris : Apogée, 1999, p. 64.

²² Armand Mattelart, « Généalogie des nouveaux scénarios de la communication », sur le site *Le Monde Diplomatique*, 1996, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/livre/crac/21.html> (page consultée le 7 octobre 2001).

²³ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

Au cours des années 1990, le **débat mondial reprend**, sous l'initiative des Américains cette fois-ci. En 1993, Albert Gore (vice-président des États-Unis à l'époque) lance une initiative nationale : le plan de construction des *superhighways* (ou super autoroutes) de l'information. Le libre-échange et le progrès technique deviennent les outils qui permettent de répondre aux désirs de tous. Selon lui, le développement de l'autoroute de l'information peut assurer une plus grande démocratie, il y voit : « un nouvel âge athénien de la démocratie forgée dans les forums que la *Global Information Infrastructure* (GII) créera²⁴ ».

En 1994, l'Europe entame à son tour une réflexion sur la société de l'information. En 1995, la GIJ est présentée aux pays membres du G7 dans le cadre du *Sommet sur les NTIC* à Bruxelles. Les questions sensibles sur la relation entre le secteur public et privé sont vite écartées pour laisser place à l'utopie (tendre vers la démocratie universelle). C'est ainsi que cette même année, le G7 adopte un plan de mise en application du projet américain. Les principes de base étant : la nécessité de déréglementer le secteur des télécommunications, la suppression des monopoles étatiques et le rôle d'intégrateur du secteur privé perçu comme étant le moteur de cette nouvelle économie²⁵.

Nous retrouvons certains principes à la base du projet de la GIJ au sein de l'*Accord sur les Télécommunications* de l'OMC²⁶ de février 1997, qui fait partie des dossiers étudiés dans le cadre de l'*Accord Général sur le Commerce des Services*. On y prévoit : « le développement des infrastructures de télécommunications sans égard aux contraintes réglementaires nationales²⁷ ». Ceci a pour conséquence de laisser beaucoup de liberté au marché et laisse entrevoir une nouvelle façon de gouverner au niveau mondial.

Parallèlement, des initiatives visant à souligner l'importance de l'intervention de l'État et de la société civile en matière culturelle sont entreprises. Le défi étant d'atteindre un équilibre entre les intérêts du secteur privé et ceux du secteur public. C'est le cas par exemple de l'**UNESCO** qui, en 1995, publie le rapport de la Commission mondiale de la

²⁴ Marc Raboy, *loc. cit.*, p. 62.

²⁵ *Ibid.*, p. 63.

²⁶ L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a succédé à l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en janvier 1995.

culture et du développement intitulé *Notre diversité créatrice*. On y suggère, entre autres, la mise en place d'un régime d'encadrement international pour la culture. Ce régime serait complémentaire aux systèmes nationaux déjà en fonction et constituerait un lieu d'échanges sur des questions touchant plusieurs acteurs (création d'une télévision sans frontières ou création de conglomérats médiatiques par exemple). De son côté, le **Conseil de l'Europe**, dans le cadre de sa réflexion sur la culture et le développement, publie en 1997 *In From the Margins, A contribution to the debate on culture and Development in Europe*. Il y propose l'élaboration d'une éthique de solidarité mondiale et insiste sur l'importance de la pleine participation des membres de la société à la culture²⁸.

La réflexion sur les enjeux mondiaux de la communication a donc débutée depuis plusieurs années au sein des organisations internationales. Deux visions se confrontent : la première voulant que le secteur privé prenne une place plus importante, devienne le moteur du développement de la société de l'information et la seconde, affirmant que la culture doit principalement rester l'affaire de l'État et des citoyens. Nous allons maintenant présenter de façon concrète, comment s'opère la globalisation dans le secteur culturel par l'étude de deux de ses composantes : le développement des NTIC et la libéralisation des échanges.

4.3 Deux changements majeurs dans l'environnement culturel mondial

4.3.1 Arrivée des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

Les NTIC, nées de la convergence entre médias traditionnels et innovations technologiques, sont en voie d'amorcer une petite révolution à elles seules. Depuis le début des années 1980, le développement de l'informatique, des télécommunications, de la technologie numérique et des communications par satellite se combinent graduellement à la téléphonie, la radiodiffusion, la câblodistribution, l'édition, etc.

Les NTIC représentent des **opportunités** à bien des égards. Que ce soit en permettant le traitement et l'échange d'informations sans tenir compte des notions d'espace, de temps ou de volume, en augmentant la possibilité de diffusion de produits culturels, en créant de nouveaux marchés, en réduisant les coûts de fabrication ou en offrant de nouvelles voies

²⁸ Marc Raboy, *loc. cit.*, p. 63.

pour la création. Les technologies de l'information permettent aussi d'augmenter la concurrence entre les entreprises. C'est le cas par exemple, dans le secteur de la câblodistribution canadienne :

Avec la venue des nouvelles technologies, les compagnies de câblodistribution qui avaient le monopole de leurs marchés respectifs doivent aujourd'hui faire face à une concurrence plus vive. Les télédiffuseurs canadiens - dont les stations sont les plus susceptibles de présenter des émissions à contenu canadien - doivent désormais se mesurer aux services de diffusion plus nombreux qui leur disputent leur part du marché²⁹.

Cependant, cette évolution pose des problèmes en termes de **définition** et de **réglementation**. En ce qui concerne la définition, le gouvernement canadien affirme que :

Des secteurs qui, auparavant, se distinguaient nettement les uns des autres et étaient orientés par des politiques différentes - radiodiffusion, câblodistribution, satellites et télécommunications - sont aujourd'hui en train de converger et perdre leur caractère distinctif alors que s'accélère le rythme du développement de la nouvelle autoroute de l'information et des nouveaux réseaux de distribution³⁰.

Ce qui entraîne une **confusion** quand vient le moment d'aborder la question dans les négociations commerciales internationales. Un secteur traditionnellement considéré comme culturel, peut basculer dans le secteur des télécommunications. La convergence des technologies change donc considérablement la façon d'aborder la question. En ce qui concerne la **réglementation**, le développement des nouveaux modes de communication vient compliquer le contrôle de l'État. Pensons à titre d'exemple au réseau Internet, qui franchit des frontières nationales et avec elles, des règles et lois nationales. Les gouvernements éprouvent donc des difficultés à aborder cette nouvelle problématique. En ce sens, la convergence peut rendre la formulation des lois et règlements et leur application plus difficile.

²⁸ European Task Force on Culture and Development, *In From the Margins, A contribution to the debate on culture and Development in Europe*, Strasbourg : Council of Europe Publishing, 1997.

²⁹ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, « La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

³⁰ *Ibid.*

Le développement des NTIC est accompagné d'un **discours idéologique** qui se veut très optimiste, comme nous avons pu le constater dans la section précédente lorsqu'il était question du GII. Les élites économiques et politiques globales en vantent les mérites et assurent que tous pourront en tirer profit, que les inégalités entre pays du Nord et du Sud pourront être considérablement réduites. Il est intéressant de noter que c'est la métaphore du « village global » qui sous-tend leurs propos. Nous retrouvons ici l'un des postulats de l'idéologie néolibéraliste qui, sous son enthousiasme effréné, cache une réalité un peu plus terre à terre. En effet, les NTIC ne constituent qu'une **réponse partielle aux problèmes mondiaux**. La technologie ne peut tout résoudre par elle-même car elle doit être réappropriée par les citoyens, intégrée dans un projet de société commun³¹. D'autre part, la fracture numérique ne peut être réduite facilement si l'on tient compte du fait que 90% des ordinateurs se retrouvent dans les pays du Nord et que plus de la moitié de la population du globe n'a pas accès au téléphone³².

D'autre part, le discours des élites mondiales accorde une grande importance à l'**inclusion du secteur privé**. Les principes de la GII sont clairs à cet égard : il faut privatiser et déréglementer pour assurer le bon développement des NTIC au niveau international. En d'autres termes, l'État doit céder sa place. Or, comme le souligne Alain Ambrosi à propos de la télédiffusion : « Nous savons par expérience qu'un véritable service public de télévision ne peut être assuré par le seul État ni par le seul marché quand l'un et l'autre nient les droits fondamentaux des citoyens en leur niant un accès et une participation effective à une pluralité de média³³. »

Voici ce qui en est pour le développement des NTIC qui ont marqué la dernière décennie. Dans la prochaine section, nous allons nous intéresser à l'augmentation des échanges culturels, à la création de conglomerats médiatiques, accompagnés d'un vaste mouvement de libéralisation des échanges commerciaux internationaux.

³¹ Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, « Technologies de l'information et de la communication », sur le site de *Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*, [en ligne], <http://www.echo.org/fr/construire/themes/ncit/ntic16.htm>, (page consultée le 23 août 2001).

³² *Ibid.*

4.3.2 Augmentation des échanges culturels mondiaux et apparition de conglomerats médiatiques

A la lumière de ce qui a été présenté précédemment, nous constatons que le processus d'industrialisation de la culture a permis de développer des techniques de reproductibilité des produits culturels à grande échelle et leur diffusion auprès d'un nombre important d'individus, de telle sorte que le potentiel commercial de plusieurs secteurs, dont l'industrie du film et de l'audiovisuel, sont dorénavant très intéressants. Nous notons également que l'arrivée des NTIC offre des possibilités nouvelles au niveau de la création mais aussi de la diffusion et que les gouvernements dérèglementent et privatisent plusieurs secteurs pour favoriser le commerce.

Tous ces éléments participent à **l'augmentation des échanges culturels** au niveau mondial. En 2000, *L'Institut de la statistique et la Division des politiques culturelles de l'UNESCO* ont réalisé conjointement une étude portant sur la circulation internationale des biens culturels entre 1980 et 1998. Cette recherche révèle qu'au cours de cette période de vingt ans, les importations sont passées de 47,8 à 213,7 milliards de dollars américains. Les exportations, quant à elles, ont plus que triplé, passant de 47,5 à 174,3 milliards de dollars³⁴.

S'il est vrai que les échanges se multiplient, ils restent toutefois quelque peu **inégaux**. Dans ce même rapport de l'UNESCO, l'une des principales conclusions est le constat du déséquilibre entre les pays : « Globalement, fin 1998, la circulation commerciale de biens culturels était déséquilibrée et, dans une très large mesure, à sens unique³⁵. » A cet effet, en 1998, treize pays se partageaient plus des quatre cinquièmes des importations et douze pays la même proportion des exportations³⁶. Les États-Unis étant reconnus comme le premier marché mondial de biens culturels.

³³ *Ibid.*

³⁴ UNESCO, « La circulation internationale de biens culturels sélectionnés 1980-1998 » sur le site de l'UNESCO, 2000, [en ligne], http://unesco.stat.unesco.org/en/pub/doc/cult_sum_web_FR.pdf (page consultée le 22 février 2001).

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

Devant ces nouvelles opportunités, les **entreprises culturelles** ont sauté sur l'occasion : « Le monde des affaires a vite saisi que la transformation de l'information en marchandise pouvait constituer une source importante d'enrichissement³⁷. » Ceci est d'autant plus vrai quand l'on considère que l'information devient synonyme de pouvoir : « L'Information est devenue un moteur de l'économie mondiale, qui a nourri les industries culturelles, lesquelles ont trouvé un filon dans la distribution de films, disques³⁸. » Conséquence immédiate : la forte concurrence mondiale a conduit à la formation de conglomerats médiatiques puissants.

La **bataille pour le contrôle du contenu**, qui se mène depuis plusieurs années déjà, s'est traduite par des fusions, des acquisitions et des alliances dans le secteur des télécommunications, de l'informatique et des industries culturelles³⁹. Actuellement, seules quelques compagnies transnationales se partagent plus de la moitié des revenus engendrés par la consommation des produits culturels. En voici quelques unes : *AOL Time Warner*, *Disney*, *News Corporation*, *Bertelsmann* ou encore le groupe *Vivendi* qui a fait l'acquisition de la compagnie canadienne *Seagram* en 2000. Plusieurs spécialistes de la communication prédisent que dans environ dix ans, seulement quelques entreprises transnationales se partageront les parts du marché culturel mondial. Ces quelques compagnies seront en mesure de contrôler une grande partie de l'information diffusée dans le monde.

Ces groupes médiatiques deviennent **puissants et très compétitifs**. Ils se donnent une palette d'outils beaucoup plus large qu'avant pour conquérir les marchés. Ceci, en diversifiant les secteurs dans lesquels ils sont actifs. Que ce soit dans l'édition, le cinéma, la télévision, la musique, les nouveaux médias, etc. A titre d'exemple, voici quelques actifs du *Groupe Vivendi Universal* : 6 filiales dans le secteur du film, la même quantité en télévision, environ 25 publications dont *Courrier international* ou *l'Express*, 16 filiales dans le secteur du multimédia, 17 labels de musique dont *Polygram* et *MCA Records*, 5

³⁷ Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Les Editions Ecosociété, 2000, p. 166.

³⁸ Edgar Montiel et Patricio Dobrée, « Culture américaine », sur le site de *Libération*, [en ligne], http://www.liberation.fr/omc/dico/germ_culture2.php3 (page consultée le 3 mars 2001).

³⁹ Institut canadien d'éducation des adultes, « Vers la mondialisation et la fragmentation culturelle », 13 septembre 1996, sur le site de *Communautique*, [en ligne], <http://www.communautique.qc.ca/docicea/memoire/mondial.html> (page consultée le 13 mars 2001).

parcs thématiques situés principalement aux États-Unis et bientôt au Japon, 2 entreprises de télécommunications et des actifs dans d'autres secteurs comme les salles de cinéma *Cineplex Odéon*⁴⁰.

L'augmentation des échanges culturels au niveau mondial dépend beaucoup d'un autre élément : la libéralisation du secteur au niveau mondial, qui s'effectue par la signature d'accords de commerce internationaux.

4.4 Traitement de la culture dans les négociations commerciales internationales

Depuis les années 1920, la problématique culturelle au sein des accords commerciaux a évolué. La question centrale est de déterminer si la culture est un **bien** ou un **service**. En effet, les accords sur les services et les produits prévoient un traitement différent pour chacun des cas.

Les biens sont définis par l'UNESCO comme suit :

Les biens culturels sont des *biens de consommation* qui véhiculent des idées, des valeurs symboliques et des modes de vie, qui informent ou distraient, contribuant à forger et à diffuser l'identité collective tout comme à influencer les pratiques culturelles. Protégés par le droit d'auteur, ils résultent de la créativité individuelle ou collective qui se transmet sur des supports susceptibles d'être reproduits et multipliés par des procédés industriels et distribués ou diffusés massivement. Livres, revues, enregistrements sonores, films, vidéos, séries audiovisuelles, produits multimédia, logiciels, produits de l'artisanat et design constituent l'offre culturelle, riche et diversifiée, mise à la disposition du public⁴¹.

Quant aux services culturels, ils sont considérés comme :

Les services culturels sont des activités qui, sans prendre la forme de biens matériels, répondent à une idée ou à une nécessité d'ordre culturel et se traduisent par des mesures d'appui à des pratiques culturelles que les États, les institutions publiques, les fondations, les entreprises privées ou mixtes, mettent à la disposition de la communauté et qui incluent, entre autres, la promotion des

⁴⁰ Columbia Journalism Review, « Vivendi Universal », sur le site du *Columbia Journalism Review*, [en ligne], <http://www.cjr.org/owners/vivendi.asp> (page consultée le 6 mars 2001).

⁴¹ UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : qu'entend-on par "biens" et par "services" culturels ? », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question2.shtml#2 (page consultée le 12 juillet 2002).

spectacles ainsi que la conservation et l'information culturelles (bibliothèques, archives, musées, etc.). Ces services peuvent être gratuits ou payants⁴².

Ce qui rend la problématique complexe, c'est qu'il est parfois difficile de déterminer clairement dans quelle catégorie doit être classé un élément, « cela dépend des cas, des circonstances, de la façon dont c'est fait⁴³ ». A cet égard, les NTIC participent à augmenter encore plus la confusion, de par les problèmes de définitions qu'elles posent. Par exemple, le périodique est considéré à la fois comme un bien (copie papier du magazine) et comme un service (contenu rédactionnel et publicitaire). Dans ce cas précis, on le considère cependant en tant que bien. Voici maintenant un aperçu de la progression de la question culturelle au sein des accords de commerce multilatéraux.

Dans les années 1920, certains pays d'Europe utilisent déjà des **contingents à l'écran** pour assurer la protection de leurs industries cinématographiques contre l'arrivée massive de films provenant des États-Unis⁴⁴. En 1945, sous la menace de représailles des Américains, ces mêmes pays décident d'apporter quelques modifications à leurs lois ou, tout simplement, de les abolir. L'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT, accord sur les produits) signé en 1947, prévoit une exception pour le commerce des biens culturels. L'article 4 déclare que le libre échange peut constituer un danger sur les cultures et permet à nouveau l'utilisation des contingents à l'écran⁴⁵.

Dans les années 1960, des **restrictions imposées par les pays sur la programmation télévisuelle** agacent les États-Unis. Ceux-ci demandent au GATT d'enquêter sur le sujet en vue de signer un nouvel accord mais leur projet n'aboutit pas. Dans la décennie suivante, l'intérêt est porté sur les subventions accordées pour les films et émissions de télévision. La question est alors abordée à l'occasion du *Tokyo Round* du GATT.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Chris Maule, « Etude de l'OMC et des intérêts du Canada dans les négociations futures : Note d'information sur les services et sur l'Accord général sur le commerce des services », 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, Préparé pour le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/references/wto/note6-f.htm> (page consultée le 26 février 2001).

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

Sur le plan régional, à l'occasion de la signature de *l'Accord de libre-échange (Canada – États-Unis)* (ALE), entré en vigueur le 1er janvier 1989, le Canada parvient à introduire la notion d'exception culturelle. Cette notion reconnaît « que les biens et les services culturels, du fait de leur relation à la culture sont d'une nature particulière qui va au-delà des seuls aspects commerciaux. Ils véhiculent des contenus, des valeurs et des modes de vie qui sont partie prenante de l'identité culturelle d'un pays et reflètent la diversité créatrice des individus⁴⁶ ». Un traitement particulier doit donc leur être accordé.

L'article 2005 (1) stipule que : « Les industries culturelles sont exemptées des dispositions du présent accord (...) » Cette exception n'est que partielle car, le paragraphe 2005 (2) en annule presque la portée, en prévoyant la possibilité de représailles :

Malgré les autres dispositions du présent accord, chaque Partie pourra prendre des mesures ayant un effet commercial équivalent en réaction à des interventions qui seraient incompatibles avec le présent accord, si ce n'était du paragraphe 1⁴⁷.

Dans *l'Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) de 1990 entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, la portée de l'exemption culturelle est maintenue aux règles du premier accord, tout comme l'article qui en diminue la portée. L'exception est valable seulement pour les échanges Canada/États-Unis et Canada/Mexique. L'annexe 2106 de l'ALENA stipule que « toute mesure adoptée ou maintenue en ce qui a trait aux industries culturelles (...) seront régies en vertu du présent Accord exclusivement par les dispositions de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis⁴⁸ ».

Jusqu'à la fin des années 1980, la production culturelle considérée alors comme un service ne peut être soumise aux règles du GATT. Cette situation irrite les Américains qui militent pour la libéralisation du secteur culturel. Ceci est sur le point de changer alors que débute *l'Uruguay Round*. Il y est question de signer un accord sur les services et d'y inclure la

⁴⁶ UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : en quoi consiste la doctrine de l'exception culturelle ? », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question16.shtml#16 (page consultée le 12 juillet 2002).

⁴⁷ « Accord de libre-échange nord-américain », sur le site de l'ALENA, [en ligne], <http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm> (page consulté le 15 septembre 2001).

⁴⁸ *Ibid.*

culture. Dans le cadre des négociations, le GATT crée en 1990, un groupe de travail sur la culture afin d'étudier la possibilité de libéraliser le secteur de l'audiovisuel. Celui-ci reçoit le mandat « d'examiner l'opportunité d'élaborer une annexe faisant état de l'engagement des parties signataires de libéraliser leurs échanges dans le domaine spécifique de l'audiovisuel, au-delà des principes généraux prévus dans le projet d'Accord sur les services⁴⁹ ».

Durant les sept années de débat, **l'opposition sera très importante** entre la Communauté Européenne et les États-Unis. La France qui refuse catégoriquement de libéraliser le secteur audiovisuel, réclame l'insertion d'une clause d'exception culturelle. Les négociations sur les questions culturelles vont se terminer sur un statu quo en décembre 1993, ce qui mène à l'abandon du comité sur la culture et repousse le débat à plus tard.

L'accord sur les services est finalement signé un an plus tard, et les services culturels sont présents. Les États-Unis sont parvenus à faire reconnaître, dans l'AGCS de 1994, que ces services doivent être traités comme les autres. La portée des principes adoptés est cependant limitée étant donné la vive opposition de plusieurs pays. Le paragraphe 2 du principe TN⁵⁰, permet de souscrire quelques services à la règle⁵¹. Environ 27 États utilisent cette clause pour éviter d'y soumettre les conventions de coproduction et de codistribution d'œuvres cinématographiques et télévisuelles. Ils n'ont donc pas l'obligation de la respecter. Cependant, ces exceptions doivent être révisées tous les cinq ans et ne peuvent dépasser une durée de dix ans. Les services culturels feront donc l'objet de négociations lors de la future ronde.

En 1995, des négociations initiées par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) débutent dans le but de parvenir à la signature de ***l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI)***. Une partie des négociations concerne la culture. Encore une fois, plusieurs pays désirent qu'elle ne soit pas soumise aux obligations

⁴⁹ Marc Raboy, et al., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 26.

⁵⁰ AGCS, « Traitement de la nation la plus favorisée : Article 2, par. 1 », sur le site de l'OMC, [en ligne], http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/26-gats.pdf, (page consultée le 12 novembre 2000).

⁵¹ AGCS, « Traitement de la nation la plus favorisée : Article 2, par. 2 », sur le site de l'OMC, [en ligne], http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/26-gats.pdf (page consultée le 12 novembre 2000).

relatives à cet accord. Des hauts responsables de l'OCDE prennent finalement la décision d'abandonner le projet en octobre 1998. Cette décision fait suite au retrait de la France des négociations mais également, à « l'opposition virulente qu'a rencontré le projet d'AMI de la part des milieux artistiques et professionnels, mobilisés de façon massive, ainsi que d'une grande partie du public⁵². » La partie est à nouveau remise à plus tard.

Plusieurs prévoyaient que la question serait à l'ordre du jour de la nouvelle ronde de négociations de **l'OMC à Seattle** (États-Unis) en décembre 1999. Toutefois, étant donné la quantité importante de sujets à traiter et le temps restreint alloué (trois jours), les ministres des différents pays n'ont finalement pas abordé la question. Cet échec n'a pas empêché les **négociations pour l'AGCS** de reprendre le 25 février 2000, au Conseil pour le commerce des services de l'OMC à Genève (Suisse).

Le 14 novembre 2001, les États membres de l'OMC réunis à Doha (Qatar) pour la **quatrième conférence Ministérielle** de l'organisation ont finalement donné le coup d'envoi à la nouvelle ronde, intitulée *Cycle du développement*. Dans le domaine des services, la Déclaration ministérielle précise le calendrier : les demandes initiales d'engagements spécifiques devront être présentées d'ici au 30 juin 2002 et les offres initiales d'ici au 30 mars 2003. La culture se retrouvera certainement à l'ordre du jour des discussions d'ici la fin des négociations, prévue pour 2005, car les exceptions accordées au secteur culturel doivent être revues.

A ce jour, un nombre restreint de **propositions** concernant les services audiovisuels ont été formulées. La première a été déposée par les **États-Unis** le 18 décembre 2000. En quelques mots, ceux-ci réaffirme leur volonté de libéraliser le secteur et ne considèrent toujours pas les services culturels comme étant différents des autres. Malgré tout, ils nuancent leur discours en reconnaissant l'importance de la diversité culturelle : « *recognizes public concern for the preservation and promotion of cultural values and identity*⁵³ ». Ils ajoutent

⁵² UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : qu'à-t-on appelé le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) ? », sur le site de l'*UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question20.shtml#20 (page consultée le 12 juillet 2002).

⁵³ Gouvernement américain, « Audiovisual and Related Services », décembre 2000, sur le site du *Office of the United States Trade Representative*, [en ligne], <http://www.ustr.gov/sectors/services/audio.html> (page

cependant que la souplesse de la structure du GATS permet d'assurer à la fois les objectifs commerciaux et culturels.

It is quite possible to enhance one's cultural identity and to make trade in audiovisual service more transparent, predictable, and open. Indeed, as indicated in the above discussion on the role of the new audiovisual sector in helping to attract investment for advanced infrastructure, the two objectives may reinforce each other⁵⁴.

La seconde proposition a été faite par le **Japon**, le 22 décembre 2000. Leur position est semblable à celle des Américains.

La **Suisse** a également déposé une proposition en vue des négociations, le 4 mai 2001. La position défendue est plus nuancée que les deux premières. On soutient qu'il faut amorcer des discussions en vue de trouver un terrain d'entente entre les tenants de la libéralisation et ceux qui sont contre. Finalement, le **Brésil** s'est engagé sur la même voie, le 9 juillet 2001.

Toujours en lien avec l'AGCS, il nous apparaît important de souligner le début des négociations sur les **disciplines transversales** que sont : les investissements (qui font un retour marqué après l'échec de l'AMI en 1998), la concurrence, les mesures anti-dumping, etc. Il s'agit d'un élément nouveau par rapport au *Cycle de l'Uruguay* de 1994. Ces disciplines ont un impact horizontal, c'est à dire que ses règles sont applicables à l'ensemble des secteurs de services libéralisés. Celles-ci peuvent avoir des répercussions sur les mesures d'intervention de l'État en matière culturelle. La question des investissements est éloquente à ce sujet. Il est envisagé de permettre à un investisseur de se retourner contre un État s'il juge que ce dernier emploie des mesures discriminatoires à son égard. Différentes mesures pourraient être ainsi visées comme : les restrictions à la propriété étrangère ou le financement des entreprises⁵⁵.

Parallèlement aux négociations multilatérales de l'OMC, des discussions sont en cours pour créer une **Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)**. Les discussions ont débuté en

consultée le 20 novembre 2001).

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en

1994 et l'accord devrait être signé pour 2005. Le projet regroupe 34 pays et concerne environ 800 millions de personnes⁵⁶. La façon dont vont fonctionner les négociations n'est pas encore établie. Il s'agira soit d'un processus ascendant comme c'est le cas à l'OMC (n'est libéralisé que ce qui est proposé), soit d'un processus descendant (tout est libéralisé à moins d'exceptions).

Pour le moment, la **culture n'a pas été grandement abordée** à la ZLEA. Seul élément intéressant, un énoncé contenu dans la *Déclaration finale du Sommet des Amériques* à Québec en avril 2001 qui stipule : « Nous (chefs d'États et de gouvernements) croyons que la diversité culturelle qui caractérise notre région est une grande source de richesse pour nos sociétés. Le respect et la valeur de notre diversité culturelle doivent être un facteur cohésif qui renforce le tissu social et le développement de nos peuples⁵⁷. » Reste à voir si la reconnaissance de ces principes aura une influence sur la suite du débat.

Si l'on en croit les éléments contenus dans le texte de l'avant-projet, rendu public en juillet 2001, la culture **ne semble pas figurer à la liste des exceptions proposées**. Tout au plus, on aborde la question du patrimoine mondial. La définition qui en est faite est considérée par les membres du RIDC comme étant « une définition statique de la culture qui ne comprend pas les nombreuses mesures de soutien qui existent partout dans les Amériques pour assurer une culture vivante dynamique⁵⁸ ».

La problématique de la libéralisation du secteur culturel n'est donc pas un phénomène nouveau. Le traitement qui lui est accordé a évolué depuis le début des années 1920 mais peu d'accords ont été signés. Cependant, les négociations actuelles et futures laissent entrevoir des changements importants. Nous pensons ici aux deux plus importants : l'AGCS et la ZLEA. Dans le premier cas, les gouvernements vont être quelque peu forcés

ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

⁵⁶ Comité permanent du Patrimoine canadien, « Témoignages », 22 mars 2001, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/37/1/heri/meetings/evidence/heriev06-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

⁵⁷ OEA, « Déclaration de Québec », avril 2001, sur le site de *QuébecAmériques.com*, [en ligne], <http://www.quebecameriques.com/francais/D-SallePress-html/D1-communiques-fr/pdf/declaration-fr.PDF> (page consultée le 3 avril 2002).

de négocier les services culturels car, d'une part, les exemptions accordées arrivent à terme et d'autre part, la logique de l'accord appelle à une libéralisation graduelle, mais complète, il sera de plus en plus difficile de résister. Dans le second cas, tout reste à faire.

4.5 Synthèse

Dans ce chapitre, nous nous sommes intéressés à la culture sous l'angle des industries culturelles, qui nous semblent être directement concernées par les différentes pressions exercées par la globalisation. Nous avons tout d'abord déterminé que les biens et services culturels se distinguent des autres types de biens en cela qu'ils sont porteurs de sens, de symboles et qu'ils participent au développement personnel et collectif dans une société donnée. Le portrait de l'état des discussions mondiales sur les enjeux de communication nous a permis de constater l'entrée marquée du secteur privé au sein du secteur culturel public. Cette entrée est accompagnée d'un mouvement de privatisation et de déréglementation. De plus, nous avons pu voir que le débat sur la culture se complexifie grandement dans le cadre des accords commerciaux multilatéraux. Des pressions énormes sont exercées par les élites économiques pour insérer la culture dans un libre marché. Ceci, à cause des gains économiques potentiels importants qui existent. Dans le chapitre suivant, nous allons nous intéresser aux conséquences de la globalisation culturelle.

⁵⁸ RIDC, « Diffusion du texte de l'avant-projet de l'Accord de libre-échange des Amériques », juillet 2001, sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/nou/bull12B.html> (page consultée le 20 juin 2002).

Chapitre 5

Impact de la globalisation sur la relation État/culture

Dans ce chapitre, nous allons amorcer une réflexion sur les conséquences que peut avoir la globalisation sur les industries culturelles et plus particulièrement, sur la capacité de l'État à formuler ses politiques culturelles nationales et sur la capacité des citoyens de participer au développement culturel de leur communauté. Dans un premier temps, nous présenterons les effets de la globalisation en ce qui concerne le rôle de l'État, les identités culturelles et le rôle du citoyen. Dans un second temps, nous nous pencherons sur la relation entre la culture et la démocratie. Il s'agira d'énumérer les principes contenus au sein de textes internationaux relatifs à la culture la présentant comme un droit fondamental. Nous présenterons ensuite le modèle de développement culturel démocratique, pouvant être envisagé comme une réponse possible aux défis posés par la globalisation. Puis, nous terminerons par une réflexion sur la relation entre l'État et la culture, à savoir, la nécessité pour les gouvernements de redéfinir leur rôle et de revoir leur stratégie d'intervention.

5.1 Conséquences de la globalisation culturelle

La globalisation du secteur culturel crée des **opportunités** à bien des égards : au niveau de la création, de la diffusion, de la possibilité de développer un marché mondial ouvert à tous, permettant un échange entre les cultures, etc. Le commerce ne constitue pas en soi un danger pour les produits culturels, il est au contraire bénéfique. Cependant, l'industrialisation, conjuguée à la globalisation et à la libéralisation des échanges ont pour effet de minimiser l'importance du contenu culturel des produits culturels en mettant l'emphasis sur leur **dimension commerciale**. Les accords de commerce en sont un bon exemple. On y apporte une **définition bien limitée de ce qu'est la culture**, en la réduisant à « une chose, à un bien sans contenu, à une matière inerte¹ ». Dans ces circonstances, leur aspect symbolique est véritablement ignoré.

L'**État** est le premier à en payer le prix. La légitimité de son rôle par rapport à la culture nationale est remise en question. A cet effet, nous avons noté, dans les réflexions sur les

¹ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en

enjeux de communication, une volonté claire de faire entrer le **secteur privé** dans la sphère publique. Cette approche semble s'être imposée au niveau mondial. Par ailleurs, les **mesures d'intervention** de l'État sont de plus en plus questionnées dans les forums commerciaux. On accorde une importance plus grande aux principes de la nation la plus favorisée ou du traitement national², qu'au droit des États à élaborer des politiques culturelles nationales et à prendre des mesures pour soutenir ses industries culturelles.

Il importe donc de se questionner sur les conséquences que peuvent avoir les nombreux changements qui ont modifié le paysage culturel global depuis quelques années sur les **identités** : « Bien que les cultures demeurent ancrées dans leurs contextes nationaux, il s'avère de plus en plus difficile de croire que les concepts traditionnels d'identité, de peuple ou de nation soient "intouchables"³. » La globalisation constitue-t-elle un risque ou un avantage pour les différentes cultures de la planète⁴?

La **réflexion théorique** sur la question, bien que récente, nous apporte quelques pistes à considérer. D'un côté, la globalisation permet aux cultures de se rapprocher mais de l'autre, elle a un aspect homogénéisant qui peut porter préjudice au caractère distinct de la société : « La globalisation travaille à détruire l'identité : le libéralisme des sociétés libérales exerce en quelque sorte un totalitarisme démocratique⁵. » Pour les années à venir, plusieurs scénarios sont à envisager : uniformisation de la culture (hégémonie américaine impliquant la disparition des cultures du monde et des identités culturelles), repli sur soi avec parfois, des réactions violentes ou, établissement d'un véritable dialogue entre les cultures.

En ce qui concerne l'**uniformisation culturelle**, nous pouvons rappeler le désir des CTN de créer un marché unique où les citoyens du monde délaisseront graduellement leurs

ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

² A titre de rappel, le principe de la nation la plus favorisée (NPF) affirme que tous les pays doivent être traités sur le même pied d'égalité. Tandis que celui du traitement national (TN) soutient que le gouvernement doit accorder le même traitement et ainsi, les mêmes privilèges aux biens et services étrangers que ceux accordés aux biens et services nationaux.

³ Eduardo Portella, « Culture clonée et métissage », avril 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_04/fr/edito.htm (page consultée le 30 avril 2001).

⁴ Armand Mattelart, « Généalogie des nouveaux scénarios de la communication », 1996, sur le site *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/livre/crac/21.html> (page consultée le 7 octobre 2001).

⁵ Wolfgang Kaempfer, « Désocialisation et resocialisation », sur le site de *Libération*, [en ligne],

cultures pour se fondre à la masse globale et ce, sous l'œil attentif des Américains, très actifs dans le secteur :

Et il est vrai que lorsque cette concurrence (entre les cultures) se fait sous le seul empire du marché, les règles qui s'imposent d'elles-mêmes ne tendent pas à une diversité croissante, mais au contraire à une uniformisation, à une concentration des pouvoirs de production et de distribution culturelle, à une standardisation des formats, des genres, des œuvres⁶.

Dans un autre ordre d'idée, nous assistons également à un **repli identitaire**, une fragmentation culturelle. Des groupes refusent ce nouvel environnement globalisé et s'enferment dans leur culture. C'est ce que l'universitaire Manuel Castells appelle les « identités-résistances ». Dans ce cas-ci, on se referme sur soi ; dans son clan ou sa communauté⁷. On craint l'autre, on se défend et on l'exclut. Hervé Bourges, ancien président du Conseil supérieur de l'audiovisuel français, considère qu'une « culture qui se tourne uniquement vers son passé est une culture qui cesse d'inventer, et elle entre alors en déclin, au profit d'autres traditions capables elles de renouvellement⁸ ». Il ajoute que : « C'est l'entrée dans un monde où une culture devient stérile, et ne cesse plus d'être, au pire, une vaste caricature d'elle-même, et au mieux un conservatoire tatillon des œuvres qui ont fait sa splendeur enfuie⁹. »

Il arrive que le repli sur soi mène à la violence, au génocide ou à d'autres atrocités de la guerre. Comme le souligne l'anthropologue Arjun Appadurai qui s'intéresse lui aussi aux questions d'identité :

A related question of special concern to anthropologists is the global resurgence in violent forms of national and cultural identification, which frequently lead to cultural warfare, even to ethnocide. Such expressions of cultural fundamentalism appear somehow to be connected to the opening of cultural borders, to worldwide anxieties about religious and group identity, to

http://www.liberation.fr/omc/dico/germ_desocialisation.php3 (page consultée le 12 octobre 2001).

⁶ Hervé Bourges, « Quel paysage audiovisuel pour le XXI^{ème} siècle ? », 30 mars 2000, sur le site du *Conseil supérieur de l'audiovisuel*, [en ligne], <http://www.csa.fr/html/interlv.htm> (page consultée le 7 mars 2001).

⁷ B. Ghalioun, « Globalisation, déculturation et crise d'identité », janvier 1999, sur le site du *Centre des relations international et de la coopération internationale*, [en ligne], <http://www.cidob.org/Castellano/Publicaciones/Afers/43-44-fr-ghalioun.html> (page consultée le 15 avril 2001).

⁸ Hervé Bourges, *loc. cit.*

⁹ *Ibid.*

transformations and crises of the economy, and to abrupt shifts of population because of movements of refugees, exiles, and other kinds of immigrants¹⁰.

Pour sa part, l'UNESCO souligne, dans son rapport sur la culture 2000, que la majorité des conflits implique des problèmes culturels, comme par exemple, la guerre ethnique au Kosovo¹¹.

Une autre réaction, certainement plus optimiste, envisage la possibilité d'établir un **dialogue entre les civilisations**. Selon cette vision, il ne faut pas être trop alarmiste face à l'hégémonie culturelle américaine : « *Area case studies have shown that globalization does not necessarily result in homogenization or Americanization*¹². » Il est toutefois primordial de s'assurer de la vitalité des identités en faisant reconnaître sur le plan mondial, des principes comme celui de la diversité culturelle. Une telle coexistence des diversités, contrairement à un repli sur soi, permet d'envisager une solidarité, une coopération entre les cultures du monde¹³.

La globalisation devient ainsi un atout pour toutes les cultures, un enrichissement qui prend la forme d'un métissage culturel. Aucune culture n'est entièrement pure mais constitue plutôt le produit de diverses influences étrangères¹⁴. Ce qui importe, ce n'est pas tant l'origine du produit culturel que ce qu'il représente pour la société :

Ce qui compte, c'est ce qu'on en (produit culturel) fait, et dans quelle mesure une communauté peut se reconnaître dans un symbole qui a à voir avec sa façon préférée de rêver, vivre, danser, jouer, aimer. Le bonheur du monde vient de là : de ces brassages incessants qui font naître de nouvelles réponses à de nouvelles questions¹⁵.

¹⁰ Arjun Appadurai, « New questions for a new world », décembre 2000, sur le site de *University of Chicago Magazine*, <http://www.alumni.uchicago.edu/magazine/0012/features/appadurai.html> (page consultée le 15 avril 2001).

¹¹ UNESCO, « Rapport mondial sur la culture 2000 », 2000, sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/worldreport/html_fr/index_fr.shtml (page consultée le 23 avril 2001).

¹² Arjun Appadurai, « Basic concepts : globalization », sur le site de *Indiana University*, [en ligne], <http://www.indiana.edu/~wanthro/appadurai.htm> (page consultée le 12 avril 2001).

¹³ UNESCO, « Table ronde des ministres de la culture 2000-2010 : diversité culturelle : les enjeux du marché », décembre 2000, sur le site de l'UNESCO, http://www.unesco.org/culture/development/highlights/texts/html_fr/table9.shtml (page consulté le 13 mars 2001).

¹⁴ N. Boel, « Tous les mondes d'Eduardo Galeano », janvier 2001, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/dires.htm (page consultée le 3 avril 2001).

¹⁵ *Ibid.*

L'important, c'est aussi de s'ouvrir à l'autre, de ne pas le rejeter mais plutôt de l'accepter dans ses différences sans toutefois, et c'est le point primordial, renier sa propre identité. Il ne s'agit pas de calquer les façons de faire de l'autre, mais de les partager car « avec le métissage, l'un et l'autre donnent naissance à un nouvel être différent mais qui conserve aussi, naturellement, l'identité de ses origines¹⁶ ». Le métissage permet donc de conserver un sentiment d'appartenance à une culture spécifique tout en rapprochant les peuples.

En résumé, la question n'est pas de savoir si la globalisation culturelle a une influence sur les identités et participe à les modifier. Les identités, tout comme la culture, sont par définition des processus qui évoluent au fil du temps et au gré des rencontres entre les cultures. « En réalité, toute culture nationale, si elle doit demeurer vivante, est condamnée à s'adapter dans le temps à une variété de changements à la fois internes et externes¹⁷. » Vouloir empêcher la globalisation d'avoir quelque influence que ce soit sur les identités constituerait un danger plus important.

Le vrai risque, c'est que les changements de valeurs, de façon de traiter la culture peuvent remettre en question la nécessité de maintenir un **espace public** assurant la participation des citoyens à leur culture. Ivan Bernier, expert en la question, souligne que :

(...) il ne s'agit pas tant de savoir si la libéralisation des échanges, avec la logique commerciale qui la sous-tend, menace les valeurs ainsi que les façons d'être et de faire traditionnelles, mais bien plutôt si elle est comprise et voulue par les citoyens et si elle laisse place, au-delà de la simple relation producteur-consommateur, à l'expression démocratique des choix de ces derniers au plan culturel¹⁸.

Nous entrons donc dans une phase de **marchandisation de la culture** : « La création culturelle devient production mercantile ou culture mercantilisée, une activité d'entreprise ;

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Gouvernement du Québec, Commission de la Culture, préparé par Ivan Bernier, « Mondialisation de l'économie et diversité culturelle, les enjeux pour le Québec », mars 2000, sur le site de l'*Assemblée nationale*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/archives-36leg1se/fra/Publications/rapports/rapcc1.html#21-L'impact> (page consultée le 10 juillet 2001).

¹⁸ *Ibid.*

ainsi, la consommation culturelle devient consommation mercantile¹⁹ ». Dans ce contexte, les citoyens sont uniquement considérés en tant que consommateurs de produits culturels. En ce sens, la globalisation a une incidence sur la possibilité qu'ils ont de participer à la vie culturelle de leur communauté. Il s'agit donc d'un enjeu de démocratie.

5.2 Globalisation et culture : un enjeu démocratique

La globalisation culturelle soulève une question démocratique dans la mesure où d'une part elle remet en question le rôle de l'État en matière culturelle et d'autre part elle valorise seulement le consommateur aux dépens du citoyen. Nous allons cependant établir dans cette section, que la culture ne se limite pas à des considérations économiques, mais qu'elle constitue « une forme d'expression essentielle au processus démocratique²⁰ ».

5.2.1 La Culture, un droit fondamental

Au cours du siècle, des **droits particuliers à la culture** ont été reconnus à travers plusieurs textes fondamentaux internationaux. Nous allons présenter quelques-uns de ces textes fondateurs afin d'en dégager les principes importants. Notre présentation est basée sur le travail effectué par l'expert Ivan Bernier, qui a produit une liste détaillée de ces textes dans son étude *Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture*²¹.

En 1948, dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies*²², deux articles viennent souligner le statut particulier de la culture. L'article 22 soutient que chaque individu a le droit de satisfaire ses droits culturels car, ils sont « indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité²³ ». L'article 27, quant à lui, met

¹⁹ Edgar Montiel et Patricio Dobrée, « Culture américaine », sur le site de *Libération*, [en ligne], http://www.liberation.fr/omc/dico/germ_culture2.php3 (page consultée le 3 mars 2001).

²⁰ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

²¹ Ivan Bernier, « Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture », sur le site de *Patrimoine Canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/network-reseau/cdg-gdc/Liste.htm> (page consultée le 4 déc. 2000).

²² ONU, « Déclaration Universelle des droits de l'homme », sur le site des *Nations Unies*, [en ligne], <http://www.unhcr.ch/udhr/lang/frn.htm> (page consultée le 27 novembre 2000).

²³ **Article 22** : Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

l'accent sur l'accès et la participation du citoyen à la vie culturelle²⁴. Un an plus tard, les membres de l'Organisation des États Américains signent la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*²⁵, à l'occasion de la neuvième Conférence internationale américaine. L'article 13 reprend l'idée de participation à la vie culturelle de la communauté²⁶.

Près de 20 ans plus tard, le 16 décembre 1966, le Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme adopte le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*²⁷. Le paragraphe 1 de l'article 15 vient encore une fois rappeler le droit des citoyens de participer à la vie culturelle. La même journée un second texte est adopté par le Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme ; il s'agit du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*²⁸. Le paragraphe 1 de l'article 1 souligne un élément important : le droit de chaque nation d'assurer librement son développement culturel²⁹.

En 1981, les articles 17 (par. 2) et 22 de la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples* adoptée par l'Organisation de l'Unité Africaine³⁰, traitent du droit des citoyens de participer à la vie culturelle ainsi que du droit des peuples à déterminer eux-mêmes leur développement culturel³¹. En 1988, l'OEA ajoute un protocole à la *Convention américaine*

²⁴ Article 27 : Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

²⁵ OEA, « Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme », sur le site de *L'Organisation des États Américains (OEA)*, [en ligne], <http://www.oas.org> (page consultée le 27 novembre 2000).

²⁶ Article 13 : Toute personne a le droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de bénéficier des résultats du progrès intellectuel et notamment des découvertes scientifiques.

²⁷ ONU, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne], http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_ceschr_fr.htm (page consultée le 27 novembre 2000).

²⁸ ONU, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne], http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_ccpr_fr.htm (page consultée le 27 novembre 2000).

²⁹ Article 1, par. 1 : Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

³⁰ ONU, « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne], <http://www1.umn.edu/humanrts/instree/french/fz1afchar.html> (page consultée le 27 novembre 2000).

³¹ Article 17 (2) : Toute personne peut prendre part librement à la vie culturelle de la Communauté.

Article 22 : Tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel, dans le respect strict de leur liberté et de leur identité, et à la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité.

relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels³², appelé *Protocole de San Salvador*. L'article 14 de ce protocole traite des « droits aux bienfaits de la culture ». Le droit de tous les citoyens de participer à la vie culturelle et artistique de la collectivité y est reconnu. Le rôle de l'État, comme étant responsable d'assurer la préservation, le développement et la diffusion de la culture est réaffirmé. On appelle également à une coopération internationale entre les différents États.

À travers ces différents textes fondamentaux, des principes similaires sont formulés. En ce qui concerne l'**individu**, on reconnaît qu'il est primordial pour la dignité et le développement de la personnalité de l'être humain de satisfaire ses droits culturels. Ainsi, toute personne a le droit de participer à la vie culturelle de la collectivité. En ce qui a trait à l'**État**, on reconnaît l'importance de son rôle en tant que protecteur de la culture, car il revient à chaque peuple d'assurer le développement de sa culture. En ce sens, la culture ne peut être dissociée de la notion de démocratie. C'est dans cette optique que l'UNESCO a développé la notion de « développement culturel », dont les principes s'inspirent des textes fondamentaux que nous venons de présenter.

5.2.2 Le développement culturel

5.2.2.1 La Décennie mondiale pour le développement culturel

L'UNESCO tient un discours sur le concept de « développement culturel » depuis environ une trentaine d'années. Son initiative la plus importante à cet égard est la *Décennie mondiale pour le développement culturel*.

Quelques années après la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de Mexico en 1982, l'Assemblée générale de l'ONU proclame la période de 1988 à 1997 comme étant la *Décennie mondiale pour le développement culturel* et en confie la responsabilité à l'UNESCO. L'idée centrale étant de placer la **culture au cœur du développement** car, « tout développement, dont l'homme est la finalité, possède donc une dimension culturelle essentielle³³ ». Il s'agit ainsi de redonner une place aux valeurs culturelles et humaines au

³² OEA, « Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économique, sociaux et culturels », sur le site de l'*organisation des États Américains (OEA)*, [en ligne], <http://www.oas.org/juridico/english/treaties/a-52.html> (page consultée le 27 novembre 2000).

³³ Marc Raboy, et al., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*,

sein du développement économique. L'UNESCO profite de la décennie pour sensibiliser et amorcer une réflexion sur la question avec des responsables culturels et des intellectuels au niveau international³⁴.

Vers la fin de cette décennie, soit en 1995, la Commission mondiale de la culture et du développement de l'UNESCO émet un rapport intitulé *Notre diversité créatrice*³⁵. La thèse avancée dans son introduction est que le développement suppose non seulement l'accès aux biens et services mais aussi, la « possibilité de choisir comment vivre sa propre vie avec les autres de manière pleine et satisfaisante pour tous³⁶ ». On considère que dans le contexte de la globalisation : « La voix de la Démocratie doit être beaucoup plus entendue dans les instances internationales qu'elle ne l'a été jusqu'à présent³⁷. » De plus, comme nous l'avons mentionné précédemment, on suggère la mise en place d'un régime d'encadrement international.

Du 30 mars au 2 avril 1998, L'UNESCO organise à Stockholm (Suède), la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement*. Son but est de mettre en application les idées contenues dans le rapport *Notre diversité créatrice*. Lors de la conférence, on reconnaît que la diversité culturelle est menacée. Dans le plan d'action, trois éléments importants sont donc recommandés : premièrement, que les biens et services culturels soient considérés comme distincts des autres produits. Deuxièmement, que des réseaux d'artistes et d'organismes artistiques soient créés à l'échelle internationale. Troisièmement, que les liens entre l'État et la société civile se resserrent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles.

Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994. p. 50.

³⁴ UNESCO, « Un bref historique de l'agenda "Culture et développement" de l'UNESCO », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/highlights/background/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

³⁵ Commission mondiale de la culture et du développement, « Notre diversité créatrice : Une synthèse interactive », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/wccd/summary/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

³⁶ *Id.*, « Notre diversité créatrice : introduction », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/wccd/chapters/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 nov. 2000).

³⁷ *Ibid.*

La décennie, ainsi que les deux rapports qui en ont découlé, ont permis d'amorcer une réflexion importante sur la place de la culture au sein du développement. Dans le contexte de la globalisation, où le développement économique s'effectue aux dépens du développement culturel, le questionnement s'avérait essentiel. C'est sur la base de ces éléments, que des chercheurs québécois ont élaboré un modèle de développement culturel pour servir la démocratie.

5.2.2.2 Modèle du développement culturel démocratique

En 1994, quatre chercheurs québécois³⁸ ont développé le modèle du développement culturel démocratique dont les concepts principaux sont l'accès et la participation. Nicholas Garnham, consultant pour la rédaction du livre, affirme à ce propos que, si l'on veut être en mesure de participer à la vie de la collectivité, il est essentiel que les ressources soient disponibles et accessibles. En d'autres termes, la **participation** passe nécessairement par l'**accès** aux moyens de production. Le développement culturel démocratique peut donc être défini comme suit :

(...) la disponibilité et l'accessibilité des ressources que l'individu peut mobiliser afin de participer pleinement et sur une base équitable à la vie publique de sa communauté et dont les communautés peuvent jouir dans un monde où elles se trouvent être de plus en plus interdépendantes³⁹.

La **participation** des citoyens ne doit pas se limiter à une contribution économique aux industries culturelles. Ceux-ci doivent pouvoir prendre part au développement culturel de leur communauté, à l'élaboration des politiques culturelles de son pays. Ceci sous-entend qu'un mécanisme soit mis en place pour faciliter la participation. C'est à l'État qu'en revient la responsabilité.

A cet effet, **autant le marché que l'État ont un rôle important** à jouer dans le développement de la culture. Le marché permet de développer le potentiel commercial des industries culturelles. Cependant, il fonctionne selon des critères de rentabilité, seuls les produits et services monnayables deviennent intéressants. Il ne peut donc assurer l'accès et

³⁸ Marc Raboy, Ivan Bernier, Florian Sauvageau et Dave Atkinson.

³⁹ Marc Raboy, et al., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994. p. 51.

la participation des citoyens à la culture. C'est à ce niveau que l'État joue un rôle important, en tant que « l'ultime cadre au sein duquel s'exprime la démocratie et la volonté des citoyens⁴⁰ ». L'application du modèle ne doit pas être uniquement fondée sur l'intervention de l'État. Un autre acteur est important : la **société civile**. L'État doit s'assurer de son intégration dans les démarches qu'il entreprend car, c'est en elle que l'on retrouve « les forces motrices du changement social⁴¹ ».

La mise en place d'un tel modèle, géré par l'État et plaçant le citoyen au centre des préoccupations, est rendu **nécessaire dans le contexte actuel**. Il s'agit certainement d'une option à privilégier dans le cadre de la mise en place d'un nouvel ordre mondial fondé sur des valeurs démocratiques :

La participation à la vie culturelle est la traduction, au plan des valeurs, de la participation de tous à la vie publique et au développement des sociétés. C'est pourquoi, sans l'exercice effectif des droits culturels, il ne saurait y avoir de démocratie culturelle véritable et peut-être même, en fin de compte, de démocratie politique authentique⁴².

C'est pourquoi, il apparaît essentiel que l'importance de l'intervention de l'État soit reconnue sur le plan international. Non dans l'optique principale de protéger l'identité nationale ou le développement économique des industries culturelles mais surtout, pour assurer le maintien d'un espace public citoyen, dans l'intérêt de la démocratie.

5.3 Nécessité d'une redéfinition de l'intervention de l'État

Devant ces constatations, il appert qu'une action doit être entreprise rapidement. Que ce soit pour préserver la diversité culturelle au niveau mondial, pour rétablir un certain équilibre entre les intérêts économiques et culturels mais également, pour que le rôle des États dans l'élaboration des politiques culturelles soit reconnu et pour que les citoyens soient en mesure de s'exprimer et d'échanger au sein d'un espace public culturel national.

⁴⁰ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

⁴¹ Marc Raboy, et al., *op. cit.*, p. 110.

⁴² UNESCO, « Qu'est-ce que la décennie mondiale du développement culturel? » dans le *Guide pratique de la décennie mondiale du développement culturel 1988-1997*, Vendôme : Presses universitaires de France, 1987, annexe p. 58.

Le gouvernement doit donc **redéfinir son rôle et ses fonctions** pour adapter son intervention au nouveau contexte.

Ce dernier doit réaffirmer son rôle, prouver qu'il agit dans l'intérêt du citoyen et trouver le moyen de préserver ses politiques culturelles, tout en respectant les règles commerciales internationales. Sa réponse doit être globale et doit se faire en collaboration avec d'autres acteurs comme la **société civile**. Cette dernière joue un rôle important, elle peut ainsi agir de façon complémentaire à l'État :

La société civile tient également une place primordiale dans la défense de la diversité culturelle et de la démocratie. Depuis les dernières années, la médiatisation des manifestations anti-mondialisation a permis de sensibiliser un grand nombre de citoyens aux conséquences de ce phénomène sur les différents aspects de la vie en société⁴³.

Quant à la **stratégie** à adopter, différentes possibilités s'offrent à lui. La première, certainement la plus simple, est de **laisser le marché** gérer la culture. Cette option est très risquée car, comme nous l'avons démontré, la culture ne peut servir la démocratie lorsqu'elle se retrouve aux seules mains du marché. La seconde est d'espérer qu'un grand nombre de pays **refusent de prendre des engagements** dans le cadre du GATS. Dans la mesure où les pressions augmentent de façon notoire, il est probable que cette stratégie « risque d'être rapidement dépassée par les événements si un nombre croissant d'États devaient accepter de s'engager dans le domaine culturel⁴⁴ ». La troisième est de négocier **une clause d'exception culturelle**, comme ce fut le cas pour l'ALENA. Celle-ci serait d'un effet limité étant donné la possibilité de représailles. D'autant plus que cette clause a un aspect protectionniste qui rend difficile la recherche d'appuis auprès des autres pays.

Ces différentes options ont toutes une efficacité relative, certaines d'entre elles ayant déjà montré des signes de faiblesse. Nous pensons donc qu'il importe d'aborder la

⁴³ Mathias Rioux, « La culture, notre signature », mai 2000, sur le site de *Vigile.net*, [en ligne], <http://www.vigile.net/00-5/culture-rioux.html> (page consultée le 3 avril 2001).

⁴⁴ Gouvernement du Québec, Commission de la Culture, préparé par Ivan Bernier, « Mondialisation de l'économie et diversité culturelle, les enjeux pour le Québec », mars 2000, sur le site de l'*Assemblée nationale*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/archives-36leg1se/fra/Publications/rapports/rapcc1.html#21-L'impact> (page consultée le 10 juillet 2001).

problématique de façon globale. La nouvelle stratégie à adopter devra considérer la spécificité et le rôle des produits et services culturels dans le processus démocratique.

5.4 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons établi un lien entre la culture et la démocratie. Celle-ci constituant un droit fondamental, les conséquences de la globalisation sur la culture, mais également sur les identités et la diversité culturelle prennent alors une grande importance. A cet effet, le modèle de développement culturel démocratique semble être une option à envisager pour rétablir un certain équilibre. Ce modèle, tout en reconnaissant l'importance de l'intervention étatique, place les citoyens au cœur du processus. Les prochains chapitres nous permettront d'illustrer cette problématique par la présentation d'un exemple concret : le cas canadien.

TROISIÈME PARTIE : LE RÔLE DE L'ÉTAT ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CANADIENNE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES CULTURELLES

Chapitre 6

La méthodologie

Dans ce chapitre, nous traiterons de la méthodologie utilisée dans le cadre de ce mémoire. Nous commencerons par la présentation et la justification du choix de l'exemple qui illustrera la problématique, pour en venir à la formulation de notre question de recherche. Ensuite, nous présenterons les initiatives sélectionnées pour fin d'analyse ainsi que les éléments méthodologiques. A savoir : les méthodes de recherche choisies, la période et le corpus étudié, etc.

6.1 Présentation de l'objet d'étude et formulation de la question de recherche

Dans cette troisième partie du mémoire, nous présentons un exemple d'adaptation à la nouvelle donne internationale : le **cas canadien**. Nous l'avons choisi pour illustrer notre problématique car l'expérience de ce pays en matière de protection de la culture depuis près d'un siècle, lui donne un statut particulier. Depuis les années 1920, la pression culturelle américaine a incité le gouvernement canadien à adopter des politiques en matière de culture. Déterminé à faire reconnaître que le Canada ne doit pas être considéré comme une simple extension du marché américain, il n'a jamais cessé depuis lors de défendre et de promouvoir la culture nationale. Robert Pilon de la Coalition pour la diversité culturelle affirme que, « historiquement, ça a été le Canada, le Québec, la France qui ont pris le leadership sur ces questions-là¹ (...) » D'autre part, le gouvernement canadien implique les citoyens dans le processus de prise de décision depuis de nombreuses années, ce qui en fait un modèle à suivre :

Among these are the principle that communication infrastructures constitute a cornerstone of national cultural heritage, that the main instrument for realizing cultural and communication policy is a mixed system of publicly owned and publicly regulated public and private industries, and that the participation of social groups is a central part of the policymaking process. In this respect,

¹ Robert Pilon, « Compte rendu de la discussion sur le thème : Commerce mondial et industries culturelles », sur le site de l'*Assemblée nationale du Québec*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fr/publications/commissions/colloque/cr.html> (page consultée le 22 février 2001).

Canada provides an often cited model for process in communication policy-making in many parts of the world².

Dans le nouveau contexte d'ouverture des marchés, l'État canadien continue à agir pour la culture. Il prend des initiatives au niveau national mais, élément nouveau, il est l'instigateur d'un mouvement international, qui vise à faire reconnaître l'importance de la diversité culturelle et du rôle des États à déterminer souverainement le développement de la culture de leur pays. Il continue également d'associer les groupes de la société civile à ses démarches.

A partir de ces éléments, nous proposons la **question de recherche** suivante : Comment l'État et la société civile canadienne s'ajustent à la nouvelle donne en ce qui concerne l'élaboration des politiques culturelles dans le contexte de la globalisation ?

6.2 Présentation des initiatives

Afin d'apporter une réponse à ce questionnement initial, nous nous sommes intéressés à quelques initiatives récentes de ces deux groupes, entreprises sur une période de quatre ans, soit : de 1998 à 2002. A cet effet, il faut savoir que c'est en 1998 que la plupart des démarches ont été entreprises, suite à un événement clé : la tenue de la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement*, organisée à Stockholm sous l'égide de l'UNESCO. Nous avons ainsi suivi l'évolution du dossier jusqu'au début de 2002.

En ce qui concerne les **initiatives de l'État**, nous avons plus précisément étudié : le système de consultation des Canadiens, le projet d'élaboration d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle (NIIDC), la mise en place du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) ainsi que les démarches canadiennes entreprises à l'OMC.

Au niveau des **initiatives de la société civile**, nous nous sommes penchés sur les activités de deux groupes : le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) ainsi que la Coalition pour la diversité culturelle (CDC). Ces initiatives sont des exemples de

² Marc Raboy et Maude Barlow, « Policies and New Media : Who's Got the Map ? », sur le site de *Canada by design*, [en ligne], <http://www.candesign.utoronto.ca/wk2txt.html#text> (page consultée le 23 avril 2002).

partenariat, de collaboration entre le gouvernement et les groupes de la société civile aussi bien sur le plan national qu'international.

6.3 Les méthodes de recherche

Afin d'être en mesure de cerner convenablement la problématique, nous avons opté pour deux techniques de recherche : l'analyse documentaire et l'entrevue. La première est indiquée pour étudier les productions écrites et l'autre nous permet d'avoir une autre lecture du problème, d'obtenir des informations que l'on ne retrouve pas au sein des documents.

6.3.1 L'analyse documentaire

En ce qui concerne l'analyse documentaire qualitative, nous avons tout d'abord sélectionné un ensemble de documents que nous considérons pertinents à l'égard de notre problématique. Notre corpus était composé en grande partie de documents publics (documents gouvernementaux, documents produits par des groupes, articles de publications spécialisées, articles de presse et littérature scientifique). Nous avons ensuite étudié chaque document afin de faire ressortir les thèmes récurrents, les prises de position, les principaux arguments, etc. Nous avons ainsi analysé le contenu manifeste du document, ce qui est explicitement dit dans le document³ mais également, le contenu latent : ce qui n'est pas clairement exprimé. Il s'agit d'une lecture risquée car elle peut nous induire en erreur et mener à une interprétation erronée. C'est pourquoi nous avons voulu compléter notre vision de la problématique par l'utilisation d'une seconde technique de recherche, directe, cette fois-ci.

6.3.2 L'entrevue

L'entrevue a pour avantage d'être flexible car les seules limites à respecter sont les objectifs de recherche. Il est donc possible d'aborder différents thèmes, d'explorer plusieurs pistes avec la personne interrogée. Les réponses obtenues peuvent également être plus complètes, plus détaillées et beaucoup plus ciblées qu'avec l'analyse documentaire. L'entrevue nous permettait donc d'obtenir d'une part des éléments très riches en signification et d'autre part de mieux comprendre les motivations de chacun.

³ Maurice Angers, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Montréal : Centre éducatif et culturel inc., 1992, p. 167.

Nous avons effectué des entrevues individuelles avec des intervenants choisis selon la place qu'ils occupent dans le débat sur la diversité culturelle. Il s'agissait d'entretiens semi-directifs⁴ avec des questions ouvertes. Si les thèmes étaient préalablement déterminés en fonction de la personne à interroger, celle-ci avait toute liberté quant à la façon de répondre. Les entrevues ont été effectuées par téléphone, ce qui nous a permis de joindre des individus dans différentes régions : Paris, Ottawa, Montréal et Québec. D'autre part, elles étaient enregistrées, avec accord préalable des personnes interrogées. Leur durée moyenne était d'environ une heure, cela dépendait de la disponibilité des intervenants.

Voici donc les noms et les titres des personnes ayant accepté l'entrevue ainsi que les dates et la durée de l'entretien : Megan Williams, la directrice générale de la Conférence canadienne des arts (CCA), interrogée le 14 novembre 2001 pendant 45 minutes. Louis Hamel, l'ambassadeur du Canada à l'UNESCO a été interrogé le 5 décembre 2001 pendant 35 minutes. Dave Atkinson, conseiller principal du Bureau de la diversité culturelle au Ministère de la Culture et des Communications du Québec a été également interrogé le 5 décembre 2001, pendant une heure. Mireille Gagné, la directrice générale du Centre de musique canadienne au Québec nous a accordé un entretien le 12 décembre 2001, d'une durée d'une heure trente. Don Stephenson, le directeur général, section Services à la Direction générale de l'investissement et de la propriété intellectuelle au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), a répondu à nos questions le 14 février 2002, pendant une heure.

Il est à noter que nous avons également effectué des démarches auprès de deux autres intervenants : dans un premier temps, nous avons tenté de nous entretenir avec un responsable du Réseau international sur la politique culturelle. Dans un second temps, nous avons essayé de joindre Robert Pilon de la Coalition pour la diversité culturelle. Ces démarches n'ont finalement pas abouti.

6.4 Synthèse

Au cours des dernières pages, nous avons présenté l'objet d'étude : le cas canadien. Nous avons justifié ce choix en invoquant la grande expérience du gouvernement canadien en la matière ainsi que la volonté dont il fait part en ce qui concerne l'intégration des groupes de la société civile à ses démarches. Les initiatives ont donc été sélectionnées en fonction de ces éléments. Nous avons ensuite présenté les techniques de recherche utilisées. La première étant l'analyse documentaire d'un corpus composé de documents publics. La seconde étant l'entrevue. Celle-ci se veut complémentaire à la première méthode, elle nous a permis d'enrichir notre compréhension de la problématique. Dans les chapitres qui suivent, nous allons donc présenter l'exemple canadien, puis les initiatives de l'État et enfin, celles de la société civile canadienne.

⁴ *Ibid.*, p. 196. Voir l'annexe VI.

Chapitre 7

L'exemple canadien

Au cours de ce chapitre, nous allons nous intéresser à la relation entre l'État canadien et la culture. Nous présenterons un portrait sommaire des industries culturelles canadiennes avant de déterminer en quoi consiste la stratégie canadienne en matière de politique culturelle. A savoir, comment celle-ci a évolué dans le temps et quels sont les nouveaux défis auxquels l'État doit faire face.

7.1 Les industries culturelles canadiennes

7.1.1 Portrait général

Les industries culturelles canadiennes comprennent différents **secteurs** : la radiodiffusion, le film et la vidéo, la musique, l'édition, les journaux et les magazines ainsi que l'industrie du multimédia¹. La Direction générale des industries culturelles du ministère du Patrimoine canadien assure leur gestion par l'élaboration de politiques, de programmes, de lois et de règlements qui permettent de renforcer les industries culturelles canadiennes et d'assurer l'accès aux produits culturels d'ici². En plus de ce département, d'autres institutions publiques portent un intérêt particulier aux industries culturelles comme : le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le Conseil des Arts du Canada, Téléfilm Canada, l'Office National du Film, le Centre national des Arts, la Société Radio-Canada, etc³.

En 1998-1999, les **investissements du gouvernement fédéral** et des gouvernements provinciaux et municipaux ont atteint 5,7 milliards de dollars dans le secteur de la culture⁴. Ce secteur emploie plus de 600 000 Canadiens⁵. Statistiques Canada évalue que son chiffre

¹ Patrimoine Canadien, *Culture et Patrimoine : pour que la voix du Canada puisse être entendue*, Ottawa : Patrimoine canadien, 1998, p. 3.

² *Id.*, « Industries culturelles », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/francais.htm (page consultée le 10 février 2001).

³ Joseph Jackson et René Lemieux (Division des affaires politiques et sociales), « Les arts et la politique culturelle canadienne », révisé le 15 octobre 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/933-f.htm> (page consultée le 27 novembre 2000).

⁴ Statistiques Canada, « Dépenses consacrées à la culture », 25 janvier 2001, sur le site de *Statistiques Canada*, [en ligne], <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/010125/q010125b.htm> (page consultée le 6 février 2001).

⁵ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, « La

d'affaires s'élevait à 20 milliards de dollars en 1994-1995, ce qui représente 3% du produit intérieur brut. Par ailleurs, entre 1990-1991 et 1996-1997, le taux de croissance du secteur culturel a été de 14%, soit supérieur à celui de secteurs clés comme les transports ou l'agriculture.

Pour ce qui est de la **consommation de produits culturels**, une enquête menée par Statistiques Canada sur les dépenses des familles nous apprend que, celles-ci augmentent sans cesse, « entre 1986 et 1996, les Canadiens ont dépensé 14 milliards de dollars au chapitre des manifestations et des activités culturelles. Cette somme a enregistré une hausse de 27,5% par rapport à 1986⁶ ».

Parallèlement à la croissance du secteur et de la consommation de produits culturels, nous pouvons aussi remarquer qu'il y a **augmentation du commerce**. En effet, les exportations de produits culturels ont augmenté d'environ 22% entre 1996 et 1998⁷. Pour l'année 1998-1999, elles représentaient une valeur monétaire de 3,6 milliards de dollars. En ce qui concerne les importations, le Canada est considéré comme l'un des plus important importateur de produits culturels au monde. En 1997, la valeur réelle de l'importation était de 4,7 milliards de dollars⁸. Le principal partenaire commercial du Canada est son pays voisin ; les États-Unis et ce, aussi bien au niveau des exportations que des importations. En 1997, cela représentait 89% (1,3 milliard de dollars) des produits culturels canadiens exportés⁹. Ce pourcentage passe à 93% en 1998¹⁰. Même constat pour les importations, en

culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

⁶ Mary Cromie et Rochelle Handelman, « Activités culturelles : consommation et participation », dans Statistique Canada Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, *La culture en perspective*, Vol. 11, no 3, automne 1999, Ottawa, p. 1-5.

⁷ Statistiques Canada, « Croissance des exportations du secteur culturel canadien », dernière mise à jour juin 2000, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/fact-info/Facts&FiguresFR/sld006.htm> (page consultée le 7 février 2001).

⁸ Joanna Copeland, Programme de la statistique culturelle, « Commerce international des produits culturels » dans Statistique Canada Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, *La culture en perspective*, Vol. 10, no 3, automne 1998, Ottawa, p. 3.

⁹ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰ Statistiques Canada, « L'importance du marché américain », dernière mise à jour juin 2000, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/fact-info/Facts&FiguresFR/sld009.htm> (page consultée le 7 février 2001).

1997, 85% (4,1 milliards de dollars) de la valeur des importations des produits culturels choisis provenait des États-Unis.

L'importante entrée de produits culturels étrangers au Canada a pour conséquence l'**augmentation de la concurrence avec les produits culturels locaux**. Concrètement, la part de marché du contenu d'origine canadienne dans les industries culturelles varie entre 50% (magazines) et 3% (longs-métrages). Par exemple, les produits provenant de l'étranger représentent 45 % des ventes de livres au Canada, plus de 80 % des magazines (de langue anglaise) disponibles en kiosques et 63 % des recettes des ventes de magazines, environ 80% (près de 910 millions de dollars) de la vente de cassettes, de disques compacts, de places de concerts, de marchandises et de partitions et finalement 85 % (165 millions de dollars) des recettes engendrées par la diffusion de films, qui représentent entre 94 et 97% du temps de projection en salles¹¹.

7.1.2 Présentation des différents secteurs

De façon plus spécifique, voici un aperçu des différents secteurs composant les industries culturelles canadiennes. Premièrement, le secteur de l'**enregistrement sonore** est contrôlé par six multinationales qui détiennent près de 90% de la distribution au Canada anglais et 20% au Québec¹². On remarque qu'il existe deux marchés distincts au Canada : l'un anglophone et l'autre francophone. Autre élément, les recettes de ventes en gros pour les enregistrements avec artiste ou contenu canadien ont rapporté 56 millions de dollars en 1995-1996.

L'industrie de l'**édition**, comprend les livres et les périodiques. Pour ce qui est des périodiques, 1 404 publications ont été éditées en 1994-1995. Ce qui représente une valeur de 866 millions de dollars pour un tirage de 500 millions d'exemplaires. Les éditeurs canadiens détiennent environ 30% de la part de marché intérieur. Il faut toutefois noter que 80% des magazines en kiosque proviennent de l'extérieur, dont 95% arrivent des États-Unis¹³. Notre marché constitue en quelque sorte un prolongement du leur. En ce qui

¹¹ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, *op. cit.*

¹² Patrimoine Canadien, « Faits et Statistiques », sur le site de *Patrimoine Canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/francais.htm (page consultée le 10 septembre 2000).

¹³ *Id.*, « Industrie canadienne du périodique », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne],

concerne le livre, 50% des ouvrages vendus au Canada sont d'origine canadienne. Selon Statistiques Canada, 301 des 321 maisons d'édition étaient sous contrôle canadien en 1996-1997¹⁴. Cette industrie a rapporté 1,9 milliards de dollars en 1996-1997 et emploie environ 5 000 individus, une augmentation de 55% par rapport à 1983-1984¹⁵. Pour ce qui est des ventes à l'exportation, celles-ci ont triplé entre 1990-1991 et 1994-1995, atteignant 125 millions de dollars¹⁶.

En ce qui concerne l'**industrie du film et du vidéo**, près de 14 000 films et vidéos ont été produits au Canada en 1994-1995 : la majorité étant destinée à la télévision (70%). Le marché du long-métrage est très clairement dominé par les entreprises étrangères, principalement par les Américains. Éléments à noter, les investissements étrangers dans les productions canadiennes ont augmenté de 200% entre 1991 et 1995¹⁷. Dans le rapport *Culture et patrimoine*, on soutient que la part de marché des productions canadiennes est de moins de 5%. Dernièrement, il semblerait que l'on soit descendu à 3%. Des distributeurs américains contrôlent environ 85% du marché canadien du film commercial.

En ce qui concerne la **radiodiffusion**, on remarque l'existence de deux marchés distincts en télédiffusion, tout comme pour l'enregistrement sonore et pour la plupart des industries culturelles canadiennes : le Canada anglais, dont 60% de ce qui est écouté provient des États-Unis, contre 30% pour le Canada français. Cette industrie est l'une des rares qui soit sous contrôle canadien.

La dernière industrie en liste est celle du **multimédia**, qui se développe dans le milieu des affaires, de l'éducation, de la santé et du divertissement. Il est encore difficile de trouver des statistiques précises car son développement est très récent. Cependant, un premier

http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/magazinesf/mags_tdm.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

¹⁴ Canada : Comité permanent du patrimoine canadien, « Le défi du changement : Étude de l'industrie canadienne du livre », sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne],

<http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/36/2/HERI/Studies/Reports/heri01/06-ch2-f.html> (page consultée le 4 septembre 2000).

¹⁵ Patrimoine Canadien, « Culture et Patrimoine : pour que la voix du Canada puisse être entendue », 1998, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/mindep/misc/culture/htm/2fr.htm> (page consultée le 18 septembre 2000).

¹⁶ *Id.*, « Faits et statistiques : livre », 1997, sur le site de *Patrimoine canadien*, http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/fact-info/lvrstats.htm (page consultée le 19 septembre 2000).

¹⁷ *Ibid.*

rapport vient d'être effectué sur son profil. Celui-ci indique qu'il existe environ 750 entreprises (surtout situées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique) qui emploient plus de 17 000 individus. On y apprend aussi que 97% des entreprises canadiennes desservent le marché intérieur et plus de la moitié offrent leurs services aux États-Unis¹⁸.

Voici donc un aperçu des industries culturelles canadiennes. Il s'agit maintenant d'analyser le lien qui existe entre l'État canadien et ses industries culturelles, qui s'établit par l'intermédiaire des politiques culturelles.

7.2 Évolution de la stratégie canadienne dans l'élaboration de la politique culturelle

L'intérêt de l'État pour ses industries culturelles remonte au début du 20^{ème} siècle, à l'occasion de l'arrivée de la radio. Vers la fin des années 1920, le gouvernement prend très rapidement conscience du défi que constitue la présence culturelle américaine sur le territoire canadien et l'impact que cela pourrait avoir à plus ou moins long terme : « La richesse et l'expansionnisme américains lui paraissaient, (...) une menace réelle à l'établissement et au maintien de la radiodiffusion canadienne¹⁹. »

En 1929, le rapport de la *Commission royale d'enquête* présidée par John Aird est publié. On y reconnaît la menace que constitue la culture américaine et ainsi, la nécessité pour le gouvernement de développer une politique culturelle permettant d'assurer la présence d'une certaine quantité de **contenu canadien** à la radio. Par ailleurs, on souligne l'importance du rôle de l'État dans la gestion du secteur culturel. En 1932, un fervent militant pour la radiodiffusion publique, Graham Spry, résume bien l'enjeu grâce à sa phrase célèbre « L'État ou les États-Unis²⁰ ». Selon lui, soit le gouvernement prend le contrôle du

¹⁸ ACNielsen et DJC Research, « Profil de l'industrie du multimédia », décembre 1999, rédigé pour le compte des ministères du gouvernement du Canada suivants : Patrimoine Canadien, Industrie Canada, DRHC, AECI, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/brdcstng/pubs/multimedia_99_f.pdf (page consultée le 28 octobre 2000).

¹⁹ Pierre Juneau, Catherine Murray et Peter Herndorf, Comité d'examen des mandats SRC, ONF, Téléfilm, "Faire entendre nos voix : le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle", 1996, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/brdcstng/pubs/juneau/francais/chap2/ch2s1.htm> (page consultée le 6 janvier 2001).

²⁰ Marc Raboy, « L'État ou les États-Unis » : l'influence américaine sur le développement d'un modèle canadien de radiodiffusion » dans Sauvageau, F., *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 12.

développement de sa culture (dans l'intérêt de la population), soit le marché va s'en occuper, laissant le champ libre aux Américains (intérêts commerciaux). Depuis lors, la **crainte de l'impérialisme américain** a pris le dessus dans la politique culturelle canadienne. C'est ainsi que le besoin d'assurer la défense de la culture canadienne est devenu le « principal discours de légitimation de l'intervention de l'État²¹ ».

Par la suite, d'autres commissions se sont penchées sur la question. C'est le cas de la *Commission Massey* (Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada) de 1949-1951, ou encore de la *Commission Fowler* (Commission royale sur la radiodiffusion) de 1965. Celles-ci continuent de traiter les thèmes abordés par la *Commission Aird* en 1929. En 1952, le ministre Lionel Chevrier affirme à cet effet :

La raison fondamentale du développement public de la télévision dans ce pays, c'est que nous voulons des émissions populaires et culturelles produites au Canada, par des Canadiens, à propos du Canada ; nous voulons des émissions des États-Unis, mais nous ne voulons surtout pas que ces émissions viennent chez nous et occupent tout le terrain. C'est absolument insensé de prétendre que l'entreprise privée au Canada, si on lui laisse tout le champ, offrira [une gamme complète] d'émissions canadiennes. Les gens qui investissent [...] investiront sûrement où ils peuvent faire un profit - en important des émissions américaines²².

Élément nouveau au début des années 1980, le ministre fédéral des Communications, Francis Fox, ouvre la porte au secteur privé. Dans le *Rapport Applebaum-Hébert* de 1981-1982, la place accordée au nationalisme, à l'anti-américanisme et à l'anti-commercialisme dans la politique culturelle canadienne est moindre. Les objectifs de démocratisation de la culture et de participation du citoyen se retrouvent quelque peu mis de côté. Il s'agit plutôt d'opter pour le **développement économique des industries culturelles**. Comme l'affirme M. Fox, « la diffusion de la culture dépendra désormais de plus en plus de sa base industrielle et que, par conséquent, son ministère se consacrera à favoriser l'épanouissement des industries culturelles²³. »

²¹ *Ibid.*, p. 3.

²² Pierre Juneau, Catherine Murray et Peter Herndorf, *op. cit.*

²³ Marc Raboy, et al., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, p. 57.

Les années 1990 sont marquées de nombreux défis, posés entre autres, par le développement des NTIC et la libéralisation du commerce. Ces pressions laissent entrevoir un changement au niveau de la formulation de la politique culturelle canadienne. Le gouvernement devant adapter ses politiques au nouveau contexte. Les principes jusqu'alors défendus, comme la protection de l'identité nationale et la souveraineté culturelle, deviennent quelque peu dépassés. En ce qui concerne l'identité, on constate que : « Le discours usuel sur l'apport identitaire des biens culturels est nettement insuffisant et ne couvre qu'une partie de leur importance pour les individus comme pour le développement des sociétés²⁴. » On s'oriente de plus en plus vers une nouvelle façon d'aborder la politique culturelle, qui tienne compte de plusieurs éléments :

(...) il s'agit de définir pour la politique culturelle un nouveau discours de défense de l'intérêt public qui accorde autant d'importance au citoyen qu'au consommateur, aux aspects sociaux qu'aux aspects économiques, à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique qu'au développement de l'identité nationale et à la société civile qu'au secteur privé²⁵.

La notion de **diversité culturelle** devient alors une priorité pour l'État vers la fin des années 1990.

Ce qui ressort de ce bref portrait de l'évolution de la politique culturelle canadienne, c'est que celle-ci est empreinte à la fois d'une logique industrielle et culturelle. Cette **tension entre culture et économie** peut ainsi créer une véritable confusion quant à son but véritable. La question étant de déterminer si les deux objectifs peuvent se réaliser en même temps ou, si l'un sera favorisé aux dépens de l'autre :

(...) s'agit-il de promouvoir l'essor économique des entreprises oeuvrant dans la culture (logique industrielle), ou de favoriser l'accès et la participation des citoyens à la vie culturelle au moyen, entre autres, des industries culturelles (logique démocratique)²⁶ ?

²⁴ Ivan Bernier et Dave Atkinson, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).

²⁵ Greg Baeker, « Etude transversale : politique culturelle et diversité culturelle : Canada », sur le site de *l'Europe de la coopération culturelle*, [en ligne], http://www.coe.int/T/F/Coop%20culturelle/culture/Politiques_culturelles/Analyses_comparatives/Rapports/canadatrans.asp#TopOfPage (page consultée le 11 juillet 2002).

²⁶ Marc Raboy, et al., *op. cit.*, p. 57.

La position particulière du Canada à l'égard de la culture est difficile à comprendre par plusieurs. C'est le cas des États-Unis qui voient dans la démarche canadienne, une façon détournée de protéger ses industries et non sa culture. Jason Berman, président de l'industrie américaine de l'enregistrement a déclaré à ce sujet : « Pour les Canadiens, la culture est utilisée pour masquer un véritable intérêt commercial²⁷. » Nous allons maintenant voir comment cette attitude se traduit dans le contexte d'augmentation des échanges culturels et de libéralisation du commerce.

7.3 Culture canadienne et commerce international

7.3.1 Mesures d'intervention gouvernementales

Il importe tout d'abord de saisir la **particularité du marché intérieur canadien** afin de pouvoir mieux comprendre quels sont les enjeux sur le plan international. Tout d'abord, le nombre d'habitants étant de 27 millions, le marché canadien est assez restreint. Qui plus est, il est divisé en deux marchés linguistiques (anglophone et francophone), ce qui a pour conséquence de rendre plus difficile la rentabilisation et augmente les risques liés aux investissements²⁸. La situation est très différente aux États-Unis car les Américains disposent d'un marché beaucoup plus grand avec leur bassin d'habitants de 280 millions, ce qui leur permet de consacrer des sommes très importantes à la production tout en s'assurant des revenus qui leur permettent d'amortir leurs investissements et ce, seulement sur le marché intérieur²⁹. Ce n'est pas le cas des Canadiens qui doivent se tourner vers les marchés extérieurs pour amortir les budgets consacrés à la production culturelle.

Le gouvernement fédéral jugeant les chances inégales pour ses industries culturelles devant le géant américain a décidé d'**adopter des mesures** pour palier à la situation. Ces mesures, qui prennent la forme de programmes, de politiques, de lois et de règles, permettent de stimuler l'offre et d'augmenter la demande³⁰. L'objectif est de permettre aux Canadiens d'avoir accès à la culture canadienne mais aussi, aux créateurs canadiens de pouvoir se faire valoir sur les marchés mondiaux. En voici une présentation.

²⁷ Jason Berman, « La propriété intellectuelle canadienne dérange aux États-Unis », *Le Devoir*, 13 octobre 1992, p. A-2.

²⁸ M. Dupuy, *Culture canadienne et relations internationales*, Toronto : Éditions du GREF, 1995, p. 19.

²⁹ *Ibid.*, p. 17.

Les interventions du gouvernement auprès des industries culturelles ont évolué dans le temps. Il y a tout d'abord eu les institutions publiques, ensuite les subventions, puis graduellement sont venus s'ajouter : des mesures fiscales, des règlements par secteur, des règles liées à l'investissement ainsi qu'à l'importation. Aujourd'hui, nous pouvons classer les différentes mesures consacrées à la création, la production, la distribution, la mise en marché et la diffusion de produits culturels canadiens comme suit : les institutions publiques, les subventions, les investissements, les mesures fiscales ainsi que les restrictions quantitatives³¹.

En ce qui concerne les **institutions publiques**, mentionnons la place qu'occupent l'Office national du film (ONF), Téléfilm Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et surtout la Société Radio-Canada (SRC) dans le paysage culturel canadien. Ces institutions sont les pierres d'assise de la politique culturelle du Canada mais également, pour ce qui est de la SRC, dans l'économie des industries culturelles.

Les **subventions gouvernementales** accordées aux industries culturelles peuvent être directes ou indirectes. Les programmes de financement varient selon le secteur, en voici quelques-uns : le Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore (PADES) dans le secteur musical, le Fonds canadien de télévision (FCT), le Fonds de développement des industries culturelles qui s'adresse à plusieurs secteurs. Dans un autre ordre d'idée, l'État est très attentif aux **investissements étrangers** faits dans la culture. Chaque demande est étudiée selon la *Loi sur Investissement Canada*. Les règles applicables varient selon le domaine d'activité. Le gouvernement part du principe que les entreprises culturelles gérées par des Canadiens sont plus portées à produire du contenu canadien.

Pour ce qui est des **mesures fiscales**, celles-ci sont destinées à aider financièrement les entreprises par l'entremise des recettes publicitaires. A cet effet, l'État permet une déduction

³⁰ *Ibid.*, p. 20.

³¹ Ivan Bernier et Jean-François Lamoureux, « Les politiques culturelles du Canada et du Québec, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) » dans Sauvageau, Florian *Les politiques culturelles à l'épreuve : La culture entre l'État et le marché*, Institut

fiscale du coût des messages publicitaires, ce qui encourage les annonceurs à investir dans des entreprises de radiodiffusion canadiennes. Finalement, les **restrictions quantitatives** servent à s'assurer qu'une quantité acceptable de contenu canadien soit présentée aux Canadiens. Par exemple, en radiodiffusion, le CRTC impose 60% de contenu canadien entre 18h00 et minuit à la télévision publique, contre 50% pour les télédiffuseurs privés³². Certains quotas sont aussi imposés en ce qui concerne les magazines.

Voici donc ce qui en est des mesures prises par le gouvernement canadien afin de soutenir ses industries culturelles. Il importe maintenant de se pencher sur la question du commerce international. A savoir, l'importance qu'il prend pour le Canada dans le contexte de la globalisation et quelle position ce dernier adopte en matière culturelle.

7.3.2 Le Canada et le commerce international

La libéralisation des échanges et l'**ouverture des marchés est une occasion en or** pour le Canada. Comme le fait remarquer le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, le commerce rapporte beaucoup à l'économie canadienne :

Les chiffres sont éloquentes à cet égard. Plus de 43 % de tout ce qui est produit chez nous est exporté. En 1999, nos ventes à l'étranger atteignaient un niveau record pour la huitième année consécutive. Nos expéditions de biens et services à travers le monde s'élevaient à 410 milliards de dollars³³.

Ceci est aussi vrai pour le secteur culturel. Dans le rapport du GCSCE, on affirme que les **exportations de produits culturels** ont augmenté de 41% entre 1996 et 1999, croissance qui dépasse celle de certains secteurs clés de l'économie³⁴. Ce qui fait affirmer à

québécois de recherche sur la culture : Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 17.

³² Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, « La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

³³ *MAECI*, « De nouveaux records établis : le Ministre Pettigrew lance le premier rapport annuel sur le commerce international », 11 mai 2000, sur le site du *MAECI*, [en ligne], http://webapps.dfait-maeci.gc.ca/minpub/Publication.asp?FileSpec=/Min_Pub_Docs/103325.htm (page consultée le 12 avril 2001).

³⁴ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), *op. cit.*

Statistiques Canada, qu'au cours des dernières décennies, « les industries et les activités culturelles sont devenues un élément important de l'économie canadienne³⁵ ».

Avec la globalisation, le **commerce prend une importance particulière**. Pierre Pettigrew affirme qu'il est primordial pour le développement économique du Canada de tenter sa chance sur les marchés mondiaux : « L'économie canadienne, avec sa complexité grandissante et son potentiel énorme, ne peut continuer de croître que si nous trouvons de nouveaux débouchés à l'extérieur de nos frontières³⁶. » Au niveau de l'emploi, environ un poste sur trois dépend des ventes canadiennes à l'étranger et à chaque augmentation des exportations de un milliard, c'est 6 000 emplois qui sont assurés³⁷.

Le Canada **encourage beaucoup de secteurs industriels canadiens à se tourner vers l'extérieur**, ce qui est aussi le cas pour le secteur culturel. Dans une étude canadienne sur les intérêts du Canada dans les négociations futures, on soutient que depuis quelques années, les négociateurs commerciaux canadiens ont remarqué l'importance que prend l'exportation dans le secteur des industries culturelles. A titre d'exemple, notons que la compagnie *Torstar*, propriétaire de *Harlequin Books* retire la majorité de ses revenus aux États-Unis, *CanWest Global* réalisait 40% de ses revenus en Australie en 1998 ou encore que, dans le secteur musical, les artistes canadiens brillent de plus en plus sur la scène internationale (par exemple : Isabelle Boulay, Céline Dion, Anthony Kavanagh, Linda Lemay, Garou, etc.)³⁸.

Le commerce de la culture est donc important pour le gouvernement :

³⁵ Joanna Copeland, Programme de la statistique culturelle, « Commerce international des produits culturels » dans Statistique Canada Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, *La culture en perspective*, Vol. 10, no 3, automne 1998, Ottawa, p. 2.

³⁶ MAECI, *loc. cit.*

³⁷ *Id.*, « Pourquoi le commerce est-il important? Le commerce et l'économie canadienne », novembre 1999, sur le site du *Ministère des affaires étrangères et du commerce international*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/text-f.asp> (page consultée le 7 février 2001).

³⁸ Chris Maule, « Etude de l'OMC et des intérêts du Canada dans les négociations futures : Note d'information sur les services et sur l'Accord général sur le commerce des services », 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, Préparé pour le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des communes, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/references/wto/note6-f.htm> (page consultée le 26 février 2001).

Le gouvernement fédéral reconnaît que le commerce joue un rôle important lorsqu'il s'agit d'aider à conserver au pays un secteur culturel viable et dynamique en mettant l'accent sur le développement commercial et une politique commerciale de même qu'en créant des conditions favorables aux industries culturelles canadiennes qui exercent des activités au pays ou à l'étranger³⁹.

Celui-ci met tout en œuvre pour que les industries culturelles canadiennes puissent se **développer sur de nouveaux marchés**. Par exemple, le Ministère du Patrimoine canadien fait partie d'Équipe Canada Inc.; un partenariat entre différents paliers de gouvernement (fédéral, provincial, territorial) qui a pour objectif de venir en aide aux entreprises canadiennes afin qu'elles puissent se développer sur les marchés mondiaux⁴⁰. La Direction du développement du commerce et de l'investissement de Patrimoine canadien désire, en s'associant avec Équipe Canada, permettre aux entreprises culturelles canadiennes de s'épanouir au niveau mondial, elle « cherche à s'assurer que le secteur culturel canadien non seulement conserve mais également améliore sa position comme fournisseur de contenu mondial et chef de file dans la société mondiale de l'information et l'économie⁴¹ ». Parallèlement à cette initiative, Patrimoine canadien a mis sur pied le Conseil consultatif sur le commerce culturel en juin 1999. Par ce processus de consultation des membres de l'industrie, on reconnaît l'importance de la culture en tant que secteur d'exportation et on tente de guider les entreprises sur les stratégies d'exportation à adopter⁴².

Cependant, même si l'attitude du Canada est favorable au commerce international et que le gouvernement milite ardemment pour l'ouverture des frontières, sa **position à propos du statut des produits culturels est plus nuancée**. Selon lui, il ne s'agit pas d'empêcher la circulation de produits culturels entre les pays, au contraire, mais d'éviter qu'une libéralisation à outrance ait des effets négatifs sur les cultures du monde : « Le développement des échanges culturels est compatible avec celui des échanges économiques, pourvu que les cultures elles-mêmes ne soient pas menacées et que les

³⁹ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), *op. cit.*

⁴⁰ Patrimoine canadien, « Équipe Canada Inc. : Commerce et investissement », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TeamCanada/francais.htm> (page consultée le 7 février 2002).

⁴¹ *Id.*, « Direction du développement du commerce et l'investissement », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TIDD/francais.htm> (page consultée le 3 avril 2002).

⁴² *Id.*, « Conseil consultatif sur le commerce culturel », 1999, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TradeAdvisoryB/francais.htm> (page consultée le 7 février 2001).

incidences sur la culture de la libéralisation des échanges commerciaux sont bien comprises⁴³. » Dans le contexte actuel le gouvernement considère que la culture n'est pas traitée à sa juste valeur car, les différents accords de commerce ne reconnaissent pas la spécificité des biens et services culturels. En ce sens, il est difficile, voire impossible d'atteindre l'équilibre entre le développement économique et le développement culturel. Un équilibre auquel l'État accorde de l'importance au sein de sa propre politique culturelle. C'est pourquoi il pose une limite claire à la libéralisation dans le secteur culturel.

Après avoir posé un regard sur la position canadienne en matière de culture, nous allons maintenant tenter de déterminer en quoi les interventions de l'État peuvent être remises en question par les règles contenues dans les accords internationaux.

7.3.3 Mesures d'intervention et accords commerciaux : quels sont les risques ?

Tout d'abord, les mesures visant à protéger et promouvoir la culture sont perçues comme étant des barrières au libre-échange, nuisant au commerce. En ce sens, elles peuvent rapidement entrer en friction avec les principes de base des accords, dont nous avons fait mention précédemment : le statut de la « **nation la plus favorisée** » (NPF) qui stipule que tous les pays doivent être traités sur le même pied d'égalité. Dans ce cas précis, tout accord de coproduction ou toute collaboration entre deux ou plusieurs pays devient incompatible avec les règles du commerce. Il y a aussi le principe de « **traitement national** » (TN) qui veut que l'on accorde aux biens et services provenant de l'étranger un traitement similaire à celui que l'on confère aux biens et services nationaux et finalement, le principe de « **transparence et prévisibilité** » que les pays s'entendent à assurer dans toutes leurs pratiques commerciales. Ce dernier principe implique l'interdiction pour un pays de favoriser ses entreprises de façon plus ou moins visible, par exemple, en octroyant des subventions à des industries précises⁴⁴. Ces différents principes se retrouvent à la base d'un grand nombre d'accords de libre-échange, comme : *l'Accord général sur le commerce des services* (AGCS), *l'Accord de libre-échange nord-américain* (ALENA) ainsi que *l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers* (GATT). A titre de rappel, voici la portée

⁴³ *Id.*, « Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/network-reseau/cdg-gdc/Liste.htm> (page consultée le 2 février 2001).

⁴⁴ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), *op. cit.*

de ces accords commerciaux sur le plan culturel.

En 1989, le Canada parvient à faire inclure la notion d'exemption culturelle au sein de l'**ALE** (accord entre les États-Unis et le Canada). Exemption qui sera reconduite dans l'**ALENA** (accord entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) au début des années 1990. Cependant, les négociations actuelles entourant la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (**ZLEA**) et un éventuel accord qui devrait s'en dégager, pourrait avoir des répercussions sur les mesures canadiennes. Ce projet a pour ambition d'élargir la portée de l'**ALENA** sur tout le continent américain. La différence étant que les Américains refusent catégoriquement cette fois-ci d'y insérer une clause d'exception culturelle. Le risque est donc de voir l'accord de la **ZLEA** succéder à celui de l'**ALENA** et ainsi, de constater que l'exception culturelle a perdu toute valeur.

A l'occasion de la signature de l'**AGCS** en 1994, le Canada a refusé de faire des concessions à propos de ses industries culturelles en décidant de ne pas s'engager en ce qui concerne les principes de **TN** et de **NPF**. Pour ce qui est du **GATT**, le Canada a signé depuis un bon moment déjà. C'est parce qu'il est signataire de cet accord et qu'il est parvenu à obtenir une exemption au **GATS**, que le Canada **a orienté ses mesures d'intervention vers les services** beaucoup plus que les biens⁴⁵. Cependant, la situation est en voie de changer. Les prochaines années seront déterminantes pour le Canada car les négociations entourant l'**AGCS** sont entamées et devraient aboutir à un accord d'ici 2005. Voici concrètement quels sont les risques encourus pour les mesures canadiennes dans le cadre des accords de nature économique. Nous allons principalement fonder notre propos sur l'étude *Les politiques culturelles du Canada et du Québec, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)*, réalisée en 1996 par Ivan Bernier et Jean-François Lamoureux.

En ce qui concerne les **subventions**, mesure largement utilisée par le gouvernement, le Canada est à l'abri pour ce qui est des services. Cependant, certains produits comme le livre, le magazine, le disque ou le film sont considérés comme des marchandises et se retrouvent sous la juridiction du **GATT**. Au niveau du **contrôle des investissements**, le

risque peut exister si le contrôle affecte les échanges⁴⁶. Pour les **mesures commerciales et fiscales**, tant que la réglementation vise un service, les interventions sont inattaquables. Mais si elles sont destinées à des produits, il devient possible pour un pays d'invoquer la notion de TN⁴⁷.

C'est au niveau des **restrictions quantitatives** que le Canada a eu des problèmes. Dans le secteur audiovisuel, le gouvernement n'est pas en danger pour le moment car il a refusé, durant les négociations de l'AGCS, de faire toute concession à ce sujet. Cependant, pour les périodiques, les Américains ont dernièrement réussi à attaquer le Canada sur la notion d'exemption culturelle. Afin de bien saisir la complexité du problème, nous allons présenter plus en profondeur l'exemple de l'industrie de l'édition des périodiques.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut revoir de plus près la clause d'exemption culturelle. Nous avons constaté précédemment que, même si le paragraphe 1 de l'article 2005 de l'ALENA stipule que : « Les industries culturelles sont exemptées des dispositions du présent accord⁴⁸ (...) », le paragraphe 2 peut en annuler la portée si l'une des deux parties se sent lésée par les pratiques de l'autre et peut décider de prendre des représailles. Il lui est possible de « prendre des mesures ayant un effet commercial équivalent en réaction à des interventions qui seraient incompatibles avec le présent accord⁴⁹ ». C'est ce qui s'est produit dans ce cas-ci.

Une loi canadienne empêche que des éditions de périodiques à tirage dédoublé soient importées au Canada. Un magazine à tirage dédoublé est défini comme « l'édition d'un périodique ayant un contenu éditorial destiné à un marché étranger et des annonces publicitaires visant le marché canadien⁵⁰ ». Cependant, en 1993, les responsables du périodique américain *Sports Illustrated*, appartenant au groupe transnational *Time Warner*,

⁴⁵ Chris Maule, *op. cit.*

⁴⁶ Ivan Bernier et Jean-François Lamoureux, « Les politiques culturelles du Canada et du Québec, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) » dans Sauvageau, Florian, *Les politiques culturelles à l'épreuve : La culture entre l'État et le marché*, Institut québécois de recherche sur la culture : Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 60.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 60.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 62.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 62.

⁵⁰ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), *op. cit.*

décident de passer outre cette interdiction et font parvenir le périodique à un imprimeur canadien par courrier électronique. Il s'ensuit une réaction immédiate du gouvernement qui crée, en 1994, un Groupe de travail sur l'industrie canadienne des périodiques. Suites aux recommandations du groupe, Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, décide en 1995 de sévir en imposant une taxe d'accises de 80% sur les périodiques à tirage dédoublé. Il s'agit du projet de loi C-55, *Loi concernant les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers de périodiques*.

Le gouvernement américain riposte en contestant cette décision devant l'OMC, affirmant que cela va à l'encontre des règles de commerce international, plus particulièrement, dans le cadre du GATT. En juin 1996, un comité est formé à l'OMC pour étudier la plainte américaine qui ne se limite pas à la taxe d'accises mais concerne aussi d'autres mesures prises par le Canada : le code tarifaire canadien 9958 (il interdit l'importation de périodiques à tirage dédoublé), le programme de tarifs postaux préférentiels (permettant à plusieurs périodiques canadiens d'être acheminés à des coûts moindres) ainsi que les tarifs postaux applicables aux publications commerciales⁵¹.

En mars 1997, le comité rend sa décision et donne raison aux États-Unis sur trois points, laissant raison au Canada pour la subvention postale préférentielle. Selon l'OMC, la taxe d'accises ainsi que le code tarifaire 9958, ont pour unique objectif de protéger la production de périodiques canadiens. En ce qui concerne les tarifs postaux commerciaux, la Société canadienne des postes offre un traitement différent aux périodiques étrangers, ce qui va à l'encontre du principe de TN⁵².

Le Canada décide d'en appeler de la décision, tout comme les Américains qui tiennent à ce que la quatrième mesure soit reconnue en tant que pratique déloyale. Finalement, l'OMC se prononce en faveur des États-Unis en affirmant que les subventions postales vont à l'encontre des règles de commerce car « la subvention postale n'était pas conforme aux

⁵¹ Patrimoine canadien, « Procédures engagées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et résultats obtenus », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/wn-qdn/culture/info1.htm> (page consultée le 17 février 2001).

⁵² Patrimoine canadien, « L'industrie canadienne du périodique. Section 8 : La décision prise en 1997 par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/magazinesf/sect8.htm (page consultée le 18 février 2001).

règles de l'OMC concernant les subventions admissibles, étant donné qu'il s'agit d'un paiement d'un ministère gouvernemental à un autre⁵³ ». En juillet 1997, le gouvernement canadien accepte cette décision et promet de mettre en application la décision au plus tard, en octobre 1998⁵⁴.

La Loi C-55 sur les tarifs publicitaires est tout de même adoptée en mai 1999. Après des négociations, le gouvernement américain reconnaît en partie le droit du Canada à aider ses industries culturelles, Sheila Copps affirme lors d'une conférence de presse :

Le gouvernement américain reconnaît pour une première fois de son histoire le droit d'un pays, le Canada, d'exiger une majorité de contenu canadien dans un de ses instruments culturels. Les éditeurs de périodiques étrangers qui désirent avoir un accès accru au marché publicitaire canadien devront produire un contenu majoritairement canadien et établir une entreprise chez nous⁵⁵.

Cependant, le gouvernement canadien doit tout de même apporter des modifications à sa loi, afin de la rendre moins rigide.

A la suite de cette saga judiciaire, les membres de l'industrie du périodique sont devenus quelque peu pessimistes face à l'avenir. François de Gaspé Beaubien de *Télémedia* affirme que « Sheila Copps s'est écrasée sous la menace de rétorsions américaines⁵⁶ ». On considère que dorénavant, la voie est presque libre pour les entreprises qui détiennent d'énormes capitaux.

De façon générale, les politiques culturelles canadiennes ne sont pas en danger pour le moment car elles visent des services plutôt que des produits et le Canada est quelque peu protégé avec l'AGCS. Cependant, l'exemple des périodiques nous révèle que les mesures destinées à soutenir les industries culturelles canadiennes peuvent être relativement facilement contestées. D'une part, parce que des problèmes de définition se posent ; un

⁵³ *Id.*, « Procédures engagées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et résultats obtenus », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/wn-qdn/culture/info1.htm> (page consultée le 17 février 2001).

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Id.*, « Ottawa et Washington s'entendent sur l'accès au marché publicitaire canadien », sur le site de *Patrimoine canadien*, 26 mai 1999, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/bin/News.dll/View?Lang=F&Code=9NR029F> (page consultée le 19 février 2001).

⁵⁶ Laurier Cloutier, « Les géants américains de l'édition arrivent », *La Presse*, 3 novembre 1999, E-3.

même produit pouvant à la fois être considéré comme un bien et un service. D'autre part, parce que les pressions pour libéraliser le secteur se font de plus en plus importantes et que la donne pourrait changer d'ici quelques années.

7.4 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons constaté que le Canada a une longue expérience en matière de politiques culturelles. Le portrait historique de l'intervention du gouvernement nous a indiqué que la politique canadienne est composée de deux objectifs : l'un est culturel et l'autre économique. Même si l'État travaille à atteindre un équilibre entre ces deux objectifs, une tension est bien présente et s'est accentuée dans le contexte de la globalisation. Nous avons constaté que, même si l'aspect commerce est très important pour le gouvernement, celui-ci pose une limite claire lorsqu'il s'agit de culture. Il considère qu'il ne s'agit pas d'une marchandise comme les autres et, qu'en conséquence, elle doit avoir un traitement spécifique.

C'est pourquoi il a longtemps opté pour l'inclusion d'une clause d'exemption culturelle au sein des accords de commerce. Cependant, cette stratégie s'avère être de plus en plus fragile. Les différentes mesures d'intervention peuvent entrer en friction avec les normes contenues dans les accords de commerce. Le cas des magazines est éloquent à cet égard. Il a amené au premier plan la question de savoir si la culture est un produit ou un service et démontre que les dispositions permettant à la culture d'être exemptée des accords commerciaux, telles qu'elles sont formulées aujourd'hui, ont une efficacité relative.

Dans ce contexte, le gouvernement canadien doit, non seulement rester vigilant mais également, envisager d'aborder la problématique d'une autre façon. Le prochain chapitre sera l'occasion de traiter cette question plus en profondeur. Nous allons présenter quelques initiatives récentes de l'État en matière culturelle qui traduisent sa volonté d'adopter une nouvelle attitude.

Chapitre 8

Présentation des initiatives de l'État

Dans ce chapitre, nous allons présenter quelques initiatives récentes entreprises par le gouvernement canadien pour faire reconnaître l'importance de sa fonction quant à l'élaboration des politiques culturelles (voir annexe I). En premier lieu, nous allons nous intéresser au système de consultations des Canadiens et à son rôle dans l'élaboration de la position canadienne en matière de culture et commerce. En second lieu, nous étudierons la proposition d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle (NIIDC). En troisième lieu, nous présenterons les actions entreprises par le Canada au sein de l'OMC. Finalement, nous nous intéresserons aux activités du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC).

8.1 Élaboration de la position canadienne : consultation des Canadiens

Suite à la rencontre de l'UNESCO à Stockholm en avril 1998 et à l'échec du Canada dans le dossier des périodiques, l'État canadien **prend conscience des défis** posés par la globalisation aux politiques culturelles nationales. Il réalise ainsi que le rôle du gouvernement est de plus en plus remis en question. Il lui apparaît alors important d'amorcer une réflexion autour de la position canadienne en matière de culture et commerce, plus particulièrement en ce qui concerne les négociations commerciales internationales. Pour ce faire, le gouvernement canadien décide de se tourner vers les citoyens et organise, entre le début de l'année 1999 et la fin de 2001, des consultations à l'échelle nationale.

Durant cette période, les fonctionnaires canadiens interrogent différents intervenants comme : leurs homologues au niveau provincial ou territorial, les municipalités, les organisations de la société civile, les syndicats, les entreprises et les citoyens intéressés¹, et ce, sur une multiplicité d'enjeux. C'est à l'aide de divers mécanismes de consultation que ceci prend forme, par exemple : les avis publiés dans la *Gazette du Canada* qui annoncent la tenue de vastes consultations, les rencontres organisées par le Comité permanent des

¹ MAECI, « Consultations relatives à l'OMC – document d'information », 2001, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/S-Info-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

Affaires étrangères et du Commerce international (CPAECI), les consultations multisectorielles, ainsi que des sondages sur l'opinion publique. Ces consultations permettent ainsi au gouvernement d'élaborer sa position en matière de culture dans les négociations commerciales internationales. Voici un historique détaillé de ces rencontres.

Une **première consultation sur les négociations commerciales** est annoncée dans la Gazette du Canada le 6 février 1999. Elle s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en décembre 1999 et en vue de la réunion ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) en novembre 1999 à Toronto. Le gouvernement désire obtenir diverses opinions sur la portée, le contenu et les processus relatifs aux négociations et ce, afin de définir les objectifs et les positions de négociation du Canada². C'est ainsi que du 6 février au 30 avril 1999, les citoyens sont entendus sur plusieurs sujets, dont les questions culturelles. A cet effet, on recueille des suggestions sur la façon dont le Canada peut atteindre ses objectifs en matière de politique culturelle et commerciale tout en réduisant au maximum les incertitudes liées aux règles du commerce international.

Parallèlement à cela, le GCSCE, groupe intégré dans le système de consultations des Canadiens, publie le 18 février 1999 *Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce : la culture canadienne dans le contexte de la mondialisation*, un document qui s'avère déterminant pour la suite du dossier. Plusieurs intervenants oeuvrant dans le secteur des industries culturelles canadiennes sont ainsi interrogés. Ce groupe réfléchit sur les différentes options qui s'offrent au gouvernement en ce qui a trait à la politique commerciale dans le secteur culturel. Des quatre approches proposées, que nous détaillerons ultérieurement, c'est celle de l'élaboration d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle qui est retenue.

En juin 1999, le rapport *Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce : Pour un programme du millénaire qui sert l'intérêt public* est publié par le CPAECI. Celui-ci est basé sur des **consultations parlementaires** effectuées à travers le Canada sur

² *Id.*, « Consultations relatives à l'OMC et à la ZLEA— document d'information », 1999, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/gazette-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

l'orientation des politiques en ce qui a trait au commerce international et à l'investissement. Dans le chapitre sept de ce document, il est question de culture. Le CPAECI affirme soutenir la proposition du GCSCE qui préconise l'élaboration d'un NIIDC. Les membres affirment que « les membres du Comité comme les témoins du Comité convenaient en général qu'il n'était plus possible de chercher comme auparavant à obtenir une exception culturelle, ils appuyaient la proposition du GCSCE³ ».

Le 15 novembre 1999, au regard des diverses consultations tenues depuis quelques temps, le **gouvernement canadien annonce finalement sa position**. Le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew affirme alors que l'option du NIIDC est retenue. Il indique que le mandat du gouvernement est de :

(...) faire reconnaître l'importance de préserver et de promouvoir la diversité culturelle et chercher à faire adopter un nouvel instrument international qui établira des règles de base claires permettant aux pays de maintenir des politiques destinées à promouvoir leur culture⁴.

C'est ainsi qu'à l'occasion de la **Conférence ministérielle de l'OMC** à Seattle qui se tient un mois plus tard, la délégation canadienne reste sur ses positions et ne prend aucun engagement en matière de culture. Il faut cependant spécifier que la culture n'est alors pas à l'ordre du jour puisqu'il s'agit simplement de s'entendre sur l'agenda des négociations.

En octobre 1999, un **autre rapport du CPAECI** est publié. Celui-ci concerne les négociations entourant la création d'une Zone de libre-échange des Amériques, communément appelée la ZLEA. Le document *La Zone de libre-échange des Amériques : Pour un accord hémisphérique qui sert les intérêts des Canadiens* s'inscrit dans la même lignée que le rapport concernant l'OMC publié en juin 1999. Le chapitre huit, *La culture et la diversité culturelle dans les Amériques*, recommande au gouvernement fédéral

³ Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international, « Le Canada et l'avenir de l'Organisation Mondiale du Commerce : pour un programme du millénaire qui sert l'intérêt public », juin 1999, sur le site du Parlement du Canada, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/reports/faitrp09-f.htm#toc> (page consultée le 12 mai 2001).

⁴ MAECI, « M. Pettigrew annonce la position du Canada aux négociations de l'OMC », sur le site du MAECI, [en ligne], http://www.198.103.104.118/minpub/publication.asp?filespec=/mon_pub_docs/102812.htm (page consultée le 12 septembre 2001).

l'établissement d'un NIIDC et la recherche de partenariat au niveau du continent pour la signature de cet instrument. Le gouvernement répond, le 15 mars 2001, qu'il accueille favorablement la proposition en ajoutant : « En attendant la négociation d'un tel instrument, le gouvernement continuera à rechercher le maximum de souplesse dans les accords internationaux, par exemple l'accord proposé sur la ZLEA, pour poursuivre ses objectifs en matière de politique culturelle⁵. »

Une **seconde consultation publique** de taille, dont l'avis est publié dans la Gazette du Canada, se tient entre le 23 juin et le 11 octobre 2000. Il s'agit d'une consultation sur les négociations relatives au commerce des services. Ceci, dans la perspective des négociations entourant l'AGCS débutant en février 2000. Cette fois-ci, le gouvernement désire recueillir les commentaires d'intervenants provenant de multiples secteurs afin d'élaborer sa position initiale. Le rapport, déposé le 7 février 2001, présente les différentes opinions recueillies. En ce qui concerne les services culturels, la position est claire:

(...) le gouvernement du Canada ne prendra aucun engagement qui puisse limiter sa capacité de poursuivre ses objectifs en matière de politique culturelle, tant qu'un nouvel instrument international visant spécifiquement à protéger le droit des pays de promouvoir et de protéger leur diversité culturelle n'aura pas été mis en place⁶.

Sur la base de ce rapport, Pierre Pettigrew forge la **position initiale du Canada** en ce qui concerne le commerce des services, qu'il présente le 14 mars 2001. Dans celle-ci, il est reconnu que la libéralisation du commerce des services est une priorité pour le Canada mais que cependant, celle-ci doit respecter les objectifs des politiques nationales. Plus particulièrement, les objectifs de la politique culturelle. C'est pourquoi le gouvernement s'appuie sur la proposition faite suite aux consultations publiques et réaffirme :

⁵ Canada, « Réponse du Gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international intitulé "la Zone de libre-échange des Amériques : Pour un Accord qui sert les intérêts des Canadiens" – Culture », 15 mars 2000, section Accords régionaux et bilatéraux sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/FTAAreport-full-f.asp#8> (page consultée le 24 septembre 2001).

⁶ MAECI, « Rapport sommaire sur les consultations multisectorielles concernant l'Accord général sur le commerce des services », 2000, section Consultations des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/GATS-f.asp> (page consultée le 24 septembre 2001).

Nous ne prendrons aucun engagement qui limite notre aptitude à réaliser nos objectifs en matière de politique culturelle tant qu'on n'aura pas mis au point un nouvel instrument international conçu spécifiquement pour permettre aux pays de promouvoir et de préserver leur identité culturelle⁷.

D'autre part, une **séance d'information multisectorielle** sur le Sommet des Amériques se tient le 28 mars 2001. A cette occasion, un grand nombre d'intervenants représentants des intérêts divers comme l'environnement, le travail, la santé mais également la culture, sont invités à dialoguer avec les hauts fonctionnaires comme Pierre Pettigrew sur les enjeux entourant la création de la ZLEA. Une autre séance du même genre est organisée le 27 juillet 2001. Il s'agit cette fois d'échanges sur le commerce et le développement à l'OMC⁸.

Dans le cadre des préparatifs pour la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha au Qatar en novembre 2001, le gouvernement entame une **nouvelle série de consultations** publiques en août 2001 afin de connaître l'avis des Canadiens sur les activités du Canada à l'OMC⁹. La stratégie de départ du Canada pour les négociations au Qatar est dévoilée en septembre 2001. Parmi les objectifs qu'il se fixe, le gouvernement renouvelle son engagement en matière de culture : « En attendant la création d'un NIIDC, le Canada va tenter de conserver le maximum de flexibilité dans les accords internationaux pour ce qui est de ses objectifs en matière de politique culturelle¹⁰. » Il s'agit d'un engagement qui se retrouve également dans le document rendu public le 24 octobre 2001 et qui concerne les objectifs du Canada pour la Conférence de l'OMC¹¹.

Le portrait que nous venons de tracer nous indique que la position canadienne en vue des négociations commerciales multilatérales, comme celles de Seattle, de Doha ou de la ZLEA, a été élaborée graduellement, à partir des commentaires recueillis au travers des

⁷ Services 2000, « Questions souvent posées sur l'AGCS », sur le site de *Strategis*, [en ligne], <http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/sk00100f.html> (page consultée le 20 septembre 2001).

⁸ MAECI, « Autres mécanismes de consultation », section Consultation des Canadiens sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Consult4-f.asp> (page consultée le 12 octobre 2001).

⁹ *Id.*, « Consultations relatives à l'OMC : réunion ministérielle de Doha (Qatar) », 2001, section Consultation des Canadiens sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/consult1-f.asp#doha> (page consultée le 12 novembre 2001).

¹⁰ *Id.*, « Consultations relatives à l'OMC – Commerce et culture », 2001, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Culture-Info-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

¹¹ *Id.*, « Le Canada et l'OMC : Objectifs du Canada pour la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC » 24 octobre 2001, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/WTO-obj-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

diverses consultations publiques menées au Canada depuis le début de 1999. Il s'agit maintenant, dans un premier temps, de porter un intérêt particulier à la proposition du GCSCE : l'élaboration d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle. Dans un deuxième temps, d'étudier les actions entreprises par le Canada au sein et à l'extérieur de l'OMC, plus particulièrement via le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC).

8.2 Nouvel instrument international pour la diversité culturelle (NIIDC)

8.2.1 Contexte d'apparition du NIIDC

Si l'idée d'élaborer un NIIDC a été proposée par le GCSCE en février 1999, on retrouve des traces de premières discussions entourant la nécessité d'élaborer un nouvel instrument international sur la diversité culturelle en 1998. C'est le cas par exemple, le 29 juin 1998, à l'occasion de la rencontre internationale organisée par la Conférence canadienne des arts (CCA) *Chez soi dans le monde : un forum international sur la culture et la coopération*, regroupant un ensemble d'ONG du secteur culturel. Le comédien et dramaturge canadien R.H. Thompson lance alors l'idée d'élaborer une charte des droits du citoyen à la culture.

Quelques temps plus tard, dans le cadre de la préparation canadienne pour les négociations de l'OMC à Seattle en décembre 1999, le GCSCE mène une étude sur la stratégie canadienne en matière de culture et commerce. Le 17 février 1999, il publie le document de travail que nous avons mentionné précédemment, *Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce : la culture canadienne dans le contexte de la mondialisation*. Dans ce document, **quatre approches éventuelles** pour la politique commerciale du secteur culturel canadien sont étudiées. La première consiste à négocier une **exemption culturelle** générale. Quoique étant la stratégie préconisée par le gouvernement canadien depuis quelques années, cette mesure a démontré ses limites dans le cas des périodiques. Les intervenants considèrent que, pour être efficace, une telle mesure doit être définie en des termes très généraux et surtout, ne pas comporter de clause de représailles. La seconde proposition est de ne **souscrire aucun engagement en matière de culture**. Étant donné la façon dont les négociations sont menées à l'OMC, il est possible pour un pays de refuser de mettre sur la table certains secteurs. L'inconvénient c'est que les pressions sont importantes sur les pays qui agissent de la sorte et, si le gouvernement canadien ne parvient pas à réunir un appui

considérable auprès d'autres pays, il peut subir de fortes pressions l'invitant à modifier sa position. Dans ces conditions, cette mesure constitue une solution qui peut s'avérer efficace à court terme mais qui peut être remise en question à moyen et long terme. D'autant plus que les pays signataires de l'OMC se sont engagés à libéraliser graduellement le plus de secteurs possibles.

La troisième proposition est **d'élaborer des accords visant des industries**, des mesures ou des pratiques précises dans le secteur culturel. Il s'agit pour le gouvernement de « négocier des ententes particulières régissant des industries culturelles déterminées¹² ». Une mesure qui permet aux États de conserver leurs politiques culturelles mais qui demande que des négociations soient entreprises pour chaque secteur et non pas dans son ensemble. La dernière proposition est de mettre au point un **nouvel instrument international sur la diversité culturelle**. C'est un projet ambitieux qui concerne non seulement le Canada mais également la communauté internationale. Le principe de base étant la reconnaissance du droit des États à formuler ses politiques culturelles. En effet, l'instrument « donnerait aux États le droit de déterminer les mesures qu'ils appliqueraient, dans les limites permises par l'accord, afin de sauvegarder leur diversité culturelle¹³ ».

Le GCSCE opte finalement pour cette dernière option. Les membres du groupe constatent que dans le contexte actuel, « le Canada se trouve aujourd'hui à un carrefour et doit prendre des décisions concernant les liens entre la politique culturelle et les accords internationaux sur le commerce et l'investissement¹⁴ ». La nouvelle stratégie proposée suppose ainsi que le gouvernement renonce à sa stratégie dite d'exemption ou d'exception culturelle. Le Canada adopte une nouvelle attitude :

Sommes-nous simplement des producteurs et des consommateurs de biens et de services commerciaux? Ou bien sommes-nous prêts à faire un pas en avant et à réaffirmer à quel point important la diversité culturelle et l'aptitude de chaque pays à veiller à ce que son histoire et la vie concrète de ses habitants soient accessibles à la fois à ses propres citoyens et au monde entier? Tout comme les

¹² Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, « La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Ibid.*

pays ont uni leurs efforts pour protéger et promouvoir la biodiversité, il importe maintenant qu'ils oeuvrent de concert afin de promouvoir la diversité culturelle et linguistique¹⁵ ?

Le rapport se termine sur ces deux recommandations faites au gouvernement fédéral :

Compte tenu de la diversité des questions portant sur la culture qui ont été soulevées au cours des témoignages, le gouvernement devrait amorcer le dialogue avec d'autres pays sur un vaste éventail de sujets connexes à inclure dans un nouvel accord international portant sur la diversité culturelle. Il faudrait notamment traiter d'Internet, des services de télécommunications de base, de propriété intellectuelle, d'accès au marché, d'investissement et de restrictions au commerce. (Recommandation 28)

Lors des futures négociations commerciales, le gouvernement devrait poursuivre la politique de rechange proposée dans le rapport du Groupe de consultations sectorielles sur la culture visant l'établissement d'un nouvel instrument international portant sur la diversité culturelle, si possible, dans le cadre de l'OMC. (Recommandation 29)

En ce qui concerne la **forme de l'instrument**, le GCSCE propose un traité international portant sur la diversité culturelle ayant comme objectif central « d'établir des règles claires qui permettraient au Canada et aux autres pays de maintenir des politiques destinées à promouvoir la culture tout en respectant les règles du système commercial international et en garantissant l'accès des exportations culturelles aux marchés étrangers¹⁶ ». Ce traité reconnaîtrait le caractère particulier des biens et services culturels ainsi que le droit des États de préserver et de faire la promotion de la diversité culturelle.

Les Comités permanents de la Chambre des communes du Patrimoine canadien et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international s'entendent pour soutenir ces recommandations. Quant à la réponse du gouvernement fédéral au sujet de la proposition du GCSCE, elle arrive en novembre 1999. Dans son discours du trône, il fait savoir son intention de « définir une nouvelle approche internationale pour appuyer la diversité culturelle dans le monde¹⁷ ». Il convient d'opter pour l'élaboration d'un nouvel

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Canada, « Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce : Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international », 1999, section Consultation des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Canwto-f.asp#Culture> (page consultée le 3 octobre 2001).

¹⁷ *Ibid.*

instrument. Pour mener à terme ce projet, le gouvernement opte pour une approche diversifiée, qui lui permette de rallier des appuis dans des forums tels que l'UNESCO, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'OCDE, etc. Il affirme également vouloir poursuivre la collaboration avec les individus intéressés au pays afin de déterminer quels sont les intérêts culturels du Canada dans le cadre des négociations commerciales. En attendant l'aboutissement de ce projet, le gouvernement s'engage à « conserver le maximum de flexibilité dans les accords internationaux en ce qui concerne ses objectifs en politique culturelle¹⁸ ».

8.2.2 Pourquoi un NIIDC ?

La nécessité d'un NIIDC découle donc du fait que la globalisation culturelle pose de **nouveaux défis aux États** en ce qui concerne leur droit à élaborer des politiques culturelles. Leur rôle est constamment remis en question, de par la multiplicité des accords de commerce, des pressions exercées pour la libéralisation et la privatisation qui sont de plus en plus importantes, du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de l'efficacité limitée des mesures employées jusqu'à maintenant, etc. D'autant plus que les différents accords internationaux relatifs à la culture, du fait qu'ils ont un caractère purement déclaratoire, ne permettent pas aux gouvernements de faire face à ces défis. Force est de constater qu'il y a un manque sur le plan des moyens permettant aux gouvernements de préserver leurs droits. C'est ce que nous allons étudier maintenant, en présentant les lacunes des accords culturels existants.

Une multitude d'accords relatifs à la culture ont été répertoriés par Ivan Bernier : les accords internationaux et régionaux, les accords commerciaux ainsi que les accords culturels. Le premier type d'accord est plus ou moins efficace, il s'agit par exemple des droits de la personne ou encore des droits culturels. Viennent ensuite les accords commerciaux, comme le GATT, où la culture est considérée comme un produit quelconque et qui ont comme effet de limiter de plus en plus la marge de manœuvre des États. Finalement, on compte un grand nombre d'accords culturels depuis la fin de la seconde guerre mondiale mais cependant, ils ne sont pas contraignants et « la plupart de ces instruments ignorent souvent la problématique de la préservation de la diversité culturelle

¹⁸ *Ibid.*

dans le nouvel environnement mondialisé¹⁹ ».

De façon générale, on dénombre **cinq principales lacunes** aux accords culturels existants²⁰. Premièrement, **l'absence d'une vision globale de l'impact de la globalisation sur la diversité culturelle**. En effet, les instruments traitent de questions spécifiques comme la protection du patrimoine, le développement culturel, les droits linguistiques, etc. Il faut donc un accord qui permette de préserver toutes les facettes de la diversité culturelle. *La Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* adoptée le 2 novembre 2001, en est un bon exemple. Deuxièmement, les **accords abordent difficilement de front la problématique commerce/culture**, se contentant d'affirmer que les produits et services culturels ne sont pas comme tous les autres produits.

Troisièmement, il y a une **prise en compte inadéquate du déséquilibre des échanges culturels sur le plan international**. Il s'agit de tenir compte des déséquilibres causés par la domination culturelle d'un pays sur un autre, que ce soit dans le cas des pays en développement ou bien entre des pays développés. Quatrièmement, il y a une **prise en compte inadéquate des besoins au niveau local**. Dans ce cas-ci, il faut être de plus en plus à l'écoute des problèmes rencontrés au niveau local et national. Cinquièmement, les textes sont à caractère essentiellement déclaratoires. Il n'en existe aucun qui soit contraignant, « qui reflète l'engagement positif des États signataires à agir en faveur de la diversité culturelle²¹ ».

En théorie, le NIIDC doit tenter de combler toutes ces lacunes. Sur le plan pratique, c'est une tâche complexe et ardue, des choix doivent donc être faits. A cet effet, Ivan Bernier propose de laisser la porte ouverte à des changements qui pourront graduellement combler les lacunes²². Voici maintenant les différentes étapes du développement de l'instrument.

¹⁹ Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, « Document à soumettre à un examen ministériel : Portée et cadre d'un instrument international sur la diversité culturelle », 2001, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2001/paper_f.shtml (page consultée le 19 octobre 2001).

²⁰ Ivan Bernier, « Un nouvel instrument international sur la diversité culturelle : questions et réponses », 2001, sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/conf/bernier.html> (page consultée le 22 janvier 2002).

²¹ Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, *op. cit.*

²² Ivan Bernier, *op. cit.*

8.2.3 Étapes du développement du NIIDC

Le développement du nouvel instrument est confié à Patrimoine canadien qui travaille en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et celui du Commerce international. La plus grande partie du travail de recherche et de développement du NIIDC s'effectue par l'intermédiaire du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, qui fait partie du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC), un réseau qui réunit des ministres de la Culture de différents pays dont nous traiterons ultérieurement. Il a été créé à l'occasion de la seconde rencontre annuelle du RIPC en septembre 1999, à Oaxaca (Mexique) dans le but d'approfondir les idées lancées par les ministres de la Culture. Ce groupe de travail rassemble des fonctionnaires de plusieurs pays, des experts, des représentants d'organisations internationales comme l'UNESCO et parfois, des membres de groupes de la société civile.

La première réunion se tient le 6 décembre 1999 à Ottawa, ils y élaborent un plan de travail. La seconde réunion, qui se tient les 19 et 20 juin 2000 en Allemagne leur permet de discuter des principes généraux de l'instrument et de préparer un texte à présenter à la prochaine rencontre ministérielle annuelle en Grèce en septembre 2000. C'est ainsi qu'à la troisième rencontre annuelle du réseau des ministres à Santorin (Grèce), les ministres accueillent favorablement les principes développés par le Groupe de travail. Ils considèrent le NIIDC comme étant un outil privilégié permettant l'atteinte des objectifs en matière de promotion de la diversité des expressions et des identités culturelles²³. D'autre part, ils mandatent le Groupe de travail à se concentrer sur le cadre et la portée de l'instrument au cours de la prochaine année.

C'est ce que le Groupe de travail fait au cours des deux réunions suivantes à Paris (France), les 8 et 9 décembre 2000 ainsi que les 11 et 12 mai 2001 à Leysin (Suisse). Il est donc en mesure de présenter un document détaillé sur les paramètres du NIIDC à la rencontre annuelle du RIPC à Lucerne (Suisse) en septembre 2001. Les ministres entérinent une nouvelle fois le document et chargent le Groupe de travail de rédiger une ébauche du texte pour la prochaine rencontre, prévue en Afrique du Sud en octobre 2002. Une première réunion à cet effet est tenue les 28 et 29 novembre 2001 à Oslo (Norvège) et une seconde,

du 29 au 31 mai 2002 à Johannesburg (Afrique du Sud).

Depuis 1998, le gouvernement canadien travaille ainsi à amorcer **une discussion et un début de réflexion autour du thème de la diversité culturelle** au sein de la communauté internationale. Il s'efforce d'informer, de sensibiliser, de démontrer que la diversité culturelle est un objectif de politique tout à fait légitime et que la mise en place d'un NIIDC est un bon moyen pour la préserver et pour en faire la promotion. L'objectif de cette démarche est de pouvoir passer à l'étape suivante : discuter des modalités de l'instrument. Comme l'affirme Janette Mark, directrice de la Politique du commerce et de l'investissement au ministère du Patrimoine canadien :

Nous nous efforçons donc actuellement d'opérer une sorte de contagion (...) afin que lorsque nous amorcerons des discussions sur les modalités précises d'un instrument de ce genre, on pourra plus rapidement en arriver aux dispositions précises d'un tel instrument ou aux attentes des autres pays à cet égard²⁴.

Nous allons maintenant nous intéresser aux **paramètres de l'instrument** qui sont : sa portée (vision, objectifs, principes), son cadre (mesures permises et mesures exclues, relation de l'instrument avec les instruments déjà existants, règlement des différends, différentes options quant au lieu, approche pour la négociation de l'instrument et échéancier clair). Pour ce faire, nous appuyons notre commentaire sur les travaux de l'expert Ivan Bernier, ainsi que sur le document élaboré par le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à l'occasion de la rencontre des ministres du RIPC à Lucerne, *Portée et cadre d'un instrument international sur la diversité culturelle*.

8.2.4 Portée et cadre de l'instrument

8.2.4.1 Portée de l'instrument

Pour être en mesure d'obtenir un appui international important, il faut que les objectifs et les principes d'un instrument sur la diversité culturelle soient clairs et bien définis. Le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation fait état de trois **objectifs**

²³ Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, *op. cit.*

²⁴ Comité permanent du Patrimoine canadien, « Témoignages », 22 mars 2001, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/37/1/heri/meetings/evidence/heriev06-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

principaux. Le premier étant de garantir la préservation et la promotion de la diversité culturelle face aux défis de la globalisation. Il s'agit pour chaque pays de pouvoir faire face à ses propres défis, en se basant sur un consensus mondial sur la diversité culturelle²⁵. Le second est de renforcer le rôle légitime des gouvernements dans le soutien, la promotion et la préservation de la diversité culturelle à titre d'objectif primordial d'intérêt public. Chaque pays doit pouvoir élaborer, sans contraintes, des politiques culturelles qui lui permettent de favoriser la création, la production, la diffusion, la circulation et la préservation de contenus culturels nationaux. Ceci, en restant ouvert aux productions étrangères. Troisièmement, l'instrument doit articuler la relation étroite et importante entre la diversité culturelle et le développement international social et économique. La diversité culturelle doit être conçue comme étant un objectif d'intérêt public et ne doit pas être laissée uniquement entre les mains du marché²⁶.

En ce qui concerne les **principes** de base du NIIDC, les experts préconisent la définition de notions générales fondamentales qui suggèrent une vision commune de l'importance de la diversité culturelle. En voici quelques-uns²⁷ : à partir du moment où les droits humains et démocratiques sont garantis, la diversité culturelle devient une force positive au sein de la société qui permet une meilleure cohésion sociale mais qui surtout encourage la compréhension mutuelle et le respect de la différence. On affirme également que le rôle des gouvernements est reconnu quant à la préservation et la promotion des identités culturelles communes et individuelles au sein de leur population. Un autre principe soutient que tous les peuples doivent avoir accès à leur propre culture. On reconnaît la liberté d'expression et la libre circulation de l'information comme une composante de la diversité culturelle. Il faut aussi que les pays restent ouverts à ce qui se fait chez les autres tout en favorisant une expression culturelle riche au sein de leur société. Finalement, il importe d'encourager le partenariat au niveau international mais également, avec différents intervenants provenant des organisations internationales, du secteur privé et de la société civile.

Pour que le NIIDC puisse répondre adéquatement aux défis posés par la globalisation et qu'il permette de combler certaines lacunes des accords culturels existants, il importe

²⁵ Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, *op. cit.*

²⁶ *Ibid.*

également que d'autres questions soient abordées dans l'instrument. Par exemple, le patrimoine naturel et culturel, la connaissance des arts et la participation à la créativité comme valeurs essentielles pour les citoyens, reconnaissance du rôle des biens et services culturels dans les sociétés, reconnaissance de la propriété intellectuelle et respect des règles internationales en la matière, travailler à réduire la fracture numérique entre les pays ou encore, s'intéresser à la situation particulière des pays en voie de développement²⁸.

8.2.4.2 Cadre de l'instrument

Le NIIDC a besoin d'objectifs et de principes clairement définis mais doit également, présenter un ensemble de mesures et d'engagements permettant leur mise en application. Il s'agit du cadre de l'instrument. En voici une ébauche. En premier lieu, vient le **préambule** qui, dans un style déclaratoire, présente le contexte et les objectifs de l'instrument. D'une part il situe le présent accord par rapport aux autres instruments internationaux traitant de diversité culturelle. D'autre part il présente les objectifs primaires, qui précisent le but essentiel de l'instrument qui est ici la préservation et la promotion de la diversité culturelle, ainsi que les objectifs secondaires, que nous avons présentés précédemment.

Juste après le préambule, on retrouve un ensemble de **définitions** des termes et expressions employés dans le document, tels que les notions de culture, d'industrie culturelle, de diversité culturelle, etc. Il faut également **articuler les principes** de l'instrument, ce qui permet de situer le NIIDC par rapport à des éléments précis, comme prendre position à l'égard de la logique commerciale de l'OMC par exemple. Différents types d'arguments peuvent être utilisés ; l'argument culturel (les droits culturels, l'accès à sa propre culture), l'argument démocratique (la liberté d'expression, la participation des citoyens à la culture, la cohésion sociale et le respect des différences) et l'argument économique (le lien entre l'activité culturelle et le développement)²⁹. Cette première partie sert véritablement à expliquer les raisons qui motivent le désir de préservation et de promotion de la diversité culturelle.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

²⁹ Ivan Bernier, propos recueillis lors d'un exposé tenu à l'occasion de la rencontre annuelle du RIDC à Lucerne (Suisse) en septembre 2001.

Dans un second temps, on retrouve le **contenu** proprement normatif. Il importe tout d'abord de reconnaître la capacité des gouvernements à intervenir dans l'objectif d'assurer une expression culturelle nationale riche. Mais en contrepartie du droit des États à agir selon leur contexte propre, il faut établir des dispositions qui favorisent l'accès à une production culturelle diversifiée³⁰. En d'autres termes, un État ne doit pas se refermer sur lui-même mais plutôt être ouvert à ce qui se fait ailleurs dans le monde. On retrouve également des dispositions concernant le respect des règles de concurrence, le contrôle des abus de dominance, la reconnaissance de la place d'un secteur public, des mesures pour faciliter les échanges et pour encourager la consommation de produits culturels diversifiés, des accords de co-production, etc³¹. Une autre section pourra intégrer des dispositions concernant la préservation d'une présence culturelle et linguistique sur le territoire national, ainsi que la prise en compte des besoins particuliers des pays en voie de développement.

Ensuite, vient la **section exécutoire** de l'instrument, comprenant des éléments contraignants comme le fait de devoir respecter les principes de base, de ne pas contester la décision des autres États, de devoir défendre la diversité culturelle dans d'autres forums, etc. Pour l'instant, il n'a pas été décidé s'il s'agira d'un instrument déclaratoire ou exécutoire. Le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation est chargé d'étudier la question et de faire ses recommandations aux ministres lors de la future rencontre annuelle du RIPC en octobre 2002 en Afrique du Sud.

Dans un troisième temps, il s'agit de définir de façon détaillé, les différentes **mesures d'intervention gouvernementale**. Dans le cas où l'instrument serait exécutoire, cette section deviendrait primordiale car elle établirait clairement ce qui peut ou ne peut pas se faire. Que ce soit en matière de subventions à la production locale, l'utilisation d'incitatifs fiscaux pour la production de biens et de services culturels, les contraintes en matière de contingent et de dépenses, les restrictions d'entrée sur le marché, les investissements, la radiodiffusion publique, la question des producteurs indépendants et toute mesure autre qui permet d'aider et de promouvoir la diversité culturelle³².

³⁰ Ivan Bernier, *op. cit.*

³¹ *Ibid.*

En ce qui concerne le **lieu d'hébergement** de l'instrument, plusieurs hypothèses sont envisagées. L'organisation souvent désignée est l'UNESCO. Les avantages sont nombreux ; elle réunit 188 pays, c'est un organisme qui travaille sur la question de la diversité culturelle depuis un bon nombre d'années, son statut est reconnu sur le plan mondial et un grand nombre de pays en voie de développement en sont membres. L'UNESCO manque cependant de poids face à l'OMC et a l'habitude de signer des déclarations très générales auxquelles il manquent souvent une force exécutoire.

L'OCDE est également mentionné car l'organisation fonctionne selon une approche souple et dispose d'une bonne expertise au niveau de la recherche. D'un autre côté, seulement quelques pays triés sur le volet en sont membres, ses orientations concordent avec celles de l'OMC et elle est à l'origine des négociations de l'AMI. Certains considèrent que l'OMC serait un forum adéquat pour héberger le NIIDC car, c'est là que les négociations se déroulent et l'organisation a un pouvoir important. Cependant, un grand nombre d'intervenants s'opposent catégoriquement à ce que la culture se retrouve dans l'enceinte de l'OMC sous quelque forme que ce soit. Ceci, car les principes de l'OMC sont contraires à ceux du NIIDC et risque de limiter grandement la portée du texte. Une autre proposition sous-entend que plusieurs organisations internationales se partagent la gestion du traité ou encore que le traité fonctionne de façon tout à fait autonome, rattaché à aucune organisation particulière et doté d'un organe de règlement des différends (si le NIIDC est de nature exécutoire).

Reste également à déterminer en quoi consistera la **cohabitation** entre le NIIDC et les autres accords, principalement en ce qui concerne sa relation avec les accords de l'OMC. Une étude récente évaluant la faisabilité juridique du NIIDC a été menée par Ivan Bernier et Hélène Ruiz Fabri, professeure à l'Université de Paris I – Panthéon Sorbonne. Il est indiqué que si l'instrument est négocié en dehors de l'OMC, son effet ne pourra être qu'indirect car, le droit de l'OMC ne peut être remis en question facilement. « On ne peut espérer imposer une "exception" ou une "spécificité culturelle" de l'extérieur³³. » En ce

³² *Ibid.*

³³ Ivan Bernier et Hélène Ruiz Fabri, « Évaluation de la faisabilité juridique d'un instrument international sur la diversité culturelle », avril 2002, sur le site du *Bureau de la diversité culturelle*, [en ligne], http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/106145_faisabilite.pdf (page consultée le 10

sens, seul un arrangement négocié à l'intérieur même de l'organisation pourrait être vraiment efficace. Toutefois, les auteurs font remarquer que « le “train” d'une véritable exception culturelle a été manqué en 1994³⁴. » Dans ces circonstances, une solution intermédiaire serait d'utiliser le consensus mondial sur le NIIDC pour tenter d'introduire des dispositions permettant de limiter la libéralisation du secteur culturel à l'OMC. En définitive, les exigences de l'OMC doivent impérativement être considérées lors de l'élaboration de l'instrument.

Le NIIDC est **au cœur des préoccupations** de plusieurs groupes (RIPC, RIDC, CDC, etc.) que nous allons étudier. Mais tout d'abord, il s'agit d'établir un lien entre la position officielle du Canada qui consiste à ne pas discuter de culture dans les forums commerciaux tant qu'un NIIDC ne sera pas mis en place, et les actions concrètes entreprises par le gouvernement canadien à l'intérieur de l'OMC. En d'autres termes, nous avons déterminé la position canadienne, reste à voir comment elle est mise en application dans le cadre des négociations.

8.3 Le Canada et l'OMC

Les initiatives du gouvernement canadien en ce qui concerne les Conférences ministérielles de Seattle (États-Unis) et de Doha (Qatar) sont **relativement limitées**. Ceci, pour une simple raison : les questions culturelles ne sont pas au centre des préoccupations lors de ces rencontres internationales, comme c'est le cas pour l'agriculture par exemple. La majorité des actions canadiennes pour tenter de soutenir la culture des contraintes du commerce international se fait donc en dehors de l'OMC. Que ce soit dans des forums régionaux ou internationaux, ou encore au sein du Réseau international sur la politique culturelle. Nous allons tout de même nous intéresser aux démarches entreprises lors des Conférences ministérielles de Seattle et Doha.

Si la diversité culturelle fait beaucoup parler d'elle avant la rencontre de Seattle de décembre 1999, elle est quasiment absente des trois jours de négociations. Comme l'affirme Manon Cornellier du quotidien *Le Devoir* : « Le débat autour de la diversité

juillet 2002).

³⁴ *Ibid.*

culturelle a fait des vagues au Canada à la veille de la rencontre de Seattle, mais cet enjeu a eu peu d'écho lors de la rencontre. »³⁵ Ce qui n'est pas une surprise pour les intervenants présents étant donné le fait que la culture n'est pas un sujet aussi chaud que d'autres.

Une initiative canadienne est cependant significative, il s'agit de la volonté de représentants de faire introduire une **déclaration sur la diversité culturelle** dans le préambule de la déclaration finale qui définit le mandat du cycle de négociations qui va être lancé³⁶. Ainsi, le 2 décembre, une première version du préambule, contenant une mention sur la culture, est proposée. Cette mention « reconnaît l'importance pour les citoyens de poursuivre leurs aspirations, dont celles touchant leur identité culturelle et la diversité ».³⁷ Il s'agit là d'un premier pas. Selon Guy Julien, ministre québécois de l'industrie et du commerce : « La diversité culturelle n'était pas inscrite avec autant de force que nous le souhaitions, mais au moins elle était là. »³⁸ Cependant, le 3 décembre, la nouvelle version du préambule ne fait pas état de cette proposition. La Conférence ministérielle prend fin le soir même sur un constat d'échec, aucun préambule n'est publié. Cette initiative est renouvelée à l'occasion de la Conférence de Doha en novembre 2001. La formulation du texte à introduire est semblable à celle de Seattle. Cependant, elle ne sera pas acceptée. La question culturelle n'est d'ailleurs pas abordée à Doha.

En ce qui concerne les **négociations sur les services audiovisuels** au sein du groupe de négociations sur les services audiovisuels à Genève, il est très difficile de savoir ce que le gouvernement entreprend. Officiellement, il ne doit pas participer aux débats étant donné sa position. Cependant, les discussions se déroulent en plénière car aucun groupe spécial sur la culture n'a été formé. Comme l'affirme Don Stephenson du MAECI, des négociateurs sont donc sur place pour suivre l'évolution des débats : « Ils veulent bien savoir ce qui est proposé et quelles sont les réactions d'autres pays, quels engagements risquent-ils de prendre, ces autres pays³⁹. »

³⁵ Manon Cornellier, « Seattle en prolongation : Black-out sur la diversité culturelle », *Le Devoir*, 4 décembre 1999, A1 et A12.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ « OMC : pas d'accord à l'horizon », *La Presse*, 4 décembre 1999, A2.

³⁸ Sophie Cousineau, « L'échec de Seattle : partie remise », *La Presse*, 5 décembre 1999, A1 et A2.

³⁹ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Don Stephenson, directeur général section Services, Direction générale de l'investissement et de la propriété intellectuelle, MAECI, le 14 février 2002.

Voici donc en quoi consiste les initiatives canadiennes au sein de l'OMC. Nous allons maintenant nous intéresser aux initiatives entreprises à l'extérieur de l'OMC, plus particulièrement au sein du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC).

8.4 Réseau international sur la politique culturelle (RIPC)

8.4.1 Qu'est-ce que le RIPC ?

La création du RIPC est directement liée à la tenue de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement à Stockholm en avril 1998. A cette occasion, la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, participe avec fougue aux discussions et parvient à faire intégrer au plan d'action l'idée selon laquelle les produits et services culturels ne doivent pas être traités comme une simple marchandise. Elle affirme publiquement le désir d'implanter une tribune internationale permanente afin d'approfondir la réflexion et trouver des moyens d'action. C'est ainsi qu'à la fin du mois de juin 1998 à Ottawa, lors d'une rencontre de suivi des travaux entrepris à Stockholm, Mme Copps lance le projet du RIPC.

Le Réseau international sur la politique culturelle est une **tribune informelle** internationale qui compte 47 pays membres, provenant de plusieurs continents⁴⁰. Il est essentiellement financé par le gouvernement canadien. Il a été mis sur pied dans le but de permettre aux ministres de la Culture du monde entier de pouvoir échanger librement, dans un lieu autre que l'OMC, leurs opinions sur la question de la politique culturelle dans le contexte de la globalisation. Sur un plan pratique, le RIPC sert à recueillir l'appui d'un grand nombre de pays au projet d'un NIIDC qui puisse permettre de soustraire la culture des accords de commerce.

⁴⁰ En date du mois de juillet 2002 : Argentine, Arménie, Autriche, Bahamas, Barbade, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Cuba, République de Croatie, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guyana, Hollande, Hongrie, Islande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Lettonie, Malaisie, Mexique, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, Royaume de la Jordanie, République d'Afrique du Sud, Royaume-Uni, Russie, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Ste. Lucie, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Viêt-nam.

RIPC, « pays membres », mars 2001, sur le site du RIPC, [en ligne], http://64.26.177.19/members/index_f.shtml (page consultée le 3 mai 2002).

L'**objectif principal** du RIPC est de « renforcer les politiques culturelles de sorte que les gouvernements puissent, de concert avec la société civile, créer un climat où l'on valorise la diversité, la créativité, l'accessibilité et la liberté⁴¹ ». Ceci, en offrant le moyen aux pays participants d'échanger des idées, de l'information et de consolider leur partenariat, en sensibilisant les membres sur l'importance de la diversité culturelle et de l'identité culturelle à l'égard du développement social et économique, en valorisant les liens qui relient les objectifs culturels nationaux au développement international ainsi qu'en encourageant le dialogue et en veillant à ce que la culture se retrouve au programme de divers forums régionaux, nationaux et internationaux⁴².

Le RIPC est constitué de **différents organes**. Il y a tout d'abord le comité directeur appelé *groupe de contact*, qui travaille à définir l'orientation stratégique du réseau. Les membres actuels sont : l'Afrique du Sud, le Canada, la France, la Grèce, le Maroc, le Mexique, le Sénégal, la Suède ainsi que la Suisse⁴³. Il y a ensuite le Bureau de liaison, qui agit en tant que secrétariat du RIPC. Celui-ci assume les tâches administratives, coordonne la réunion ministérielle annuelle, planifie les réunions du Groupe de contact et représente le RIPC au sein de divers forums⁴⁴. Cette fonction est présentement assumée par le Canada. Finalement, on retrouve les groupes de travail qui étudient des thèmes prioritaires pour le RIPC. Leurs rencontres s'effectuent de façon ponctuelle et sont ouvertes à tous les membres. On en compte actuellement trois : le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation, le Groupe de travail sur la radiodiffusion dans l'environnement mondial ainsi que le Groupe de travail sur le patrimoine culturel. Dans le cadre de cette recherche, nous portons notre intérêt sur les travaux du premier groupe mentionné. Celui-ci est présidé par le Canada et rassemble différents intervenants dont des fonctionnaires et des experts. Le groupe de travail a pour fonction de conseiller les ministres et de trouver des solutions concrètes aux problèmes liés à la globalisation.

Les **activités** du RIPC se divisent donc en quatre rencontres annuelles du Groupe de contact, une rencontre annuelle de tous les membres, plusieurs rencontres des groupes de

⁴¹ RIPC, « Qui sommes-nous ? », sur le site du RIPC, http://64.26.177.19/about/index_f.shtml (page consultée le 21 janvier 2002).

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

travail et la promotion des idées du réseau au sein de forums internationaux. A cet effet, Janette Mark, directrice, Politique du commerce et de l'investissement, Patrimoine canadien déclare :

Quant aux activités spécifiques, nous considérons que toute rencontre est une bonne occasion de faire connaître le point de vue du Canada. (...) nous avons été actif dans le cadre du G-8, ainsi qu'à l'OEA, à l'UNESCO, dans nos relations bilatérales. Il y a toujours un briefing sur la diversité culturelle et nous essayons toujours de soulever la question dans nos négociations bilatérales⁴⁵.

8.4.2 Rencontres annuelles

Depuis la rencontre de fondation du réseau le 29 et 30 juin 1998 à Ottawa, trois autres réunions annuelles ont été organisées : à Oaxaca (Mexique) en septembre 1999, à Santorin (Grèce) en septembre 2000 et à Lucerne (Suisse) en septembre 2001. La **rencontre internationale sur la politique culturelle à Ottawa** a réuni les représentants de 22 pays qui se sont interrogés sur les défis auxquels font face les cultures nationales dans le contexte de la globalisation ainsi que sur les moyens d'augmenter un partenariat international, ceci, dans l'objectif d'atteindre des objectifs culturels communs⁴⁶. Les questions de culture et commerce, de diversité culturelle et de développement y sont abordées, ainsi que du rôle de la culture dans les relations à l'échelle mondiale.

A l'occasion de cette séance la question de la collaboration avec les groupes de la société civile est discutée :

(...) les États ne sont pas les seuls à exercer le pouvoir souple. Celui-ci se retrouve maintenant aussi entre les mains d'ONG, d'organisations internationales et de toutes sortes de groupements disposant d'accès, de capacités, de compétences et d'information qu'ils peuvent s'échanger à l'échelle planétaire. Nous l'avons vu. Il peut s'agir d'une très grande force en faveur du bien. Le phénomène a donné naissance à un nouvel esprit de partenariat partout dans le monde, qui ne manque pas d'être étonnant. La mise en commun des

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ Comité permanent du Patrimoine canadien, « Témoignages », 22 mars 2001, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/37/1/heri/meetings/evidence/heriev06-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

⁴⁶ RIPC, « Rapport final de la rencontre internationale sur la politique culturelle : la culture sur la scène mondiale », 1998, sur le site du RIPC, [en ligne], <http://64.26.177.19/meetings/1998/ottawa/report-f.pdf> (page consultée le 12 janvier 2002).

intérêts de ces groupes de la société civile et des gouvernements a fait progresser la défense de nombreuses causes⁴⁷.

A cette époque, il est encore question d'exception culturelle même si l'idée de diversité culturelle fait son chemin. Le principal résultat de cette rencontre est la création du RIPC.

Une année plus tard, soit les 21 et 22 septembre 1999, se tient **une seconde rencontre annuelle à Oaxaca** au Mexique qui réunit 33 pays⁴⁸. Il y est question du patrimoine mondial, du rôle de nouveaux acteurs culturels, dont la société civile et de la diversité culturelle à l'heure de la globalisation. C'est dans ce contexte que le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation est mis sur pied. Le rapport final, signé par 17 pays, ne fait pas état de l'importance d'un NIIDC.

Cette question fera l'objet de discussions lors de la **rencontre suivante à Santorin** en Grèce, qui se tient du 27 au 29 septembre 2000. A cette occasion, 23 pays appuient les recommandations du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation qui proposent un NIIDC comme étant une solution : « Le groupe de travail a estimé qu'un instrument international pour la diversité culturelle constituerait un moyen essentiel de promotion de la diversité des expressions et identités culturelles⁴⁹. » Les ministres décident ainsi de poursuivre la réflexion sur un éventuel instrument et mandate le groupe de travail à développer une vision, des principes, des objectifs communs, une structure et la portée du NIIDC pour la prochaine réunion.

Un nouveau rapport du groupe de travail est donc remis aux ministres qui l'entérinent lors de la **rencontre de Lucerne** en Suisse, du 24 au 26 septembre 2001. Les thèmes abordés sont entre autres : l'intégration et la gestion de la diversité culturelle et l'étude d'un NIIDC. Il est entendu que le Groupe de travail poursuive son analyse du cadre juridique dans lequel un tel instrument pourrait prendre place afin d'être en mesure de présenter une ébauche de texte à la rencontre prévue en Afrique du Sud à l'automne 2002. Les ministres réaffirment

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Id.*, « Rapport final : 2^{ème} rencontre annuelle ministérielle du RIPC », 1999, sur le site du RIPC, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/1999/index_f.shtml#report (page consultée le 15 février 2002).

⁴⁹ *Id.*, « Rapport de Santorin », 2000, sur le site du RIPC, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2000/santorini2/statement_f.shtml (page consultée le 15 février 2002).

le désir de travailler en collaboration avec la société civile. Ils ont d'ailleurs accueillis favorablement le rapport du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) *Towards a Global Cultural Pact*, synthèse des points débattus par les organisations de la société civile pendant la rencontre qui s'est tenue quelques jours plus tôt. Les lieux des futures rencontres sont également désignés : la Croatie en septembre 2003, la Tunisie en septembre 2004 et l'Arménie en septembre 2005.

8.4.3 Rencontres du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation

Comme il a été mentionné, le groupe de travail joue un rôle important au sein du RIPC. En effet, c'est lui qui fait avancer la réflexion autour de l'instrument et qui travaille à son élaboration. Il est constitué de fonctionnaires et d'experts oeuvrant dans le secteur des industries culturelles mais également de représentants de groupes de la société civile. Les membres du groupe de travail travaillent en étroite collaboration avec l'UNESCO ainsi qu'avec d'autres organisations internationales.

Depuis le 6 décembre 1999, il se réunit régulièrement pour aborder la question du NIIDC. La première rencontre de décembre 1999 à Ottawa sert à élaborer le plan de travail. La seconde, qui se tient les 19 et 20 juin 2000 en Allemagne, leur permet de discuter des principes généraux de l'instrument et de préparer un texte à présenter à la prochaine rencontre ministérielle annuelle en Grèce en septembre 2000. La troisième réunion du groupe de travail a lieu quelques mois plus tard à Paris, le 8 et 9 décembre 2000. L'objectif principal étant de discuter de la vision, des objectifs, de la structure et de la portée d'un éventuel NIIDC et ce, pour donner suite aux mandats qui lui ont été confiés en Grèce. Une quatrième réunion, le 11 et 12 mai 2001 à Leysin (Suisse) sert à l'élaboration du document à présenter aux ministres de la culture lors de la rencontre annuelle de Lucerne en septembre 2001. Une cinquième réunion est organisée en novembre 2001 à Oslo (Norvège) pour débiter le travail de rédaction d'une première ébauche du texte. Finalement, une sixième rencontre se tient à Johannesburg en mai 2002 pour continuer le travail de rédaction et pour parler de la faisabilité juridique de l'instrument.

8.5 Synthèse

A la lumière de cette présentation, nous constatons que depuis 1998, le gouvernement canadien a entrepris plusieurs initiatives pour faire face aux défis posés par la globalisation. Que ce soit par la consultation des Canadiens, par la prise de position dans le cadre des négociations commerciales internationales, par la mise en place d'un réseau international sur la politique culturelle chargé de créer un consensus international sur la question de la diversité culturelle ou encore, par le projet d'élaboration d'un NIIDC. Nous allons maintenant présenter des initiatives de groupes issus de la société civile.

Chapitre 9

Présentation des initiatives de la société civile

Dans ce chapitre, nous allons présenter des initiatives de groupes issus de la société civile (voir annexe II). Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux activités du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC). Dans un second temps, nous porterons notre intérêt sur les actions de la Coalition pour la diversité culturelle (CDC).

9.1 Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC)

9.1.1 Contexte d'apparition du RIDC

Le réseau international pour la diversité culturelle a été fondé par la Conférence Canadienne des arts (CCA), le plus ancien organisme de représentation des arts au Canada. Son mandat est de sensibiliser les gouvernements et le public à l'importance des arts au sein de la société canadienne¹. C'est un organisme indépendant et sans but lucratif. Depuis le début des années 1990, avec l'arrivée de l'ALE puis de l'ALENA, le conseil d'administration de la CCA est resté très attentif aux développements en ce qui concerne la culture dans les accords commerciaux internationaux.

En 1997, la décision de l'OMC en ce qui concerne le secteur des périodiques leur fait prendre conscience qu'il s'agit d'une lutte importante pour le secteur culturel canadien² : « Les Canadiens doivent affirmer clairement leur droit inconditionnel de gérer leurs propres affaires culturelles, comme ils l'entendent, sans crainte de contestations ou de menaces de représailles³. » Le Conseil décide donc de mettre en place le Groupe de travail sur la politique culturelle au 21^{ème} siècle destiné à analyser la place de la culture au sein d'accords de commerce internationaux. De façon à trouver une manière d'affirmer sa souveraineté culturelle dans le cadre d'un environnement mondial où les accords commerciaux se multiplient. Ce dossier devient alors l'une des priorités de la CCA.

¹ CCA, « Qui sommes-nous ? », sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/02who/02_01his.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

² Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Megan Williams, Directrice générale de la Conférence canadienne des arts le 14 novembre 2001.

³ CCA, « La CCA réunit un groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^{ème} siècle », 22 septembre 1997, sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/03do/03_01_06_03bac.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

Le 22 septembre 1997, une **première rencontre** du groupe de travail réuni des experts et des individus oeuvrant dans le secteur des industries culturelles. Quelques mois plus tard, soit en janvier 1998, un **rapport préliminaire** est soumis au Conseil d'administration, au secteur culturel, au Comité permanent du Patrimoine canadien, aux ministres du Patrimoine canadien, des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi qu'au Premier ministre. Dans ce rapport, un certain nombre de recommandations sont formulées. Par exemple, que le Canada devienne « l'artisan d'un vaste consensus des nations sur le traitement des mesures culturelles nationales dans les accords sur le commerce international⁴ ». Ainsi, le groupe de travail recommande que le gouvernement canadien entreprenne une action internationale et encourage la ministre Sheila Copps à continuer ses efforts dans ce sens. Le rapport recommande également que la CCA provoque un débat entre les organismes culturels des autres pays.

Ces recommandations se retrouvent dans le **rapport final** présenté en juin 1998, un mois après la Conférence de l'UNESCO à Stockholm. Ce dernier rapport, qui analyse en profondeur les relations entre la culture et les accords de commerce, en vient à une autre recommandation : que le gouvernement, tout comme le secteur culturel canadien en arrive à la signature d'une entente internationale qui exclurait la culture des accords commerciaux : « Au gouvernement et au secteur culturel de s'efforcer, en toute priorité, de formuler une entente internationale distincte, par laquelle la culture serait désormais exclue des accords et règlements sur le commerce et les investissements⁵. » Le groupe de travail avance ainsi la notion de « droits mondiaux parallèles » en ce qui concerne la culture. Ce rapport sera par la suite utilisé par le Comité permanent du Patrimoine canadien à la chambre des Communes, comme élément de base servant à alimenter les discussions⁶.

La CCA s'implique de nouveau à la fin du mois de juin 1998, à l'occasion de la **rencontre internationale de suivi des travaux** entrepris à Stockholm initiée par Sheila Copps. Elle

⁴ *Id.*, « Rapport préliminaire du Groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^e siècle : Résumé et synthèse des recommandations », janvier 1998, sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/03do/03_01_06_02pre.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

⁵ *Ibid.*

⁶ *Id.*, « Notre histoire », sur le site de la CCA, [en ligne], <http://www.ccarts.ca/fre/03do/historique.pdf> (page consultée le 15 juillet 2002).

organise, avec le soutien de Patrimoine canadien, une rencontre parallèle non gouvernementale. La conférence *Chez soi dans le monde : un forum international sur la culture et la coopération*, qui se tient à Ottawa le 29 juin 1998, réunit des représentants d'organisations culturelles de plus de 30 pays. L'objectif principal de cette réunion est de jeter les bases d'une alliance internationale d'organismes culturels et artistiques destinée à favoriser le partenariat dans le secteur culturel et à mobiliser l'opinion publique. Ceci, afin de soutenir les efforts des ministres de la Culture⁷. La base des discussions est le plan d'action adopté à Stockholm.

La ministre Sheila Copps invite alors les participants du forum de la société civile à formuler des **recommandations pour les ministres**. En voici quelques-unes : que la diversité soit sauvegardée, de s'assurer que les accords de commerce respectent les cultures nationales, qu'un dialogue s'installe entre les ministres et le réseau d'ONG ainsi que la nécessité d'une déclaration de droits mondiaux parallèles⁸. La réunion est conclue sur cette déclaration : « Chaque nation, chaque État, chaque gouvernement doit avoir la possibilité d'agir et d'établir des politiques qui protègent et mettent en valeur leur culture, et ce sans être gêné par les accords commerciaux internationaux⁹ ». L'idée est accueillie favorablement, reste à lui donner vie.

C'est ainsi que, quelques mois plus tard, lors d'une rencontre avec l'organisme suédois KLYS (*Swedish Joint Committee of Literary and Artistic Professions*) en novembre 1998, un **énoncé préliminaire de mission** du réseau international est formulé, ce qui permet d'en préciser le rôle. Celui-ci prend à cette occasion, le nom de *Réseau mondial des organismes non gouvernementaux*. En avril 1999, le Comité consultatif sur les affaires internationales est créé et des **discussions sur la mise en place du réseau** sont entamées. Au mois d'août, les principes de la création du réseau sont adoptés, le réseau prend le nom de *Coalition mondiale pour la diversité culturelle* (CMDC). Le 23 octobre 1999, à l'occasion d'une rencontre à Stockholm, il est décidé que le lancement officiel du réseau se fera en septembre 2000, en parallèle de la rencontre annuelle du RIPC. Finalement, le

⁷ RIPC, « Rapport final de la rencontre internationale sur la politique culturelle : la culture sur la scène mondiale », 1998, sur le site du RIPC, [en ligne], <http://64.26.177.19/meetings/1998/ottawa/report-f.pdf> (page consultée le 12 janvier 2002).

⁸ *Ibid.*

Comité consultatif international de la CCA décide, en novembre 1999, de changer encore une fois le nom du réseau. Désormais, il ne s'agit plus de la CMDC mais *du Réseau international pour la diversité culturelle*. Ce changement intervient pour éviter toute confusion avec un autre réseau canadien : la Coalition pour la diversité culturelle, mais également, pour mieux refléter le fait que le réseau travaille en parallèle avec celui des ministres de la Culture.

9.1.2 Présentation du RIDC

Originellement *Réseau mondial des organismes culturels non gouvernementaux* puis *Coalition mondiale pour la diversité culturelle*, le réseau mondial d'organismes culturels à finalement pris le nom de *Réseau international pour la diversité culturelle*. Il s'agit d'un « réseau mondial d'artistes et de groupes culturels qui s'efforce de contrecarrer l'homogénéisation culturelle occasionnée par la mondialisation¹⁰ ». Les membres du RIDC proviennent de différents milieux. Que ce soit des artistes individuels, des militants culturels, des organismes culturels, des industries de création, etc. Le réseau regroupe des représentants de 52 pays à travers le monde.

Le RIDC voit officiellement le jour en septembre 2000, lors de la première rencontre annuelle du RIDC, organisée en Grèce. C'est à cette occasion que sont définis les principes fondateurs ainsi que le mandat du réseau qui est de fonctionner parallèlement au travail effectué par le réseau des ministres, le RIPC. Les principes fondateurs sont les suivants : la reconnaissance du statut particulier des produits et services culturels, de l'importance de valoriser la diversité culturelle en tant que partie intégrante d'un développement durable, du fait que l'expression culturelle et artistique constitue un élément fondamental de la société humaine, du danger que représentent les forces du marché qui sont incapables à elles seules de préserver la diversité culturelle et de la souveraineté des États et des citoyens dans la mise en œuvre de politiques culturelles nationales¹¹.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ RIDC, « Qui nous sommes », sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/qui.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

¹¹ *Id.*, « Principes fondateurs », sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/prin.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

Sur la base de ces principes, les membres du RIDC affirment tout d'abord que les gouvernements doivent s'abstenir de signer tout accord qui pourrait constituer un risque pour les cultures locales ainsi qu'aux mesures destinées à les appuyer mais également qu'il est primordial qu'un nouvel accord international soit créé afin de fournir un fondement juridique permanent pour la diversité culturelle¹².

Le RIDC est reconnu comme étant un organisme à but non lucratif. Il dépend présentement de la CCA au niveau de l'organisation, cette dernière agissant en tant que secrétariat. En ce qui concerne son **financement**, c'est le gouvernement canadien qui en assure la plus grande partie depuis la création de l'organisation, mais aujourd'hui, ce sont des fondations. Le RIDC recueille également des fonds auprès de ses membres, d'autres gouvernements, ainsi qu'auprès du gouvernement hôte des rencontres annuelles¹³. Ceci, pour un total de 395 000 dollars américains pour 2002/2003. Le budget dont le RIDC dispose est en hausse par rapport aux deux premières années : 196 560 dollars américains pour 2000/2001 et 357 000 dollars pour 2001/2002¹⁴. D'ici quelques années, lorsque le réseau sera plus solide et aura acquis une base de fonds suffisante provenant de différents gouvernements, le RIDC pourra éventuellement devenir indépendant de la CCA¹⁵.

En ce qui concerne les **activités** du RIDC, une conférence annuelle se tient en parallèle à celle du RIPC, des interventions se font dans des forums nationaux, régionaux ou internationaux (UNESCO, OIF, etc.), une communication est assurée entre les membres, une présence est assurée lors des négociations commerciales et finalement, il y a collaboration avec d'autres mouvements de la société civile. Nous allons nous intéresser plus particulièrement à quelques-unes de ces activités.

¹² *Id.*, « Qui nous sommes », sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/qui.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

¹³ Budget pour 2002/2003 : Gouvernement du Canada 130 000\$US, Fondations : 175 000\$US, membres : 20 000\$US, gouvernement hôte : 20 000\$US, autres gouvernements : 50 000\$US.

¹⁴ RIDC, Financials Statements / Budgets 2000-2003.

¹⁵ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Megan Williams, Directrice générale de la Conférence canadienne des arts le 14 novembre 2001.

9.1.3 Rencontres annuelles

La **première rencontre** annuelle du réseau se tient en septembre 2000 à Santorin en Grèce. Elle réunit 70 délégués provenant de 21 pays. Parmi eux : des artistes et réalisateurs individuels, des représentants d'établissements du patrimoine, d'associations professionnelles et de syndicats, des universitaires et des journalistes ainsi que d'autres personnes intéressées¹⁶. Au travers des discussions, il est question de la nécessité d'élaborer un nouvel instrument international pour la diversité culturelle. Ceci, comme étant un moyen efficace pour réaliser les principes fondateurs du RIDC.

Un an plus tard, lors de la **rencontre de Lucerne** en septembre 2001, le NIIDC est cette fois-ci plus que jamais au cœur des préoccupations. Plus de 85 représentants de 33 pays se réunissent pour discuter de sa nature, de sa portée, du cadre juridique dans lequel pourrait s'insérer un tel instrument, de l'organisme qui pourrait l'héberger, etc. Les participants travaillent également à définir le rôle de la société civile dans ce dossier. Voici quelques priorités sur lesquelles se sont entendus les participants : il est décidé que le RIDC travaillerait à l'ébauche du NIIDC au cours de la prochaine année et il est déclaré que le dialogue avec les populations, les gouvernements, d'autres mouvements de la société civile et les institutions internationales est très important¹⁷.

9.1.4 Le suivi des négociations commerciales régionales et internationales

Le RIDC est préoccupé par la question de la culture au sein d'accords commerciaux internationaux. Le suivi des négociations est donc une priorité. Il est à noter que, pour le moment, seulement quelques membres assurent cette surveillance, comme Megan Williams, directrice générale de la CCA ou encore Garry Neil, coordonnateur du RIDC. L'organisation a un atout : elle est accréditée par l'OMC et peut donc participer à des débats avec d'autres ONG.

C'est ainsi qu'à la **conférence ministérielle de l'OMC** Seattle en décembre 1999, cinq représentants de la CCA prennent part à des réunions parallèles, organisent une conférence

¹⁶ RIDC, Rapport de Santorin », 2000, sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.world-culture-network.net/matieres/index.phtml?pd=News&id=96> (page consultée le 24 novembre 2000).

de presse afin de rappeler que « tous les accords multilatéraux sur le commerce doivent reconnaître le droit des sociétés d'encourager et de protéger leur diversité linguistique et culturelle¹⁸ ». Ils tentent de sensibiliser les participants à la question de la culture dans les accords commerciaux et travaillent à tisser des liens avec d'autres organisations. Mais, ils sont aussi là pour rappeler aux négociateurs canadiens que les engagements publics du gouvernement en matière de culture doivent être respectés :

Nous demandons instamment aux négociateurs commerciaux du Canada de demeurer sur le qui-vive, car les négociations seront semées d'embûches pour notre souveraineté culturelle, et de défendre vigoureusement les mesures culturelles en place au Canada ainsi que notre liberté d'en adopter d'autres à l'avenir¹⁹.

En regard des quelques jours de négociations, la CCA constate que la culture ne fait pas partie des priorités pour presque la totalité des groupes présents à Seattle ; les seules rencontres concernant la culture sont organisées par la CCA. En ce qui concerne la dernière conférence ministérielle de l'OMC, à Doha au Qatar en novembre 2001, un seul représentant du secteur culturel canadien est sur place pour suivre les négociations, il s'agit de Garry Neil.

9.1.5 Liens avec le gouvernement canadien

Étant donné le statut particulier du RIDC, qui est de fonctionner en parallèle au travail du réseau des ministres, le **dialogue avec les membres du gouvernement est facilité**. Si depuis 1998, le ministère du Patrimoine canadien appuie financièrement les activités du RIDC, la collaboration a depuis, pris d'autres formes. En effet, les membres du RIDC participent aux consultations publiques du gouvernement, font des témoignages devant les commissions parlementaires (principalement devant le comité permanent du Patrimoine canadien), se joignent aux sessions du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la

¹⁷ RIDC, « Certains paramètres d'un instrument éventuel : déclaration finale et rapport aux ministres de la culture formant le réseau international sur la politique culturelle », sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/conf/declare.html> (page consultée le 8 janvier 2002).

¹⁸ CCA, « Réveille-matin à Seattle », 2 décembre 1999, sur le site de la CCA, [en ligne], www.culturenet.ca/cca/dec1fr.htm (page consultée le 8 décembre 1999).

¹⁹ *Ibid.*

mondialisation du RIPC²⁰, et tiennent également des réunions avec les fonctionnaires de Patrimoine canadien²¹.

9.1.6 Liens avec la Coalition pour la diversité culturelle et la population

Le RIDC entretient des relations avec différents **groupes de la société civile du secteur culturel** dont, la Coalition pour la diversité culturelle. Dans ce cas-ci, la collaboration prend principalement la forme d'une participation aux mêmes événements. Par exemple, le RIDC a participé à une rencontre internationale organisée par la CDC en septembre 2001, tout comme des membres de la CDC étaient présents à la rencontre annuelle du RIDC à Lucerne.

En ce qui concerne les **relations avec la population**, le RIDC travaille à sensibiliser la population grâce à son site Internet ou à travers les médias, de façon sporadique. Megan Williams est positive à cet égard et constate que le chemin parcouru depuis 1998 est énorme. Les Canadiens commencent à comprendre ce qu'est la diversité culturelle et pourquoi il est important de la préserver. Selon elle, le rôle d'une organisation comme le RIDC est de sensibiliser le citoyen, de servir de courroie de transmission avec le gouvernement.

9.1.7 Vers un pacte culturel global

Tout comme chaque groupe impliqué dans ce dossier, le RIDC se positionne quant au nouvel instrument international sur la diversité culturelle. **Il participe d'ailleurs à son élaboration**, que ce soit en assistant à quelques sessions du Groupe de travail du RIPC, en intervenant lors des rencontres annuelles du réseau des ministres de la Culture ou encore au sein même du RIDC. L'organisation a rendu public en mars 2002, un document traçant l'ébauche d'une convention sur la diversité culturelle, qu'elle a présenté aux experts du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation du RIPC en mai 2002, à Johannesburg (Afrique du Sud).

²⁰ Par exemple, les 11-12 mai 2001 à Leysin en Suisse, quelques membres participent à la 4^{ème} rencontre du groupe de travail du RIPC. Ils profitent de cette session pour mettre les représentants du RIPC aux fait du point du vue du RIDC en ce qui concerne la diversité culturelle.

²¹ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Megan Williams, Directrice générale de la Conférence

Les membres du RIDC demandent la reconnaissance de certains **principes de base** comme : le droit fondamental des artistes et créateurs de communiquer avec leur propre collectivité et avec d'autres, la reconnaissance du statut particulier des biens et services culturels, le soutien à l'expression artistique peut être considéré comme un outil important de développement économique durable, spécifier que l'accès à l'information et que la liberté et le pluralisme des médias sont des conditions préalables à la création et à l'échange culturels diversifiés; établir le lien qui existe entre la diversité culturelle et l'identité, le pluralisme des idées, les valeurs humaines et sociales, et le développement durable²².

Le NIIDC doit être plus qu'une déclaration de principes, il doit permettre de garantir le droit des États en ce qui concerne l'élaboration de politiques culturelles. L'instrument doit avoir une **base juridique solide** et servir de **solution tampon** à l'égard des accords commerciaux. A cet effet, il est souligné qu'il ne devra pas y avoir de possibilités de représailles, comme dans l'ALE. Il faut également assurer un soutien à la radiodiffusion publique en tant qu'élément essentiel de la diversité culturelle et du discours démocratique²³. Quant au lieu où serait hébergé un tel instrument, le RIDC se donne encore le temps à la réflexion. Les membres restent cependant convaincus qu'il ne faut pas que la culture soit traitée dans un lieu où le principal objectif est la libéralisation du commerce. L'instrument ne saurait donc être élaboré au sein de l'OMC car « les instruments traditionnels servant à isoler la culture des disciplines prévues dans les ententes commerciales internationales ne devraient pas constituer le fondement des positions canadiennes en matière de négociations²⁴ ».

Voici donc ce qui en est du RIDC et de son implication dans le dossier culturel. Nous allons maintenant nous intéresser à la Coalition pour la diversité culturelle, un autre groupe canadien travaillant sur la question de la diversité culturelle.

canadienne des arts le 14 novembre 2001.

²² RIDC, « Certains paramètres d'un instrument éventuel : déclaration finale et rapport aux ministres de la culture formant le réseau international sur la politique culturelle », sur le site du RIDC, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/conf/declare.html> (page consultée le 8 janvier 2002).

²³ *Ibid.*

²⁴ Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, « La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du MAECI, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

9.2 Coalition pour la diversité culturelle (CDC)

9.2.1 Présentation de la CDC

La Coalition pour la diversité culturelle, fondée par les principales associations québécoises du milieu culturel, voit le jour au printemps de l'année 1998. Sa mise en place est principalement motivée par les négociations avortées de l'AMI ainsi qu'en perspective du début de la nouvelle ronde de négociations à l'OMC. Les échanges entourant ce projet sur les investissements suscitent un intérêt particulier auprès des représentants des industries culturelles. Ceux-ci se mobilisent pour empêcher la signature de l'accord et décident de donner suite à leur action en créant la CDC. Le 29 juin 1998, les membres participent à la rencontre internationale organisée par la CCA. A cette occasion, ils présentent une déclaration dans laquelle ils déclarent que les accords commerciaux doivent respecter les cultures nationales.

A l'automne de 1999, la **coalition s'élargit** ; elle convie alors les principales associations professionnelles du secteur culturel canadien à se joindre à l'alliance. Le 1^{er} novembre, Robert Pilon, vice-président aux relations publiques de l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ), quitte sa fonction pour intégrer la CDC. Il devient le vice-président exécutif et prend la responsabilité du secrétariat, dont les bureaux se trouvent à Montréal. Au début de 2002, on dénombre 32 associations canadiennes membres. Celles-ci représentent des créateurs, artistes, producteurs, distributeurs, radiodiffuseurs et éditeurs œuvrant dans les secteurs du livre, du cinéma, de la télévision, de la musique, des arts d'interprétation et des arts visuels²⁵.

La CDC est essentiellement **financée** par les gouvernements canadien (Patrimoine canadien) et québécois (ministères de la Culture et des Communications, des Relations internationales et de l'Industrie et du Commerce). Les associations-membres contribuent également.

L'**objectif** poursuivi par la Coalition est de faire en sorte que les gouvernements puissent

²⁵ CDC, « Qui sommes-nous ? », sur le site de la CDC, [en ligne], http://www.cdc-cdd.org/Francais/Liensfrancais/framequi_sommes_nous.htm (page consultée le 14 janvier 2002).

continuer librement à élaborer des politiques culturelles nationales leur permettant de soutenir la diversité des expressions culturelles. Dans ce contexte, les membres considèrent que les politiques culturelles ne doivent pas être soumises aux contraintes des accords de commerce international²⁶. En ce qui concerne les **principes** défendus par la CDC, en voici les principaux, contenus dans la déclaration adoptée en juin 2000. On y reconnaît que la culture est l'expression privilégiée de l'identité et de la créativité humaine dans toute leur diversité et que conséquemment, elle est un patrimoine inaliénable de l'humanité. On soutient que la diversité est fondée sur une multiplicité de caractéristiques et d'expériences locales ou régionales qui s'expriment via la créativité d'individus et d'entreprises qui assurent la production, la diffusion et le rayonnement des produits. On affirme aussi qu'il existe un lien étroit entre le bon fonctionnement du secteur culturel et les ressources du gouvernement et que le rythme auquel la globalisation des échanges commerciaux accélère peut gêner le rayonnement des cultures et diminuer l'accès pour tous à la diversité culturelle.

9.2.2 Plan d'action domestique et international

Dans le plan d'action domestique et international de la CDC, trois publics sont ciblés : les **milieux culturels**, l'**opinion publique** et les **pouvoirs publics**. L'objectif commun en ce qui concerne chacun de ces publics est la **sensibilisation et l'information**. Ceci, dans le but d'amener les différents acteurs d'une part à se mobiliser autour des enjeux de diversité culturelle, à soutenir les actions de la Coalition et d'autre part à créer des liens avec les organisations du milieu culturel national et international. Pour ce faire, les **moyens préconisés** sont l'organisation d'événements en collaboration avec d'autres associations, la production de documents d'information délivrés sur une base régulière, les rencontres de sensibilisation, les interventions au sein de divers forums, les entrevues ou articles dans les médias, la création d'un site Internet.

Sur le plan international, des rencontres ponctuelles avec divers intervenants sont à l'ordre du jour, tout comme le suivi des négociations au sein de l'OMC et de la ZLEA et des positions de l'UNESCO, des Américains et de l'Union européenne, il est également prévu

²⁶ *Ibid.*

une participation aux consultations, sommets, conférences, colloques, etc²⁷.

9.2.3 Liens avec le gouvernement canadien et québécois

Pour ce qui est des relations avec le gouvernement canadien, la Coalition préconise les rencontres avec les ministres, les parlementaires et autres fonctionnaires, des témoignages devant les commissions parlementaires, la participation aux consultations gouvernementales et autres activités organisées par l'État. La CDC entretient des relations avec Patrimoine canadien, le MAECI et communique régulièrement avec le Bureau de la diversité culturelle du gouvernement québécois.

9.2.4 Liens avec le milieu culturel, les organisations internationales et la population

La Coalition, contrairement à la Conférence canadienne des arts, **n'est pas accréditée auprès de l'OMC** en tant qu'ONG. Robert Pilon était tout de même présent à Seattle en 1999, car il faisait partie de la délégation canadienne officielle en tant que consultant. Il était cependant absent de la rencontre Ministérielle de Doha en novembre 2001. Dans un autre ordre d'idée, la Coalition travaille également à **sensibiliser la population**. Que ce soit par des entrevues accordées à différents médias ou encore, par la mise en service d'un site Internet destinés à informer les gens sur les enjeux culturels.

Pour ce qui est des **liens avec les autres organisations culturelles** nationales et internationales, la Coalition concentre beaucoup d'efforts à développer des partenariats. Cependant, comme il a été mentionné précédemment, les relations entre la CDC avec le RIDC sont quelque peu limitées à la participation aux même événements : les rencontres annuelles du RIDC et la première rencontre internationale organisée en septembre dernier par la Coalition. La CDC accorde beaucoup plus d'importance à l'établissement de liens avec des associations d'un type très spécifique : des associations professionnelles du milieu culturel. C'est dans cet esprit qu'elle organise sa première rencontre internationale en septembre 2001 que nous allons présenter maintenant.

²⁷ *Id.*, « Plan d'action sur le plan domestique », sur le site de la CDC, [en ligne], <http://www.cdc-cdd.org/pdf/planactiondom.pdf> (page consultée le 14 janvier 2002).

9.2.5 Première rencontre internationale de Montréal

Du 10 au 13 septembre 2001, se tient à Montréal la première rencontre internationale organisée par la Coalition, intitulée *Diversité culturelle, politiques culturelles et accords internationaux de commerce*. Elle s'inscrit dans un contexte où les négociations commerciales avancent à un rythme effréné et où des solutions doivent être trouvées rapidement. Les dix pays invités sont sélectionnés selon des critères précis. Tout d'abord, les représentants doivent provenir des secteurs suivants : le cinéma, la radio et télévision, le livre et la musique. Ensuite, il faut qu'il existe dans ce pays une certaine activité de création et de production et qu'il y ait un minimum de politiques culturelles. Il faut également que des associations professionnelles représentent les intérêts des principaux intervenants de ces secteurs et finalement, chaque région du monde doit être représentée. Les pays choisis sont donc : l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, la France, le Mexique et la Pologne²⁸. Des membres du gouvernement et des experts sont également présents.

L'événement, principalement financé par les gouvernements canadien et québécois, a pour objectif de tracer un portrait de la situation dans plusieurs pays, d'étudier les enjeux et de réfléchir ensemble à des solutions possibles. Si le consensus n'est pas atteint sur tous les sujets de discussion, certains points sont accueillis favorablement par les participants. C'est ainsi qu'au terme de la rencontre, une *Déclaration finale* est adoptée. Il y est reconnu que la culture n'est pas une marchandise, que seul l'accès à une diversité des expressions culturelles assure que la culture joue son rôle, que le marché ne peut assurer à lui seul la responsabilité, qu'il faut affirmer le rôle des États et que l'application de règles commerciales au secteur culturel risquent d'entraîner le démantèlement de plusieurs politiques culturelles clés²⁹. En regard de ces constatations, les intervenants demandent aux États de s'abstenir de prendre des engagements et de s'opposer à la formation de tout groupe de discussion ou de négociation dans les forums commerciaux.

²⁸ *Id.*, « Première rencontre internationale des associations professionnelles du milieu de la culture », sur le site de la CDC, [en ligne], <http://www.cdc-ccd.org/Francais/Liensfrancais/frameevenements.htm> (page consultée le 14 janvier 2002).

²⁹ *Ibid.*

Il est également entendu que cette déclaration doit être transmise aux pouvoirs publics ainsi qu'à d'autres associations professionnelles et que la réflexion doit continuer. Un comité de suivi est créé. Celui-ci reçoit le mandat de transmettre la Déclaration au sein des rencontres internationales ainsi que de formuler un plan de travail et de financement pour la prochaine conférence. Celle-ci, qui doit se tenir à l'automne 2002, verra s'élargir son *membership* et sera co-organisée en collaboration avec d'autres associations. En ce qui concerne le statut des organisations étrangères participantes, elles ne font pas partie de la Coalition, mais sont simplement impliquées dans le comité de suivi de la rencontre. La question d'intégrer des organisations professionnelles étrangères au sein de la CDC n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour.

9.2.6 La Coalition et le NIIDC

Considérant que la diversité culturelle constitue un droit fondamental de l'humanité, la Coalition considère que les États doivent pouvoir en assurer la sauvegarde et la promotion. Pour ce faire, ils doivent avoir la liberté d'adopter les politiques nécessaires, celles-ci ne doivent pas faire l'objet de représailles, les accords de commerce se doivent de respecter ces politiques.

La Coalition préconise donc qu'un NIIDC, qui définit les principes de la diversité culturelle et reconnaît le droit des États d'adopter des politiques, soit élaboré et géré dans un forum international qui reconnaît le caractère particulier des produits et services culturels et non dans un endroit comme l'OMC, où les règles du commerce dictent tout. Les dispositions du NIIDC doivent prévaloir sur celles des accords de commerce et les décisions doivent être de nature exécutoire. D'ici la mise en place d'un tel instrument, la CDC demande aux États de s'abstenir de prendre des engagements de libéralisation du commerce pouvant affecter le domaine de la culture et ce, dans le cadre de toute négociation sur le commerce.

9.3 Synthèse

Pour conclure, la présentation des différentes initiatives de la société civile canadienne du secteur culturel nous a permis de constater que leurs actions vont généralement dans le même sens que celles du gouvernement canadien. Il s'agit maintenant, au regard de toutes ces initiatives et des notions présentées dans les chapitres précédents, d'amorcer une

réflexion qui nous permettra de mieux comprendre comment les deux acteurs principaux, le gouvernement canadien et la société civile, s'ajustent à la nouvelle donne internationale en ce qui concerne l'élaboration des politiques culturelles.

Chapitre 10

La discussion et l'analyse

« Il incombe aux pays d'oeuvrer ensemble pour construire un monde où la communication, l'information et la compréhension interculturelles seront de règle et où la diversité des valeurs culturelles, des visions éthiques et des comportements favorisera une véritable culture de la paix¹. »

A la lumière des éléments présentés tout au long de cette recherche, nous allons amorcer une discussion sur la façon dont l'État et de la société civile canadienne s'adaptent à la nouvelle donne internationale en ce qui concerne les politiques culturelles. Nous présenterons tout d'abord la problématique de façon générale pour ensuite entamer une analyse des différentes initiatives canadiennes. A cet effet, nous nous pencherons sur le changement d'attitude du gouvernement. Puis, nous nous intéresserons aux OSC, en ce qui a trait à leur rôle dans ce dossier, leurs forces et leurs faiblesses. Une dernière section sera consacrée à l'étude de la mise en place d'un cadre global d'encadrement des échanges culturels.

Le développement des industries culturelles est traditionnellement géré à la fois par l'État et le marché. Ce dernier a pour fonction principale d'assurer le développement économique des industries. L'État pour sa part, a la responsabilité d'assurer l'accès et la participation de ses concitoyens à la vie culturelle, le maintien d'un espace public national où les individus peuvent échanger entre eux. En ce sens, ces deux acteurs agissent de façon complémentaire. La globalisation culturelle, associée à la libéralisation du commerce international, au développement des NTIC et à l'industrialisation du secteur culturel, vient changer la donne.

Nous constatons une tendance à la **marchandisation de la culture**. Les produits culturels étant considérés comme n'importe quel autre produit au sein des accords de commerce qui régissent les échanges mondiaux. Le rôle de l'État, en ce qui concerne l'élaboration des politiques culturelles et ainsi, son rôle quant à la gestion de l'activité culturelle de la société

¹ UNESCO, « Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement : point 11 du plan d'action », 1998, sur le site de l'UNESCO, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/laws/stockholm/html_fr/actionpl1.shtml (page consultée le 12 septembre 2001).

est questionné. D'autre part, les citoyens ne sont considérés qu'en tant que consommateurs. Dans ces circonstances, nous nous éloignons graduellement du mode de fonctionnement traditionnel, voulant qu'il y ait un équilibre entre les intérêts économiques et culturels. Cette problématique soulève ainsi un enjeu démocratique.

De façon plus large, la problématique culturelle pose la question des **enjeux de gouvernance au 21^{ème} siècle**, à savoir, comment les sociétés interconnectées pourront et devront gouverner de façon démocratique. En d'autres termes, il s'agit de se demander comment faire pour gouverner humainement les humains dans le contexte de la globalisation. Les réflexions théoriques de W. Reinicke et de D. Held apportent des pistes de solutions à considérer. Tout d'abord, pour pouvoir mettre en place des structures mondiales de gouvernance démocratique, les problèmes globaux doivent être **traités de façon globale**. Ensuite, l'État doit amorcer une **réflexion sur ses fonctions et sur son rôle**. Il ne s'agit pas pour lui de renier la légitimité de son intervention. En tant que représentant des collectivités, l'État a la responsabilité d'assurer l'accès et la participation du citoyen à la vie culturelle de sa communauté. Son intervention est donc primordiale pour promouvoir le développement culturel, élément essentiel à la vie démocratique de la société. Le gouvernement doit donc au contraire réaffirmer son rôle, mais de façon différente. Ceci, en tenant compte des nouvelles structures de gouvernance, des règles et des acteurs mondiaux en place. La reconstruction d'un nouvel ordre mondial doit principalement être prise en main par le gouvernement mais doit également associer d'autres acteurs à son action, comme la société civile.

La mise en place de nouvelles structures est essentielle pour permettre un **véritable dialogue entre l'État et les groupes de la société civile**. Une telle collaboration, actuellement impossible au sein de forums comme à l'OMC, doit pourtant être assurée. Comme le souligne le rapport du Conseil de l'Europe *In From the Margins, A contribution to the debate on culture and Development in Europe*, il faut élaborer une éthique de solidarité mondiale et garantir la pleine participation des membres de la société². Il s'agit là d'éléments essentiels à une bonne vie démocratique.

² European Task Force on Culture and Development, *In From the Margins, A contribution to the debate on culture and Development in Europe*, Strasbourg: Council of Europe Publishing, 1997.

En ce qui concerne la **culture**, nous considérons qu'il importe d'élaborer un **cadre global d'encadrement des échanges culturels**. Une sorte de politique culturelle mondiale qui traite le problème de façon globale mais qui ne renie pas le rôle des États à élaborer leurs politiques culturelles nationales. Cette structure doit allier deux éléments. Premièrement, une **réglementation** qui soit adaptée aux défis posés par la globalisation et qui ait force exécutoire. Deuxièmement, **des structures politiques** pour la soutenir et la gérer.

Mais dans un premier temps, un **débat mondial sur les enjeux culturels** doit être entamé. Il faut que les principes suivants soient reconnus : que les **droits culturels** constituent un droit fondamental pour tout être humain, que la culture ne peut donc être réduite à son seul aspect commercial, qu'il s'agit plutôt d'une ressource publique ayant un aspect identitaire et éducatif important. Il importe aussi d'affirmer la **légitimité du rôle de l'État** dans l'élaboration des politiques culturelles nationales. Il faut rappeler que celui-ci joue un rôle central dans la promotion de la démocratie et que le citoyen doit être intégré dans les nouvelles structures mondiales de décision.

Nous allons maintenant tenter de déterminer dans quelle mesure les initiatives canadiennes s'inscrivent dans la démarche que nous venons de présenter.

10.1 Modification de l'intervention du gouvernement canadien

Selon Reinicke, l'État peut réagir de différentes façons face à la globalisation. Il peut rester sur la défensive et se fermer au monde en érigeant des barrières protectionnistes. À l'inverse, il peut devenir offensif et tenter d'être ultra compétitif sur le marché. Reinicke propose une troisième option, qui part du principe selon lequel la gouvernance peut être partagée. Il s'agit pour le gouvernement de tenir compte des nouveaux acteurs et des nouvelles structures en place et d'établir un partenariat. Ce partenariat s'opère sur un premier plan entre les gouvernements et les organisations internationales et sur un second plan, entre le gouvernement et les organisations de la société civile. À la lumière des initiatives présentées, nous constatons que le gouvernement canadien a opté pour cette troisième option.

La stratégie de l'exemption culturelle, utilisée par l'État canadien depuis la fin des années 1980, a montré des signes de faiblesse au cours des dernières années. Le cas des périodiques en a démontré la fragilité et les limites. Conscient des défis posés par la globalisation, le Canada décide donc de revoir son intervention pour l'adapter au nouveau contexte. Le premier pas vers ce changement est la **conférence de Stockholm en 1998**. Il s'agit là du point de départ des initiatives du gouvernement et des groupes de la société civile canadienne du secteur culturel. C'est à Stockholm que le plan d'action initial prend véritablement forme, même si plusieurs groupes démontrent un intérêt pour la question de la culture et du commerce depuis le début des années 1990. Cette conférence a permis de jeter les bases permettant de développer la notion de diversité culturelle, l'idée de travailler en réseaux mondiaux et de collaborer avec les groupes de la société civile. Principes qui ont été repris par les Canadiens et intégrés dans leur discours.

A la suite de la conférence de l'UNESCO, l'État et les groupes de la société civile **ont amorcé une réflexion** quant à la façon de mettre en application ces principes généraux. La réflexion a abouti à la publication du rapport du GCSCE- industries culturelles, en février 1999. Le rapport propose de délaisser l'exemption culturelle pour opter pour l'élaboration d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle. En donnant son appui à l'idée d'élaborer un NIIDC, le gouvernement signifie clairement son intention **de changer de stratégie** dans le dossier.

Le Canada était sur le mode défensif avec sa stratégie de l'exemption culturelle. En 1999, il est passé sur le **mode de la collaboration** en choisissant de promouvoir la diversité culturelle. Ce choix répond bien aux besoins du gouvernement. Tout d'abord, le terme « diversité culturelle » est plus positif que celui « d'exemption culturelle » qui donne l'impression d'être sur la défensive. Ce qui n'est pas favorable dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. On peut facilement considérer qu'il s'agit d'une mesure protectionniste allant à l'encontre des règles commerciales. Le principe de **diversité culturelle** est aussi beaucoup mieux perçu. Il est plus **délicat pour un pays d'être contre** un concept qui reconnaît l'importance de chaque culture. Même les États-Unis en admettent la légitimité dans leur proposition initiale pour les négociations sur les services audiovisuels du GATS, le 18 décembre 2000. Autre avantage, parler de diversité culturelle permet au

gouvernement de **changer le débat de lieu**. Il peut dorénavant le transposer à l'UNESCO ou dans tout autre forum à caractère non économique. Il s'agit d'un élément important dans la mesure où le Canada désire obtenir un consensus au sein du milieu culturel mondial.

L'État canadien, en changeant sa façon d'aborder le problème, a **décidé de tenir compte de ces nouvelles structures mondiales** des règles et des acteurs en place. Il reconnaît ainsi leur légitimité et les associe à sa démarche. Sur un premier plan, un partenariat a été établi avec les **organisations internationales** comme l'UNESCO ou l'OIF. Des discussions sur les enjeux culturels ont été entamées au sein de ces forums (voir annexe III et annexe IV). Il est à noter que l'OMC constitue une exception ; le gouvernement canadien ne voulant pas entamer de discussion concernant les enjeux culturels au sein de forums économiques. Sur un second plan, le gouvernement s'est **associé aux milieux culturels** et ce, dès le début de sa réflexion. Ceux-ci ont été largement intégrés aux démarches gouvernementales par l'intermédiaire de différents mécanismes, que nous allons maintenant étudier.

10.1.1 Collaboration entre le gouvernement canadien et les milieux culturels canadiens

Les **rencontres** entre les fonctionnaires du gouvernement et les OSC sont assez fréquentes. Le gouvernement et les Organisations de la société civile (OSC) s'invitent mutuellement à des événements. Par exemple, Don Stephenson du MAECI et Sheila Copps de Patrimoine canadien participaient à la conférence organisée par la CDC en septembre 2001. Tandis que Robert Pilon de la CDC faisait partie de la délégation officielle du Canada en tant qu'expert, lors de la conférence ministérielle de l'OMC en décembre 1999 à Seattle. Des intervenants du milieu culturel témoignent parfois devant les comités permanents du Patrimoine canadien et du MAECI à la chambre des communes. D'autre part, les diverses **consultations des Canadiens** sur la question de la culture et du commerce sont un élément important. Plusieurs intervenants des milieux culturels ont participé aux rencontres qui ont permis au gouvernement de développer sa position en vue des négociations commerciales. La multitude de consultations qui ont été menées sur une période de deux ans est significative quant à la volonté du gouvernement d'associer les citoyens à sa démarche. Ce mécanisme est démocratique et transparent, il permet au peuple canadien de participer au débat et ainsi, à la prise de décision.

Autre exemple de collaboration : la **relation particulière entre le RIPC et les OSC**. Le RIPC entretient des relations assez étroites avec le RIDC, qui fonctionne en parallèle du réseau des ministres. Il collabore également avec la CDC. Les intervenants des milieux culturels sont quelquefois invités à participer aux rencontres du groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation. Des **réunions ponctuelles** sont également organisées entre des fonctionnaires du gouvernement et les OSC. Le RIDC, tout comme la CDC accorde une grande importance à ses rencontres. Nous avons cependant noté une différence en ce qui concerne les ministères approchés. Le RIDC concentre ses efforts sur le développement de liens avec Patrimoine canadien tandis que la CDC travaille à établir des liens avec Patrimoine mais également avec le MAECI et le gouvernement québécois.

Juste une parenthèse pour ce qui est de l'**implication du gouvernement du Québec** dans ce dossier. Cette province, contrairement aux autres, est engagée depuis plusieurs années et milite fortement pour promouvoir et protéger la diversité culturelle (voir annexe V). Comme l'affirme Dave Atkinson, conseiller principal du Bureau de la diversité culturelle au ministère de la Culture et des Communications du Québec, c'est la situation particulière de la province, entourée d'une population anglophone qui explique la situation : « Le Québec est une petite société qui est consciente de sa précarité sur le plan culturel et accorde une importance aux politiques culturelles³. »

Il est à noter que Québec et Ottawa travaillent en collaboration sur cette question. Une collaboration qui permet d'**harmoniser les positions** et de tenir un discours unique au niveau international. Il s'agit là d'une particularité de l'action canadienne : malgré les divergences qui peuvent exister entre les différents acteurs, on mise sur les points communs pour s'unir et ainsi, tenir un discours plus cohérent sur la scène mondiale. Nous aborderons à nouveau cette question lorsqu'il sera question des groupes de la société civile.

10.1.2 Un partenariat bénéfique pour tous

Il est à noter que ce partenariat ne bénéficie pas uniquement au gouvernement. Les deux acteurs ont mutuellement besoin l'un de l'autre. Si les **milieux culturels** affichent un

³ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Dave Atkinson du Bureau de la diversité culturelle, Gouvernement du Québec, le 5 décembre 2001.

désintéressement face aux enjeux actuels, il est à prévoir que l'engagement du gouvernement en souffrira. Ils sont les premiers concernés par les enjeux relatifs au commerce multilatéral dans le secteur de la culture. Il est donc de leur responsabilité de s'assurer que le gouvernement agisse pour défendre leurs intérêts. Pour ce faire, les OSC doivent exercer une pression constante sur les autorités publiques. Le fait de développer de bonnes relations avec l'État ne peut qu'être bénéfique pour elles. De plus, la légitimité des OSC n'est pas reconnue au niveau international. L'élite économique fait la sourde oreille quant à leurs revendications ou discrédite leur discours et les organisations internationales ne les intègrent pas suffisamment. La collaboration avec le gouvernement peut constituer un atout. Si l'État reconnaît leur légitimité, il peut faire pression pour que d'autres instances et acteurs impliqués dans le dossier au niveau mondial le fassent également.

De son côté, le **gouvernement** y trouve aussi son compte. Nous avons vu précédemment que le Canada, bien qu'étant très ouvert à la libéralisation d'un grand nombre de secteurs, pose une limite claire lorsqu'il s'agit de culture. Dans ce débat, il se retrouve opposé à une élite économique et politique mondiale qui tient un discours ferme sur la nécessité de libéraliser les échanges culturels. L'État est conscient du fait qu'il ne peut mener seul cette lutte internationale. Il sait également que la population n'est pas très sensibilisée à la question culturelle. Il va donc chercher l'appui des milieux culturels, dont les intervenants ont l'avantage de connaître le dossier à fond, pouvant ainsi fournir une expertise au gouvernement. Ce dernier élément rejoint ce qu'affirme Reinicke : la collaboration est un atout car les organisations de la société civile ont l'expertise des dossiers.

C'est ainsi que nous expliquons la grande complémentarité entre les actions de ces deux acteurs. Ils agissent ensemble, comme **contrepoids aux forces du marché**. Dans le contexte actuel, ils ne sont certainement pas trop de deux pour faire valoir leur point de vue sur le plan international. La tâche à effectuer étant considérable.

Nous venons d'établir que le gouvernement et la société civile canadienne travaillent en partenariat sur le dossier de la culture dans le cadre de la globalisation, au bénéfice de chaque partie. Il s'agit maintenant de déterminer, en se basant sur les actions entreprises, en quoi consiste le rôle des **milieux culturels canadiens** dans ce dossier. Quels sont les

avantages de leur présence, la limite de leur intervention, ce qui distingue le mouvement culturel par rapport aux autres mouvements civiques, ainsi que le type de relations qui existe entre les groupes.

10.2 Rôle des OSC culturelles

Dans le chapitre trois, nous avons abordé la question de la société civile dans le contexte de la globalisation. Nous avons constaté l'émergence d'une société civile ayant des visées internationales, apparue en réaction à la façon dont s'opère la globalisation et au manque de réaction de l'État. Dans ce contexte, son rôle est à la fois d'**interpeller le gouvernement** pour lui rappeler que sa fonction première est de défendre l'intérêt général mais également d'**éveiller une conscience citoyenne mondiale**, d'alerter les citoyens des risques et dangers de la globalisation. D'autre part, pour que son intervention soit justifiée, elle ne peut être uniquement basée sur la critique, il faut que **des alternatives soient proposées**. En ce sens, nous considérons qu'**elle participe à la mise en place d'un nouvel ordre mondial**.

Les initiatives des OSC canadiennes s'inscrivent parfaitement dans cette démarche. Même si les milieux culturels travaillent en partenariat avec le gouvernement, ils restent **critiques** quant à la façon dont l'État mène la lutte. La CDC et le RIDC suivent les démarches de près et ne se privent pas pour signifier leur désaccord lorsqu'ils croient que le gouvernement s'éloigne de ses objectifs. Ils travaillent aussi à **sensibiliser l'opinion publique et les organisations culturelles nationales et mondiales** sur les questions de culture et commerce. Par ailleurs, ils ont opté pour un **fonctionnement en réseaux**, ce qui leur permet de mieux s'adapter au contexte actuel en assurant une meilleure coordination de leurs efforts.

Les **associations** qui composent le RIDC et la CDC sont de **nature très différente**, ce qui a une incidence sur le fonctionnement du groupe. Le **RIDC** a une vocation internationale et est composé d'organisations n'évoluant pas uniquement dans le milieu culturel. Un groupe militant pour la défense des droits de l'homme côtoie, par exemple, une ONG locale travaillant avec des orphelins ou encore, des intervenants des industries culturelles, des artistes, etc. Leur approche de la problématique est donc assez large. Les discussions

portent sur des termes divers concernant les problèmes relatifs à la culture en général. Cela permet de d'échanger sur des principes généraux mais il est plus difficile de traiter de problèmes spécifiques, d'étudier une question en profondeur. Comme l'affirme Mireille Gagné : « Et c'est le danger, on doit toujours essayer de ramener le dossier dans le domaine des arts⁴. »

A la différence du RIDC, la CDC travaille principalement au niveau national depuis sa création. Cependant, le groupe a signifié récemment, par l'intermédiaire de son plan d'action, l'intention d'étendre son action sur le plan international. Les groupes qui composent la CDC restent pour le moment exclusivement des associations nationales, les associations provenant de pays étrangers n'étant intégrées que lors de rencontres ponctuelles. Elles proviennent de secteurs précis des industries culturelles et répondent à des critères spécifiques. Les discussions sont ainsi ciblées sur les problèmes rencontrés par les pays en ce qui concerne l'élaboration des politiques culturelles.

Le fait que le RIDC et la CDC s'orientent tous deux vers une action internationale laisse entrevoir une certaine **confusion de leur mandat**. Cela donne l'impression qu'ils se font maintenant concurrence sur le même terrain. A cet effet, il faut considérer que, même si l'objectif ultime est le même, la façon d'aborder le problème reste différente. En effet, les organisations que chacun tente d'associer à sa cause ne sont pas les mêmes. La CDC ne s'intéresse pas aux mêmes groupes que le RIDC. En ce sens, leurs actions sont complémentaires. D'autant plus qu'il reste beaucoup de travail de sensibilisation à faire au niveau mondial.

Sans connaître véritablement la **nature des relations** entre le RIDC et la CDC, nous constatons que les liens directs sont quasi inexistant. Ils ne semblent pas organiser de rencontres, ni échanger de l'information. A titre d'exemple, dans la section « liens » du site Internet du RIPC, il n'est fait aucune mention du site de la CDC. Chacun mène sa lutte comme il l'entend. Les contacts se limitent donc à la participation aux mêmes événements. Des représentants du RIDC étaient présents à la rencontre organisée par la CDC à Montréal

⁴ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Mireille Gagné, directrice générale du Centre de musique canadienne au Québec, le 12 décembre 2001.

en septembre 2001, tout comme quelques membres de la CDC participaient à la rencontre annuelle du RIDC à Lucerne au mois de septembre de la même année. Il y a tout de même une volonté de rapprochement par l'entremise de Mireille Gagné, du Centre de musique canadienne au Québec. Celle-ci fait le pont entre les deux organisations en siégeant aux deux conseils d'administration. Malgré tout, la relation reste superficielle.

Cette situation ne semble pas constituer un obstacle en ce qui concerne la lutte mondiale pour la diversité culturelle. Malgré les quelques discordances, les discours sont semblables car l'objectif est le même. De toute façon, la société civile et le gouvernement canadien doivent parler d'une seule voix s'ils veulent espérer mobiliser d'autres groupes de la société civile et d'autres gouvernements à leur cause.

10.2.1 Spécificité du mouvement culturel

Nous avons constaté au chapitre trois, que le mouvement civil mondial se fait entendre à chaque grande réunion à caractère économique, comme les rencontres de l'OMC, du G8, du Forum économique de Davos, etc. Les OSC du secteur culturel ne courent pas ces manifestations publiques qui sont couramment le théâtre de violences. Elles préfèrent rester dans les coulisses de ces événements, pour faire directement **pression sur les négociateurs**. Cependant, les OSC culturelles n'ont pas les moyens d'assurer une présence régulière. Ces groupes sont très récents et n'ont pas la notoriété ou les moyens techniques et financiers de mouvements comme celui du secteur environnemental par exemple. D'autant plus que les rencontres sont très nombreuses. Il s'agit là d'une limite considérable de l'intervention de la société civile. Les groupes du secteur culturel canadien sont obligés de faire des choix.

Le **RIDC**, par l'intermédiaire de Garry Neil, concentre ses efforts de surveillance aux **négociations du GATS à l'OMC**. Le coordonateur du réseau international pour la diversité culturelle fait souvent le voyage jusqu'à Genève pour suivre les débats. Cependant, les discussions se déroulent à huis clos. Il est donc quelque peu difficile d'être vraiment informé de l'évolution du dossier, il faut souvent se contenter de lire entre les lignes. Malgré tout, le RIDC a l'avantage de pouvoir aller au siège de l'OMC à Genève car il est accrédité auprès de l'organisation en tant qu'ONG. La **CDC** n'a pas encore cette chance. Ses membres doivent se contenter de suivre le débat de loin. C'est pourquoi il est

primordial pour eux d'entretenir de bonnes relations avec les fonctionnaires de Patrimoine mais surtout, du MAECI qui se retrouvent sur le terrain. Ce travail de surveillance reste ardu autant pour le RIDC que la CDC. L'OMC n'est pas un forum ouvert à une participation des OSC. Il s'agit là d'une limite importante de l'action des OSC. Nous allons maintenant en étudier quelques autres.

10.2.2 Limites de leur action

Parmi les limites liées au développement d'une société civile mondiale, certaines peuvent être formulées à l'égard des OSC culturelles. La première étant **l'organisation et la coordination de leurs efforts** qui n'est pas encore au point. Dans le cas que nous étudions, cela s'explique pas le fait que le mouvement est très récent. La CDC commence tout juste à organiser des rencontres internationales et le RIDC en est à sa seconde seulement. Le dialogue entre les groupes et leurs membres peut encore être amélioré et sur ce point, autant la CDC que le RIDC fait des efforts. Par exemple, la mise en service de sites Internet peut s'avérer très pratique pour améliorer le dialogue et permettre l'échange rapide d'informations.

La seconde limite est le **rapport de force entre les OSC au niveau international**. A ce sujet, nous constatons que celui-ci est inégal entre le Nord et le Sud. Les Canadiens ont une longueur d'avance sur ce sujet qu'ils connaissent à fond car ils ont les moyens de l'étudier. Tandis que la plupart des pays du Sud ne disposent pas de ces moyens et ont une connaissance plus limitée du dossier. Il s'ensuit que les pays mieux informés ont une plus grande influence dans le débat. Le cas canadien en est un bon exemple : Sheila Copps a été impliquée de très près dans l'élaboration du plan d'action de Stockholm en 1998. L'ambassadeur canadien à l'UNESCO, Louis Hamel, affirme que le Canada a fourni des efforts considérables pour aboutir à la signature de la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*, signée en novembre 2001 : « La France a pris l'initiative d'écrire la première version et après ça, le Canada a été un des contributeurs majeurs pour affiner le texte et le travailler⁵. » Ce dernier affirme également que les visions sur la diversité culturelle sont très différentes entre le Nord et le Sud : « La vision des pays

⁵ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Louis Hamel, ambassadeur du Canada à l'UNESCO, le 5 décembre 2001.

du sud est très différente des pays du nord et il y a des contradictions. Certains aimeraient de l'aide pour développer leur propre infrastructure⁶. » Nous retrouvons également des traces du discours canadien au sein de plusieurs forums régionaux ou internationaux comme à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) ou au Conseil de l'Europe.

La troisième limite est le **danger d'oublier les préoccupations locales** au fur et à mesure que les OSC s'impliquent dans des réseaux internationaux. À ce sujet, nous constatons que cela ne risque pas d'arriver pour le secteur culturel. Leur discours est axé vers la reconnaissance de l'importance de chaque culture et du droit des États à élaborer ses politiques culturelles nationales. Si les associations travaillent en réseaux mondiaux, c'est pour mieux affirmer leurs particularités nationales. Le concept de diversité culturelle véhicule un message clair : il faut s'ouvrir à l'autre tout en n'oubliant pas sa propre personnalité, ses propres préoccupations.

La quatrième limite identifiée dans le chapitre trois est le fait que les OSC n'aient pas encore déterminé de **projet clair et précis** pour contrer les effets négatifs de la globalisation. L'étude des initiatives canadiennes démontre que le mouvement culturel se distingue des autres mouvements mondiaux à ce sujet. Il a développé un projet clair, fruit de la réflexion amorcée depuis 1998. Il propose, par l'intermédiaire du concept de diversité culturelle et de l'élaboration d'un NIIDC, une alternative concrète à la libéralisation de la culture. De plus, les groupes prennent les moyens pour mettre en application les principes qu'ils défendent.

La société civile est donc un **acteur important dans le débat actuel** sur la globalisation et la culture. Le gouvernement canadien l'a compris et l'a associé à ses démarches. Cependant, il reste beaucoup de travail à faire en ce qui concerne leur reconnaissance au sein des organisations à caractère économique. Nous allons maintenant tenter de déterminer ce qui en est de la l'implication et du rôle que peut jouer la population dans ce dossier.

⁶ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Louis Hamel, ambassadeur du Canada à l'UNESCO, le 5 décembre 2001.

10.3 Mobilisation de la population

Si les liens entre les OSC et l'État canadien se sont renforcés au cours des dernières années, l'étude des initiatives nous indique qu'ils sont toutefois **quasi inexistantes avec la population**. D'après les intervenants interrogés, la responsabilité de sensibiliser la population revient principalement aux OSC. Celles-ci étant en meilleure position pour attirer l'attention du public sur les enjeux culturels. Les milieux culturels canadiens reconnaissent avoir un rôle important à jouer pour éduquer la population. Autant la CDC que le RIDC affirme vouloir agir en ce sens. Par exemple, à l'occasion de la rencontre annuelle du RIDC à Lucerne en septembre 2001, l'importance du dialogue avec la population a été reconnue dans les priorités. De son côté, la CDC a accordé une grande place à la sensibilisation de ce public au sein de son plan d'action domestique et international.

Cependant, malgré le discours tenu, nous constatons dans les faits que **l'objectif de mobilisation est loin d'être atteint**. Les efforts des milieux culturels se limitent à quelques interventions ponctuelles dans les médias et à la mise en service de sites Internet proposant de la documentation sur le sujet. Une documentation souvent très pertinente et traçant un portrait global de la situation, mais aussi complexe car, plutôt technique et pointue.

Cette situation peut trouver explication dans le fait que les OSC culturelles canadiennes disposent de **moyens relativement limités** et préfèrent concentrer leurs efforts à mobiliser les individus et groupes de leur propre milieu. Une tâche déjà considérable. Par ailleurs, les OSC sont parfois perçues comme un mouvement de gauche utilisant la violence pour faire passer leur message. Leur **crédibilité et la légitimité** de leur action auprès du public est donc plus difficile à obtenir. Mais, si la mobilisation peut sembler un échec à première vue, il faut considérer qu'il ne s'agit peut-être que d'une **question de temps**. Comme l'affirme Dave Atkinson du Bureau de la diversité culturelle, les milieux culturels et le gouvernement doivent d'abord être mobilisés pour ensuite impliquer la population dans le débat.

Que l'on considère les actions de sensibilisation comme un échec ou simplement remises à plus tard, la mobilisation de la population reste un **élément qu'il ne faut pas négliger**. Elle exercerait une pression de plus sur le gouvernement, très sensible à l'opinion publique. Il

s'agit d'un allié important, sur le plan national et international. Malgré leur grande motivation, les démarches du gouvernement et de la société civile ne pourront aller bien loin sans un soutien fort provenant de la base. L'exemple de l'AMI est éloquent. Les milieux culturels et la population se sont alliés pour protester contre cet accord, qui a finalement été abandonné.

10.4 Amorce d'un débat mondial sur les enjeux culturels

La globalisation, telle qu'elle se développe jusqu'à présent, est **largement favorable à l'élite économique mondiale**. Celle-ci se positionne sur l'échiquier de façon à se retrouver aux premières loges des discussions et avoir son mot à dire dans la prise de décision. Elle gagne beaucoup de pouvoir sur l'État et les citoyens. Contrairement à ce qui est sous-entendu dans le discours néolibéraliste, il n'est pas dans l'intérêt général de laisser le marché régir toutes les facettes de notre vie. Le gouvernement a un rôle central à tenir en ce qui a trait à la culture.

Il s'agit d'une fonction que le marché ne peut remplir convenablement dans la mesure où l'objectif ultime poursuivi est le profit. Les entreprises sont davantage préoccupées par leurs propres intérêts que par ceux de la collectivité. Voici ce qui doit être entrepris pour rétablir un équilibre entre le pouvoir du marché et le pouvoir public : **engager une discussion sur les questions culturelles à l'échelle mondiale** dans le but de sensibiliser et de mobiliser la communauté internationale et ce, pour **élaborer de nouvelles règles et structures** permettant d'encadrer les échanges culturels. Il s'agit de prendre les moyens pour que la culture reste aux mains de l'État et des citoyens.

La réponse mondiale à la globalisation culturelle doit tout d'abord prendre la forme d'un **débat sur les enjeux culturels**. L'objectif étant de faire reconnaître des principes larges comme la diversité culturelle ou la légitimité des droits culturels par exemple. Mais il s'agit surtout de rappeler que la **culture constitue une ressource publique** qui a un caractère éducatif et identitaire. Elle ne doit pas être considérée et traitée comme une simple marchandise. **L'État doit donc en assurer la gestion** car il est le seul qui puisse permettre l'accès et la participation des citoyens. De plus, il faut reconnaître que la **société civile tient un rôle important**, aux côtés de l'État, pour la reconnaissance de la spécificité culturelle

au niveau mondial.

L'étude des initiatives canadiennes nous démontre que tous ces thèmes sont discutés au sein de divers forums autant par le gouvernement que par les groupes des milieux culturels. Le Canada a opté pour une **stratégie alliant des actions à plusieurs niveaux** : interventions dans divers forums comme l'UNESCO ou l'OIF, mise en place de réseaux nationaux et internationaux, tenue de consultations nationales, etc. Il s'agit là d'un aspect innovateur dans la politique culturelle du gouvernement qui s'intéressait jusqu'alors à la question culturelle sous un angle essentiellement national.

Le **bilan de cette première étape est positif**. Depuis 1998, les principes défendus par le Canada ont fait du chemin sur le plan international. En voici quelques exemples : la signature de la déclaration de l'UNESCO en novembre 2001, celle de la *Déclaration de Cotonou sur la diversité culturelle* en juin 2001 à l'Organisation internationale de la Francophonie, ou encore de la *Déclaration sur la diversité culturelle* adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 7 décembre 2000, le fait que les Américains mentionne l'importance de la diversité culturelle dans leur proposition de négociations pour les services audiovisuels à l'OMC, l'utilisation du terme au sein de divers forums, etc.

L'un des outils privilégiés par l'État canadien pour amorcer ce débat mondial est le **Réseau international sur la politique culturelle**. Le RIPC a été créé spécifiquement pour sensibiliser les gouvernements étrangers à l'importance de reconnaître un statut particulier à la culture et ainsi, au droit du gouvernement de formuler ses politiques culturelles sans contraintes. Il a permis de faire avancer le dossier en mettant en pratique les principes contenus dans le plan d'action de Stockholm. Les discussions entre fonctionnaires sont informelles, ce qui permet à tous les partis présents de ne pas avoir les mains liées, d'échanger sur la question sans avoir trop de contraintes politiques. C'est certainement pour cette raison que le RIPC n'est pas né au sein de l'UNESCO, jugé trop officiel. Malgré les apports indéniables de ce groupe, nous émettons tout de même quelques réserves quant à son efficacité.

Tout d'abord, le **nombre de membres est relativement limité** quand on sait que la

déclaration sur la diversité culturelle signée à l'UNESCO a réuni les signatures de plus de 180 États. Seulement 45 pays étaient représentés au RIPC en mars 2001. Le chiffre est passé à 47 en juillet 2002. En plus d'une année, seuls deux pays se sont joints à l'organisation. D'autant plus que le **choix des pays membres est plus ou moins stratégique**. Il pourrait être plus axé vers des pays qui ont une réelle influence dans le dossier. Cette constatation est étonnante lorsque l'on connaît l'importance des enjeux culturels. Comment avoir une réelle influence sur la suite des événements lorsque les grands joueurs sont absents de la table? Par ailleurs, les représentants qui suivent les débats changent au fur et à mesure des élections, ce qui peut poser problème au niveau du suivi du dossier par les pays représentés. D'autre part, un objectif important pour le RIPC est d'amorcer le débat au sein du milieu culturel pour que le **message soit transmis au niveau du commerce**. A cet effet, nous avons constaté que la communication passe plus ou moins bien entre les ministres de la Culture faisant partie du RIPC et leurs ministres du Commerce.

Pour toutes ces raisons, **l'efficacité du RIPC est quelque peu critiquée**. Malgré les avantages indéniables d'un tel réseau pour l'avancement du dossier, celui-ci est quelque peu fragile et ne constitue pas actuellement un acteur très influent dans le dossier global. Les groupes de la société civile canadienne l'ont constaté et, tout en s'associant aux démarches du RIPC, ils n'y fondent pas tous leurs espoirs et continuent à travailler sur d'autres fronts.

10.5 Création d'un cadre global d'encadrement des échanges culturels

La sensibilisation de la communauté internationale se retrouve sous la responsabilité de Patrimoine canadien qui travaille en collaboration avec les intervenants des milieux culturels (RIDC, CDC), ainsi qu'avec des organisations internationales. Le MAECI est plus ou moins intégré dans les démarches. On le tient principalement au courant des avancements dans le dossier. Ce ministère sera appelé à contribution à l'occasion de la seconde étape : le passage à l'action. Le MAECI aura ainsi la responsabilité d'utiliser le consensus obtenu auprès des milieux culturels pour l'intégrer dans le cadre du commerce international. Ceci, en collaboration avec les gens de la culture.

La seconde étape consiste donc à s'appuyer sur le consensus obtenu au sein du milieu culturel pour **mettre en place les structures adéquates**. Il s'agit d'élaborer une structure mondiale d'encadrement des échanges culturels, un nouveau cadre global de législation et de régulation. Deux éléments doivent y être intégrés : la réglementation et les structures politiques.

10.5.1 Mise en place d'une réglementation : exemple du NIIDC

Premièrement, il faut **établir des règles au niveau mondial qui viennent poser des limites claires à la libéralisation de la culture**. Le NIIDC en est un exemple. Ce traité, qui établirait les règles quant aux échanges culturels mondiaux, donnerait aux États les moyens de faire respecter les principes qu'ils défendent (diversité culturelle, droit des États d'élaborer ses politiques culturelles, participation des OSC, etc.). C'est un projet nécessaire dans la mesure où les textes existants sont de nature déclaratoire et n'ont pas de portée réelle. Pour s'assurer que la culture soit exclue des accords de commerce multilatéraux, il faut un outil qui ait est du mordant, qui oblige les pays à respecter les principes auxquels ils ont souscrits.

Il est à noter que le développement du NIIDC est **effectué par un groupe restreint d'individus**. Nous pensons par exemple à Ivan Bernier et Peter Grant. Ces experts font des études poussées sur la question depuis quelques années déjà. Que ce soit sur la faisabilité du projet, la façon dont il doit s'inscrire dans le cadre juridique mondial, son contenu ou sa forme. Leurs conclusions sont présentées aussi bien aux rencontres organisées par le gouvernement que celles organisées par les groupes de la société civile. Les éléments contenus dans leurs recherches se retrouvent au sein du discours des différents acteurs canadiens impliqués dans le débat. Même le gouvernement québécois s'appuie sur les travaux d'Ivan Bernier pour développer sa position en matière de culture et de commerce.

Le NIIDC est donc véritablement **développé par le Canada**. Les autres pays participent aux discussions autour de l'instrument mais toujours en se basant sur les études canadiennes. Leur implication est quelque peu limitée. Il faut dire que l'expérience canadienne en ce domaine est riche et longue. Au fil des ans, le gouvernement et la société civile ont développé une expertise. Mis à part le Canada, peu de pays sont autant informés.

Les préoccupations sont souvent bien différentes et dans certains cas, la question de la démocratie culturelle ne se pose même pas.

Le NIIDC est également une initiative intéressante au niveau de l'**intégration de la société civile** dans la prise de décision. Cette dernière est associée au développement de l'instrument depuis le début. Ce projet rejoint ainsi ce que David Held ou W. Reinicke soutiennent dans leurs théories : la société civile est un acteur dont il faut tenir compte et qui doit être intégré au processus de décision dans le cadre du développement d'un nouvel ordre international démocratique. En ce qui concerne les **organisations internationales**, celles-ci sont également liées au développement du projet, c'est le cas par exemple de l'UNESCO qui participe aux rencontres du groupe de travail du RIPC sur la diversité culturelle et la mondialisation.

D'autre part, nous constatons que le contenu du **NIIDC s'inspire du plan d'action de Stockholm** mais également, du **modèle de développement culturel démocratique** présenté dans la section théorique de cette étude. Les principes défendus sont les mêmes : accès et participation des citoyens, collaboration avec la société civile, importance du rôle de l'État, etc. Il faut noter qu'Ivan Bernier a participé au développement du modèle en 1994 ainsi qu'à celui du NIIDC quelques années plus tard.

En ce qui concerne la **portée de l'instrument**, nous remarquons que les intervenants s'entendent tous sur l'importance de signer un NIIDC contraignant. Il s'agit du premier traité qui aspire à être doté d'une force exécutoire et qui est aussi précis sur la relation entre culture et commerce, ce qui constitue une avancée significative. Cependant, plusieurs éléments rendent complexe la signature d'un tel traité. Le premier est de voir l'instrument se vider de tout contenu contraignant au fur et à mesure de son élaboration. Reste à voir quelles concessions sont prêts à faire ceux qui développent le NIIDC pour le voir aboutir.

Le second obstacle à la signature du NIIDC a trait à la **difficulté à faire reconnaître le principe** par plusieurs pays. Si la notion de diversité culturelle est largement acceptée, déclaration de l'UNESCO à l'appui, la façon dont il est possible de la promouvoir et de la protéger ne fait pas l'unanimité. Le principe général séduit la majorité des pays tant qu'il

s'agit d'une simple déclaration. A partir du moment où l'on annonce l'intention d'aller plus loin, les appuis fondent rapidement. Il sera difficile pour les Canadiens de faire accepter l'idée du NIIDC dans un contexte où l'on prône l'ouverture des frontières et la fin du protectionnisme. Nous risquons de voir quelques pays adhérer au NIIDC, mais peut-être pas les plus influents sur la question. En ce sens, l'instrument serait plus ou moins efficace.

Le troisième obstacle est **le temps**. En effet, les négociations de l'AGCS à l'OMC risquent de se conclure dans des délais plus courts que pourrait l'être la signature du NIIDC. Dans ce cas, l'instrument pourrait perdre tout intérêt face aux accords de l'OMC. Il est donc impératif qu'il soit conclu avant la fin de ces négociations. Cependant, nous sommes actuellement dans la première phase du développement du NIIDC : la sensibilisation. Tant qu'il n'y a pas consensus d'un nombre suffisant de pays, il est difficile de passer à l'action. De plus, une étude récente révèle que l'instrument, même s'il est signé avant la conclusion des négociations de l'OMC, n'aura certainement qu'un effet indirect sur les règles de commerce. Son influence se voit ainsi réduite.

Par ailleurs, comme nous l'avons mentionné précédemment, il y a un **problème de communication entre les ministres de la culture du RIPC et les ministres du commerce**. Don Stephenson du MAECI, négociateur en chef pour le GATS, constate que les gens du commerce en général ne sont pas sensibilisés à la question culturelle. Ceux provenant des pays faisant partie du RIPC, ne le sont pas plus. Ceci signifie que, si un consensus est adopté par les gens de la culture sur un NIIDC, les gens du MAECI devront engager des discussions avec les autres ministres du Commerce pour les sensibiliser. La tâche pour le MAECI risque d'être très ardue et longue.

Malgré tous ces éléments qui font obstacle à l'élaboration du NIIDC, le chemin parcouru depuis 1998 est significatif. Les différents groupes (RIPC, CDC et RIDC) impliqués dans le dossier démontrent une grande motivation et travaillent à faire avancer le dossier sur la scène mondiale. Les Canadiens ont beaucoup à perdre sur la question culturelle alors, peu importe les obstacles, ils doivent entreprendre tout ce qu'ils peuvent pour faire passer leur message.

10.5.2 Mise en place de structures politiques

En plus d'établir une réglementation claire, le développement d'un cadre global d'encadrement des échanges culturels demande la mise sur pied de **structures politiques adéquates**. Les structures présentement en place ne le permettent pas, car l'État y perd de sa souveraineté et la société civile en est souvent écartée. Les impératifs économiques sont trop présents, ils guident les prises de décision. Nous allons donc nous intéresser à la position et aux démarches des groupes canadiens dans le cadre des négociations multilatérales, plus particulièrement en ce qui concerne l'OMC.

10.5.2.1 Retour vers un équilibre entre la logique industrielle et culturelle dans le discours du gouvernement

Le portrait global des communications s'est modifié avec l'arrivée de **grands conglomérats médiatiques** qui contrôlent une grande partie des entreprises culturelles et dominant le marché mondial. Ces groupes transnationaux veulent se libérer des contraintes territoriales et étatiques pour étendre librement leurs activités sur les marchés mondiaux. Les propos de l'ex-président de Vivendi, Jean-Marie Messier qui présidait le groupe médiatique français dont la majorité des actionnaires sont américains, sont éloquentes à cet égard. Celui-ci a affirmé que l'exception culturelle française est dorénavant morte et qu'il est temps de voir s'ouvrir les frontières de la culture. Il affirme ainsi que la culture n'est plus l'affaire de l'État et du citoyen mais bien celle du secteur privé. Le mot d'ordre est de développer le commerce à tout prix.

Ces **groupes sont très puissants**, de par leur position dominante sur les marchés. Ils ont tout intérêt à ce que des accords de libéralisation soient signés à l'OMC et agissent en conséquence. Ils font beaucoup de lobbying dans les forums où se retrouvent les élites politiques et économiques. Selon eux, le **discours canadien est contradictoire** car les revendications pour la promotion de la diversité culturelle cachent les véritables intérêts économiques.

Il n'est pas évident pour le Canada de répondre à ces attaques car sa position est complexe. Elle serait simplifiée si la politique culturelle canadienne était uniquement axée vers le développement culturel mais cela n'est pas le cas. L'aspect commercial des produits et

services de la culture est indéniable. Comme nous l'avons affirmé dans un chapitre précédent, la **politique canadienne en matière de culture est en fait imprégnée d'une logique commerciale**. Voici un bref rappel des principaux points à ce sujet.

Au début des années 1980, le rapport *Applebaum-Hébert* a marqué un tournant important en ce qui concerne la politique culturelle canadienne. A ce moment, la balance a penché en faveur de la **logique industrielle**. Avec la globalisation, la possibilité de développer de nouveaux marchés s'est accrue et le gouvernement canadien a voulu en profiter. Au cours des dernières années, les services de conseil et de soutien aux entreprises culturelles désirant exporter se sont donc multipliés : Patrimoine canadien a intégré *Équipe Canada Inc.*, le *Conseil consultatif sur le commerce culturel* a été créé, tout comme le projet *Routes commerciales*, etc. Cependant, le marché mondial est largement dominé par les Américains. La lutte étant quelque peu déséquilibrée, des programmes d'aide ont été mis en place pour aider la commercialisation des produits à l'étranger.

Si nous considérons tous ces éléments, les adversaires n'ont pas entièrement tort. Il est vrai que le **Canada accorde une grande importance au commerce** des produits et services culturels. Mais il est également vrai que le gouvernement est **préoccupé par des impératifs d'une autre nature** : la crainte de perdre l'identité nationale et le désir d'assurer un contenu canadien aux Canadiens mais surtout, l'importance d'intégrer les citoyens à la prise de décision, de leur assurer l'accès et la participation à leur propre culture. Ces préoccupations se retrouvent à différents moments dans la politique culturelle depuis la fin des années 1920.

Le gouvernement a **toujours tenté d'équilibrer ces deux logiques** au sein de sa politique. Mais cet équilibre n'est pas évident à atteindre au niveau national, et devient carrément problématique au niveau international, surtout dans le cadre des négociations multilatérales. Cette confusion quant à la finalité de l'action canadienne peut permettre à ses adversaires de **remettre en question la légitimité des initiatives**.

Pour éviter cette confusion et le risque de perdre toute crédibilité aux yeux du monde, le gouvernement du Canada a donc décidé **d'évacuer toute notion de commerce dans son**

discours. Il a également mis de côté ses préoccupations identitaires et de souveraineté nationale pour concentrer l'essentiel de ses arguments sur la nécessité de **promouvoir et de protéger la diversité culturelle.** La lutte devient ainsi plus légitime et la position plus robuste face aux tenants de la libéralisation. Ce changement d'attitude marque ainsi **un retour marqué du développement culturel démocratique** comme étant un objectif central de la politique culturelle canadienne. Ce qui n'annonce pas pour autant la disparition de l'objectif commercial, bien au contraire. Il reste toujours bien présent, si l'on considère le nombre important d'actions entreprises au cours des dernières années pour soutenir le commerce.

Ce réajustement nous semble **s'avérer bénéfique pour l'État canadien.** En effet, cela permet d'assurer le développement de la culture canadienne et de la faire valoir sur les marchés mondiaux, tout en assurant la participation des citoyens à la vie culturelle. Cependant, le gouvernement doit **rester prudent et cohérent dans son discours.** Invoquer des arguments de type économique ou affirmer qu'il agit uniquement pour protéger l'identité nationale pourrait se retourner contre lui et diminuer ses chances de faire reconnaître sur le plan mondial, la légitimité de son intervention. Seul un **argumentaire démocratique** s'avère légitime dans la situation actuelle. C'est dans l'intérêt des citoyens qu'il faut agir, et non pas seulement pour des questions essentiellement économiques.

Un tel discours permettrait peut-être également de **sensibiliser les citoyens et faciliterait leur mobilisation.** Le gouvernement doit assumer sa part de responsabilité quant au désintéressement des citoyens. Ceci, dans la mesure où il a décidé en 1980 de favoriser le développement économique des industries de la culture. Depuis plusieurs années, la population se sent ainsi quelque peu exclue du débat et considère la culture comme un secteur de plus en plus géré par le privé.

La dualité entre les notions de commerce et culture se ressent également sur le terrain. Pour que la culture soit bien défendue, il est très important que le MAECI et Patrimoine canadien entretiennent de bonnes relations. Les **agendas sont cependant bien différents** : le premier a pour mission de développer le commerce canadien et le second veut principalement défendre la culture. L'équilibre entre les objectifs culturels et commerciaux doit donc non

seulement se refléter dans la politique culturelle mais également sur un plan pratique. A cet effet, les entrevues effectuées auprès d'intervenants du milieu culturel nous ont révélé que, même si la position du gouvernement est claire et ferme au sujet de la culture, la différence au niveau des intérêts de chaque ministère rend la collaboration parfois difficile.

Les efforts de rapprochement existent. C'est le cas par exemple de Don Stephenson du MAECI qui, préoccupé par la question culturelle, communique régulièrement avec les gens de la culture. Cependant, il semble qu'il existe une **rivalité entre les deux ministères** et que les relations entre fonctionnaires ne soient pas toujours harmonieuses. Cette situation peut nuire à la cause culturelle dans la mesure où, malgré sa grande connaissance du dossier culturel, ce n'est pas le ministère du Patrimoine canadien qui est assis à la table des négociations commerciales, mais plutôt les négociateurs du ministère du Commerce. Il faut que les efforts et les revendications des gens de la culture trouvent écho auprès des gens du commerce. Ceux-ci doivent être suffisamment informés et sensibilisés à la cause culturelle pour être en mesure de la défendre avec conviction.

Nous allons maintenant tenter de déterminer quels sont les risques et opportunités pour le Canada en matière de culture au sein de l'OMC.

10.5.2.2 OMC

A. Risques et opportunités pour le Canada

Les mesures d'intervention canadiennes étaient jusqu'à présent quelque peu à l'abri car elles visaient des services plus que des produits. Le Canada n'a pas voulu s'engager formellement en ce qui concerne le GATS, ce qui est tout à fait légitime car l'accord prévoit que chaque membre est libre de s'engager ou non sur un thème précis. La **logique de la libéralisation exige maintenant plus d'engagements**. Les pressions pour libéraliser le secteur culturel vont en augmentant. D'autant plus qu'il ne suffit plus de revendiquer une exemption culturelle pour retirer la culture de la sphère économique, comme c'était le cas à l'occasion du cycle de l'Uruguay au début des années 1990. En effet, les exceptions accordées ne peuvent excéder une durée de dix ans. Le gouvernement canadien, qui n'a pas voulu prendre d'engagements en 1994, devra revoir sa position d'ici la fin des négociations prévue en 2005. Il va devenir de plus en plus difficile d'éviter d'aborder la question

culturelle à l'OMC.

Le **débat culturel est également plus complexe** qu'il l'était à l'occasion du *cycle de l'Uruguay*. Avec le développement des NTIC, il est de plus en plus difficile de faire des distinctions entre ce qui est un produit ou un service. Si la limite n'était pas claire auparavant, elle l'est encore moins aujourd'hui. Par ailleurs, l'arrivée des disciplines horizontales (ou transversales) comme par exemple : la question des investissements, des subventions, de la propriété intellectuelle ou de la concurrence, n'aide pas à clarifier la situation, au contraire. Il s'agit d'un problème que nous considérons comme central en ce qui concerne la culture à l'OMC.

Les **disciplines horizontales** ne semblent pas à première vue avoir une incidence sur la culture cependant, elles peuvent la toucher indirectement et même directement. Ce qui signifie que, même si la culture est absente de la table des négociations, d'autres accords peuvent avoir des effets sur elle. Ce sont les négociateurs qui ont la responsabilité d'évaluer les impacts possibles de ces disciplines sur un grand nombre de secteurs, dont le secteur de la culture. Il s'agit là d'un travail d'envergure et très compliqué. Ils doivent donc rester très vigilants et très prudents. D'autant plus que les décisions prises au sein de l'OMC sont irréversibles et sans appel. La libéralisation s'effectue ainsi de façon progressive et différents secteurs, comme la culture, peuvent y perdre beaucoup de plumes.

La **façon dont fonctionne les négociations** peut également poser problème. On fait des échanges, des concessions dans certains secteurs pour obtenir quelque chose de plus intéressant dans un autre secteur. A ce niveau, le Canada se retrouve dans une position délicate dans la mesure où la libéralisation de nombreux secteurs de services lui tient à cœur. De fortes pressions peuvent l'obliger à faire des concessions pour la culture. C'est là que le double agenda des négociateurs devient problématique. Comme l'affirme Mireille Gagné à ce sujet, « ils (les négociateurs) n'ont pas nécessairement une attache plus intime que ça avec la culture⁷ ». Le cas des magazines est éloquent à cet égard. Il a révélé que le gouvernement du Canada, même quand il affirme vouloir défendre à tout prix sa culture, est

⁷ Propos extraits d'une entrevue effectuée avec Mireille Gagné, directrice générale du Centre de musique canadienne au Québec, le 12 décembre 2001.

parfois obligé de faire des concessions, de se plier aux exigences d'un tiers parti.

Il y a donc un **risque que les négociateurs fassent des concessions** en matière de culture, que ce soit de façon délibérée ou non. Les négociations sur les disciplines transversales sont entamées et devraient aboutir avant que les questions culturelles soient abordées. Le danger est que, lorsque sera venu le temps d'entamer les négociations sur la culture, il ne restera presque rien à négocier. Beaucoup d'éléments ayant été déjà concédés lors des discussions sur des disciplines qui, à première vue, ne concernaient pas la culture.

C'est pourquoi, malgré la bonne volonté dont le gouvernement fait foi, **la confiance envers les négociateurs canadiens n'est pas entière**. La surveillance de ces négociations doit se faire de très près. Ceci, autant par les groupes de la société civile que par Patrimoine canadien. Il faut s'assurer que les négociateurs ne laissent rien passer. Si le secteur culturel est graduellement libéralisé, les démarches canadiennes pour faire reconnaître l'importance de la diversité culturelle et la nécessité d'élaborer un instrument international, deviendront alors vaines et inutiles. Le NIIDC reste intéressant et peut avoir un certain poids si il est signé avant que la culture fasse l'objet d'un accord à l'OMC. Dans le cas contraire, il perd tout son intérêt.

B. Nécessité d'une position commune

Les **pressions pour la libéralisation du secteur culturel augmentent** constamment. Les Américains sont très actifs à ce niveau au sein de l'OMC. Ils militent ouvertement et fermement en faveur de l'ouverture des frontières pour les services culturels. Il devient difficile d'ignorer complètement ces démarches qui peuvent influencer de façon importante la position des autres pays-membres. L'État canadien a décidé d'entreprendre des actions à l'extérieur de l'OMC. Il veut sensibiliser les gens de la culture de différents pays afin que le message soit passé aux gens du commerce. Mais, comme il a été affirmé, la communication ne semble pas s'effectuer correctement entre fonctionnaires de la Culture (faisant partie du RIPC) et du Commerce. Les Américains ont ainsi une longueur d'avance sur les Canadiens.

Dans ces circonstances, le **gouvernement doit réagir rapidement**. D'un côté, il est important que les ministres de la Culture développent un projet culturel mondial solide

mais d'un autre côté, il est urgent que les ministres du Commerce soient sensibilisés et se mobilisent pour défendre la culture. Des démarches doivent donc être entreprises parallèlement à celles du RIPC, il faut agir à l'intérieur même de l'OMC. Le Canada doit trouver un appui auprès des autres pays membres, car il ne peut se permettre de s'engager seul dans le débat culturel. Comme l'affirme Don Stephenson, il doit y avoir une position commune pour défendre la culture.

Actuellement, **quelques pays ont pris position** sur la question des services audiovisuels. Il s'agit des États-Unis, du Japon, de la Suisse et du Brésil. Les deux premiers appellent à la libéralisation et les deux suivants, plus mitigés et proposent d'amorcer une discussion afin de trouver un terrain d'entente. D'autres, comme le Canada et plusieurs pays de l'Union européenne, la France en tête, restent fermes sur leur intention de retirer la culture de la sphère économique. Il s'agit donc d'un début de mobilisation. Mais, la plupart des pays-membres ne se sont pas encore prononcés sur la question. Il reste donc énormément de travail à faire pour les mobiliser autour de la question culturelle.

Ce qui ne sera pas facile car la **culture n'est pas un sujet très chaud**, comme peut l'être l'agriculture. Les deux tentatives avortées par le gouvernement canadien pour insérer dans le préambule un paragraphe sur la diversité culturelle à Seattle et à Doha l'illustre bien. En plus du manque d'intérêt des pays-membres, s'ajoute le **manque d'intérêt de la population**. Cela constitue un obstacle majeur pour la suite des négociations. En effet, si le public n'est pas préoccupé par les enjeux culturels et ne fait aucune pression auprès de son gouvernement, donc, aucune objection à ce que tel ou tel engagement soit pris, les négociateurs feront peut-être plus de concessions. Il s'agit d'un problème qui est commun à la majorité des pays membres de l'OMC, le Canada y compris.

C. Rôle des OSC dans le cadre des négociations

Un autre élément qu'il nous semble important de mentionner dans le cadre de cette analyse est le rôle que peuvent jouer les OSC en ce qui concerne les négociations multilatérales. Celles-ci sont exclues des négociations de l'OMC. Leur **action se limite au lobbying** auprès des négociateurs canadiens. Pour bien faire, les OSC devraient être de toutes les rencontres pour surveiller l'évolution des dossiers et rappeler le mandat du Canada aux

négoceurs. En pratique, elles sont quasiment toujours absentes, mis à part quelques exceptions : Robert Pilon faisait partie de la délégation canadienne officielle à Seattle en 1999 ou encore Garry Neil, qui se rend souvent à Genève pour suivre les débats et qui était présent à Doha. Nous l'avons mentionné auparavant, ces groupes ont été créés récemment. Ils **n'ont donc pas encore la notoriété et les moyens** leur permettant d'être toujours présents et en nombre suffisant. Leur influence à l'OMC pourrait être beaucoup plus significative qu'elle l'est actuellement.

Pour conclure, nous constatons que l'OMC **s'ingère de plus en plus dans la réglementation intérieure des pays**, faisant perdre ainsi aux gouvernements, une partie de leur souveraineté. L'élite économique y a une influence importante, ce qui n'est pas le cas des citoyens. Ceux-ci devraient pouvoir suivre l'évolution des discussions et avoir leur mot à dire sur les différents dossiers traités. Cependant, le **système de prise de décision n'est pas transparent**, les négociations se tiennent à huis clos. L'OMC se protège des regards extérieurs, certainement pour éviter qu'une vaste protestation fasse échouer une négociation, comme ce fut le cas avec l'AMI. Les décisions qui y sont prises ont pourtant un **impact important sur plusieurs secteurs**, dont le secteur culturel.

Par leurs initiatives mondiales, le gouvernement et la société civile **canadienne questionnent donc le mode de fonctionnement de l'OMC**. Ils réclament une véritable collaboration entre le gouvernement et la société civile, comme étant une condition essentielle à la bonne vie démocratique d'une société. Ils appellent à une réflexion sur les structures politiques actuellement en place.

10.6 Synthèse

Dans ce chapitre, nous avons établi des liens entre les différents éléments présentés tout au long du mémoire. Ceci, dans le but de mieux comprendre comment l'État et de la société civile canadienne s'adaptent à la nouvelle donne internationale en ce qui concerne les politiques culturelles. A cet effet, nous avons constaté que le gouvernement a changé d'attitude depuis quelques années. Il a en effet pris conscience des défis posés par la globalisation et a tenté d'adapter son intervention à la nouvelle configuration du monde, en tenant compte des nouvelles structures globales et nouveaux acteurs en place. De son côté,

la société civile du milieu culturel s'est mobilisée autour des actions du gouvernement. Ceux-ci agissent donc ensemble pour faire reconnaître le droit à la diversité culturelle, l'importance du rôle de l'État dans l'élaboration des politiques culturelles et de la participation et de l'accès du citoyen à sa culture. Cette volonté de démocratiser la façon dont s'opère la globalisation culturelle se traduit par des démarches visant à instaurer un cadre global d'encadrement des échanges culturels. Cela consiste à mettre en place une réglementation adaptée soutenue par des structures politiques transparentes et fonctionnant de façon démocratique.

Conclusion

Tout au long de cette recherche, nous avons tenté de déterminer comment l'État et la société civile canadienne s'ajustent à la nouvelle donne en ce qui concerne les politiques culturelles dans le contexte de la globalisation. L'argumentation qui a sous-tendu le développement visait à apporter une réponse à ce questionnement initial. Voici un résumé qui souligne les principales idées présentées.

Dans la **première partie du mémoire**, nous avons traité du phénomène de globalisation et de ses effets sur le rôle de l'État et la société civile. En premier lieu, nous nous sommes concentrés à décrire le phénomène. A cet effet, nous avons pu constater que celui-ci a pris une ampleur considérable depuis quelques années, menant à une profonde mutation au niveau global. La nature des échanges commerciaux sur le plan international prenant une autre dimension, l'emploi du terme « globalisation » pour décrire le phénomène nous a ainsi semblé plus adéquat que celui de « mondialisation ».

En second lieu, nous avons constaté que la globalisation, définie comme l'élargissement, l'intensification, l'accélération et l'impact grandissant de l'interconnectivité du monde, peut avoir un impact sur le rôle de l'État. Ceci, dans la mesure où les pressions que constituent l'augmentation de l'influence de l'élite économique sur la scène politique, le transfert des processus de décision, du niveau national au niveau international (au sein des forums économiques), ainsi que le contexte idéologique actuel qui accorde une importance de plus en plus grande au secteur privé, mènent graduellement à la diminution de la souveraineté des gouvernements. Ceux-ci sont en voie de perdre une partie de leur pouvoir de décision. Dans ces conditions, le rôle du citoyen et de sa représentation collective, la société civile, nous est également apparu remis en question. Ces éléments nous ont permis de conclure qu'il apparaît primordial que l'État revoie son intervention pour l'adapter à la nouvelle configuration mondiale.

En troisième lieu, l'étude des deux approches théoriques présentées dans le second chapitre a révélé que l'instauration d'un modèle de gouvernance basé sur des principes démocratiques constitue une piste intéressante à suivre. Elle pourrait permettre de répondre

adéquatement aux défis posés par la globalisation car l'importance du rôle des États, mais surtout de l'implication des citoyens, est reconnue. C'est ce que soutient le modèle de la politique publique globale de Reinicke qui propose la modification des structures actuelles dans lesquelles le gouvernement pourrait assurer un nouveau rôle. Le modèle de la démocratie cosmopolite de David Held propose quant à lui un nouveau rôle pour la société civile dans l'élaboration des politiques publiques. La mise en pratique de telles options, permettrait d'assurer la mise en place d'un nouvel ordre démocratique mondial, fondé sur la collaboration entre les acteurs en place et l'atteinte d'un équilibre entre les visées économiques et sociales.

En quatrième lieu, nous nous sommes intéressés à la société civile et aux groupes qui en font partie (les organisations de la société civile ou OSC), en tant qu'acteurs pouvant jouer un rôle déterminant dans la mise en place de ce nouvel ordre global. Tout d'abord, nous avons spécifié que la société civile est composée d'un ensemble d'acteurs qui participent à la vie publique autrement que par le biais de l'État ou du marché. Cela nous semble un élément essentiel dans la mesure où elle peut agir comme un contrepoids aux forces du marché et des gouvernements. L'étude de quelques initiatives mondiales a laissé entrevoir l'émergence d'une société civile transnationale qui occupe diverses fonctions. Que ce soit d'interpeller les élites politiques et économiques sur des questions qui méritent attention, de se faire la voix des besoins de l'humanité ou encore, d'éveiller une conscience citoyenne au sein des populations. En d'autres termes, les OSC surveillent, critiquent, dénoncent les excès de la globalisation, tout en rappelant quelles sont les valeurs fondamentales à respecter.

Toutefois, la reconnaissance de leur rôle au sein des forums internationaux n'est pas effective. De plus, leurs démarches ne reçoivent pas un accueil toujours favorable auprès des populations. Ceci, car les OSC sont souvent perçues comme un mouvement de gauche qui utilise la violence pour parvenir à ses fins. Ce qui est pourtant le fait d'une minorité de groupes extrémistes et ne caractérise pas l'ensemble du mouvement civique. À la lumière de ces éléments nous en sommes venus à la conclusion que des mesures doivent être prises pour assurer une participation citoyenne plus conséquente aux processus de décision au niveau mondial.

Dans la **seconde partie du mémoire**, nous avons abordé la question de la globalisation sous l'angle spécifique de la culture. Nous avons débuté par apporter une définition au concept de culture, qui se caractérise par son aspect dynamique, symbolique et éducatif. La culture véhicule un ensemble de connaissances, d'idées, de valeurs, de croyances qui façonnent la personnalité des individus, qui à leur tour, façonnent la culture. Pour les fins de l'analyse, nous avons ciblé notre recherche sur l'étude des industries culturelles qui participent à la transmission de la culture et qui sont directement concernées par les pressions de la globalisation. Elles sont caractérisées par deux dimensions essentielles : un aspect économique et un aspect culturel. Les biens et services culturels, produits de ces industries, se distinguent donc des autres types de biens en cela qu'ils sont porteurs de sens, de symboles. Ils ne sont pas réductibles à leur seule dimension matérielle. Le développement des industries culturelles est assuré d'une part par le marché et d'autre part par l'État qui les soutient et les encadre par l'élaboration de politiques culturelles.

Par la suite, nous avons tracé un portrait de l'évolution des réflexions mondiales sur les enjeux de communication, qui nous a démontré que, malgré les initiatives visant à faire reconnaître le rôle de l'État et l'importance de la participation citoyenne en matière culturelle, le discours global accorde une importance de plus en plus grande à l'implication du secteur privé. Le développement des NTIC en est une bonne illustration. Le projet de la GII (*Global Information Infrastructure*), initié par les États-Unis en 1993 et intégré graduellement dans le discours global, considère le secteur privé comme le moteur de la nouvelle économie. D'autre part, nous avons constaté que les NTIC, tout en offrant des opportunités intéressantes, posent des problèmes de définition qui compliquent la tâche des régulateurs. Ce qui a pour conséquence de placer les États dans une position quelque peu délicate lors des négociations commerciales, car un produit peut être assujéti à différents accords.

Parallèlement à l'arrivée des NTIC, les dernières années ont été le théâtre de l'émergence de grands conglomerats médiatiques transnationaux, attirés par l'attrait financier des industries culturelles. Il faut savoir que l'industrialisation du secteur culturel, facilité par l'arrivée de plusieurs innovations techniques, a permis le passage d'un mode de production

artisanal à un mode de production de masse. La culture a ainsi pu être diffusée auprès d'un grand nombre d'individus. Ce qui a eu pour conséquence la formation de secteurs ayant aujourd'hui un potentiel commercial important.

Ces compagnies, très puissantes et compétitives, se partagent plus de la moitié des revenus engendrés par la consommation des produits culturels au niveau mondial. Elles ont donc tout intérêt à ce que les échanges culturels s'effectuent de la façon la plus libre possible, sans contraintes territoriales. C'est pourquoi elles appellent au retrait de l'État de la sphère culturelle en demandant que soient réduites au maximum les mesures d'intervention des gouvernements. La globalisation culturelle s'accompagne ainsi d'un vaste mouvement de privatisation et de déréglementation.

Il semble que ce discours ait trouvé un écho favorable dans les forums de négociations internationaux. L'historique que nous avons présenté sur le traitement de la culture dans les accords de commerce démontre une tendance nette à la libéralisation de la culture, qui est considérée comme une marchandise comme les autres. Les démarches entreprises par l'Union européenne et le Canada, pour en faire reconnaître la spécificité et ainsi, le droit d'être traitée différemment, n'ont pas abouti à des solutions vraiment concluantes. Par exemple, l'exception culturelle incluse dans l'ALENA est assortie d'une clause de représailles qui en limite nettement la portée. Le débat reste ouvert pour un moment encore, jusqu'en 2005 du moins, le temps qu'un accord sur le commerce des services (AGCS) soit conclu et que la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) soit créée. Les mesures d'intervention en matière culturelle sont donc présentement en sursis mais peut-être pas pour très longtemps. Sur cette constatation, nous avons conclu qu'une réaction s'imposait. Il importe d'adopter une nouvelle attitude face aux défis actuels, car l'efficacité des stratégies employées jusqu'à ce jour ont démontré leurs limites.

Dans le chapitre cinq, nous nous sommes intéressés à l'impact de ces changements dans le secteur culturel. Nous avons soutenu que la globalisation culturelle, en mettant l'emphasis sur la logique industrielle aux dépens de la logique culturelle mène à une marchandisation de la culture et pose ainsi un problème démocratique. D'une part, les citoyens sont considérés uniquement comme des consommateurs, pourtant la culture est droit

fondamental autant pour l'individu que pour la collectivité. D'autre part, le rôle de l'État est réfuté sans qu'aucune alternative démocratique ne soit proposée en échange.

Il nous appert donc que l'équilibre doit être rétabli entre les deux logiques et que cette responsabilité incombe principalement à l'État. Le marché ne fonctionnant que sur des critères de rentabilité, il est le seul acteur capable d'agir en fonction de l'intérêt public. Il faut revendiquer l'importance d'un développement culturel démocratique fondé sur la participation et l'accès des citoyens à leur culture, éléments essentiels à la bonne vie démocratique. Pour ce faire, le gouvernement doit tout d'abord prendre conscience des risques et manifester sa volonté de revoir son intervention, qu'il doit adapter à la nouvelle configuration du monde. Sa réponse doit être globale et doit également tenir compte des nouveaux acteurs en place. A cet effet, nous considérons que la société civile peut devenir un partenaire de choix.

La troisième partie du mémoire nous a permis de traiter la problématique plus en profondeur, par l'étude du cas canadien. Dans la section portant sur la méthodologie, nous avons tout d'abord justifié notre choix en invoquant la grande expérience du gouvernement canadien en la matière ainsi que la volonté dont il fait part en ce qui concerne l'intégration des groupes de la société civile à ses démarches. Nous avons ensuite présenté les techniques de recherche utilisées. La première étant l'analyse documentaire d'un corpus composé de documents publics. La seconde étant l'entrevue de recherche qui se veut complémentaire à la première méthode et qui nous a permis d'enrichir notre compréhension de la problématique.

Le chapitre suivant était consacré à la présentation de l'exemple canadien. Nous avons remarqué que le gouvernement encadre depuis plusieurs décennies le développement des industries culturelles que sont : la radiodiffusion, le film et la vidéo, la musique, l'édition, les journaux et magazines et l'industrie du multimédia. En ce qui concerne l'évolution de la politique culturelle, nous avons noté que la crainte de l'impérialisme culturel américain a été une préoccupation majeure depuis la fin des années 1920, avec l'arrivée de la radio. De peur de porter atteinte à l'identité nationale et à sa souveraineté, le gouvernement a toujours voulu assurer un minimum de contenu canadien dans les industries culturelles. Ce discours

a cependant changé de façon radicale au début des années 1980. Le développement économique est alors devenu une priorité, balayant quelque peu l'objectif de développement culturel. On a alors décidé d'exploiter le potentiel commercial des industries culturelles à son maximum. La politique canadienne est donc composée de deux objectifs : l'un est culturel, l'autre est économique. Même si l'État a travaillé à atteindre un équilibre entre les deux logiques, une tension est bien présente et s'est accentuée dans le contexte de la globalisation. Par exemple, la légitimité de l'intervention du gouvernement canadien est critiquée par plusieurs qui soutiennent que le discours sur la culture masque les véritables intérêts économiques.

La globalisation culturelle apporte avec elle la perspective de s'épanouir sur de nouveaux marchés. Il s'agit d'une occasion que le gouvernement veut saisir. Les multiples démarches entreprises à cet égard depuis quelques années le confirment. On veut encourager les entreprises nationales à se développer sur les marchés mondiaux de façon à améliorer la position du Canada comme fournisseur de contenu culturel sur le plan international. D'autant plus que le marché canadien est restreint. Il devient alors important de se tourner vers l'exportation pour augmenter la rentabilisation. Cependant, étant donné le déséquilibre des chances face au géant américain, des mesures ont été prises. Que ce soit des subventions, des mesures fiscales, des règlements par secteurs, des règles liées à l'investissement et à l'importation.

Malgré l'importance que revêt le commerce pour le gouvernement canadien, celui-ci pose tout de même une limite claire lorsqu'il est question de culture. Il considère en effet qu'il ne s'agit pas d'une marchandise comme les autres et, qu'en conséquence, elle doit bénéficier d'un traitement spécifique dans les accords de commerce. Cette position n'est pas sans rappeler la dualité que l'on retrouve au sein de la politique culturelle canadienne.

Nous avons ensuite tenté d'évaluer quels étaient les risques encourus par les mesures d'intervention dans les accords de commerce. De façon générale, les politiques culturelles canadiennes ne sont pas en danger pour le moment car elles visent des services plutôt que des produits et le Canada est quelque peu protégé avec l'AGCS. Cependant, l'exemple des périodiques nous a révélé que les mesures destinées à soutenir les industries culturelles

canadiennes peuvent être relativement facilement contestées. D'une part, parce que des problèmes de définition se posent. Un même produit pouvant à la fois être considéré comme un bien et un service. D'autre part, parce que les pressions pour libéraliser le secteur se font de plus en plus importantes et que la donne pourrait changer d'ici quelques années. A la lumière de ces éléments, nous en sommes arrivés à la conclusion que le gouvernement canadien doit, non seulement rester vigilant mais également, envisager d'aborder la problématique d'une autre façon.

La présentation des initiatives de l'État canadien nous a indiqué que, depuis 1998, plusieurs démarches ont été entreprises pour faire face aux défis posés par la globalisation. Que ce soit par la consultation des Canadiens, par la prise de position dans le cadre des négociations commerciales internationales, par la mise en place d'un réseau international sur la politique culturelle (RIPC) chargé de créer un consensus international sur la question de la diversité culturelle ou encore, par le projet d'élaboration d'un nouvel instrument international pour la diversité culturelle (NIIDC). En ce qui concerne les consultations publiques, nous constatons qu'elles ont permis au gouvernement d'élaborer sa position sur les questions culturelles en vue des négociations du GATS et de la ZLEA. Cette position consiste à ne prendre aucun engagement tant qu'un instrument reconnaissant le rôle des États à formuler librement ses politiques culturelles ne sera pas mis en place. C'est pourquoi le Canada n'entreprend pas de démarches au sein de l'OMC.

Cet instrument, appelé NIIDC, a été proposé initialement par le Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) en février 1999. Il donnerait aux gouvernements la souplesse nécessaire pour intervenir en matière culturelle ceci, afin de sauvegarder leur diversité culturelle. L'instrument vient combler le vide juridique qui existe présentement au niveau international en matière culturelle. Il s'agirait d'un texte de nature exécutoire, ce qui en ferait le premier accord de ce type. Son développement, amorcé en 1999, s'effectue essentiellement au sein du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation du RIPC. Graduellement, l'instrument prend forme. Tout d'abord, les principes généraux ont été formulés, puis, le cadre et la portée. La faisabilité juridique et l'ébauche du texte devraient être discutées en octobre 2002.

En ce qui concerne le RIPC, celui-ci a été créé juste après la conférence de Stockholm en 1998 pour approfondir la réflexion amorcée à l'UNESCO et trouver des moyens d'action pour promouvoir et protéger la diversité culturelle. Il s'agit d'un réseau regroupant 47 pays qui se rencontrent une fois par année pour échanger de façon informelle sur les enjeux entourant la diversité culturelle dans le contexte de la globalisation.

Pour ce qui est des initiatives de la société civile du secteur culturel, nous avons remarqué que leurs actions vont généralement dans le même sens que celles du gouvernement canadien. Tout d'abord, nous avons présenté le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) qui fonctionne en parallèle du travail des ministres du RIPC. Sa mise en place a débuté peu après Stockholm mais il a vu officiellement le jour en septembre 2000. Il regroupe des représentants de 52 pays à travers le monde. Au niveau des activités de l'organisation, des rencontres annuelles se tiennent quelques jours avant celles du RIPC et un suivi des négociations commerciales est effectué, surtout en ce qui concerne le GATS et la ZLEA. Le RIDC participe également à l'élaboration de l'instrument international. Un projet de convention a été publié à cet effet en mars 2002. Par la suite, nous nous sommes intéressés aux démarches de la Coalition pour la diversité culturelle (CDC), un regroupement d'associations professionnelles du milieu culturel créé en 1998. De vocation nationale, il est passé récemment à une vocation internationale. La CDC entretient des liens avec le gouvernement fédéral mais aussi avec le gouvernement québécois, qui lui apporte son soutien et un financement. La CDC appuie également la mise en place d'un NIIDC et suit de très près les négociations commerciales en cours.

Dans le chapitre portant sur l'analyse, nous avons constaté qu'au cours des dernières années, le gouvernement canadien a amorcé une réflexion qui l'a amené à réaffirmer son rôle de façon différente, en tenant compte de la nouvelle configuration du monde. D'une part, sa réflexion lui a permis de modifier sa façon d'aborder la problématique culturelle. A cet effet, notons que celui-ci a évacué toute notion de commerce dans son discours mondial pour éviter la confusion quant à la finalité de son action. Le terme « diversité culturelle » a été choisi en ce sens. Il s'agit d'un concept qui renvoie principalement à des notions culturelles et qui peut être discuté à l'extérieur des forums commerciaux. Ce qui n'était pas le cas avec l'exemption culturelle qui avait une connotation négative, révélait une attitude

protectionniste facilement critiquable et était discutée principalement à l'occasion des négociations. D'autre part, le gouvernement canadien a décidé de revoir ses moyens d'intervention. Il a opté pour le mode de la collaboration avec les acteurs présents : les organisations internationales et la société civile. Un partenariat qui s'avère bénéfique pour chaque partie. Il a également décidé d'entreprendre une action d'envergure mondiale pour répondre aux défis auxquels font face ses politiques culturelles.

De son côté, le mouvement civil culturel participe à la mise en place du nouvel ordre mondial démocratique en critiquant la façon dont s'opère la globalisation culturelle et en proposant des alternatives. Cependant, son manque de moyens limite quelque peu son intervention et ainsi, son influence dans le dossier. La population canadienne, quant à elle, n'est pas sensibilisée pour l'instant aux enjeux culturels. Il nous semble cependant primordial que cet acteur soit mobilisé. Il s'agirait d'un allié important dans le cadre des négociations commerciales. Sans un appui fort de la base, il sera plus difficile pour l'État et la société civile canadienne de mener leurs démarches à terme.

Nous avons ensuite étudié une piste de solution à envisager pour mettre en place une structure mondiale répondant aux défis posés, plus précisément : un cadre global d'encadrement des échanges culturels. L'étude des initiatives canadiennes nous a démontré qu'une discussion sur les questions culturelles à l'échelle mondiale a été engagée. Ceci, dans le but de sensibiliser et de mobiliser la communauté internationale pour permettre d'élaborer de nouvelles règles et structures permettant d'encadrer les échanges culturels. A cet effet, nous avons présenté l'initiative du NIIDC ; un projet de régulation de la culture au niveau mondial qui est élaboré dans la transparence et fonctionnerait de façon démocratique. En ce qui concerne les structures politiques en place, l'étude du mode de fonctionnement de l'OMC nous a indiqué qu'il serait préférable d'apporter quelques modifications. En effet, il importe de s'assurer que les structures de gouvernance mondiales permettent un véritable dialogue entre l'État et les groupes de la société civile et qu'un espace public reflétant la diversité des expressions culturelles soit maintenu.

Les initiatives canadiennes remettent en question l'hégémonie du secteur privé sur la sphère publique. Elles revendiquent une globalisation à visage humain, qui ne soit pas guidée

uniquement par des impératifs économiques. Pour ce faire, le gouvernement et les groupes de la société civile ont décidé de parler d'une seule voix, d'unir leurs forces pour agir comme contrepoids aux forces du marché. Par l'entremise du concept de diversité culturelle, les Canadiens appellent plutôt au dialogue des cultures, à la possibilité pour chacune d'elles de profiter des opportunités de la globalisation. En ce sens, les initiatives canadiennes posent une limite claire à la commercialisation de la culture et demandent au contraire, que celle-ci reste un projet démocratique géré par l'État au service du citoyen.

En résumé, c'est en changeant d'attitude quant à la façon de concevoir la problématique culture-commerce mais aussi, quant aux moyens à mettre en œuvre pour faire reconnaître l'importance de leurs rôles respectifs, c'est en optant pour une action globale fondée sur le partenariat, c'est en proposant une solution concrète aux défis actuels, que l'État et la société civile canadienne s'ajustent à la nouvelle donne en ce qui concerne les politiques culturelles dans le contexte de la globalisation.

Comme nous l'avons mentionné au tout début du mémoire, les limites de cette recherche ne nous permettent d'appréhender le phénomène qu'en partie. Plusieurs autres thèmes auraient mérité d'être explorés. C'est le cas par exemple des effets de la globalisation sur chaque secteur des industries culturelles. Nous aurions particulièrement aimé analyser les défis auxquels doit actuellement faire face le secteur audiovisuel. Un questionnaire a été amorcé dans divers forums internationaux où l'éventualité de la création d'une télévision culturelle mondiale est discutée. D'autre part, une analyse plus approfondie des positions des pays membres de l'OMC en matière culturelle nous aurait permis de déterminer plus clairement si les démarches du Canada pour les sensibiliser et les mobiliser autour de la question de la diversité culturelle ont une chance d'aboutir.

La globalisation est un processus en constante évolution. En ce sens, elle n'est pas immuable et irréversible. Les récents scandales financiers qui ont touché plusieurs entreprises transnationales, dont plusieurs proviennent du secteur des communications et des télécommunications, laissent à penser que la donne peut être modifiée. Les compagnies *Enron* et *WorldCom* ont avoué avoir falsifié les états financiers et fraudé un grand nombre d'actionnaires, des plaintes ont été portées contre *Vivendi Universal*, accusée d'avoir

employé les mêmes pratiques et le journal américain *The Washington Post* émet des doutes quant à *America Online*, qui aurait gonflé ses profits. Ces exemples révèlent des pratiques non transparentes et incompatibles avec une gestion démocratique. L'opinion publique est maintenant informée sur les défaillances du marché, sur le fait que celui-ci n'est pas en mesure de s'autoréguler et d'assurer une gestion dans l'intérêt public. Au contraire, il a besoin d'être encadré à la fois au niveau national et sur le plan mondial. Ce qui laisse à penser que, dans ces conditions, le discours appelant à la mise en place de structures globales fondées sur des principes démocratiques peut recevoir un accueil plus favorable de la part de la population. Les gouvernements étant très sensibles à l'opinion publique, le vent pourrait peut être tourner.

Bibliographie

1) Livres, rapports et articles :

ABRAMSON, Bram Dov et RABOY Marc, « Policy Globalization and the “Information Society” : a View From Canada » dans *Telecommunications Policy*, no 23, 1999, p. 775-791.

ADORNO, Theodor et HORKHEIMER, M., « La production industrielle des biens culturels. Raisons et mystification des masses » dans *La dialectique de la raison*, France : Gallimard, 1974.

AMBROSI, Alain, « La difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global » dans Proulx, Serge et Vitalis, André dirs., *Vers une citoyenneté simulée*, Paris : Apogée, 1999, p. 99-121.

ANGERS, Maurice, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Montréal : Centre éducatif et culturel inc., 1992, p. 167.

AUDLEY, Paul, *Canada's Cultural Industries*, Toronto : James Lorimer & Co, 1983.

APPADURAI, Arjun, « Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy » dans Featherstone, Mike ed., *Global Culture : Nationalism, Globalization and Modernity*, London : Sage, 1993, p. 295-310.

ARCHIBUGI, Danièle et HELD, David, *Cosmopolitan Democracy : an Agenda for a New World Order*, Cambridge, MA : Polity Press, 1995.

ARCHIBUGI, Danièle, « Principles of Cosmopolitan Democracy » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining political community : studies in cosmopolitan democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 198-225.

ASSOCIATION DE LA RECHERCHE EN COMMUNICATION DU QUEBEC, *Les produits culturels : scénarios des lendemains : VIe Congrès A.R.C.Q.*, Montréal : L'Association, 1986.

ATKINSON, Dave, « Mondialisation culturelle et accords commerciaux multilatéraux : un enjeu démocratique », dans Bellavance, Guy dir., *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle ? deux logiques d'action publique*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2000, p. 113-124.

BARBER, Benjamin R., « Culture McWorld contre démocratie » dans *Le monde diplomatique*, Manière de voir, no 52, juillet-août 2000, p. 28-31.

- BELLAVANCE, Guy, « La démocratisation, et après ? » dans Bellavance, Guy dir., *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle ? deux logiques d'action publique*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2000, p. 11-26.
- BERMAN, J., « La propriété intellectuelle canadienne dérange aux États-Unis », *Le Devoir*, 13 octobre 1992, p. A-2.
- BERNIER, Ivan, « Politiques culturelles et commerce international » dans Sauvageau, Florian, *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 231-249.
- BERNIER, Ivan et LAMOUREUX, Jean-François, « Les politiques culturelles du Canada et du Québec, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) » dans Sauvageau, Florian, *Les politiques culturelles à l'épreuve : La culture entre l'État et le marché*, Institut québécois de recherche sur la culture : Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 13-71.
- BERNIER, Ivan et COLLINS, Richard, *Politiques culturelle, intégration régionale et mondialisation*, Québec : Centre d'études sur les médias, Cahier-médias, no 7, juillet 1998.
- BISSOONDATH, Neil, *Le marché aux illusions – La méprise du multiculturalisme*, Montréal : Boréal, 1994.
- BOUDON, R. et BOURRICAUD, F., « Société industrielle » dans le *Dictionnaire critique de la sociologie*, 2^{ème} édition, France : Presses Universitaires de France, 1986.
- BROOKS, Stephen, *Public Policy in Canada: An Introduction*, 3^{ème} édition, Toronto : McClelland and Stewart, 1989, p. 16.
- CASTELLA, Pierre, « L'émergence de nouveaux acteurs », *Projet*, été 2000, no 262, pp. 81-90.
- CASTELLS, Manuel, *Fin de millénaire : l'ère de l'information*, Paris : A. Fayard, 1999.
- CASTELLS, Manuel, *La société en réseaux : l'ère de l'information*, Paris : A. Fayard, 1998.
- CASTELLS, Manuel, *Le pouvoir de l'identité : l'ère de l'information*, Paris : A. Fayard, 1999.
- CLOUTIER, L., « Les géants américains de l'édition arrivent », *La Presse*, 3 novembre 1999, E-3.
- COHNSTAEDT, J. et FRENETTE, Y. dirs., *Cultures canadiennes et mondialisation*, Association d'études canadiennes, Montréal : The Association, 1997.

- COPELAND, Joanna, Programme de la statistique culturelle, « Commerce international des produits culturels » dans Statistique Canada Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, *La culture en perspective*, Vol. 10, no 3, automne 1998, Ottawa.
- CORNELLIER, Manon, « Seattle en prolongation : Black-out sur la diversité culturelle », *Le Devoir*, 4 décembre 1999, A1 et A12.
- COUSINEAU, Sophie, « L'échec de Seattle : partie remise », *La Presse*, 5 décembre 1999, A1 et A2.
- COWL, Terrence, *Cultural policy : An International Perspective*, Ottawa, International Comparative Research Group, Dept of Canadian heritage, 1997.
- CROMIE, Mary et HANDELMAN, Rochelle, « Activités culturelles : consommation et participation », dans Statistique Canada Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, *La culture en perspective*, Vol. 11, no 3, automne 1999, Ottawa, p. 1-5.
- DAGORN, René, « Une brève histoire du mot "mondialisation" », dans Beaud, Michel, Dollfus, Olivier, Grataloup, Christian, Hugon, Philippe, Kébabdjian, Gérard et Lévy, Jacques, *Mondialisation : les mots et les choses*, Paris : Khartala, Collection : Hommes et sociétés, 1999, p. 187-204.
- DUPUIS, Xavier, *Culture et développement : de la reconnaissance à l'évaluation*, Paris : UNESCO, 1991.
- DUPUY, M., *Culture canadienne et relations internationales*, Toronto : Éditions du GREF, 1995.
- EUROPEAN TASK FORCE ON CULTURE AND DEVELOPMENT, *In From the Margins, A Contribution to the Debate on Culture and Development in Europe*, Strasbourg : Council of Europe Publishing, 1997.
- FABRIZIO, C., DESJEUX, D. et DUPUIS X., *La dimension culturelle du développement : vers une approche pratique*, Paris : Éditions UNESCO, 1994.
- FALK, Richard, *On Humane Governance : Toward a New Global Politics. The World Order Models Project Report of the Global Civilization Initiative*, University Park, Pa : Pennsylvania State University Press, 1995.
- FARCHY, Joelle, *La fin de l'exception culturelle?*, Paris : CNRS Éditions, 1999.
- FEATHERSTONE, Mike ed., *Global Culture : Nationalism, Globalization and Modernity, Theory, Culture & Society Special Issue*, London : Sage, 1990.
- FORTIN, A. dir., *Produire la culture, produire l'identité ?*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2000.

- FOSTER, John, ANAND, Anita, et al., *Whose World is it Anyway? Civil Society, the United Nations and the Multilateral Future*, Ottawa : United Nations Association in Canada, 1999.
- FOX, Francis, *La culture et les communications : éléments clés de l'avenir économique du Canada*, Ottawa : Gouvernement du Canada, Ministère des communications, 1983.
- GELINAS, Jacques B., *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?*, Montréal : Les Editions Ecosociété, 2000.
- GEORGE, Susan, « La racine du mal » dans *Le monde diplomatique*, Manière de voir, no 52, juillet-août 2000, p. 85-87.
- GIROUX, G. dir., *L'État, la société civile et l'économie*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2001.
- GLOBERMAN, S., *Cultural Regulation in Canada*, Montréal : Institut de recherches politiques, 1983.
- HELD, David, « Democracy and Globalization » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining Political Community : Studies in Cosmopolitan Democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 11-27.
- HELD, David, « Democracy and the New International Order » dans Archibugi, Danièle et Held, David, *Cosmopolitan Democracy : an Agenda for a New World Order*, Cambridge, MA : Polity Press, 1995, p. 96-117.
- HELD, David, MCGREW, Anthony, GOLDBLATT, D. et PERRATON, J., *Global Transformations : Politics, Economics and Culture*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1999.
- HERMET, Guy, *Culture et démocratie*, Paris : Albin Michel : UNESCO, 1993.
- HIS, Alain ed., *Communication and Multimedia for People. Moving into Social Empowerment over the Information Highway*, Paris : Transversales Science Culture, 1996.
- JUNEAU, Pierre, MURRAY, C. et HERNDORF, P., *Faire entendre nos voix : le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle*, Comité d'examen des mandats SRC, ONF, Téléfilm Canada, Patrimoine canadien. 1996.
- KOHLER, Martin, « From the National to the Cosmopolitan Public Sphere » dans Archibugi, Danièle, Held, David et Köhler, Martin, *Re-imagining Political Community : Studies in Cosmopolitan Democracy*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1998, p. 231-249.
- LEMAY, Daniel, « Robert Pilon à la Coalition pour la diversité culturelle », *La Presse*, 29 octobre 1999, B7.

- LEMIEUX, V., « Des politiques publiques comme les autres ? » dans Sauvageau, Florian, *Les politiques culturelles à l'épreuve : La culture entre l'État et le marché*, Institut québécois de recherche sur la culture : Les presses de l'Université Laval, 1996, p. 191-198.
- MARTIN, C., « Les industries culturelles québécoises, situation économique » dans *Les pratiques culturelles de grande consommation. Le marché francophone*, Québec : Nuit Blanche Éditeur, 1992.
- MATTELART, Armand, *La mondialisation de la communication*, Paris : Presses universitaires de France, Collection Que sais-je? No 3181, 1996.
- MEYER-BISCH, P. et BASSAND, M., *Les droits culturels : une catégorie sous-développée de droits de l'homme / actes du VIIIe Colloque interdisciplinaire sur les droits de l'homme*, Fribourg : Éditions universitaires Fribourg Suisse, 1993.
- MILANI, C. R. S., « La globalisation, les organisations internationales et le débat sur la gouvernance » dans Beaud, Michel, Dollfus, Olivier, Grataloup, Christian, Hugon, Philippe, Kébabdjian, Gérard et Lévy, Jacques, *Mondialisation : les mots et les choses*, Paris : Khartala, Collection : Hommes et sociétés, 1999, p. 187-204.
- « OMC : pas d'accord à l'horizon », *La Presse*, 4 décembre 1999, A2.
- PATRIMOINE CANADIEN, *Culture et Patrimoine : pour que la voix du Canada puisse être entendue*, Ottawa : Patrimoine canadien, 1998.
- PESTIEAU, Joseph, *Les citoyens au bazar : mondialisation, nations et minorités*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 1999.
- PETTIGREW, Pierre S., *Pour une politique de la confiance*, Montréal : Boréal, 1999.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris : Economica, 2000.
- RABOY, M., *Communication and Globalization : A Challenge for Public Policy*, Ottawa : Patrimoine canadien, 1999.
- RABOY, M., « "L'État ou les États-Unis" : l'influence américaine sur le développement d'un modèle canadien de radiodiffusion » dans Sauvageau, Florian, *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 3-16.
- RABOY, M., « Une régulation démocratique problématique » dans Proulx, Serge et Vitalis, André dirs., *Vers une citoyenneté simulée*, Paris : Apogée, 1999, p. 57-67.

- RABOY, M., BERNIER, I., SAUVAGEAU, F. et ATKINSON, D., *Développement culturel et mondialisation de l'économie : un enjeu démocratique*, Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1994.
- RABOY, M. avec collab. de GRIMARD G., *Les médias québécois : presse, radio, télévision, inforoute*, 2^{ème} Ed, Montréal : G. Morin, 2000.
- REINICKE, W. H., *Global Public Policy : Governing Without Government?*, Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 1998.
- ROBERTSON, Roland, *Globalization : Social Theory and Global Culture*, London : Sage, 1992.
- ROCHER, G., « Bref historique de la notion de culture » dans *Introduction à la sociologie générale, Tome 1 : l'action sociale*, Québec : Hurtubise HMH, 1969.
- SANTERRE, L., « De la démocratisation de la culture à la démocratie culturelle » dans Bellavance, Guy dir., *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle ? deux logiques d'action publique*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2000, p. 47-64.
- SAUVAGEAU, F., *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999.
- SCHAFER, D. P., *Aspects de la politique culturelle canadienne*, Paris : Unesco, 1977.
- TRUDEL, Pierre, « L'influence des modèles américains dans la réglementation des industries culturelles – quelques intuitions » dans Sauvageau, Florian, *Variations sur l'influence culturelle américaine*, Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 17-32.
- UNESCO, *Les droits culturels en tant que droits de l'homme*, Paris : Unesco, 1970.
- UNESCO, « Qu'est-ce que la décennie mondiale du développement culturel? » dans le *Guide pratique de la décennie mondiale du développement culturel 1988-1997*, Vendôme : Presses universitaires de France, 1987, annexe p. 58.
- VAN CAMPENHOUDT, L., « Le marché unique contre la culture », dans Bellavance, Guy dir., *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle ? deux logiques d'action publique*, Sainte-Foy : Les presses de l'Université Laval, 2000, p. 103-112.
- WALLERSTEIN, Immanuel M., *Geopolitics and Geoculture : Essays on the Changing World-System*, Cambridge : Cambridge University Press, 1991.
- WARNIER, J.-P., *La mondialisation de la culture*, Paris : La Découverte, Collection Repères, 1999.

WILLIAMS, R., *Keywords : A Vocabulary of Culture and Society*, Londres : Fontana, 1983.

2) Documents Internet

ACNIELSEN ET DJC RESEARCH, « Profil de l'industrie du multimédia », décembre 1999, rédigé pour le compte des ministères du gouvernement du Canada suivants : Patrimoine Canadien, Industrie Canada, DRHC, AEI, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/brdcstng/pubs/multimedia_99_f.pdf (page consultée le 28 octobre 2000).

« Accord de libre-échange nord-américain », sur le site de *l'ALENA*, [en ligne], <http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm> (page consulté le 15 septembre 2001).

AFP, « Le sommet du G8 de Gênes s'achève sur un maigre bilan », 22 juillet 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/groups/public/documents/convertis/mon_p1072027.hcsp, (page consultée le 22 juillet 2001).

AGCS, « Traitement de la nation la plus favorisée : Article 2, par. 1 », sur le site de *l'OMC*, [en ligne], http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/26-gats.pdf, (page consultée le 12 novembre 2000).

ALDEA, J. V., « La globalisation et la loi: Conséquences et contraintes découlant de la globalisation pour les systèmes juridiques nationaux », section Textes, sur le site de *La commission Progrès global*, [en ligne], <http://www.globalprogress.org/frances/aportaciones/aldea.html> (Page consultée le 5 mars 2001).

ALLIANCE POUR UN MONDE RESPONSABLE, PLURIEL ET SOLIDAIRE, « Technologies de l'information et de la communication », sur le site de *Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*, [en ligne], <http://www.echo.org/fr/construire/themes/ncit/ntic16.htm>, (page consultée le 23 août 2001).

APC, « About APC », sur le site de *The Association for Progressive Communications*, [en ligne], <http://www.apc.org/english/about/index.shtml>, (page consultée le 23 juillet 2001).

APPADURAI, Arjun, « New Questions for a New World », décembre 2000, sur le site de *University of Chicago Magazine*, [en ligne], <http://www.alumni.uchicago.edu/magazine/0012/features/appadurai.html> (page consultée le 15 avril 2001).

- ATKINSON, Dave, « Le droit des États et des gouvernements de soutenir la culture à la lumière de l'évolution du cadre normatif du commerce international: vers un instrument international? », mai 2001, sur le site du *ministère de la Culture et des Communications du Québec*, [en ligne], (page consultée le 23 juin 2002).
- BAEKER, Greg, « Etude transversale : politique culturelle et diversité culturelle : Canada », sur le site de *l'Europe de la coopération culturelle*, [en ligne], http://www.coe.int/T/F/Coop%E9ration_culturelle/culture/Politiques_culturelles/Analyses_comparatives/Rapports/canadatrans.asp#TopOfPage (page consultée le 11 juillet 2002).
- BERGSTEN, Fred C., « The Backlash Against Globalization », 2000, sur le site de la *Trilatérale*, [en ligne], <http://www.trilateral.org/annmtgs/trialog/trlgtxts/t54/ber.htm> (page consultée le 12 juillet 2001).
- BERNIER, Ivan, « Catalogue des instruments internationaux relatifs à la culture », 2000, sur le site du *RPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/w-group/wg-cdg/catalogue_f.pdf (page consultée le 12 novembre 2001).
- BERNIER, Ivan, « Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture », sur le site de *Patrimoine Canadien*, [en ligne], <http://pch.gc.ca/network-reseau/cdg-gdc/Liste.htm> (page consultée le 4 déc. 2000).
- BERNIER, Ivan, « Mondialisation de l'économie et diversité culturelle : les enjeux pour le Québec », mars 2000, sur le site de *l'Assemblée nationale du Québec*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/archives-36leg1se/fra/Publications/rapports/rapcc1.html> (page consultée le 12 octobre 2000).
- BERNIER, Ivan, « Un nouvel instrument international sur la diversité culturelle : questions et réponses », 2001, sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/conf/bernier.html> (page consultée le 22 janvier 2002).
- BERNIER, Ivan et ATKINSON, Dave, « Commerce international et diversité culturelle : recherche d'un difficile équilibre », octobre 2000, sur le site du *Centre canadien pour le développement de la politique étrangère*, [en ligne], www.cfp-pec.gc.ca/publications/pdf/6004-2f.pdf (page consultée le 11 juillet 2002).
- BERNIER, Ivan et ATKINSON, Dave, « Mondialisation de l'économie et diversité culturelle : les arguments en faveur de la préservation de la diversité culturelle », octobre 2000, sur le site de *l'Agence intergouvernementale de la Francophonie*, [en ligne], <http://confculture.francophonie.org/DocComplement/pdf/BernierAtkinson.pdf> (page consultée le 3 avril 2001).
- BERNIER, Ivan et RUIS FABRI, Hélène, « Evaluation de la faisabilité juridique d'un instrument international sur la diversité culturelle », avril 2002, sur le site du *Bureau de la diversité culturelle*, [en ligne],

http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/106145_faisabilite.pdf (page consultée le 10 juillet 2002).

BERNSTEIN, A., « Too Much Corporate Power ? », sur le site de *Business Week*, [en ligne], http://www.businessweek.com/2000/00_37/b3698001.htm, (page consultée le 9 août 2001).

BOEL, N., « Tous les mondes d'Eduardo Galeano », janvier 2001, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/dires.htm (page consultée le 3 avril 2001).

BOURGES, H., « Quel paysage audiovisuel pour le XXIème siècle ? », 30 mars 2000, sur le site du *Conseil supérieur de l'audiovisuel*, [en ligne], <http://www.csa.fr/html/interlv.htm> (page consultée le 7 mars 2001).

BRUNET, Alain, « Effets pervers de la mondialisation sur la diversité culturelle », 12 septembre 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/reseau/arts/0109/art_101090013519.html (page consultée le 8 octobre 2001).

BRUNET, Alain, « Le commerce de la culture : les États pourront-ils continuer à avoir des politiques culturelles », 7 avril 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.lapresse.ca/groupes/public/documents/convertis/i_som_p1047906.hcsp (page consultée le 14 juin 2001).

BUREAU DE LA DIVERSITE CULTURELLE, « l'UNESCO », section Forums à surveiller sur le site du *Ministère de la Culture et des Communications du Québec*, [en ligne], <http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/diversite.htm> (page consultée le 9 juillet 2002).

BUREAU DE LA DIVERSITE CULTURELLE, « Communiqués », sur le site du *Bureau de la diversité culturelle*, [en ligne], http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/communiques_mcc.htm (page consultée le 9 juillet 2002).

CALAME, Pierre, « Reconstruire la relation », septembre 2000, , sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss27.htm, (page consultée le 4 août 2001).

CANADA, « Le Canada et l'avenir de l'Organisation mondiale du commerce : Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international », 1999, section Consultation des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Canwto-f.asp#Culture> (page consultée le 3 octobre 2001).

CANADA, « Réponse du Gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international intitulé «la Zone de libre-échange des

Amériques : Pour un Accord qui sert les intérêts des Canadiens» – Culture », 15 mars 2000, section Accords régionaux et bilatéraux sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/FTAAreport-full-f.asp#8> (page consultée le 24 septembre 2001).

CANADA : COMITE PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN, « Le défi du changement : Étude de l'industrie canadienne du livre », sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/InfoComDoc/36/2/HERI/Studies/Reports/heri01/06-ch2-f.html> (page consultée le 4 septembre 2000).

CASTELLS, M., « Capitalisme informationnel et exclusion sociale », 1998, section Publications, sur le site de l'*UNRISD*, [en ligne], <http://www.unrisd.org/fraindex/publ/news/19fra/castnews.htm> (page consultée le 5 avril 2001).

CASTELLS, M., « Le citoyen et l'automate » sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, 1999, adresse URL : unesco.org/courrier/1999_10/fr/dires/intro.htm

CCA, « La CCA réunit un groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^e siècle », 22 septembre 1997, sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/03do/03_01_06_03bac.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

CCA, « La culture entraînée dans l'orbite du commerce », 3 avril 2001, sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/01new/bulletins_f/3avr01.html (page consultée le 9 juin 2001).

CCA, « Qui sommes-nous ? », sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/02who/02_01his.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

CCA, « Notre histoire », sur le site de la CCA, [en ligne], <http://www.ccarts.ca/fre/03do/historique.pdf> (page consultée le 15 juillet 2002).

CCA, « Rapport préliminaire du Groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^e siècle : Résumé et synthèse des recommandations », janvier 1998, sur le site de la CCA, [en ligne], http://www.ccarts.ca/fre/03do/03_01_06_02pre.htm (page consultée le 13 novembre 2001).

CCA, « Réveille-matin à Seattle », 2 décembre 1999, sur le site de la CCA, [en ligne], www.culturenet.ca/cca/dec1fr.htm (page consultée le 8 décembre 1999).

CDC, « Plan d'action sur le plan domestique », sur le site de la CDC, [en ligne], <http://www.cdc-ccd.org/pdf/planactiondom.pdf> (page consultée le 14 janvier 2002).

CDC, « Première rencontre internationale des associations professionnelles du milieu de la culture », sur le site de la CDC, [en ligne], <http://www.cdc->

ccd.org/Francais/Liensenfrancais/frameevenements.htm (page consultée le 14 janvier 2002).

CDC, « Qui sommes-nous ? », sur le site de la CDC, [en ligne], http://www.cdc-ccd.org/Francais/Liensenfrancais/framequi_sommes_nous.htm (page consultée le 14 janvier 2002).

CETIM, « Sociétés transnationales, souveraineté des États et droits économiques, sociaux et culturels », Intervention devant la Sous-Commission des droits de l'homme, 1996, [en ligne], <http://www.cetim.ch/1996/96FS08O4.htm>, (page consultée le 4 juillet 2001).

CLAIRMONT, Frédéric F., « La puissance des véritables maîtres du monde : Ces firmes géantes qui se jouent des États » sur le site *Le Monde Diplomatique*, décembre 1999, monde-diplomatique.fr/1999/12/CLAIRMONT/12787.

COLUMBIA JOURNALISM REVIEW, « *Vivendi Universal* », sur le site du *Columbia Journalism Review*, [en ligne], <http://www.cjr.org/owners/vivendi.asp> (page consultée le 6 mars 2001).

COMMISSION MONDIALE DE LA CULTURE ET DU DEVELOPPEMENT, « Notre diversité créatrice : introduction », sur le site de l'*UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/wccd/chapters/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 nov. 2000).

COMMISSION MONDIALE DE LA CULTURE ET DU DEVELOPPEMENT, « Notre diversité créatrice : Une synthèse interactive » sur le site de l'*UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/wccd/summary/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

COMITE PERMANENT DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL, « Le Canada et l'avenir de l'Organisation Mondiale du Commerce : pour un programme du millénaire qui sert l'intérêt public », juin 1999, sur le site du Parlement du Canada, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/reports/faitrp09-f.htm#toc> (page consultée le 12 mai 2001).

COMITE PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN, « Témoignages », 9 décembre 1997, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/cher/meetings/evidence/cherev14-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

COMITE PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN, « Témoignages », 4 février 1998, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/cher/meetings/evidence/cherev15-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

COMITE PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN, « Témoignages », 24 février 1998, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/cher/meetings/evidence/cherev19-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

COMITE PERMANENT DU PATRIMOINE CANADIEN, « Témoignages », 22 mars 2001, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/37/1/heri/meetings/evidence/heriev06-f.htm> (page consultée le 12 octobre 2001).

CONSEIL DE L'EUROPE, sur le site du *Conseil de l'Europe*, [en ligne], <http://stars.coe.fr/doc/doc99/fdoc8458.htm> (Page consultée le 23 juillet 2001).

COPPS, S., « Notes pour une allocution prononcée par l'honorable Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien à l'occasion du Symposium de l'Unesco sur la culture et le commerce », 3 mars 2000, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/wn-qdn/spch-disc/francais.htm> (page consultée le 3 mars 2001).

CURZI, Pierre et STODDART, Jack, « Commerce international et diversité culturelle : la prudence s'impose », 17 avril 2001, sur le site de *Le Devoir*, [en ligne], <http://www.ledevoir.com/ago/2001b/curz170401.html> (page consultée le 17 avril 2001).

DES RIVIERES, Paule, « Sauvegarder les cultures », 15 juin 2001, sur le site de *Le Devoir*, [en ligne], <http://www.ledevoir.com/public/client-css/news-printview.jsp?newsid=2226> (page consultée le 25 septembre 2001).

DOHERTY, A., « Les transnationales et leurs groupes de lobbying », sur le site du *CETIM*, [en ligne], http://www.cetim.ch/stn/stn2_4.htm, (page consultée le 5 juillet 2001).

ENVIRODEV, « Le Forum Mondial Social à Porto Alegre : du 25 au 30 janvier 2001 », janvier 2001, sur le site de *Environnement et développement durable*, [en ligne], http://www.envirodev.org/archives/env/fsm_0101/diplo.htm, (page consultée le 3 février 2001).

CONSEIL DE L'EUROPE - Comité directeur sur les moyens de communication de masse du Conseil de l'Europe, « Vers une stratégie transversale pour la promotion de la diversité culturelle », novembre 2001, sur le site de *L'Europe de la coopération culturelle*, [en ligne], http://www.coe.int/T/F/Coop%E9ration_culturelle/culture/Nouvelles_technologies/N.T.I/Axes_de_travail/Diversit%E9_culturelle/strategie2001_15.asp#TopOfPage (page consultée le 9 juin 2002).

DUBUC, Alain, « Société civile, dites-vous? », 17 avril 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/groups/public/documents/convertis/edi_p1049714.hcsp (page consultée le 12 juillet 2001).

- DUJAT, Emilie, « La libéralisation des services audiovisuels », septembre 2000, sur le site de *En droit.com*, [en ligne], http://www.en-droit.com/intellex/etudes/liberalisation_services_audiovisuels.pdf (page consultée le 6 février 2001).
- FALK, R. et DECORNOY, J., « Planète en quête d'humanité », Janvier 1996, Sur le site de *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/01/decornoy/2212.html> (Page consultée le 13 mars 2001).
- FIM, « Mondialisation de la société civile ? », sur le site du *Forum International de Montréal*, [en ligne], http://www.fimcivilsociety.org/etud_global_francais_text.htm, (page consultée le 13 juillet 2001).
- FISHER, Julie, « Les militants du nouveau millénaire », septembre 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss11.htm, (page consultée le 3 juillet 2001).
- GARTEN, J. E., « What Business Should Be Telling the President », 14 mai 2001, sur le site de *Business Week*, [en ligne], http://www.businessweek.com/magazine/content/01_20/b3732046.htm, (page consultée le 5 juillet 2001).
- GEORGE, Susan, « A l'OMC, trois ans pour achever la mondialisation. Jusqu'où démanteler la souveraineté des États ? », juillet 1999, sur le site *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/07/GEORGE/12221.html>, (page consultée le 12 décembre 2000).
- GEORGE, Susan, « Le commerce avant les libertés », novembre 1999, sur le site *Le Monde Diplomatique*, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/11/GEORGE/12658.html>, (page consultée le 23 février 2000).
- GHALIOUN, B., « Globalisation, déculturation et crise d'identité », janvier 1999, sur le site du *Centre des relations international et de la coopération internationale*, [en ligne], <http://www.cidob.org/Castellano/Publicaciones/Afers/43-44-fr-ghalioun.html> (page consultée le 15 avril 2001).
- GOUVERNEMENT AMERICAIN, « Audiovisual and Related Services », décembre 2000, sur le site du *Office of the United States Trade Representative*, [en ligne], <http://www.ustr.gov/sectors/services/audio.html> (page consultée le 20 novembre 2001).
- GOUVERNEMENT DU CANADA, « Dynamique des prochaines négociations commerciales de l'OMC : acteurs en présence et sujets potentiels de discussions », 16 mars 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne],

<http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/references/wto/note3-f.htm#C>, (page consultée le 10 juillet 2001).

GOUVERNEMENT DU QUEBEC, Commission de la Culture, préparé par Ivan Bernier, « Mondialisation de l'économie et diversité culturelle, les enjeux pour le Québec », mars 2000, sur le site de *l'Assemblée nationale*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/archives-36leg1se/fra/Publications/rapports/rapcc1.html#21-L'impact> (page consultée le 10 juillet 2001).

GROUPE DE CONSULTATIONS SECTORIELLES SUR LE COMMERCE EXTERIEUR (GCSCE) - Industries culturelles, « La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : nouvelles stratégies pour la culture et le commerce », février 1999, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/canculture-f.asp>, (page consultée le 3 mars 2000).

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVERSITE CULTURELLE ET LA MONDIALISATION, « Document à soumettre à un examen ministériel : Portée et cadre d'un instrument international sur la diversité culturelle », 2001, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2001/paper_f.shtml (page consultée le 19 octobre 2001).

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DIVERSITE CULTURELLE ET LA MONDIALISATION, « *Réponses internationales aux enjeux liés à la diversité culturelle* », septembre 2000, sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2000/santorini2/consid_f.shtml (page consultée le 3 janvier 2001).

GRZYBOWSKI, Candido, « ONG : une pensée et un contre-pouvoir », septembre 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_09/fr/doss32.htm, (page consultée le 4 août 2001).

HONDIUS, Frits, « La reconnaissance et la protection des ONG en droit international », 2000, sur le site de *Union of International Associations*, [en ligne], <http://www.uia.org/uiata/hondiusfr.htm>, (page consultée le 2 juillet 2001).

INSTITUT CANADIEN D'EDUCATION DES ADULTES, « Vers la mondialisation et la fragmentation culturelle », 13 septembre 1996, sur le site de *Communautique*, [en ligne], <http://www.communautique.qc.ca/docicea/memoire/mondial.html> (page consultée le 13 mars 2001).

IVATURY, A., « Changing the World's Perspective », décembre 1997, section Progressive Review, sur le site de *Princeton University*, [en ligne], <http://www.princeton.edu/~progrev/97-98/dec97ai.html> (Page consultée le 18 février 2001).

JACKSON, J. et LEMIEUX, R., « Les arts et la politique culturelle canadienne », révisé le 15 octobre 1999, [en ligne], sur le site du *Parlement du Canada*, [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/information/library/PRBpubs/933-f.htm> (page consultée le 27 novembre 2000).

JUNEAU, P., MURRAY, Catherine et HERNDORF, Peter, Comité d'examen des mandats SRC, ONF, Téléfilm, « Faire entendre nos voix : le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle », 1996, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/brdcstng/pubs/juneau/francais/chap2/ch2s1.htm> (page consultée le 6 janvier 2001).

KAEMPFER WOLFGANG, « Désocialisation et resocialisation », sur le site de *Libération*, [en ligne], http://www.liberation.fr/omc/dico/germ_desocialisation.php3 (page consultée le 12 octobre 2001).

KEMP, Jack, « Policy Makers Must Stand Firm Against Opponents of Free Trade », 2 août 2000, sur le site de la *Chambre Internationale de Commerce*, [en ligne], http://www.iccwbo.org/home/case_for_the_global_economy/jack_kemp_ft_020899.asp, (page consultée le 3 août 2001).

KHAN, Jooneed, « La « société civile », l'alliée devenue adversaire », 15 avril 2001, sur le site de *La Presse*, [en ligne], http://www.cyberpresse.ca/special/i_som_p1049495.html, (page consultée le 16 avril 2001).

KHOR, Martin, « Interaction de la société civile avec l'OMC », sur le site du *Forum international de Montréal*, [en ligne], http://www.wocsoc.org/francais/fim/M_KhorFR.pdf (page consulté le 12 novembre 2001).

KITE, B., « Free Trade ? Someone Always Has to Pay », 2 mai 2001, sur le site de *Business Week*, [en ligne], http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/may2001/nf2001052_941.htm, (page consultée le 4 juillet 2001).

LAPLANTE, L., « Echange, marché et démocratie », 26 avril 2001, section Dixit Laurent Laplante, sur le site de *Les chroniques deCybérie*, [en ligne], <http://www.cyberie.qc.ca/dixit/20010426.html> (page consultée le 27 avril 2001).

MAECI, « Autres mécanismes de consultation », section Consultation des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Consult4-f.asp> (page consultée le 12 octobre 2001).

MAECI, « Consultations relatives à l'OMC – Commerce et culture », 2001, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Culture-Info-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

MAECI, « Consultations relatives à l'OMC – document d'information », 2001, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/S-Info-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

MAECI, « Consultations relatives à l'OMC : réunion ministérielle de Doha (Qatar) », 2001, section Consultation des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/consult1-f.asp#doha> (page consultée le 12 novembre 2001).

MAECI, « Consultations relatives à l'OMC et à la ZLEA– document d'information », 1999, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/gazette-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

MAECI, « De nouveaux records établis : le Ministre Pettigrew lance le premier rapport annuel sur le commerce international », 11 mai 2000, sur le site du *MAECI*, [en ligne], http://webapps.dfait-maeci.gc.ca/minpub/Publication.asp?FileSpec=/Min_Pub_Docs/103325.htm (page consultée le 12 avril 2001).

MAECI, « Le Canada et l'OMC : Objectifs du Canada pour la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC » 24 octobre 2001, sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/WTO-obj-f.asp> (page consultée le 19 octobre 2001).

MAECI, « M. Pettigrew annonce la position du Canada aux négociations de l'OMC », sur le site du *MAECI*, [en ligne], http://www.198.103.104.118/minpub/publication.asp?filespec=/mon_pub_docs/102812.htm (page consultée le 12 septembre 2001).

MAECI, « Pourquoi le commerce est-il important? Le commerce et l'économie canadienne », novembre 1999, sur le site du *Ministère des affaires étrangères et du commerce international*, [en ligne], <http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/text-f.asp> (page consultée le 7 février 2001).

MAECI, « Rapport sommaire sur les consultations multisectorielles concernant l'Accord général sur le commerce des services », 2000, section Consultations des Canadiens sur le site du *MAECI*, [en ligne], <http://dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/GATS-f.asp> (page consultée le 24 septembre 2001).

MATTELART, Armand, « Généalogie des nouveaux scénarios de la communication », sur le site *Le Monde Diplomatique*, 1996, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/livre/crac/21.html> (page consultée le 7 octobre 2001).

MAULE, C., « Etude de l'OMC et des intérêts du Canada dans les négociations futures : Note d'information sur les services et sur l'Accord général sur le commerce des services », 1999, sur le site du *Parlement du Canada*, Préparé pour le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international de la Chambre des

communes, [en ligne],
<http://www.parl.gc.ca/infocomdoc/36/1/fait/studies/references/wto/note6-f.htm>
 (page consultée le 26 février 2001).

Ministère de la Culture et des Communications du Québec, « UNESCO et diversité culturelle : le Québec fait valoir la nécessité d'un instrument international », 12 décembre 2000, section Communiqués sur le site du *Bureau de la diversité culturelle*, [en ligne],
<http://mcc.quebectel.qc.ca/Mcc/Communiqu.nsf/711a454df1fdfa7f852567e8006b260f/af348db825561ac1852569b400480e44?OpenDocument> (page consultée le 13 juillet 2002).

MONTIEL, Edgard et DOBREE, Patricio, « Culture américaine », sur le site de *Libération*, [en ligne], http://www.liberation.fr/omc/dico/germ_culture2.php3 (page consultée le 3 mars 2001).

OEA, « Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économique, sociaux et culturels », sur le site de *l'organisation des États Américains (OEA)*, [en ligne], <http://www.oas.org/juridico/english/treaties/a-52.html> (page consultée le 27 novembre 2000).

OEA, « Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme », sur le site de *L'Organisation des États Américains (OEA)*, [en ligne], <http://www.oas.org> (page consultée le 27 novembre 2000).

OEA, « Déclaration de Québec », avril 2001, sur le site de *QuébecAmériques.com*, [en ligne], <http://www.quebecameriques.com/francais/D-SallePress-html/D1-communiqués-fr/pdf/declaration-fr.PDF> (page consultée le 3 avril 2002).

OMC, « Les accords », sur le site de *l'Organisation Mondiale du Commerce*, [en ligne], http://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/agrm5_f.htm (page consultée le 17 novembre 2000).

OMC, « Organisations non gouvernementales : Article V, Accord instituant l'OMC », sur le site de l'OMC, [en ligne],
http://www.wto.org/french/forums_f/ngo_f/estwto_f.htm#artV, (page consultée le 27 juillet 2001).

ONU, « Charte africaine des droits de l'homme et des peuples », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne],
<http://www1.umn.edu/humanrts/instree/french/fz1afchar.html> (page consultée le 27 novembre 2000).

ONU, « Déclaration Universelle des droits de l'homme », sur le site des *Nations Unies*, [en ligne], <http://www.unhchr.ch/udhr/lang/frn.htm> (page consultée le 27 novembre 2000).

ONU, « Pacte international relatif aux droits civils et politiques », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne], http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_ccpr_fr.htm (page consultée le 27 novembre 2000).

ONU, « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », sur le site du *Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*, [en ligne], http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/a_cescr_fr.htm (page consultée le 27 novembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Affaires culturelles », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/francais.htm>, (page consultée le 14 juillet 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « Commerce et investissement », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/francais.htm> (page consultée le 18 septembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Conseil consultatif sur le commerce culturel », 1999, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TradeAdvisoryB/francais.htm> (page consultée le 7 février 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « Culture et Patrimoine : pour que la voix du Canada puisse être entendue », 1998, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/mindep/misc/culture/htm/2fr.htm> (page consultée le 18 septembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Direction du développement du commerce et l'investissement », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TIDD/francais.htm> (page consultée le 3 avril 2002).

PATRIMOINE CANADIEN, « Equipe Canada Inc. : Commerce et investissement », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/TeamCanada/francais.htm> (page consultée le 7 février 2002).

PATRIMOINE CANADIEN, « Faits et Statistiques », sur le site de *Patrimoine Canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/francais.htm (page consultée le 10 septembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Faits et statistiques : livre », 1997, sur le site de *Patrimoine canadien*, http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/fact-info/lvrstats.htm (page consultée le 19 septembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Industrie canadienne du périodique », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/magazinesf/mags_tdm.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

PATRIMOINE CANADIEN, « Industries culturelles », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/francais.htm (page consultée le 10 février 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « L'industrie canadienne du périodique. Section 8 : La décision prise en 1997 par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], http://www.pch.gc.ca/culture/cult_ind/magazinesf/sect8.htm (page consultée le 18 février 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « Liste des instruments internationaux qui font référence à la culture », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/network-reseau/cdg-gdc/Liste.htm> (page consultée le 2 février 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « Ottawa et Washington s'entendent sur l'accès au marché publicitaire canadien », sur le site de *Patrimoine canadien*, 26 mai 1999, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/bin/News.dll/View?Lang=F&Code=9NR029F> (page consultée le 19 février 2001).

PATRIMOINE CANADIEN, « Procédures engagées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et résultats obtenus », sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/wn-qdn/culture/infol.htm> (page consultée le 17 février 2001).

PILON, Robert, « Compte rendu de la discussion sur le thème : Commerce mondial et industries culturelles », sur le site de *l'Assemblée nationale du Québec*, [en ligne], <http://www.assnat.qc.ca/fra/publications/commissions/colloque/cr.html> (page consultée le 22 février 2001).

PORTELLA, Eduardo, « Culture clonée et métissage », avril 2000, sur le site du *Courrier de l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/courier/2000_04/fr/edito.htm (page consultée le 30 avril 2001).

RABOY, Marc, « Challenges for Global Regulation of Communication », mai 1998, sur le site de *Commposite*, [en ligne], <http://commposite.uqam.ca/videaz/docs/maraen.html> (page consultée le 12 novembre 2000).

RABOY, Marc, « National, Transnational and Global Approaches to Public Media », janvier 2001, sur le site de *The Center for Media, Culture and Society*, [en ligne], <http://www.nyu.edu/gsas/dept/media/pdfs/raboy.pdf>, (page consultée le 23 avril 2002).

RABOY, Marc, « Vers un cadre global pour des médias démocratiques », avril 1996, sur le site de *Echo.org*, [en ligne], <http://www.echo.org/fr/construire/themes/ncit/ntic13.htm> (page consultée le 12 décembre 2000).

RABOY, Marc et BARLOW, Maude, « Policies and New Media : Who's Got the Map ? », sur le site de *Canada by design*, [en ligne], <http://www.candesign.utoronto.ca/wk2txt.html#text> (page consultée le 23 avril 2002).

REINICKE, Wolfgang H. et WITTE, J. M., « Interdependence, Globalization, and Sovereignty: The Role of Non-Binding International Legal Accords », 2000, section Publications, sur le site de la *Global Public Policy*, [en ligne], <http://www.f2.efresh.de/public/reinicke-witteasil.pdf> (Page consultée le 27 mars 2000).

RIDC, « Certains paramètres d'un instrument éventuel : déclaration finale et rapport aux ministres de la culture formant le réseau international sur la politique culturelle », sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/conf/declare.html> (page consultée le 8 janvier 2002).

RIDC, « Diffusion du texte de l'avant-projet de l'Accord de libre-échange des Amériques », juillet 2001, sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/nou/bull12B.html> (page consultée le 20 juin 2002).

RIDC, « Historique du RIDC », sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/hist.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

RIDC, « Principes fondateurs », sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/prin.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

RIDC, « Rapport de Santorin », 2000, sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.world-culture-network.net/matieres/index.phtml?pd=News&id=96> (page consultée le 24 novembre 2000).

RIDC, « Qui nous sommes », sur le site du *RIDC*, [en ligne], <http://www.incd.net/html/francais/qui/qui.htm> (page consultée le 8 janvier 2002).

RIPC, « Instrument international sur la diversité culturelle: Une manière d'envisager le cadre et la portée de l'instrument », sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2001/annexA_f.shtml (page consultée le 12 avril 2001).

RIPC, « Pays membres », mars 2001, sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/members/index_f.shtml (page consultée le 3 mai 2002).

RIPC, « Qui sommes-nous ? », sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/about/index_f.shtml (page consultée le 21 janvier 2002).

RIPC, « Rapport de Santorin », 2000, sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/2000/santorini2/statement_f.shtml (page consultée le 15 février 2002).

RIPC, « Rapport final de la rencontre internationale sur la politique culturelle : la culture sur la scène mondiale », 1998, sur le site du *RIPC*, [en ligne], <http://64.26.177.19/meetings/1998/ottawa/report-f.pdf> (page consultée le 12 janvier 2002).

RIPC, « Rapport final : 2^{ème} rencontre annuelle ministérielle du RIPC », 1999, sur le site du *RIPC*, [en ligne], http://64.26.177.19/meetings/1999/index_f.shtml#report (page consultée le 15 février 2002).

SAUVE, Pierre, « Le traitement des produits et services culturels dans les accords internationaux », octobre 2000, sur le site de *l'Agence intergouvernementale de la Francophonie*, [en ligne], <http://confculture.francophonie.org/DocComplement/pdf/Sauve.pdf> (page consultée le 7 avril 2002).

SERVICES 2000, « Questions souvent posées sur l'AGCS », sur le site de *Strategis*, [en ligne], <http://strategis.ic.gc.ca/SSGF/sk00100f.html> (page consultée le 20 septembre 2001).

SINAI, Agnès, « Solidarité continentale ou sociétés de marché », sur le site *Le Monde diplomatique*, juillet 1999, [en ligne], <http://www.monde-diplomatique.fr/1999/07/SINAI/12256.html> (page consultée le 5 novembre 2000).

SMITH, Gordon, « *Globalization and Governance* », annual meeting of the Trilateral Commission in London, 2001, sur le site de la *Trilatérale*, [en ligne], <http://www.trilateral.org/annmtgs/trialog/trltxts/t55/smi.htm> (page consultée le 12 novembre 2001).

STATISTIQUES CANADA, « Croissance des exportations du secteur culturel canadien », dernière mise à jour juin 2000, sur le site de *Patrimoine canadien*, [en ligne], <http://www.pch.gc.ca/culture/invest/fact-info/Facts&FiguresFR/sld006.htm> (page consultée le 7 février 2001).

STATISTIQUES CANADA, « Dépenses consacrées à la culture », 25 janvier 2001, sur le site de *Statistique Canada*, [en ligne], <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/010125/q010125b.htm> (page consultée le 6 février 2001).

THE OTTAWA CITIZEN, 20 avril 2000, sur le site *The Ottawa citizen*, [en ligne], <http://www.canada.com/ottawa/ottawacitizen/> (Page consultée le 3 juillet 2001).

UNESCO, Colloque d'experts sur la culture, le marché et la mondialisation, « La culture, une marchandise pas comme les autres? », juin 1999, sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/html_fr/reunion3.shtml (page consultée le 12 février 2001).

UNESCO, « Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement : point 11 du plan d'action », 1998, sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/laws/stockholm/html_fr/actionpl1.shtml (page consultée le 12 septembre 2001).

UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : questions et réponses. Qu'appelle-t-on diversité culturelle ? », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question18.shtml#18 (page consulté le 14 avril 2001).

UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : en quoi consiste la doctrine de l'exception culturelle ? », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question16.shtml#16 (page consultée le 12 juillet 2002).

UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : qu'à-t-on appelé le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) ? », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question20.shtml#20 (page consultée le 12 juillet 2002).

UNESCO, « Culture, commerce et mondialisation : qu'entend-on par "biens" et par "services" culturels ? », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/industries/trade/html_fr/question2.shtml#2 (page consultée le 12 juillet 2002).

UNESCO, « Démocratie et gouvernance mondiale : quelles régulations pour le 21^{ème} siècle ? », 29-30 janvier 2001, section l'UNESCO au Forum Social Mondial 2002, sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], <http://www.unesco.org/most/wsfunescofr.htm> (page consultée le 27 mars 2001).

UNESCO, « Qu'est-ce que l'UNESCO? », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], <http://www.unesco.org/general/fre/about/what.shtml> (page consultée le 15 juillet 2002).

UNESCO, « Un bref historique de l'agenda « Culture et développement » de l'UNESCO », sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/highlights/background/html_fr/index_fr.htm (page consultée le 15 novembre 2000).

UNESCO, « La circulation internationale de biens culturels sélectionnés 1980-1998 » sur le site de *l'UNESCO*, 2000, [en ligne],

http://unescostat.unesco.org/en/pub/doc/cult_sum_web_FR.pdf (page consultée le 22 février 2001).

UNESCO, « Rapport mondial sur la culture 2000 », 2000, sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/worldreport/html_fr/index_fr.shtml (page consultée le 23 avril 2001).

UNESCO, « Table ronde des ministres de la culture 2000-2010 : diversité culturelle : les enjeux du marché », décembre 2000, sur le site de *l'UNESCO*, [en ligne], http://www.unesco.org/culture/development/highlights/texts/html_fr/table9.shtml (page consulté le 13 mars 2001).

VALENTI, Jack, « The American Audiovisual Industry and its Economic Importance », 13 mars 2000, sur le site de *l'USTDRC*, [en ligne], <http://www.ustdrc.gov/hearings/13mar00/jvalenti.pdf> (page consultée le 8 juillet 2001).

Annexe I

Chronologie des initiatives du gouvernement canadien

- 30 mars - 2 avril 1998 : Participation de Sheila Copps (ministre du Patrimoine canadien) à la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement* de l'UNESCO à Stockholm (Suède). Il s'agit du point de départ des initiatives du Canada en matière de diversité culturelle.
- 29 - 30 juin 1998 : Tenue de la première *Conférence internationale sur la politique culturelle* à Ottawa. Cette rencontre de suivi des discussions et travaux entrepris à Stockholm, organisée par Patrimoine canadien, regroupe des délégations des États membres, des ministres de la Culture ainsi que des représentants d'organisations de la société civile. C'est à cette occasion que le RIPC est créé.
- Les recommandations formulées par des OSC du secteur culturel, participants à la conférence organisée par la CCA *Chez soi dans le monde : un forum international sur la culture et la coopération*, sont intégrées aux éléments de réflexion remis aux participants.
- 6 février - 30 avril 1999 : Début de la première campagne de consultation des Canadiens sur des questions devant être discutées durant les négociations de l'OMC et de la ZLEA.
- 18 février 1999 : Le Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles publie le document de travail *Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce : la culture canadienne dans le contexte de la mondialisation* qui préconise l'abandon de la stratégie d'exception culturelle pour l'élaboration d'un nouvel instrument international portant sur la diversité culturelle (NIIDC).
- Avril 1999 : Audiences nationales organisées par le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international.
- 20-21 sept 1999 : Première rencontre annuelle du RIPC à Oaxaca (Mexique). Le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation est mis en place. Il n'est pas encore question du NIIDC dans les discussions.
- Octobre 1999 : Les phases initiales de la recherche et du développement des éléments clés du NIIDC sont entamées par Patrimoine

canadien, en collaboration avec le MAECI et d'autres partenaires, comme le GCSCE industries culturelle, la Coalition pour la diversité culturelle (CDC) et la Conférence canadienne des arts (CCA)).

- 15 novembre 1999 : Dans son discours du Trône, le gouvernement canadien accueille favorablement les recommandations du GCSCE. Il affirme son intention de définir une nouvelle approche internationale pour appuyer la diversité culturelle dans le monde. D'autre part, il soutient que tant que cet instrument ne sera pas mis en place, le gouvernement tâchera de garder un maximum de flexibilité dans les accords de commerce.
- 30 novembre – 3 décembre 1999 : Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle (États-Unis). La question culturelle n'y est pas abordée. L'unique initiative a consisté à tenter de faire inclure une déclaration sur la diversité culturelle dans le préambule. Tentative qui n'a pas abouti.
- 6 décembre 1999 : La première rencontre du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation est l'occasion d'élaborer un plan de travail pour l'élaboration du NIIDC.
- 19 – 20 juin 2000 : Deuxième réunion du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Hanovre (Allemagne). Les participants discutent des principes généraux de l'instrument et préparent un texte à présenter à la prochaine rencontre ministérielle annuelle du RIPC en Grèce en septembre 2000.
- 23 juin - 11 octobre 2000 : Seconde consultation des Canadiens d'envergure sur les négociations sur le commerce des services à l'OMC.
- 26 - 28 septembre 2000 : Seconde rencontre annuelle des ministres de la Culture du RIPC. L'idée d'élaborer un NIIDC reçoit un accueil favorable et le Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation est mandaté à poursuivre sa réflexion.
- 8 – 9 décembre 2000 : Troisième réunion du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Paris. Les travaux concernent la portée et le cadre de l'instrument.
- 14 mars 2001 : Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international, présente la position initiale du Canada en vue des négociations à l'OMC sur l'*Accord général sur le commerce des services* (AGCS). La position consiste à ne prendre aucun engagement qui puisse limiter la capacité des États de réaliser ses objectifs en matière de politique culturelle, tant qu'un NIIDC ne sera mis en place.

- 11 – 12 mai 2001 : Quatrième rencontre du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Leysin (Suisse). Il y est question du cadre et de la portée de l'instrument.
- Août 2001 : Consultation des Canadiens relativement à la position canadienne à adopter à l'OMC pour la *réunion ministérielle de Doha (Qatar)*.
- Septembre 2001 : La position du Canada en vue de la rencontre de Doha est rendue publique. On y rappelle le désir de garder le maximum de flexibilité tant qu'un NIIDC ne sera pas effectif.
- 24-26 septembre 2001 : Troisième rencontre annuelle du RIDC à Lucerne (Suisse). Il y est grandement question du NIIDC. Les ministres demandent au Groupe de travail sur la diversité et la mondialisation de rédiger une ébauche du texte pour la prochaine rencontre, prévue en Afrique du Sud à l'automne 2002.
- 24 octobre 2001 : Pierre Pettigrew fait connaître les objectifs du Canada pour la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha. En ce qui a trait à la culture, les mêmes propos sont tenus que lors des interventions précédentes.
- 9 – 13 novembre 2001 : Réunion ministérielle de Doha (Qatar). La question n'est toujours pas au centre des discussions. Les négociateurs canadiens tentent à nouveau de faire inclure une déclaration sur la diversité culturelle, sans succès.
- 28 – 29 novembre 2001 : Cinquième réunion du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Oslo (Norvège). Les participants travaillent à la rédaction d'une ébauche de texte à présenter aux ministres du RIPC en octobre 2002.
- 29 – 31 mai 2002 : Sixième rencontre du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Johannesburg (Afrique du Sud). Discussion autour de l'ébauche du NIIDC et des questions de gouvernance.

Annexe II

Chronologie des initiatives de la société civile canadienne

- 30 mars - 2 avril 1998 : La CCA envoie des représentants à la *Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement* de l'UNESCO à Stockholm (Suède).
- Il s'agit du point de départ des initiatives de la société civile en matière de diversité culturelle.
- Printemps 1998 : Fondation de la Coalition pour la diversité culturelle (CDC), constituée d'associations professionnelles du milieu culturel québécois.
- Juin 1998 : La CCA publie le *Rapport final du groupe de travail sur la politique culturelle au XXI^{ème} siècle*, qui étudie les défis posés aux politiques culturelles et formule des recommandations à l'attention du gouvernement.
- 29 - 30 juin 1998 : Tenue de la conférence *Chez soi dans le monde : un forum international sur la culture et la coopération*, organisée par la CCA, en marge de la *Conférence internationale sur la politique culturelle* du gouvernement canadien. Il s'agit d'une rencontre d'OSC du secteur culturel provenant de 30 pays différents. L'objectif étant d'appuyer les démarches de Mme Copps, on décide de mettre en place un réseau international fonctionnant en parallèle du travail effectué par les ministres.
- 12 novembre 1998 : Le réseau de la CCA prend le nom de *Réseau mondial des organismes culturels non gouvernementaux*. On présente la mission de l'organisation et on en précise le rôle.
- fin 1998 – début 1999 : Robert Pilon (CDC) participe aux consultations du Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) - Industries culturelles, menant à la publication de *Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce : la culture canadienne dans le contexte de la mondialisation* qui préconise l'abandon de la stratégie d'exception culturelle pour l'élaboration d'un nouvel instrument international portant sur la diversité culturelle (NIIDC).
- Avril 1999 : Création du Comité consultatif sur les affaires internationales. Des discussions sur la mise en place du réseau international d'OSC sont amorcées.

- 20 août 1999 : Le Comité consultatif sur les affaires internationales adopte les principes directeurs du réseau. Celui-ci change de nom pour devenir la *Coalition mondiale pour la diversité culturelle* (CMDC).
- Automne 1999 : Elargissement du *membership* de la CDC, qui ouvre ses portes à une participation des associations professionnelles canadiennes.
- 23 octobre 1999 : Lors d'une rencontre d'OSC à Stockholm, on décide de lancer officiellement la CMDC en septembre 2000, à l'occasion de la rencontre de fondation du réseau.
- Novembre 1999 : Le Comité consultatif sur les affaires internationales change à nouveau le nom du réseau, qui devient le *Réseau international pour la diversité culturelle* (RIDC). Ceci, pour éviter la confusion avec la Coalition pour la diversité culturelle (CDC) et pour mieux refléter le fait que le RIDC travaille en parallèle avec le RIPC.
- 30 novembre - 3 décembre 1999 : Des représentants de la CCA participent aux conférences parallèles de la rencontre ministérielle de Seattle (États-Unis). Ils profitent de l'occasion pour tisser des liens avec d'autres organisation et pour sensibiliser à la question culturelle.
- Robert Pilon, vice-président exécutif de la CDC fait partie de la délégation officielle du Canada, en tant que consultant.
- 6 – 7 décembre 1999 : Robert Pilon (CDC) et Megan Williams (CCA) participent à la première rencontre du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation du RIPC, à Ottawa.
- Juin 2000 : Adoption de la déclaration de principes de la CDC.
- 24 – 26 septembre 2000 : Rencontre de fondation du RIDC à Santorin (Grèce).
- Avril 2001 : Des membres de la CDC présente un mémoire devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international de la Chambre des communes à Ottawa. Ils soutiennent que les politiques culturelles ne doivent pas être soumises aux règles commerciales internationales.
- La CCA participe à une conférence de presse à Ottawa qui souligne l'ouverture des négociations du GATS. A cette occasion, une lettre est envoyée à Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international, pour lui signifier leurs craintes en ce qui concerne la culture à l'OMC.

Des membres du RIDC participent aux rencontres parallèles du Sommet des Amériques de Québec.

9 juillet 2001 :

La CDC fait parvenir une lettre au ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew. Elle lui fait part de ses craintes vis à vis la proposition de la Suisse pour les négociations sur les services audiovisuels à l'OMC.

10 – 13 septembre 2001 :

Tenue de la première rencontre internationale des associations professionnelles du milieu culturel de Montréal *Diversité culturelle, politiques culturelles et accords internationaux de commerce*. Organisée par la CDC, elle réunit des intervenants de dix pays faisant partie d'associations professionnelles du milieu culturel. Dans la déclaration finale, il est demandé aux gouvernements de s'abstenir de prendre des engagements dans les accords commerciaux et de s'opposer à la formation de tout groupe de discussion ou de négociations.

21 – 24 septembre 2001 :

Deuxième rencontre du RIDC à Lucerne (Suisse). Les représentants de 33 pays soutiennent la mise en place d'un NIIDC.

Novembre 2001 :

Un représentant du RIDC, Garry Neil, surveille les négociations lors de la Réunion ministérielle de l'OMC à Doha (Qatar).

28 – 29 novembre 2001 :

Un membre du RIDC, Dagfinn Bach, participe à la cinquième réunion du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation du RIPC, à Oslo (Norvège).

29 – 31 mai 2002 :

Participation de Garry Neil du RIDC à la sixième rencontre du Groupe de travail sur la diversité culturelle et la mondialisation à Johannesburg (Afrique du Sud). Celui-ci vient présenter le projet d'une convention sur la diversité culturelle, développée par les OSC membres du RIDC.

Annexe III

Chronologie des initiatives de l'UNESCO

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, communément appelée UNESCO, regroupe 188 États membres et a pour objectif principal de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant, par l'éducation, la science, la culture et la communication, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous¹ ».

Depuis les années 1980, l'UNESCO est impliquée dans le débat sur la diversité culturelle. Elle a initié de nombreuses initiatives en vue de faire avancer la réflexion sur les enjeux culturels dans le contexte de la globalisation ainsi que pour trouver les moyens de s'assurer que la culture reste un élément important du développement.

Voici l'historique de ses démarches, inspiré en grande partie, des informations présentées sur le site Internet du Bureau de la diversité culturelle du ministère de la Culture et des Communications du Québec².

- | | |
|--------------------------|--|
| 6 août 1982 : | La déclaration finale <i>Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles</i> , adoptée lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles de Mexico souligne que la culture et le développement sont liés. |
| 1988 - 1997 : | La <i>Décennie mondiale pour le développement culturel</i> est l'occasion d'amorcer une réflexion sur la culture, en tant que dimension essentielle du développement. |
| 1995 : | Publication du rapport <i>Notre diversité créatrice</i> soulignant l'importance de préserver la diversité culturelle. |
| 30 mars – 2 avril 1998 : | La nécessité de préserver et promouvoir la diversité culturelle devient une priorité pour l'UNESCO lors de la <i>Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement</i> , organisée à Stockholm (Suède). |
| 28 - 30 janvier 1999 : | Tenue d'un Symposium sur le pluralisme, <i>Vers un pluralisme constructif</i> , organisé à Paris par l'UNESCO et le Secrétaire du Commonwealth. |

¹ UNESCO, « Qu'est-ce que l'UNESCO? », sur le site de l'UNESCO, [en ligne], <http://www.unesco.org/general/fre/about/what.shtml> (page consultée le 15 juillet 2002).

² Bureau de la diversité culturelle, « l'UNESCO », section Forums à surveiller sur le site du *Ministère de la Culture et des Communications du Québec*, [en ligne], <http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/diversite.htm> (page consultée le 9 juillet 2002).

- 14 - 15 juin 1999 : Colloque réunissant plus de 250 experts à Paris sur le thème *La culture, la marché et la mondialisation*. Cette rencontre, qui s'inscrit quelques temps avant la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en décembre 1999, est l'occasion de déterminer quels sont les risques pour la culture dans les accords de commerce.
- 2 novembre 1999 : Première table ronde des ministres de la Culture, sur le thème *La culture et la créativité face à la mondialisation*. Cette rencontre est organisée dans le cadre de la 30^{ème} session de la conférence générale de l'UNESCO. On y affirme que les produits culturels doivent bénéficier d'un traitement particulier étant donné leur spécificité, que la diversité culturelle doit être préservée et que l'UNESCO doit continuer à faire avancer le débat.
- 26 octobre - 17 novembre 1999 : Lors de la 30^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, la diversité culturelle est reconnue comme étant l'une des principales richesses de l'humanité et ainsi, sa préservation est essentielle.
- 30 juin - 1^{er} juillet 2000 : Un colloque est organisé à Varsovie, il s'intitule *La diversité culturelle à l'heure de la mondialisation : l'avenir des industries culturelles en Europe centrale et orientale*. L'importance des politiques culturelles nationales est souligné, ainsi que la nécessité d'équilibrer la logique industrielle et la logique culturelle.
- 21 - 22 septembre 2000 : Rencontre du Comité d'experts sur le renforcement du rôle de l'UNESCO à Paris, en vue de promouvoir la diversité culturelle à l'heure de la mondialisation. Le Comité est chargé d'étudier les différentes pistes de travail s'offrant à l'UNESCO pour assurer la promotion de la diversité culturelle. Les lignes directrices d'un *Plan d'action intersectoriel pour l'UNESCO sur la diversité culturelle* sont donc formulées. Parmi lesquelles, on retrouve la proposition d'une Déclaration pour la diversité culturelle.
- 11 - 12 décembre 2000 : Tenue de la seconde table ronde des ministres de la Culture à Paris. Ces derniers abordent la problématique de la diversité culturelle et des enjeux du marché.
- 2 novembre 2001 : Plus de 180 pays signent la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle*, lors de la 31^{ème} session de la Conférence générale. Il s'agit du premier instrument d'une si grande envergure, qui reconnaît l'importance de la diversité culturelle et la nécessité de la préserver.

Annexe IV

Chronologie des initiatives de l'Organisation internationale de la Francophonie

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) regroupe 55 États et gouvernements provenant de l'espace francophone. Cette organisation s'intéresse à la question de la diversité culturelle depuis 1999.

Voici l'historique de ses démarches, inspiré en grande partie, des informations présentées sur le site Internet du Bureau de la diversité culturelle du ministère de la Culture et des Communications du Québec³.

- | | |
|------------------------|--|
| 15 avril 1999 : | A l'occasion de la signature de la <i>Déclaration de Monaco</i> , les ministres de l'économie et des finances de la Francophonie, reconnaissent que « la Francophonie trouve son unité dans la complémentarité de ses membres et dans le partage d'un patrimoine de valeurs et de conceptions, reconnaissant notamment : l'importance de la promotion de la diversité linguistique et culturelle face aux défis de la mondialisation et la nécessité de prendre en compte cet objectif dans la définition de règles multilatérales dans le domaine du commerce et de l'investissement ». |
| 3 - 5 septembre 1999 : | La Déclaration ainsi que le Plan d'action du Sommet de Moncton qui se tient quelques mois plus tard, réaffirment l'importance de protéger la diversité culturelle, soutiennent que les produits culturels demandent un traitement particulier dans le cadre du commerce et soulignent l'importance le droit des États à élaborer ses politiques culturelles sans contraintes. |
| Septembre 1999 : | Suite à ce Sommet et dans la perspective du début des négociations à l'OMC, une concertation francophone est mise en place. Elle a pour objectif de définir une position commune et de faciliter l'échange d'informations entre les membres. |
| 15 septembre 1999 : | La première étape de la concertation se tient à Paris. Les représentants traitent des thèmes et des questions qui pourraient être abordées à Seattle en décembre 1999. |
| 18 octobre 1999 : | Lors de la seconde étape de la concertation, un séminaire est organisé sur le thème <i>Le cycle de négociations du millénaire : quels enjeux pour la Francophonie?</i> Des experts, des |

³ Bureau de la diversité culturelle, « l'Organisation internationale de la Francophonie », section Forums à surveiller sur le site du *Ministère de la Culture et des Communications du Québec*, [en ligne], <http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/diversite.htm> (page consultée le 9 juillet 2002).

représentants de l'OMC ainsi que des groupes de la société civile échangent entre eux sur les enjeux culturels dans le cadre des accords de commerce internationaux.

- Novembre 1999 : La troisième étape de la concertation, qui réunit des experts gouvernementaux de la Francophonie, se tient à Paris.
- 30 novembre 1999 : Le jour précédent l'ouverture des négociations de l'OMC à Seattle, la 14^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie réaffirme la volonté de ses membres d'agir pour assurer la protection et la promotion de la diversité culturelle.
- Novembre 2000 : La Francophonie signifie son intention d'appuyer la démocratie et la diversité des cultures lors de la signature de la *Déclaration de Bamako* (Mali).
- Année 2000 : Trois études sur la diversité culturelle sont commandées par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. La première porte sur la définition de la diversité culturelle et des arguments en faveur de sa préservation. La seconde étudie la relation entre le commerce et la culture. La troisième s'intéresse aux modes d'intervention étatiques pour soutenir la culture nationale et favoriser la diversité.
- Décembre 2000 : Les résultats de ces recherches sont présentées lors d'une réunion d'experts en décembre 2000.
- 14 - 15 juin 2001 : A l'occasion de la troisième *Conférence ministérielle sur la Culture* à Cotonou (Bénin), un *Plan d'action* et une déclaration, la *Déclaration de Cotonou*, sont adoptés. Les délégués confirment ainsi que la diversité culturelle constitue un enjeu primordial dans le contexte actuel de globalisation.
- Octobre 2001 : En raison des événements survenus le 11 septembre 2001, le neuvième Sommet de la Francophonie portant sur le thème du *Dialogue des cultures* n'a pu se tenir à Beyrouth (Liban). Il a été remis à l'automne 2002. Il y sera question d'aborder la question de la diversité culturelle en se basant sur la *Déclaration de Cotonou* et sur le *Plan d'action* adopté en juin 2001.

Annexe V

Chronologie des initiatives du gouvernement québécois

Le gouvernement du Québec est actif depuis plusieurs années sur le dossier de la diversité culturelle. Des initiatives sont entreprises au niveau provincial mais également international. A cet effet, des ministres interviennent régulièrement au sein de forums comme l'UNESCO, la Francophonie, et de façon ponctuelle dans des événements comme par exemple le Forum Social Mondial de Porto Alegre (Brésil). D'autre part, ce gouvernement est impliqué de près dans la mise en place de la Coalition pour la diversité culturelle, qu'il subventionne et soutien depuis sa création. Il travaille également en collaboration avec le gouvernement fédéral pour développer une position commune.

Voici un aperçu des démarches que le gouvernement québécois entreprend depuis 1998 pour faire reconnaître l'importance de la diversité culturelle et la nécessité d'élaborer un NIIDC contraignant. Les faits présentés sont tirés des communiqués publiés sur le site Internet du Bureau de la diversité culturelle, au ministère de la Culture et des Communications⁴.

- | | |
|--------------------------|--|
| 29 - 30 juin 1998 : | Le Québec est représenté mais n'a pas le droit de parole à la première <i>Conférence internationale sur la politique culturelle</i> à Ottawa. Cette rencontre de suivi des discussions et travaux entrepris à Stockholm, organisée par Patrimoine canadien, regroupe des délégations des États membres, des ministres de la Culture ainsi que des représentants d'organisations de la société civile. C'est à cette occasion que le RIPC est créé. |
| 16 juin 1999 : | La <i>Déclaration ministérielle du 16 juin</i> vient officialiser la position du gouvernement du Québec sur la diversité culturelle. On y reconnaît le droit des États à élaborer librement ses politiques culturelles, la particularité des produits culturels ainsi que la nécessité de mettre en place un nouvel instrument international pour la diversité culturelle. |
| 20 – 21 septembre 1999 : | Participation d'Agnès Maltais, ministre de la Culture et des Communications, à la rencontre du RIPC à Oaxaca (Mexique). Le Québec propose l'élaboration d'un NIIDC. |
| 4 - 8 octobre 1999 : | Adoption à Québec d'une <i>Résolution sur la protection de la diversité culturelle dans le processus d'intégration</i> par l'Assemblée nationale et le parlement centraméricain. Les parlementaires signifient ainsi leur volonté de s'impliquer |

⁴ Bureau de la diversité culturelle, « Communiqués », sur le site du *Bureau de la diversité culturelle*, [en ligne], http://www.mcc.gouv.qc.ca/international/diversite-culturelle/communiques_mcc.htm (page consultée le 9 juillet 2002).

dans le débat et demandent qu'un traitement particulier soit accordé à la culture dans les accords de commerce

- 18 octobre 1999 : Le gouvernement s'engage à financer la Coalition pour la diversité culturelle.
- Novembre 1999 : Agnès Maltais présente la position du Québec en matière de diversité culturelle lors d'une table ronde des ministres de la Culture tenue à l'occasion de la 30e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Elle affirme que les États doivent avoir la capacité de formuler librement leurs politiques culturelles.
- 26 - 28 septembre 2000 : Participation d'Agnès Maltais, ministre de la Culture et des Communications, à la rencontre du RIPC à Santorin (Grèce), qui est satisfaite de constater que les membres ont opté pour l'élaboration d'un NIIDC.
- 12 décembre 2000 : Agnès Maltais présente la position du Québec à la table ronde des ministres de la Culture, organisée par l'UNESCO à Paris. Elle y souligne l'urgence de développer un NIIDC pour permettre d'établir des règles claires entre les objectifs commerciaux et culturels.
- 15 juin 2001 : Participation de Diane Lemieux, la ministre d'État à la Culture et aux Communications, à la 3e Conférence ministérielle sur la Culture de l'OIF. Celle-ci se réjouit que la Francophonie est décidée de ne pas négocier la culture dans les accords commerciaux.
- 10 – 13 septembre 2001 : Discours de Diane Lemieux à la première conférence internationale des associations professionnelles du milieu de la culture à Montréal, organisée par la CDC.
- 25 septembre 2001 : Mise en service d'un site Internet consacré à la question de la diversité culturelle destiné aussi bien aux experts qu'à la population en général.
- 5 février 2002 : A l'occasion du *Forum Social Mondial* de Porto Alegre (Brésil), un « amendement Québec » est inclus dans la *Déclaration finale*. Celui-ci reconnaît l'importance de la diversité culturelle et demande l'élaboration d'un NIIDC.
- 22 avril 2002 : Discours de Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, à l'occasion de l'ouverture du colloque *Industries culturelles et dialogue des civilisations dans les Amériques*, tenu à Montréal. Son intervention est axée vers la nécessité de développer un instrument contraignant.

25 avril 2002 :

Publication d'une étude portant sur la faisabilité juridique d'un instrument international pour la diversité culturelle, commandée par le Groupe franco-qubécois sur la diversité culturelle.

15 mai 2002 :

Discours de Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, à l'école de la politique publique et de la recherche sociale (*School of Public Policy and Social Research*) de l'Université de Californie. La position québécoise y est présentée.

Annexe VI

Protocole d'entrevue

Date : _____
Nom : _____
Fonction : _____
Organisation : _____
Durée : _____

Les questions ont été sélectionnées en fonction de l'interlocuteur. Une première série de question concernait l'organisation dont faisait partie l'interviewé (mandat, objectifs, réalisations, obstacles, etc.) et une seconde série portait sur le dossier de la diversité culturelle.

La liste des questions a été envoyée deux semaines avant les entretiens, de façon à permettre aux intervenants de se préparer.

Partie 1 – Questions spécifiques à l'organisation

1. J'aimerais savoir ce qui a motivé votre action, votre implication dans le débat sur la diversité culturelle.
2. En quoi consiste le rôle de votre organisation sur ce dossier ?
3. Comment prend forme la collaboration entre votre organisation et les ministères de Patrimoine canadien et du MAECI? entre votre organisation et les groupes de la société civile ?

Partie 2 – Questions générales

Rôle du gouvernement

4. La position officielle canadienne en matière de culture fait-elle l'unanimité au sein du gouvernement?
5. Que pensez-vous la position officielle du gouvernement fédéral lors des négociations commerciale internationales? Est-ce qu'elle est assez ferme?
6. Les négociateurs commerciaux canadiens sont-ils assez sensibilisés à l'importance de la protection de la culture?

Rôle de la société civile et du citoyen

7. Selon vous, quel est le rôle des groupes de la société civile du secteur culturel dans ce dossier?
8. En quoi consistent vos efforts pour sensibiliser la population sur les questions culturelles?
9. Est-ce qu'on peut se passer de l'appui des populations pour faire reconnaître la légitimité des droits culturels dans les forums économiques? Quel est le rôle et l'importance des citoyens sur ce dossier-là?

Déclaration sur la diversité culturelle

10. Que pensez-vous de la Déclaration sur la diversité culturelle qui a été adoptée récemment à l'UNESCO? Est-elle à la hauteur de vos attentes? Quelle valeur peut avoir ce texte dans le débat actuel?
11. Pourquoi avoir créé le RIPC qui fonctionne en parallèle avec l'UNESCO ? Pour quelle raison le débat sur la diversité culturelle n'est-il pas concentré à l'UNESCO ?

Rencontre ministérielle de l'OMC à Doha

12. Quel bilan faites-vous de ces quelques jours de négociations de l'OMC au Qatar, en ce qui concerne la culture? Sachant que la question des services culturels n'a pas été abordée.
13. A la rencontre ministérielle de Doha en novembre dernier, il n'a pas été question de culture mais un échéancier a été établi pour des négociations sur les secteurs horizontaux (concurrence, investissements, mesures anti-dumping...). Est-ce que ces négociations risquent de toucher de près ou de loin la culture?
14. J'aimerais connaître votre sentiment par rapport au cycle du millénaire, si on le compare avec celui de l'Uruguay. Devrait-on assister au même type d'affrontement?

Négociations commerciales

15. Lequel de ces accords constitue un danger plus important pour la culture : le GATS ou l'accord de la ZLEA?

NIIDC

16. Croyez-vous que le NIIDC, pour être efficace, devrait être rattaché à l'OMC d'une façon ou d'une autre?
17. Selon vous, faut-il produire un texte de nature exécutoire? Est-ce réalisable?
15. Croyez-vous que le NIIDC pourra être élaboré avant la fin des négociations au GATS ?